

Comment of the state of the sta

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 15828 - 7 F

DIMANCHE 17 - LUNDI 18 DÉCEMBRE 1995

FONDATEUR: HUBERT BELIVE-MERY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Les Quinze s'unissent pour lancer l'« euro »

en janvier 1999

LE CONSEIL EUROPÉEN qui s'est achevé, samedi 16 décembre, à Madrid, a d'abord voulu mettre un terme à la controverse sur la nécessité de reporter ou non la création de la monnaie unique. En avalisant les différentes étapes du calendrier qui, à l'horizon de 2002, permettront à l'« euro » d'avoir cours légal en lieu et place des monnaies nationales, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement ont voulu présenter un front uni. Il reste que les Quinze ont préféré reporter à plus tard le sort dn « pacte de stabilité » proposé par l'Allemagne et la nature des relations à établir entre les pays qui, dès le départ, participeront à la naissance de la monnaie unique et ceux qui, pour quelque temps, resteront en dehors de ce «noyau dur ». Le sommet de Madrid a également fixé au 29 mars 1996 le début des travaux de la conférence intergouvernementale chargée d'adapter les institutions enropéennes dans la perspective de l'élargissement de l'Union à une douzaine de nouveaux candidats.

et notre éditorial page 14

Les malheurs du président de l'UEFA



40 G 12 - 1 58 TE

المعاصمة المجا

L'ANNÉE 1995 s'est moins bien achevée qu'elle n'a commencé pour Lennart Johansson, le préfootball (UEFA). A la tête de la confédération continentale la plus prospère, le Suédois pouvait se croire tout-puissant. Il briguait la présidence de la Fédération internationale de football (FIFA) et rendait public ses propositions pour le développement du ballon rond sur la planète.

Hélas ! Un joueur beige sans renom a remis à plus tard ces rêves de conquête. Jean-Marc Bosman attaquait devant les tribunaux les règlements de l'UEFA, qui avaient permis à son chub de briser sa carrière. La Cour de justice des Communautés européennes lui a donné raison, vendredi 15 décembre. Institutions politiques. joueurs, chubs se rebellent, et Lennart Jahansson doit tenter d'éteindre l'incendie qui menace dans sa propre maison.

Lire page 18





La CGT et Force ouvrière entretiennent la protestation contre le plan Juppé

Selon un sondage IFOP-« Le Monde », les Français sont partagés sur le maintien de la réforme

GAAAGNÉ!

LA SORTIE de la grève était amarcée de façon très inégale samedi matin 16 décembre. La reprise du travail s'est accentuée dans les transports parisiens: la RATP a annoncé, au milien de la matinée, que six lignes de métro sur quinze étaient ouvertes.

Dans les transports publics de province, la situation était très contrastée. A la SNCF, la reprise était perceptible en régian parisienne, mais plusieurs dépôts de province résistaient. Dans le snd de la France, les syndicats contestaient la lecture faite par les directions régionales de la lettre adressée aux fédérations de cheminots par Bernard Pons, ministre des transports. Cette lettre est censée garantir le gel des restructurations et des suppressions d'emplois.

Pour sa part, l'hôtel Matignon se disait déterminé, samedi matin, à onvrir durablement un dialogue de fond avec les syndicats. La CGT continne de demander le retrait du plan Juppé,



tian que la grève. Avec Force ouvrière et la FSU, elle appelait à des manifestations dans tant le pays, samedi. Un sondage de

sont contre.

Quelles que soient les suites dernières semaines, les députés l'IFOP pour Le Mande indique. de droite et de gauche, que que les Français sont partagés: nous avons interrogés par ail-

leurs, estiment qu'il aurs modifié les termes du débat pali-

ON A GRAAGNÉ!

Lire pages 6 à 9 et 25

et les paints de vue pages 12-13

Les élus de la région parisienne découvrent les vertus du vélo

PENDANT PRÈS d'un mois de grève des transports en commun, les habitants de l'Ilede-France ont inventé ce que les politiques et les experts n'étaient pas parvenus à mettre en ceuvre en plusieurs années de réflexions : noureaux modes de transports, itinéraires de substitution, aménagement du temps de travail, travail à distance. Le conseil régional d'Ile-de-France vient de s'emparer du dossier.

A son initiative, un sondage devait être réalisé, samedi 16 et dimanche 17 décembre, auprès d'un échantillon de la population active, sur des thèmes tels que l'usage de la bicyclette, le covoiturage, les bateaux-bus, les horaires décalés, les hébergements provisoires, le recours au fax et aux coursiers... Une nouvelle enquête sera effectuée dans quelques semaines, lorsque les usagers auront repris leur rythme habituel de vie et de travail et, peut-être, abandonné le patin à roulettes...

« Je ne crois pas à la pérennité de l'auto-stop, ni du covoiturage, qui pose le problème des retours, ni même des bateaux-bus, a priori tentants, mais beaucoup plus lents et beaucoup plus chers que le mêtro et le bus», explique Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional.

depuis deux mois, la perspective

· d'une « victoire » communiste, le

17 décembre, soulève-t-elle an

Kremlin des craintes réelles ? C'est

sur cette question sans réponse

que s'est achevée la campagne pour les deuxièmes élections légis-

latives organisées, en l'espace de

deux ans, dans la Russie de Boris

Ceux qui répondent par la néga-

tive se référent à l'un de ces calculs

machiavéliques si facilement attri-

bués aux communistes reconvertis

qui règnent à Moscou : face à un

Parlement « rouge », Boris Eltsine

pourrait enfin retrouver son an-

cienne image, celle du champion

des réformes et de la démocratie,

augmentant ainsi ses chances pour

l'élection présidentielle de juin

1996. Chacum s'accorde en effet, à Moscou, pour faire du scrutin pré-

vu dans six mois le seul à être vrai-

ment déterminant pour l'avenir de

la Russie, soumise depuis deux ans à une nouvelle constitution ultra-

présidentielle. Plusieurs signes ré-

cents montrent que Boris Eltsine

n'exclut pas de se représenter en juin prochain, malgré sa deuxième

longue hospitalisation en quatre

mois. Au pays de Breinev et de Tchemenko, une telle hypothèse

L'élite eltsinienne

face à la Russie réelle

ANNONCÉE sur tous les tons ne paraît pas totalement irréaliste.

Mals il a soudainement acquis la conviction que l'usage de la bicyclette est appelé à se dévetopper dans la capitale comme en banlieue. Cent quarante mille Parisiens possédaient un vélo avant la grève. L'enquête devrait permettre de dénombrer les nouvéaux adeptes de la bicyclette, dont les ventes ont explosé ces demières semaines. « Le succès croissant du vélo pose le problème de l'aménagement de la voirie, des dispositifs de statiannement et de la sécurité des cyclistes », souligne M. Glraud, qui souhaite Inciter les collectivités locales à développer les pistes cyclables, réclamées avec force par les élus Verts de Paris.

Le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), a an-noncé, vendredi 15 décembre, la prochaine constitution d'un groupe de travail « chargé d'élaborer très vite des propositions pour per-mettre à ceux qui ont découvert le vélo à Paris de pouvoir continuer d'en faire ». Déjà, le 15e arrondissement (le plus peuplé de la capitale, au sudquest) a accepté de constituer un réseau dans la continuité de celul d'Issy-les-Moulineaux. Il s'agit de généraliser cette initiative aux principales entrées de la capitale.

D'après des indications fournies par les en-

treprises, il semble qu'en dépit de l'absence totale de transports publics 75 % des Franciliens n'aient pas manqué un seul jour de travail et que 8 % seulement d'entre eux se soient absentés plus de cinq jours. « Ces chiffres font avancer concrètement le débat sur la durée du temps de travail », estime M. Giraud, qui prône, dans une région confrontée quotidiennement grève ou non - à d'énormes difficultés de circulation, le développement du télétravail. « C'est une piste sérieuse pour cantribuer à résoudre à la fois la crise du transport et celle du coût du mêtre carré de bureau », dit-il.

Le conseil régional dispose déjà d'une étude qui indique que le travail à distance touchera 7 ou 8% de la population active dans les cinq prochaines années. Des projets de « bureaux de proximité » sont à l'étude, en collaboration avec la RATP : l'objectif est de limiter les déplacements inutiles de certaines catégories de salariés, en mettant à leur disposition, dans certaines gares, les réseaux de communication nécessaires à la transmission de leur travall à leurs employeurs.

Pascale Sauvage

le président Eltsine, tatalement absent des écrans télévisés depuis quinze jours, est réapparu en meilleure forme. Son allocation d'une douzaine de minutes fut entièrement consacrée au danger d'une restauration communiste, allant jusqu'à évoquer la « guerre civile » qui menacerait la Russie. C'est exactement le même discours que tenait M. Eltsine, il y a deux ans, lorsqu'il incitait le pays à vater pour sa nouvelle Constitution, garante de ce qu'un retour au pouvoir des « bruns-rouges » (comme on désignait alors les nationalistes et les communistes) serait impos-

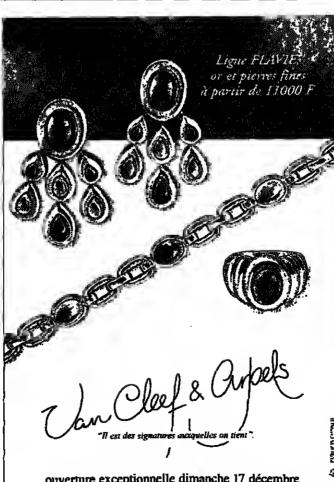
Il est vrai qu'aux dernières

heures de la campagne électorale

Dés septembre, le président russe avait canfié que son souci principal, qui le « hante jaur et nuit », reste celui d'« empêcher l'arrivée au pauvair d'un extrémiste ». Affirmant aujourd'hui que « tout est prévu » pour l'exclure, il traduit ainsi l'inquiétude réelle régnant depuis longtemps déjà au sein de ses divers entourages.

Sophie Shihab

Lire la suite page 14



ouverture exceptionnelle dimanche 17 décembre 22, place Vendôme, 75001 PARIS Tél. 42 61 58 58

Le gouvernement abroge le décret sur les fichiers de la gendarmerie

LE GOUVERNEMENT « va abroger » le décret qui autorise la gendarmerie à ficher les per-sonnes susceptibles de porter attelute à la sûreté de l'État, ainsi que leurs parents et amis, et celles « qui sant victimes d'actes de terrorisme au paraissent être particulièrement expasées à de tels

Un communiqué du ministère de la défense, rendu public dans la nuit du vendredi au samedi 16 décembre, annance le retrait de ce texte vivement critiqué par les syndicats de magistrats, de policiers et par l'assaciation SOS-Attentats. Le décret précise en effet que peuvent être recueillies des données naminatives relatives « aux apinians politiques, philasaphiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales ».

Lire page 25

L'extrême droite progresse chez les policiers

Deux organisations d'extrême droite, la FPIP et Front national pour la police. ont recueilli 13 % des voix chez les 92 000 policiers en tenue, lors des élections professionnelles. La FASP, proche de la gauche, recule, tout en obtenant 42,43 % des voix. p. 10

Crise budgétaire à Washington

Le conflit budgétaire aux États-Unis provoque la mise au chômage technique de quelque trois cent mille fonc-

Paris-Flacon

Capitale mondiale du parfum, Paris est aussi le centre de creation de ceux qui

∴ Record pour un Matisse

Le tableau mademe le plus cher vendu en France, cette année, est une petite aquarelle gouachée du maître qui fait partie des nombreuse esquisses préparatoires à La Danse.

François Léotard au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Le président du Parti républicain, Fran çois Leotard, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 17 décembre, à partir de 18 h 30. « Le grand jury RTL-Le Monde » est aussi retransmis en direct sur la chaîne câblée RTL 9.

nternational 2	Communication .
тапсе6	Agenda
arnet9	Abornements
pciété	Météorologie
orizons	Mots croises
ntreprises	Culture
nances/marchés16	Guide culturel

paux sujets à l'ordre du jour : le calendrier du passage à la monnaie unique et le démarrage, en mars 1996, de la conférence intergouvernementale chargée de revoir les institutions européennes dans la pers-pective d'un élargissement de l'UE. • LE NOM d'« euro » a finalement été préféré à celui d'« ècu », défendu notamment par la France. La mon-

naie européenne verra officiellement le jour en 1999 et, en juillet 2002 au plus tard, les monnaies nationales, sous forme de billets ou de pièces, n'auront plus cours. ● LE

CONSEIL européen de Madrid consti-C tue une consécration pour l'Espagne, dont la présidence de l'Union européenne s'achève à la fin décembre. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

ictise bud

4463

Les Quinze baptisent « euro » la future monnaie unique

Les dirigeants européens ont confirmé la date de son lancement : janvier 1999. Ils ont aussi fixé au 29 mars 1996 le démarrage de la conférence intergouvernementale chargée de réformer les institutions de l'Union

MADRID

de nos envoyes spéciaux Ce sera donc l'≠ euro ≠. La monnaie unique, dont il est réaffirmé, presque en fanfare, qu'elle verra le jour le 14 janvier 1999, s'appellera l'« euro ». Jacques Chirac n'était pas enthouslaste, il préférait l'« écu » et aurait volontiers envisagé qu'on laisse la question en suspens afin de permettre une consultation publique, mais il s'est très vite rallié au point de vue maioritaire.

L'essentiel, à Madrld, le président de la République l'a ainsi implicitement admis, était de donner le bon signal tant à l'opinion que, bien sûr, aux marchés financiers. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze se sont parfaitement acquittés de leur tâche, réglant très rapidement, dans la matinée du 15 décembre, les trois points encore eo suspens (des noints techniques mis à part celuidu nom de la future devise de l'Union) et étant de la sorte en mesure d'approuver le scénario de passage à la monnaie unique. Au-

trement dit le film des événements entre le moment où le Conseil européen établira la liste des pays qui participeront à la monnaie unique (1998) et celui où les pièces et billets libelles en « euro » seront mis en circulation (2002).

Anticipant quelque peu sur l'événement (se mettre d'accord sur les modalités de passage ne signifie évidemment pas que les conditions exigées pour ce passage - les fameux critères de convergence - seront remplies le moment voulu, notamment par la France), Jean Arthuis, le ministre français des finances, a parlé de « moment historique où lo monnaie unique vient consacrer le morché unique ». Plus sobrement, Yves-Thibault de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, a expliqué que les banques et autres établissements financiers disposaient désormais. de manière certaine, du cadre nécessaire pour s'adapter et que la Commission et les gouvernements étaient en mesure d'engager l'important effort de communication

que réclame la préparation de l'opinion à cette formidable muta-Outre le nom, les Quinze de-

vaient préciser la date à laquelle le Conseil européen arrêterait la liste des pays remplissant les critères de convergence et pouvant donc faire participants à la monnaie unique. Les Français souhaitaient la fin 1997, afin d'éviter tout télescopage avec les élections législatives, afin, aussi, de tenir compte de l'avis des gouverneurs des banques centrales qui évaluaient à une année la phase de préparation nécessaire avant le démarrage effectif de la monnaie unique, le 1º janvier 1999. verneur de la Bundesbank, ait été le premier à insister sur la nécessité

de disposer d'un laps de temps suffisant, les Allemands demandaient de reporter cette date de quelques semaines afin d'être en possession de statistiques définitives et tout à fait fiables sur les performances économiques accomplies par les uns et les autres en 1997.

« FAUX PROBLÈME »

On retrouvait là leur crainte permanente que, pour une raison ou une autre (informations incomplètes ou manipulées...), les critères de convergence ne soient pas scrupuleusement respectés. Le Conseil européen a finalement décidé que la liste serait établie « le plus tôt possible » en 1998, c'est-àdire des que les informations nécessaires seraient disponibles, probablement début février. Ce « foux

nion, a donc été réglé...

Il a été entendu, comme le souhaitaient les Français, comme le demandait aussi la Commission européenne, qu'à partir du 1ª janvier 1999, les obligations d'Etat (proposées aux banques) seraient établies en monnaie unique. Les Allemands auraient préféré qu'un tel saut solt différé. « Si on laisse oux Etats membres lo possibilité d'émettre de lo dette publique en monnaie nationole, on affaiblit lo crédibilité du dispositif, on empêche de créer un niveau de liquidité du marché opproprie et on se trouve de surcroît en plem illogisme, puisque ces emprunts, lors qu'ils arriveront ò terme, en 2003 ou 2004, seront remboursés en monnoie unique », expliquait Yves-Thibault de Silguy. C'est donc ce point de vue qui a prévalu.

Les transactions interbancaires pourront se faire en monnaie unique ou bien, jusqu'en 2002, en monnaie nationale. Au choix. C'est entre le 1ª janvier et le 30 juin 2002 que seront mis en circulation dans le public les pièces et les billets libellés en « euro ». Le scénario sera alors bouclé, le règne de l'« euro » définitivement installé. Parlera-tpourra-ton, par nostalgie ou commodité, se référer aux « eurofrancs », « euro-lires », « euromarks »? « Nous avons renoncé au suffixe, il n'est pas question d'odjoindre o l'« euro » le nom de la monnoie nationole », a repondu M. Arthuis, interrogé sur ce point.

Si satisfaisant soit-il, le pas en avant accompli à Madrid n'est qu'nn cépisode. La prochaine double étape figure au menu de 1996 avec, d'une part, le pacte de

problème », comme le qualifiait stabilité voulu par Théo Waigel, M. de Silguy à la veille de la réu- autrement dit le code de conduite en matière de discipline budgétaire et de lutte contre l'inflation à souscrire par les pays participant à la monnaie unique, et, d'autre part, la mise en place d'une collaboration monétaire entre le cercle des pays dont les devises composeront la monnaie unique et les pays restant encore en dehors du dispositif. La Commission de Bruxelles fera des propositions sur ce sujet dans les semaines à venir. S'agissant du pacte de stabilité, on ne note aucune objection de principe, mais il restera à s'entendre sur la formulation et sur le caractère plus ou moins contraignant des engagements à prendre. « Il n'y o oucune raison de s'écarter d'une recherche d'équilibre budgétaire qui n'est rien d'outre qu'un principe de bonne

gestion », a commenté M. Arthuis. Pour le ministre français, l'intérêt général milite assurément pour qu'il y ait convergence entre les pays participant à la monnaie unique et ceux qui y aspirent. Les Britanniques, continuant apparemment à se comporter comme des opposants à l'opération en cours, grossissent à plaisir cet enjeu et l'ampleur de la difficulté à surmontet. « Le camp de la monnaie unique tant moins de la moitié de la populotion de l'Union... Il ne faudrait pas créer une monnaie unique pour détruire le marché unique », a ainsi fait valoir le porte-parole de John Major. Une belle controverse en perspective pour le prochain conseil européen prévu en juin 1996, a Florence. Une étape « historique » à franchir (

Henri de Bresson et Philippe Lemaître

Le billet européen prend forme

Les experts commencent à avair une idée de plus en plus précise du six nu sept selon que l'nn décide d'un billet de 500 « euros » nn nnn) devraient être identiques dans chaque pays, encure que certains participants aient souhaité à Madrid « un lèger signe distinctif » selon les pays. Plutôt de petite taîlle (à l'instar du Saint-Exupéry nn du Marie Curie français), ils seront illustrés selnn un thème commun. Ce pourralt être ce que le groupe de travail a appelé « Âgé et style de l'Enrnpe ». Il prévnit sur une face la reproduction d'un monument, de l'autre un portrait annnyme_se rapportant à la même époque. Les_ cnuleurs dominantes seraient assez soutenues pour faciliter leur ldentification par les mai-voyants. Les signes de sécurité seraient suffisamment visibles pour inspirer confiance et décourager les contre- Bien que Hans Aletmayer, le goufacteurs. Des propositions seront soumises au conseil de l'Institut mnnétaire européen de Francfort le 16 janvier 1996.

Une consécration pour l'Espagne

de notre correspond<mark>o</mark>nt C'est lors de la premiere presidence espagnole de la Communauté européenne en 1989 qu'a été lancé le projet de l'Union économique et monétaire. A cette époque, l'Espagne était un nouveau venu dans la construction européenne puisque son intégration ne remontait qu'au mois de janvier 1986. Six ans apres ce bapteme du feu, le semestre de présidence de l'Union européenne a apporté à Madrid une véritable consécration. Non seulement la boucle est bouclée, puisque c'est dans la capitale espagnole que l'acte de naissance de l'UEM a été signé et que le nom de baptème de la monnaie unique a été adopté, mais, au-dela des symboles, le pays a gagné beaucoup plus : une franche reconnaissance internationale et une place, modeste, certes, mais réelle, dans le concert des nations.

Tout le monde s'accorde à dire, même parmi les plus critiques, que le bilan de la présidence espagnole est largement posinf. Le constat est là: un grand pas franchi vers l'UEM, les premiers jalons posés pour une coopération euro-méditerranéenne, les bases jetées pour une amélioration des relations avec les Etats-Unis et un accord signé entre l'Union européenne et le Mercosur (l'accord de libreéchange englobant l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil) pour ne parler que de l'essentiel.

Felipe Gonzalez, européen convaincu et militant, n'a pas ménagé son temps pour faire de cette presidence un succès. Avant le sommet, le président du gouvernement a visité les unes après les autres les capitales des Quinze pour que le conseil européen de Madrid reste une date dans la construction de l'Europe. Mission accomplie pour ce combattant de l'ancrage de l'Espagne à l'Europe qui a très vite compris que c'était le seul moyen de tirer son pays de l'isolement diplomatique et poli-

tique dans lequel l'avait plongé le franquisme. Aujourd'hui, l'Espagne compte au niveau européen. Manuel Marin est vice-président de la Commission. Carlos Westendorp, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, a conduit pendant six mois les travaux du groupe de réflexion sur la réforme du traité de Maastricht et Javier Solana, ministre des affaires étrangères, a fait l'unanimité pour conquérir le poste de secrétaire genéral de l'OTAN. Jamais la conviction européenne des Espagnols n'a été remise en cause, que ce soit au moment de Maastricht ou lorsqu'il s'est agi de régler les délicats problèmes de pêche ou de trouver un compromis sur la politique agricole. Au fil des ans, Madrid s'est affirmé comme un partenaire solide, sincère et disponible. Des relations profondes se sont créées. M. Gonzalez n'a pas caché, jeudi à Paris, à l'occasion de la simature de l'accord de paix sur la Bosnie, que certains dirigeants euronéens l'avaient incité à se représenter. Voilà en effet une décennie que ce vieux routier de la politique européenne écume les rencontres depuis sa toute première réunion

Que de chemin parcouru depuis cette époque où l'Espagne entrait frileusement dans la CEE! Par la suite. Madrid a donné son nom à la première conférence sur la paix au Proche-Orient en 1991 et l'Espagne, qui s'est jointe aux forces de la paix en Bosnie, fait aujourd'hul partie de l'Eurocorps et envoie des hommes dans l'espace. Reste désormais à ce pays, pour vraiment faire partie de la cour des grands, à satisfaire aux critères lui permettant d'appartenir à l'UEM. Dès 1999? Pedro Solbes, ministre de l'économie et des finances, y croit. Cette nouvelle bataille est toutefois loin d'être gagnée, même si Madrid a désormais inscrit son nom dans l'édification de l'Europe.

Michel Bule-Richard espagnol des affaires euro-

Plaidoyer pour une Europe sociale

M. Chirac souhaite « remettre l'homme au cœur du projet européen »

MADRID

de nos envoyes specioux Helmut Kohl parle d'Europe avec passion. Sous les lambris taillés à sa mesure de l'hôtel Ritz de Madrid, au terme d'une journée chargée, le chancelier allemand, comme à chaque sommet européen, retrouve sa presse pour disserter tard dans la nuit sur les pro-

grès du jour. Inlassablement, il défend son projet, son combat. Il rappelle que, de pierre en pierre, l'Europe avance, qu'il n'y a pas d'autre solution pour garantir la paix, la stabilité. Les grèves en France contre les sacrifices imposés, les manifestations en Belgique pour la défense de la fonction publique, le ronchonnement en Allemagne contre l'ahandon du deutschemark: le chancelier Kohl n'ignore pas toutes ces difficultés mais plaide pour qu'on les mesure comparativement aux immenses changements qui sont en cours

pour la bonne cause. Le pas effectué, vendredi matin, sur la monnaie unique, qui a reçu son nom de baptême, a été qualiflé d'« historique » par les délégations des quinze pays de l'Union. Personne pourtant n'était vraiment d'humeur, ce vendredi 15 décembre, sous le ciel plombé de Madrid, à pavolser. Les grèves françaises font réfléchir tout le

La situation sociale en Europe a occupé le premier tour de table de l'après-midi entre les dirigeants européens, sur la base d'un rapport préparé par la Commission de Bruxelles. Elle devait figurer en bonne place, dans les conclusions rendnes publiques samedi 16 décembre par la présidence, sans pourtant que personne ne sache encore très bien comment l'Union, en tant que telle, peut apporter des solutions. Comme le soulignait Carlos Westendorp, ministre

péennes, tout le monde a conscience que l'« Union ne veut pos se déchorger du chômage », mais n'a guère mieux à proposer aujourd'hui que de coordonner les mesures prises sur le plan national par chacun, pour assainir les économies et relancer la crois-

« On semble se culpabiliser pour les critères de convergence comme s'il s'agissoit d'un corset qu'on se serait imposé pour lo monnoie unique et qui détruirait des emplois. Mois nous-mêmes et par nous-mêmes », la monnaie commune étant là pour apporter plus de stabilité. « Le président, selon M. Barnier, a estimé que cette stabilité, ce n'est pos l'Union, c'est l'emploi et lo croissance qui en ont besoin ». « Le president Chirac, a-t-il dit, o revendiqué pour les prochaines étapes de lo construction européenne de remettre l'homme au cœur du projet européen, d'occentuer so dimension sociole, humaniste, de montrer que l'angoisse exprimée o bien été

comprise et entendue. » Les Quinze prennent ainsi

Un complément au Marché unique

Avec ses quinze Etats membres, ses 370 millions d'habitants et un produit intérieur brut évalué à quelque 6 000 milliards d'écus (1 écu = 6,30 F environ), l'Uniun européenne représente anjourd'hui un marché unifié de taille supérieure à celui des Etats-Unis. Le complément naturel à ce marché unique est la création d'une union monétaire, d'une politique monétaire unique et d'une monnaie unique. C'est vers ce but que tend le futur « euro », lequel doit permetire de stabiliser les taux de change européens dans le cadre d'une zone économique mieux intégrée, éliminant ainsi les variations erratiques des devises. La monnale unique permet aussi d'éliminer les coûts de transaction supportés par les entreprises et les particuliers puur convertir une munnaie communantaire en une autre. Elle doit aussi, théoriquement, assurer une meilleure transparence des prix et renforcer la concurrence grâce à la fixation des prix des biens et des services dans une même monnaie.

ce n'est pas vrai. Tous ont dit que la lutte pour l'emplai passait par le respect de ces critères, condition pour des économies saines avec des taux d'intérêt moins élevés et plus d'investissements », a déclaré le socialiste Westendorp.

Le président Jacques Chirac a pris la parole en séance pour tenir un discours analogue. Selon Michel Barnier, ministre français des affaires européennes, qui rapportait ses propos, le chef de l'Etat a souligné que le gouvernement français menait une « action volontaire, volontariste pour remettre

conscience que cette dimension sociale de l'Union doit être anjourd'hul précisée. Ce sera une des tâches de la Conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions dont il fallait décider à Madrid le iancement. Les institutions européennes ont besoin d'un « lifting » pour être adaptées aux changements et leur permettre de fonctionner de manière efficace lorsque les Quinze seront rejoints par les pays du sud et de l'est du continent qui frappent à leur

Comme au sommet de Cannes, en juin 1995, les chefs de gouvernement de ces pays étaient invités, samedi, à partager le déjeuner proposé à ses hôtes par Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol. Les négociations pour les adhésions commenceront une fois conclue cette réforme des institutions, après que la Commission de Bruxelles aura rendu un avis sur la situation de chacun. La Turquie, avec laquelle les Européens viennent d'accepter non sans mal de se lier par une Union douanière, fait encore l'objet d'un traitement à part. Mais son premier ministre, M= Ciller, a été pour la première fois conviée, elle aussi samedi, à une séance de travail

avec le Conseil. Les Quinze ont décidé, vendredi 15 décembre, que la conférence sur les institutions serait lancée le 29 mars 1996, à Turin, sous la présidence de l'Italie, qui prend la suite de l'Espagne, pour six mois, à la tête de l'Union européenne. Rome aurait souhaité que l'événement soit ponctué par une réunion extraordinaire des Ouinze. Mais d'autres, dont la France, ne le voient pas de cet ceil. On s'est entenda pour que les travaux durent une bonne année, pour se conclure à une date non fixée, vraisemblablement, dans la deuxième moltié de 1997, après les élections prévues en Grande-Bre-

Les pays candidats à l'adhésion seront informés de l'état des travaux tous les deux mois. La conférence se déroulera au niveau des ministres des affaires étrangères. Le Conseil a préféré confier à ces derniers la tache de préciser euxmêmes leur mandat à partir de janvier, en s'appuyant sur les travaux effectués par le groupe de travail dirigé par M. Westendorp et les propositions faites par l'Allemagne et la France avant la réunion de Madrid.

H. de B. et Ph. L.





La crise budgétaire aux Etats-Unis provoque une nouvelle paralysie de l'administration

La loi de finances provisoire a expiré le 15 décembre à minuit

Le conflit budgétaire opposant l'administra-tion Clinton et le Congrès américain, à majori-té républicaine, n'a pas été réglé avant l'expi-15 décembra à minuit. Quelque trois cent mage technique.

WASHINGTON

Set europeen Collins Secondary State Secondary

MIND SOFT HORD TO

that are

127

A TOTAL

255

-

-

W 51 15 14

37 C4-20

to the second

Charles .

Carrier on

STREET, THE STREET

100

7. 20.0

 $\tilde{\tau}(\tilde{Y}_{\eta,2,k}) =$

表 4

11.35

William .

3. Care

77

ぶっしょ

A 16 .

.....

Sapring Co.

-

Margarity and Committee

\$456. m 444

Harton, 100

1107127-27 A \$

e de

Margarette de la companya de la comp

Sim Galaire . . .

the state of

the second

ranama in the second

ž.

4----

. . .

這時 法知识 化二丁

7876 But

e Sylve

regression and

المراجعين الأ

 $x \in \mathbb{N} \times \mathbb{N}$

9 may 1 1 1 1

Section 1

Note that the

posture of the

100 m

3 - 45 TEA

4.4.

100 m

application of the

41.11

9.0

75 37 4

4-70-4

in the second

tigen en general for

de notre correspondant « C'est avec un regret profond que je dois dire au peuple américain que nous sommes revenus à la case départ », a déclaré, vendredi 15 décembre, Pete Domenici, président (républicain) de la commission budgétaire du Sénat. Pour la seconde fois en un mois, l'administration fédérale est « fermée », privée d'autorisation légale de dépenser l'argent de l'Etat. Le 14 novembre, faute d'accord entre l'exécutif et le législatif sur le budget 1996, l'administration avait dû se résoudre à mettre quelque buit cent mille fonctionnaires au chômage technique, afin d'économiser les deniers publics. Ce mouvement s'était prolongé cinq jours, jusqu'an vote d'une loi de finances

cord n'est intervenu. -Soucieux de présenter sa propre version de ce rebondissement, Bill Clinton a souligné que les républi-

provisoire expirant le 15 décembre

à minuit, date à laquelle aucun ac-

cains « menacent une nouvelle fois de contraindre le gouvernement à *fermer » si celui-ci n'accepte pas leurs profondes coupes budgétaires dans le système de santé, l'éducation, l'environnement, oinsi que leurs ougmentations fiscales pour les

L'enjeu de cette épreuve de force entre la Maison Blanche et les républicains (majoritaires au Congrès) porte sur les économies nécessaires pour équilibrer les comptes fédéraux en sept ans. M. Clinton s'est finalement ralié à l'objectif d'équilibre, qui constitue la pierre angulaire du programme républicain, mais en y mettant une condition: que ses priorités sociales soient respectées.

Bien qu'elles se soient considérablement rapprochées, les positions respectives des républicains et de l'administration Clinton restent encore éloignées. Le chef de la Maison Blanche se refuse à remettre en cause les avantages acquis en matière sociale, dont pro-

fitent à la fois la classe movenne et les plus démunis. Jusqu'à la semaine dernière, le fossé séparant les estimations de chaque camp s'agissant des économies nécessaires pour équilibrer les comptes de l'Etat atteignait plus de 400 milliards de dollars (2 000 milliards de francs) sur sept ans.

Grâce à une révision des prévi-

sions économiques, effectuée par

l'Office budgétaire du Congrès (CBO), quelque 135 milliards de dollars supplémentaires ont pu être trouvés, réduisant d'autant l'écart entre les deux parties. Pour aller plus loin, il faudrait que le chef de l'exécutif et les républicains acceptent de faire des concessions politiques majeures. M. Clinton, ragaillardi par plusieurs sondages (pour la première fois depuis février 1994, sa cote de popularité dépasse 50 % d'opinions favorables), ne veut pas céder. Cette paralysie partielle de l'administration devrait cenendant être

moins grave que la précédente.

Environ trois cent mille fonctionnaires relevant de services non essentiels sont concernés, la plupart d'entre eux à partir du lundi 18 décembre. La loi de finances se décompose en effet eo treize autorisations budgétaires, dont la plupart ont été signées par Bill Clintnn. De nouvelles négociations pourraient s'engager ce week-end, au cours duquel le Parti démocrate devalt marteler un message simple: avec les propositions républicaines, sept millions d'enfants se retrouveront au-dessous du seuil

de pauvreté et quatre millions

o'auront plus droit qu'à un sys-

tème de santé au rabais. Alors que la crise hudgétaire ne permet plus, depuis vendredi à minuit, de payer la note d'électricité du sapin de Noël de la Maison Blanche, traditionnellement admiré par des milliers d'enfants, Bill Clinton a annoncé qu'il réglerait personnellement la facture...

Laurent Zecchini

Epreuve de force entre les républicains et Bill Clinton dans l'affaire Whitewater

WASHINGTON

de notre correspondant La guerre d'usure entre la Maison Blanche et la commission sénatoriale chargée d'enquêter sur l'affaire Whitewater tourne au conflit ouvert. La commission a décidé, vendredi 15 décembre, de demander à l'ensemble du Sénat de se prononcer sur la nécessité de contraindre Bill Clinton à divulguer des documents que la présidence estime confidentiels. Ce différend juridique n'est pas exempt d'arrière-pensées politiques : la commission est présidée par Al-fonse D'Amato, senaiteur républicain de New York. Avec Jesse Helms, sénateur de Caroline du Nord et président de la commission des affaires étrangères, c'est un des adversaires les plus déterminés de M. Clinton.

pas grand-chose aux arcanes de l'enquête, mais ils mesurent l'enieu de cette partie de bras de fer politique: s'ils parviennent à convaincre l'opinion que Bill Clinmulent la vérité, voire qu'ils sont coupanles de graves irrégularités dans l'affaire Whitewater, les ré-publicains disposeront d'un sérieux argument électoral pour la campagne présidentielle de 1996.

La bataille en cours porte sur le compte-rendu d'une réunion qui s'est déroulée à la Maison Blanche, le 5 novembre 1993, entre les avocats présidentiels et les avocats personnels de M. Clinton: les premiers devaient passer le relais aux seconds s'agissant du dossier Whitewater, A Forigine, il s'agit de l'histoire de la faillite de la Madison Guaranty, une calsse d'épargne de l'Arkansas (État dont M. Clinton a cté le gouverneur), hée à l'achat d'un terrain du nom mobilier, Bill et Hillary Clinton étaient associés à leurs amis James et Susan McDougal, propriétaires de la Madison. Une des questions Les Américains ne comprement , est de savoir si M. Clinton n'a pas utilisé des financements publics pour renflouer la Madison, voire financer une de ses campagnes

électorales. Jusqu'à présent, en dépit d'une tiel n'a pu être retenu contre de toute autre réunion sur le M. Clinton ou ses proches. Un même sujet. M. D'Amato a refusé,

juge municipal de l'Arkansas, David Hale, prétend cependant avoir subi des pressions de l'ancien gouverneur pour accorder un prêt fédéral de 300 000 dollars à M= McDougal. Lors de la réunion de novembre 1993, William Kennedy, qui était à l'époque conseiller juridique à la Maison Blanche. a pris des notes, qu'exige aulourd'hul la commission d'enquête. M. Clinton s'v refuse, arguant du droit à la confidentialité

qui protège les échanges entre un

avocat et son client, ainsi que du

* privilège de l'exécutif». Mais le chef de la Malson Blanche apporte involontairement de Whitewater. Dans,ce projet im- ...de l'eau au moulin de ses adversaires : si le président n'a rien à cacher, affirment ceux-ci, qu'il rende publics ces documents. Vendredi, une tentative de conciliation a échoué: M. Clinton proposait de s'exécuter, mais à une condition: la commission ainsi que le procureur spécial chargé de l'enquête, Kenneth Starr, devaient reconnaître le caractère confidentiel la réunion du 5 novembre, et

ne voulant pas se lier les mains

pour la suite de l'enquête. La commission a dooc voté le principe d'une assignation en justice. Faute de parvenir à un compromis d'ici là, le Sénat devra se prononcer le 20 décembre. Si la Chambre haute du Congrès décide de saisir les tribunaux, il s'agira certes d'un camouflet politique pour M. Clinton, mais qui ne préugera pas de l'issue de la bataille iuridique qui s'ouvrira ensuite.

L'ONU donne son feu vert à l'OTAN pour le déploiement de la force de paix en Bosnie

20 000 soldats américains feront partie de l'IFOR

l'ONU a donné, vendredi 15 dé-cembre, autorité à l'OTAN pour faire appliquer, si nécessaire en recourant à la force, les dispositions militaires de l'accord de paix sur la Bosnie-Herzégovine, signé le 14 à Paris. La résolution, qui porte aussi sur les aspects civils de l'accord, a

été adoptée à l'unanimité. Elle prévoit que l'IFOR (la force de paix multinationale) remplacera « dons les quatre-vingt-seize heures » la Force de protection des Nations unies (Forpronu), déployée depuis mars 1992 en Bosnie. Le transfert de l'autorité mili-

Les réfugiés devront quitter l'Allemagne

Les réfugiés de guerre de l'ex-Yougoslavie perdront le droit de rester en Allemagne à compter du mois d'avril 1996 et devront soit demander l'asse politique, soit retnumer progressivement chez eux, ont déclaré, vendredi 15 décembre, les ministres de l'intérieur des seize Länder et le ministre fédéral de l'intérieur, Manfred Kantber. Les ministres sont convenus que la signature de l'accord de paix pont la Bosnie signifiait la fin dn conflit dans les Balkans. L'Allemagne a accueilli environ 400 000 réfugiés de l'ex-Yougoslavie, soit plus que tous les autres pays de l'Union européenne. « Nous ne voulions pas employer to force brutole. Mais il doit être bien cloir que le droit de rester est limité dons le temps », ont souligné les ministres allemands.

LE CONSEIL de sécurité de taire de l'ONU à l'OTAN devrait se faire le 19 décembre. De nombreux soldats servant dans la Forpronu changeront simplement de casques et d'insignes. Vingt mille soldats américains les rejoindront progressivement en Bosnie. Les préparatifs à ce déploiement américain sont toutefois retardés par les mauvaises conditions météorologiques, qui n'ont pas permis ces derniers jours d'utiliser l'aéroport

> D'autre part, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a confirmé vendredi soir à la télévision de Pale que la construction d'une « nouvelle ville » avait été envisagée pour les Serbes de Sarajevo. « Ce qui importe, c'est que nous restions ensemble », a martelé M. Karadzic, appelant les habitants des banlieues serbes de Saraievo qui refusent de passer sous administration bosniaque, comme le prévoit l'accord de paix, à ne pas se lancer sur la route de l'exode. « Lo Yougoslovie et la communauté internotionale sont prêtes à nous oider à construire une telle ville », a-til affirmé, en ajoutant que les emplacements « ne monquent pas » et en citant « lo vollée de Sorgievo ». Pale ou encore la région de Trebinje (Sud-Est).

> En France, le capitaine Frédéric Chiffot et le lieutenant José Souvignet, les deux pilotes qui avaient été détenus pendant trois mois par les Serbes de Bosnie, ont été chaleureusemnt accueillis vendredi sur leur hase aérienne de Nancy-Ochey, par une double haie de physieurs centaines de militaires. Les nombreux journalistes venus assister a ce retour n'ont cependant pas été autorisés à interroger les deux hommes. - (AFP, Reuter.)

Italie: les derniers jours du gouvernement Dini sont marqués par un conflit sur le budget 1996

de notre correspondonte Le gouvernement de Lamberto Dini entame sa demière longueur, mais celle-ci a tout l'air d'une course d'obstacles. Désigné en janvier à la suite de la démission de Silvio Berlusconi, celui qui fut son ministre du trésor avant de hi succéder à la présidence du conseil s'est engagé à démissionner à la fin . du mois de décembre, une fois la loi de finances pour 1996 adoptée. Or celle-ci – qui prévoit une réduction du déficit de 32 500 milliards de fires (104 milliards de francs) était bloquée au Parlement par plusieurs milliers d'amendements, ce qui a conduit le gouvemement à poser la question de confiance sur deux «paquets» d'amendements portant sur la partie dépenses du budget et un troisième concernant les recettes.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel expédient est utilisé pour accélérer l'adoption d'un texte. M. Dini, qui ne possède pas de vraie majorité, a pris le risque de se retrouver désavoué. Risque payé de succès, car il a obtenu la confiance, vendredi 15 décembre à la Chambre des députés, lors des deux premiers scrutins, avec, respectivement, 14 et 13 voix de majorité. Le troisième vote doit avoir lieu hindi.

Cette faible marge (sur plus de 600 votants) montre bien l'acuité des batailles politiques actuelles. Silvio Berlusconi, le leader du Pôle de la liberté (centre droit et droite) avait en effet annoncé qu'il ferait plus tôt, c'est-à-dire en février,

voter non. Quant aux communistes de Rifondazione comunistà, leur hostilité à la loi de finances est connue depuis des mois. M. Dini se trouvait donc pris en tenaille : il n'a dû son salut qu'à l'absence de certains députés de la droite, qui ont ainsi permis aux forces de gauche qui appuient le président du conseil de l'emporter.

Cette absence providentielle pourrait bien avoir été orchestrée, . permettant à M. Berlusconi de continuer à jouer les « faucons » de Popposition sans pour autant faire tomber le gouvernement: certains, au sein du Pôle de droite, n'étaient pas prêts à assumer un échec de la loi de finances, obligeant à des expédients budgétaires provisoires, dans un climat de confusion catastrophique pour l'image du pays et la tenue de la

SOLUTION . INTERIMAIRE »

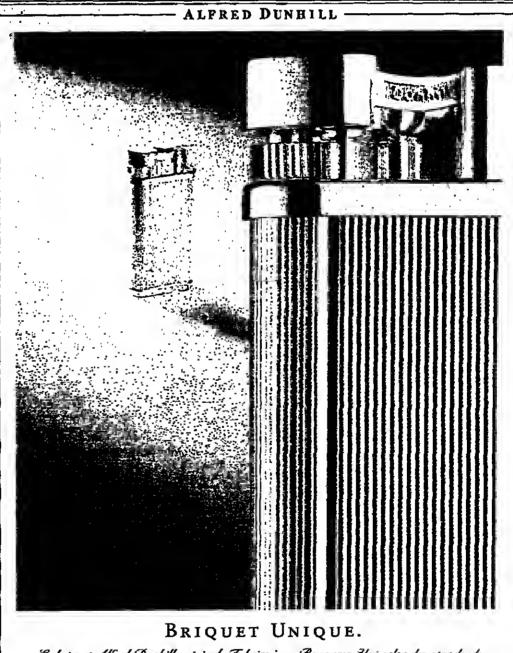
Qu'en sera-t-il, lundi, du troisième vote de confiance? Pour l'instant, Silvio Berlusconi annonce qu'il maintiendra son vote négatif, et son allié d'extrême droite, Gianfranco Fini, le chef d'Alliance nationale, parle même de « sanctions » contre les fameux absents du vote de vendredi. Pourtant, rien ne dit qu'une fois de plus un arrangement de dernière minute ne sera pas trouvé. Si toutefois Lamberto Dini n'obtenait pas la confiance, ce serait alors la crise, dont l'issue pourrait être la convocation d'élections législatives au

pour respecter le délai de quarante-cinq jours prevu entre la dissolution des Chambres et les nouvelles élections.

Si, en revanche, M. Dini arrive à faire passer sa loi de finances, il devrait, comme prévu, se rendre an Quirinal pour signifier au président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, qu'il a achevé son mandat Ce dernier le renverra alors probablement devant le Parlement pour qu'il tente d'en obtenir un nouveau, même limité. Ce n'est en effet pas un secret que l'actuel président du Conseil « rempileralt » sans se faire priet. Quant aux deux pôles - droite et gauche - qui tentent de se constituer dans la logique du nouveau système électoral italien - à dominante majoritaire et non plus proportionnelle -, aucun n'a pour l'instant de majorité affirmée: ils pourraient être contents de gagner du temps avec une nouvelle solution « intérimaire » avant de s'affronter dans l'arène électorale.

Dans ce cas, certains seraient prêts à envisager un gouvernement « Dini bis » pour mettre en route les réformes indispensables à l'assainissement du climat politique avant d'affer aux élections, sans doute fin mai-début juin. Ce qui aurait pour avantage de permettre à l'Italie de faire bonne figure pendant la durée de son semestre de présidence européenne, qui ne serait ainsi pas perturbé par un changement de gouvernement.

Marie-Claude Decamps



Le briquet Ufred Dunhill original. Fabrique au Royaume-Uni selon les standards modernes d'excellence. Finitions au diamant et placage raffinés. Disponible en différentes tailles et former. Sa garantie est internationale.



Très recherche depuis 1898.

. Ufred Dunhill, 16, rue de la Baix, Baris et distributeurs agrèes. Fel: (1) 44 18 98 98.

Les pays de l'Asie du Sud-Est ont signé un traité de dénucléarisation régionale

L'Asean prévoit de créer un marché unique en 2003

Les sept pays membres de l'Association des na-tions de l'Association de l'Association des na-tions de l'Association des na-tions de l'Association des na-tions de l'Association des na-tions de l'Association des na-na-nation de l'Association des na-nation de l'Association des na-nation de l'Association de l'Association de l'Association des na-nation de l'Association de l'Ass

de natre correspondant Les gouvernements de l'Asie du Sud-Est ont pris une série de mesures pour renforcer une dynamique d'intégration régionale tout en mesurant les limites imposées à ce mouvement par la diversité des dix Etats concernés. Ainsi pourrait-on résumer la philosophie du sommet qui a reuni, jeudi 14 et vendredi 15 décembre, à Bangkok en Thailande, les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) ainsi que la Birmanie, le Cambodge et le Laos, candidats à rejoindre cette organi-

Le temps fort de ce 5 sommet de l'Asean aura été la signature, vendredi, d'un traité qui fait de la région une « zane libre d'armes nuclénires », malgré les réserves émises par Pékin et Washington. Pour que cette affirmation d'identité ait plus de portée, l'Asean a prévu de soumettre aux puissances nucléaires - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU -, un protocole dont les termes sont encore négociables et auquei les Etats

Afin de dynamiser l'Asean, Bru-

Disparition au Niger

d'un chef

rebelle touareg

nei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thailande et le Vietnam se sont aussi entendus sur l'organisation audans l'intervalle des sommets officiels: la prochaine réunion aura lieu, à la fin de 1996, en Indonésie, le 6 sommet étant prévu, en 1998, à Hanoi. Un consensus semble aussi s'être réalisé sur l'intégration, d'ici à l'an 2000, des trois derniers pays de l'Asie du Sud-Est, encore que la candidature de la Birmanie sera réexaminée lorsque ce pays accèdera, peut-être dès l'an prochain, au statut d'« abser-

vateur » auprès de l'Association. L'ambition d'une Asean à dix, qui correspond à une volonté de renforcer son poids dans le concert international, ne doit cependant pas se faire au détriment de la structuration de l'Association. Or, comme l'a souligné Goh Chok Tong, premier ministre singapourien, « il est chir que l'Aseon n'est plus à lo tête du processus de libéralisation du commerce », référence au calendrier de réductions des tarifs douaniers dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Alena et de l'Union européenne. Il avait déjà été décidé de ramener au maximum à 5% ces tarifs intra-Asean en l'an 2003, avec un délai de trois ans accordé an Vietnam, moins développé. L'Association va désormais tenter de supprimer tnute harrière intra-régionale en 2003.

DÉFIS À RELEVER Cette volonté de créer un mar-

ché unique heurte, pourtant, en pratique, trop d'intérêts pour avnir une sérieuse chance de se réaliser. Les Indonésiens, par exemple, souhaitent retirer une liste de produits « sensibles », dont le riz, d'un accord sur des produits agricoles déjà reporté à 2010. Mais, toujours en appliquant la règle du consensus, le mouvement devrait s'accélérer dans le secteur des services en associant davantage les milieux d'affaires aux mesures gouvernementales. L'Asean a aussi décidé de s'impbquer en tant que telle dans le développement du bassin du Mékong, dont les principaux bénéficiaires seront, le cas échéant, le Laos, le Cambodge et le

Ces débats soulignent, à l'envi, une volonté d'exister face à des organismes plus importants comme la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (Apec), au sein de laquelle l'Ascan, même quand elle

parle d'une scule voix, a du mal à se faire entendre face à des « poids kourds » comme les Etats-Unis, le Japon et même la Chine. Ce souci figure dans la déclaration finale du sommet de Bangkok qui rappelle que l'Association est « consciente de l'existence de défis internes et externes à son identité, sa solidarité, san efficacité et son caractère

Tout en offrant une tribune aux Grands, notamment dans le cadre des réunions annuelles sur les questions régionales de sécurité, l'Asean prend désormais mieux la mesure des obstacles sur le chemin qui conduit à l'barmonisation d'économies en concurrence sur des marchés extérieurs. Son plus grand succès, depuis sa création, en 1967, à Bangkok, et pendant plus de vingt ans, a été de résorber les contentieux entre Etats membres et, depuis la fin de la guerre froide, d'englober progressivement l'ensemble de la région. Toutefois, marier cette «crolssance externe », en direction de pays pauvres, avec un rythme soutenu d'intégration économique constitue, effectivement, un « deti » supplémentaire à relever.

Jean-Claude Pomonti

Le président sud-coréen cherche à éliminer ses opposants en s'attaquant aux séquelles du passé

MANO DAYAK, l'un des dirigeants de la rébellion touarègue, est mort dans l'« explosian » de l'avion qui le transportait, vendredi 15 décembre, dans le nord du Niger. C'est ce qu'a indiqué, à Niamey, en fin de journée, Mobamed Anako, vice-président de l'Organisation de la résistance armée (ORA), principal mouvement de la rébellion, dont s'était séparé, en 1993, le Front de libération de Tamoust (FLT) dirigé par Mano

« L'appareil a explosé juste après avair décallé de Chiriate, aux confins du désert du Ténéré : il n'v a nucun survivont », a déclaré
M. Anako, en citant des sources proches du FLT, selon lesquelles des témoins n'ont découvert que des débris « culcinés ». On ignorait, samedi en fin de matinée, la cause de l'« explasion ».

A bord de l'avion, un Cessna 337 qui avait quitté Niamey vendredi matin et devait revenir le soir même dans la capitale nigérienne, se trouvalent, outre le pîlote et Mano Dayak, l'adjoint de ce dernier, Yahaha Wiliwil, le secrétaire général de l'Armée populaire de libération du Nord-Niger ralliée au FLT, Hamas Hamoud Halilou, et un coopérant français dont l'idenrité n'a pas été précisée. Le directeur de Niger Air Service, Kabo Abdoulaye, a déclaré que l'appareil avait été loué à sa compagnie par ce coopérant pour une « missian secrète dans le nard du pays ».

Agé de quarante-cing ans, Mano Davak, né dans le désert du Ténéré, dans une famille de nomades. puis éduqué en France, a largement contribué à sensibiliser l'opinion internationale au conflit to lareg qui, pendant quatre ans, a opposé la rébellion aux autorités nigériennes. Il y a une dizalne d'années, il avait participé, comme pilote puis comme organisateur, au Rallye automobile Paris-Dakar. Il avait ensuite créé une agence de voyages à Niamey, avant de rejoindre la rébellion.

En juillet, Mano Dayak avait confirmé la dissidence du FLT, en fondant la Coordination de la résistance armée (CRA). Il avait alors déclaré ne plus se sentir lié par le fragile accord de paix conclu, en avril, entre le gouvernement et les Touaregs, après une médiation de la France, et avait annoncé son intention de faire « cause commune » avec deux mouvements, toubou et arabe, entrés à leur tour en rébellion, dans

Lors de l'anniversaire du coup d'Etat militaire du 12 décembre 1979 à la faveur duquel les ex-généraux Chun Too-whan et Roh Tae-woo prirent le pouvoir, le président Kim Young-sam a appelé le pays à faire une « révolution de l'honneur » et il a dénoncé le comportement « éhanté » de ses prédécesseurs: C'est la première fois que le chef de l'Etat faisait une déclaration depuis l'arrestation de ces derniers. Ce coup de fouet à l'orgueil national bafoué par un scandale qui éclabousse toute la classe dirigeante n'a cependant pas estompé le sentiment de malaise dans l'opinion. La plupart des Coréens du Sud se de-

mandent si le chef de l'Etat survi-

vra au jeu de massacre qu'il a

entamé. Après avoir fait arrêter

son prédécesseur Roh Tae-woo,

dont le procès pour corruption

commencera le 18 décembre, puis

de notre envoyé spécial

en habits civils et la corruption, fruit de la collusion entre le monde des affaires et le pouvoir, qui ont accompagné la formidable expansion économique de ce pays, ne sont plus tolérés par la majorité. C'est parce qu'il n'a pas d'autre choix que de chevaucher le scandale que le chef de l'Etat s'est investi de la « mission historique » de porter le fer dans les plaies du passé national.

L'OPINION SCEPTIQUE

Une seule certitude: la crise ne fait que commencer et la Corée du 5ud s'oriente vers une période de confusion. L'ensemble de la classe politique est discréditée par le scandale des pots-de-vin et la structure actuelle des partis ne pourra y survivre. Le parti gouvernemental a annoncé, à titre de mesure cosmétique, qu'il allait changer de nom mais il risque surtout de se scinder. Le président Kim a contre lui la moitié des

Accord nucléaire entre Washington et Pyongyang

L'ambassadeur de Corée du Nord auprès des Nations unies et Stephen Bosworth, directeur du consortium Organisation du développement de l'energie dans la péninsule coréenne (KEDO), dirigé par les Etats-Unis, ont signé, vendredi 15 décembre, à New York, un ac-cord qui prévoit la fourniture à Pynngyang de deux réacteurs à eau pressurisée, en échange de l'arrêt du programme nucléaire nordcoréen. Le KEDO est financé par les Etats-Unis (5 %), le Japon (25 %) et la Corée du Sud (70 %). Pyongyang a averti que tout contretemps dans la mise en œuvre intégrale de l'accord entraîneralt la reprise de son propre programme nucléaire. La construction des réacteurs par le KEDO devrait coûter de 4 à 5 milliards de dollars. Pour les Etats-Unis, le programme nord-coréen était dangereux car il produisait du plutonium, susceptible d'être utilisé dans la fabrication d'armes nucléaires. - (AFP.)

le prédécesseur de celui-ci. Chun Too-whan, pour le putsch militaire de décembre 1979 et le massacre de Kwangju en mai 1980, quelle sera sa prochaine initiative? Personne ne s'attend à ce que Chun, ex-général de la trempe d'un Pino-chet au Chili, se laisse luger sans contre-attaquer. Refusant de répondre aux questions du parquet, il a entamé depuis son arrestation, le 3 décembre, une grève de la faim. Très affaibli, il semble qu'il ne parlera pas avant son procès. Le président Kim risque alors de perdre le contrôle de la machine qu'il a lancée et de se trouver lui-

même en position d'accusé. La présidence s'efforce de présenter les manceuvres du chef de l'Etat, ancien opposant du temps des dictatures, comme faisant partie d'un grand dessin réformateur qui vise à libérer la Corée de son passé et à régénérer la vie politique. L'autoritarisme de militaires

membres de son parti qui doivent leur carrière à ses prédécesseurs, l'armée qu'il désbouore et les milieux d'affaires qu'il humille. « Naus sammes en situation de guerre civile palitique», écrit le Chosun Ilbo.

M. Kim ne peut même pas se prévaloir d'avoir l'opinion publique derrière lui. Satisfaite du coup de balai, elle reste sceptique sur ses mobiles. Dans la poursuite des ex-généraux-présidents, le parquet est apparu suivre les di-rectives de la présidence et a opéré d'inopinées volte-face. L'opinion doute d'aurant plus de la pureté des intentions du très opportuniste M. Kim que sa volonté purificatrice a ses limites. En témoigne l'indulgence du parquet envers les milieux d'affaires: un seul président des conglomérats a été arrêté. Les autres ont été incuipés pour avoir versé des potsde-vin mais sont restés en liberté.

pouvoir au début de 1993, le président Kim a refusé les donations politiques. Mais avant son élection, a-t-il été aussi hréprochable, notamment lors de la campagne electorale de 1992? Beaucoup en doutent. L'image du président est en outre entamée dans l'opinion par les rumeurs qui circulent sur le compte de son fils, Kim Hyonchul, qui continuerait aujourd'hmi encore à recevoir des contributions pour faciliter l'obtention de contrats: des sociétés françaises

ont été sollicitées. Decrière le grand chambardement provoqué par M. Kim - il a nommé, vendredi 15 décembre, un nouveau premier ministre - se dessine enfin une manoeuvre qui vise à le débarrasser de ses deux principaux adversaires politiques: son rival Kim Dae-jung, la grande figure de l'opposition, qui a reconnu avoir touché 2,5 millions de dollars (12,5 milliards de francs) de Roh Tae-woo, et l'homme politique conservateur Kim Jong-pil, l'homme de confiance de Park Chung-hee, au pouvoir entre 1961 et 1979, dont il fut de longues années le premier ministre. En se présentant comme celui qui fait la hunlère sur le massacre de Kwangju, le président Kim essaye cyniquement de soustraire à Kim Daéjung, nriginaire de la région, l'un de ses thèmes de prédilection.

L'ARMÉE EN ALERTE

Dans Fimmédiat, avec l'évident souci de resserrer les rangs d'une nation qu'il sent lui échapper, le président a eu recours à la traditionnelle menace du Nord. Depuis la semaine dernière, l'armée a été placée en état d'alerte. Les autorités de Séoul arguent des graves difficultés économiques que tra-verse son voisin, ainsi tenté de se lancer dans une politique aventu-

S'il y a bien eu une concentration inhabituelle d'avions le long de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays à la hauteur du 38parallèle et s'il est vrai que le régime de Corée du Nord reste imprévisible, il ne semble pas, seion des sources américaines, qu'il ait des intentions belliqueuses. Le régime de Pyongyang s'est en effet lancé dans un délicat jeu diplomatique avec les Américains pour obtenir une aide financière nécessaire à sa survie politique. En outre, il est exclu qu'il puisse espérer un soutien de la Chine dans une opération militaire qui se révéleralt suicidaire.

Philippe Pons

Les insurgés tchétchènes poursuivent leurs attaques

GROZNY. Les indépendantistes tchétchènes ont poursuivi, vendredi 15 décembre, leurs opérations spectaculaires contre les forces russes, mettant à mal les affirmations des autorités russes sur le bon déroulement des élections organisées, jusqu'à dimanche, dans la République caucasienne. La deuxième ville du pays, Goudernes, attaquée jendi était totalement bouclée par les troupes du Kremlin, vendredi, sans qu'I soit possible de confirmer les déclarations du ministre russe de l'inténeur sur une reprise en main de la situation. Les insurgés unt également investi, vendredi, la localité d'Ourous Martane, à 20 kilomètres de la capitale, Grozny. Le ministre russe de la défense a estimé, vendredi, que les Tchétchènes disposent de forces suffisantes pour « une opération de grande envergure contre Grozny d'ici un ou deux jours ». - (AFR)

Soutien tardif du président haïtien au candidat de son mouvement

PORT-AU-PRINCE. Le président Jean-Bertrand Aristide a attendu le tout dernier moment de la campagne électorale, vendredi 15 décembre, pour se prononcer en faveur du candidat de son mouvement (Lavalas), René Préval, à l'élection présidentielle de dimanche. Inaugurant un pont dans le sud-est du pays, il a indiqué qu'il votera en faveur de ce candidat. Il a cependant ajouté qu'il respecte le choix de ceux qui ne le feront pas, estimant que son mandat aurait dû être prolongé de trois ans pour compenser son exil après le coup d'Etat militaire de septembre 1991. Selon un sondage rendu public vendredi par le quotidien Le Nouvelliste et Radio-Métropole, réalisé dans la capitale avant cet appel, René Préval arrive largement en tête avec 64 % des intentions de vote. -(Envoyé spécial.)

■ NIGERIA: Shell a confirmé avoir signé l'accord pour la construction d'un complexe de gaz naturel liquéfié au Nigeria, dans une annonce faite vendredi 15 décembre, à Londres. Après l'exécution, en novembre, de neuf opposants nigérians, la compagnie anglo-nécriandaise avait subl'de fortes pressions pour abandonner ce projet, auquei Elf est associé. Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi, avoir engagé des consultations avec leurs alliés pour imposer un embargo pétrolier au Nigeria. -

AMÉRIQUES

■ SALVADOR : un ancien dirigeant du Front Farabundo Marti de libération nationale, Ramon Salazar, a été assassiné, jeudi 14 décembre, au nord-ouest de San Salvador. L'un des meuritiers a été arrêté. Ramon Salazar, trente-six ans, était candidat au conseil national de l'ancienne guérilla, qui doit être élu dimanche. Plus de quarante membres du FMLN ont été assassinés depuis la signature des accords de paix, en

■ CHINE: Wei Jingsbeng a fait appel de sa condamnation à quator ze années de prison, a indiqué, le samedi 16 décembre, le frère du dissident de la Cour suprême populaire de Pekin doit se prononcer daris les dix jours. M. Wei, quarante-cinq ans, a été reconnu coupable d'avoir voulu renverser le gouvernement. Sa condamnation a soulevé un tollé en Occident, mais les autorités ont fustigé ces « ingérences dans les affujres intérieures de la Chine », les jugeaut « inacceptubles » - (AFE)

INDE: Washington à uns en garde New Delhi contre un éventuel
essai nucléaire, dans une note adressée, vendredi 15 décembre, aux autornés indiémies. Selon la Maison Bisnohe, une telle action pourrait compromettre l'équilibre régional et le futur traité sur l'interdiction globale des essais. Citant des sources proches des services américains, le New York Times de vendredi indiqualt que l'Inde pourrait procéder bientôt à un nouvel essai (le premier depuis 1974). Le gouvernement indien a répondu que cette information était « hautement spéculative ». - (AFR)

wernements:

-

1

- The residence of the

" Total Be

- Salat STIMEL .

Lungera

■ HONGRIE: près de 80 % des enseignants ont fait grève, vendredi 15 décembre, pour réclamer une augmentation de salaires de 25 %, au lieu des 19,5 % proposés par le gouvernement. De nombreuses catégories de fonctionnaires protestent régulièrement contre les mesures d'austérité introduites en mars par la coalition de gauche au pouvoir. -

■ TADRKISTAN : un journaliste tadjik de la radio BBC a été assassiné d'une balle dans la tempe, mardi 12 décembre, a indiqué le minis-tère de l'intérieur. Le corps de Moukhiddine Olimpour, cinquante ans, a été retrouvé dans une rivière, à Douchanbé, la capitale. - (AFP, corresp.)

■ TUNISIE: un appei pour une amnistie générale vient d'être lancé par des intellectuels tunisiens à l'occasion du quarante-septième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les quelque cent trente signataires de cette pétition - universitaires, avocats, syndicalistes et journalistes - expriment leur « profonde préoccupation quant à la dégradation de l'état des libertés (et notamment la liberté d'opinion, d'association, de réunion et de circulation) » en Tunisie et leur « indignation devant la détresse qui en résulte ».

PROCHE-ORIENT

■ ISRAÉL: Léa Rabin, veuve du premier ministre assassiné, a été reque par Jean Paul II, le 14 décembre, à Rome. Elle a assuré que le pape avait reconnu Jérusaleni comme capitale d'Israel, mais le Vatican a interprété les propos tenus pas Jean Paul II an cours d'une conversation comme un constat et non comme un geste envers l'Etat juif, avec lequel le Vatican n'a noué des relations diplomatiques que depuis 1994. - (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : le chômage à reculé à 8 % de la population active en novembre, selon le Bureau central des statistiques (CSO). Avec ce nouveau recul - le vingt-septième consécutif -, le nombre des demandeurs d'emploi est le plus bas depuis mai 1991. - (AFR)

■ ETATS-UNIS: les prix à la consommation n'ont pas augmenté aux Etats-Unis sur un mois en novembre, pour la première fois depuis plus de quatre ans, a indiqué le département du travail, jeudi 14 décembre. lls avaient augmenté de 0,3 % en octobre et de 0,1 % en septembre. Par rapport à novembre 1994, la hausse n'est que de 2,6 %. Les analystes pensent que cette maîtrise des prix encouragera la Réserve fédérale à réduire ses taux d'intérêt le 19 décembre. - (AFR)

M. Christopher note des « progrès » entre la Syrie et Israël

DAMAS. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, actuellement en viste en Syrie et en Israël, a emegistré, vendredi 15 décembre, à Damas, des «progrès sensibles» sur le dossier israélo-syrien, à l'issue d'un entretien de quatre heures avec le président Hafez El Assad. Selon un haut responsable de la diplomatie américaine, « aucun des deux protagonistes n'impose octuellament de conditions pour la reprise des discussions », qui concernent notamment le sort du Golan, ce plateau syrien annexé par Israel. - (AFP, Reuter.)

of the control of

Part of

Section of the Contract of the

ST ST C

44 CC 37

Les autorités marocaines cherchent à désamorcer la violence islamiste

Cheikh Yassine a pu prêcher à la mosquée de Salé

RABAT

de notre correspondante Sans doute surprise par l'ampleur des réactions suscitées par la levée de l'assignation à résidence du cheikh Abdessalam Yassine, chef de l'association islamique Al-Adl Wal Ihsan (Justice et Bienfaisance), le pouvoir a rétabli, vendredi 15 décembre, moins de vingtquatre heures après l'avoir enlevé, un cordon de policiers autour du domicile du «guide», à Salé, près de Rabat. S'il a ainsi pu empêcher d'éventuels débordements de la part des quelque deux mille intégristes accourus de toutes les contrées du pays, il n'est cependant pas revenu au statu quo ante, puisqu'il a autonisé l'auteur de Dialogue avec messieurs les démocrates, son dernier ouvrage, à se rendre à la mosquée et y prêcher la bonne parole. Ce qu'il

n'avait pu faire depuis six ans. Abdessalam Yassine, qui s'est montré modéré dans son expression et a rappelé son opposition à la violence, a cependant critiqué avec vigueur la politique économique et sociale du gouvernement. « Nous ne sommes pas et nous ne serons jamais des « intégristes », comme essaient de nous présenter nos odversoires à l'étranger », a-t-il déclaré.

N'ayant jamais reconnu avoir imposé au cheikh une assignation à résidence, les autorités locales ne pouvaient pas affirmer l'avoir levée. Elles se sont contentées d'alléger le dispositif et agiront vraisemblablement en fonction du comportement du cheilch et de ses amis. Ce premier pas, qui pourrait donc être suivi de nouveaux allègements, devrait être

assez bien accueilli par l'opposition et les organisations des droits de l'homme, qui n'ont cessé de réclamer la levée des contraintes qui pe-

saient sur Abdessalam Yassine. Si son entourage estimait que le pouvoir avait fait « marche arrière » et que le cheikh ne pouvait se contenter de « demi-mesures », la liberté étant indivisible, les milieux politiques et les cercles diplomatiques jugeaient que les autorités avaient fait un « geste significatif ». Cette mesure devrait aussi faciliter le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, dialogue qui a repris récemment, après que Hassan II eut reçu les chefs des deux principales formations de l'opposition, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le parti de l'Istiglal, et indiqué à ses hôtes que l'année 1996

serait « décisive ». En laissant davantage de marge de manœuvre au cheikh, dont le charisme lui a valu, depuis de longues années, de rassembler de nombreux adeptes autour de sa personne, le pouvoir cherche peut-être aussi à éviter l'émergence de groupes islamistes radicaux favorables à la violence. Mais il s'agit là d'un pari non dénué de risques : «Cheikh Yassine est-il avant tout un penseur religieux ou, au contraire, un dangereux manipulateur ? ., se demandait, il y a peu, la revue Maroc-

Hebdo. Le comportement violent, ces dernières années, de certains étudiants disciples du cheikh dans les universités de Fès, d'Ouida et de Casablanca ne peut en tout cas qu'inciter le pouvoir à la prudence.

Mouna El Banna

Les gouvernements reconnaissent -la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique

de notre envoyé spécial 🤌 cembre, les experts de l'ONU ont ac- les catastrophes annoncées (désertificepté officiellement les conclusions cation, montée du niveau de la mer, du rapport scientifique qui décrit l'augmentation de l'effet de serre et ses conséquences. Hormis Greenpeace, adepte du toujours plus, les organisations non gouvernementales ont affiché leur satisfaction. « Cette fois, ça y est: tous les Etats admettent leur responsabilité dans le réchauffement climatique », s'est réjouie Marylyn Hedger, du WWF (Fonds mondial

pour la nature). Tant qu'il ne s'agissait que d'avis scientifiques consignés dans d'épais rapports, les décideurs politiques n'avaient rien à craindre. Mais le texte de synthèse (vingt pages) ratifié à Rome les engage tous. Ils sont désormais tenus de tenter de stabiliser, voire de réduire, l'effet de serre. Certes, le document de synthèse est

Des scientifiques italiens sceptiques

« Les résultats scientifiques sont trop modestes pour justifier des décisions politiques », explque, sans ambages Giorgin Foccu, professeur de physique de l'atmosphère à l'université de Rome. Pour le directeur du département environnement de l'ENEA (Agence nationale de recherche), Francisco Mauro, il n'y a pas de doute sur le réchauffement. « Les papillons disparaissent, les termites remontent vers le nord, les signes abondent. » Mais « le phénomène remonte aux Romains ». Un hydrologue de l'université de Pérouse, Walter Dragoni, a fait ses comptes : en un siècle (1880-1980), la température moyenne à Pérouse est passé de 13° à 13.4°. Et les précipitations de 950 mm par an à 830 mm. « Le rechauffement est indéniable, mais je ne suis pas sūr que la cause en soit l'homme. En 3 000 ans, le niveau des lacs de l'Italie centrale n'a cessé de monter et de descendre

sans tendance claire. »

Y

loin d'être un brûlot, car toutes les précautions ont été prises pour que Réunis à Rome du 11 au 15 dé- le doute scientifique subsiste et que cyclones) demeurent des hypothèses de travail. Plusieurs délégations des pays pétroliers ont pesé de tout leur poids pour que les combustibles fossiles ne soient pas seuls épinglés mais qu'on tienne compte aussi du méthane de l'agriculture et des oxydes nitreux de la chimie. Ils ont même réussi à glisser, à plusieurs reprises, qu'un réchauffement aurait locale-

ment des effets bénéfiques... Si le diagnostic est maintenant admis, les remèdes, eux, restent à déterminer par chaque pays. La synthèse du groupe intergouvememental sur le changement climatique (GIEC) propose une panoplie où chaque pays industrialisé, en transition ou en développement, pourra choisir à sa enise. Il est suggéré dans l'ordre les économies d'énergie (« qui peuvent être réalisées à très peu de frais »), le recours au gaz naturel ou aux énergies renouvelables, y compris l'épergie midéaire. La délégation française, conduite par Michel Petit, voulait à ce propos faire supprimer les restrictions sur le nucléaire formulées dans

le rapport, mais cela lui a été refusé. En dehors des mesures techniques, le document onusien est ouvert à toute la gamme des leviers économiques ou administratifs: taxe sur Pénergie ou le carbone - que l'Union européenne soutient et que les Etats-Unis rejettent, malgré la présence temporisatrice à Rome de Robert Watson, le conseiller scientifique du président Clinton. Les Américains préférent les contrats entre administrations et industriels. La réglementation et les normes sont également prônées, mais sans illusion. « Il vout mieux une taxe, confie un des négociateurs français, Jean-Jacques Becker, car c'est le moins coûteux des instruments économiques et aussi le plus efficace car il frappe tout le monde. » Mais la facture sera quand même lourde : phisieurs points de PNB rien que pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre au niveau de 1990.

L'ex-FIS assouplit ses positions avant d'éventuelles négociations

Les ouvertures en direction du pouvoir algérien ont avivé les dissensions internes

Dans la perspective d'éventuelles négociations faire preuve de pragmatisme et à se démarquer sur les principes, a attisé les rivalités internes, riavec le pouvoir, les dirigeants de l'ex-Front isla-mique du salut (FIS) cherchent, aujourd'hui, à Ce ton conciliant, qui n'interdit pas la fermeté de personnes.

valités qui se réduisent souvent à des querelles

L'EX-FRONT ISLAMIQUE DU SALUT (FIS) cherche ses marques et tente de faire preuve de maturité politique pour apparaître comme un interlocuteur crédible dans d'éventuelles négociations avec le pouvoir. Bien plus, la rapidité exceptionnelle avec laquelle son instance exécutive à l'étranger a « dénancé et condamné vigoureusement » l'attentat à la voiture piégée, qui a fait, mardi 12 décembre, 15 morts et une trentaine de blessés, à Alger, indique que les « politiques » du mouvement essaient de reprendre la place que les « militaires » - violences obligent -. radicales. leur avaient ravie sur le devant de la scène. EXÉCUTIONS

La nouvelle donne politique is-sue de l'élection présidentielle du 16 novembre aura du moins permis aux dirigeants islamistes, un moment désorientés, de « rebondir » en faisant preuve d'un pragmatisme dont beaucoup les croyait incapables et d'infléchir, tout en restant apparemment fermes sur l'essentiel, leur ligne de conduite vis-à-vis de la

« junte » qu'ils combattent depuis bientôt quatre ans. Le ton conciliant du parti dissous à l'égard du président Liamine Zeroual, ses appels répétés à l'ouverture de négociations avec le pouvoir « pour une salutian palitique glabale et juste afin de ramener la sécurité et la paix civile et démasaver les criminels assaitfes de sang », ses critiques à peine voilées contre les exactioos « cantraires à l'islam » du GIA, attestent, sinon un changement total de sa stratégie, du moins, provisoirement, la mise sous le boisseau de ses méthodes les plus

Si ces « ouvertures » ont attisé les dissensions entre les différentes personnalités de l'ex-FIS. bien plus pour des raisons de préséance, un fragile consensus, selon des sources islamistes, se dégagerait peu à peu entre les ténors du mouvement pour définir, en l'absence des deux « stars », Abassi Madani et Ali Benhadi, toujours emprisonnés,

une ligne politique cohérente, indispensable à toute négociation. Leur tâche n'est pas aisée tout comme celle de prendre position clairement contre la violence, donc de tenir en main les militants de leur Armée islamique du salut (AIS). Leur crédibilité dépend justement de leur capacité à faire avaliser aux maquisards de nécessaires coocessioos, voire un cbangement de tactique.

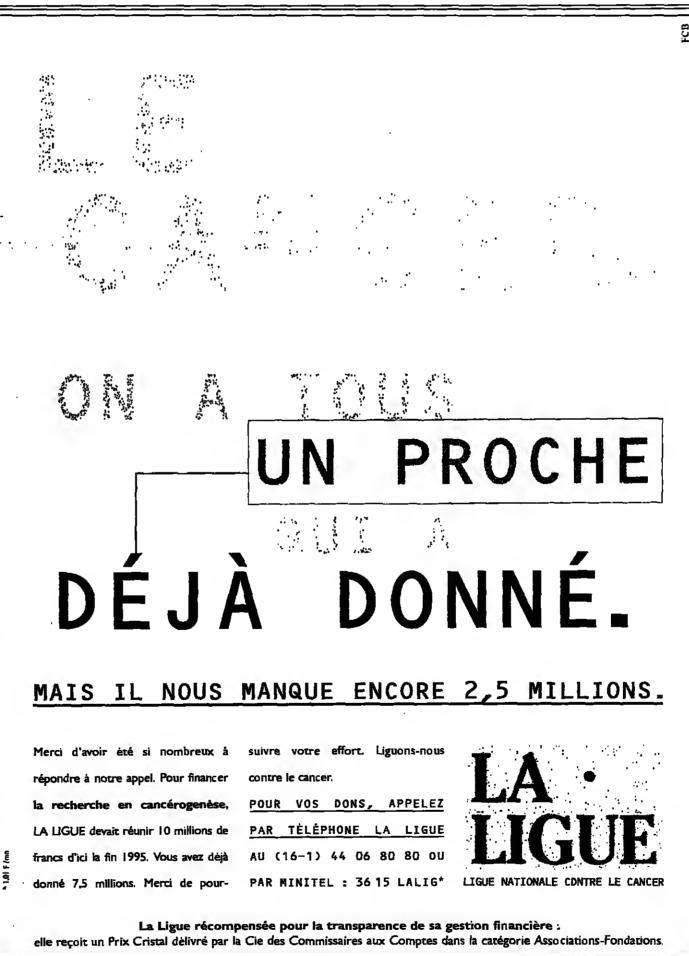
Rien n'est encore joué. Ahmed Beoaicha, responsable de l'AIS pour la région Ouest, vient d'appeler à une « intensification des opérations du djihad » (guerre sainte) dans le pays. Selon le quotidien arabopbone londonien Al-Hayat, cet * émir > a demandé aux Algériens qu'ils s'éloignent des « bâtiments afficiels, des casernes de l'armée, de la police et des milices » pour éviter d'être victimes d'attaques. Volonté de maintenir deux fers au feu ou affirmation d'iodépendance par rapport à la direction? Les branches ouest et est de l'AIS ont pourtant fait, depuis longtemps, allegeance à l'ex-FIS, à la diffé

rence des groupes du centre dont le radicalisme va de pair avec ce-

lui du GlA. A preuve, cette difficulté à insuffler aux « militaires » quelque pragmatisme et à les faire rentrer dans le champ politique: Mohamed Said et Abderrazak Redjam, deux transfuges du parti d'Abassi Madani, ont été assassinés, la semalne dernière, par le GIA. M. Said, disciple de Cheikh Sahnoun, djaz'aariste (islamiste nationaliste) convaincu, était responsable de la commission politique du GIA dont il avait assumé brièvement l'interim à l'automne 1994, avant d'être évincé par Diamel Zitouni, alias Abou Abderrahmane Amine. Tout comme M. Rediam, il avait occupé d'importantes fonctions au sein de l'ex-FJS avant son ralliement. Selon certaines sources, les deux bommes auraient quelque peu infléchi leurs positions et décidé d'annoncer une « trêve unilatérale totale » pour faciliter

une solution négociée du conflit.

Ali Habib



BNP met à la disposition de La Ligue ses 2000 agences.

A partir du 18 décembre, vous pouvez déposer vos dons à la BNP la plus proche.

ment », et s'est amorcée, samedi

matin 16 décembre, à la RATP, où les résistances sont toutefois plus vives. tester le degré de persistance de la mobilisation. ● LE PAIEMENT des jours de grève à la SNCF fait l'objet de négociations entre le ministère des transports et les syndicats, qui

ne désespèrent pas d'obtenir satis-faction. • UN SONDAGE de l'IFOP pour Le Monde montre que le premier ministre est loin d'avoir convaincu les Français d'accepter sa

réforme du système de protection sociale. 47 % d'entre eux continuent à souhaiter le retrait du plan Juppe, contre 49 % qui se prononcent pour son maintien (line page 8).

La mobilisation contre le plan Juppé se prolonge malgré la reprise du travail

Alors que le trafic redémarre à la SNCF et, plus timidement, à la RATP, la CGT, Force ouvrière et la FSU maintiennent la pression sur le gouvernement. Marc Blondel aura, en la personne de Jacques Mairé, un concurrent pour le poste de secrétaire général de FO

LE REFLUX de la grève est amorcé dans les eotreprises publiques concernées. Après vingtdeux jours de grève, comme eo 1986, les cheminots peuvent rentrer la tête haute dans leurs dépôts: ils ont gagné sur toute la ligne avec le retrait du cootrat de plan Etat-SNCF, la sauvegarde de leurs régimes spéciaux de retraite et, en prime, la démission de Jean Bergougnoux, le président de la SNCF. La reprise, progressive à partir du 18 décembre, devrait aboutir à un trafic normal avant les premières dates des vacances scolaires, qui débutent le 19. A la RATP, une reprise timide du trafic a été observée samedi 16 décembre. A La Poste et à France Télécom, le travail devrait reprendre à partir de lundi.

Toutefois, avant ce retour progressif à la normale, la journée de manifestation à Paris et en province organisée par le « front du refus » - CGT, FSU, FO, SUD,

groupe des dix et quelques fédéra-tions de la CFDT – devrait signifier au gouvernement la détermination des grévistes. Dans un communiqué, Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, ne relâche qu'en partie la pressioo sur le gouvernement. Il affirme que « le pion Juppé sur lo protection sociale est massivement rejeté » et que « son retrait en l'état constitue et va constituer un objectif de rassemblement et d'oction que la CGT est bien décidée à

nots », leur « fermeté exemplaire » et « la pratique démocratique dons la conduite des luttes », qui « ont temoigné de la maturité de ce mouvement », il affirme que « lo brèche que viennent d'ouvrir les cheminots en appelle d'autres ». Seule, cependant, l'union générale CGT de la fooctioo publique a appelé à un nouvean « temps fort » le 19 dé-

Saluant « la victoire des chemi-

Les organisateurs de la manifes-

tation parisienne étaient confiants samedi matin. Sur le parcours Denfert-Rocherean-Nation, qui était celui de la demière manifestation du mouvement étudiant en 1986, la tonalité devait être à l'unité. Outre les cheminots qui, depuis le début du conflit, out toujours défilé ensemble, toutes organisations syndicales confondues et sous les mêmes banderoles, des cortèges unitaires, sans la présence de la CFDT, sont prévus pour la RATP, EDF-GDF et les PTT. Dans le carré de tête de la manifestation parisienne, Louis Vianoet, Marc Blondel et Michel Deschamps seront une fois de plus côte à côte.

La direction de la CFDT s'est prononcée contre la journée d'action du 16 décembre, tandis que plusieurs de ses fédérations - équipement et transports, finances et éducation nationale - en sont parties prenantes. La CFTC estime, de son côté, que la grève est désor-

mais « politisée ». « La CFTC, avec d'autres organisations syndicales, o obtenu des garanties suffisontes [peur passer à la pégociation]. Dès lors, faire du "jusqu'au-boutisme" trompe la volonté des salariés », a déclaré vendredi la confédération chrétienne. L'Union nationale des syndicats autonomes; qui regroupe sept organisations - dont la FEN, la FMC (maîtrise et cadres de la SNCF) et la FAT (autonomes de la RATP) - juge, elle aussi, que «les motifs de la grève ont dispa-

MENACES DE SCISSIONS Pis, les querelles syndicales promettent de laisser des séquelles durables. Nicole Notat a répondu, vendredi 15 sur Europe 1, anx attaques du dirigeant de FO en déclarant que « Marc Blondel s'énerve beaucoup en ce moment ». La secrétaire s'est ensuite tournée vers la centrale de M. Viannet en exprimant le souhait que « la CGT ac-

compagne maintenant [la CFDT] sur les vrais terrains qui vont devoir ètre traités », comme l'emploi, l'exchisioo et le chômage. «Si favais trahi la cause de lo CFDT, je ne serais aujourd'hui plus à mon poste », a-t-elle aussi expliqué.

M= Notat pent en effet être sereine face à la demande d'organiset « un congrès extraordinaire de la CFDT pour permettre aux syndicats de choisir l'orientation et de legitimer la direction », qui émane de l'union régionale CFDT-Auvergne, I'm des chef de file de la contestion de gauche dans la CFDT. Cette proposition risque de ne rencontrer qu'un faible écho. En revanche, les prises de position progouvementales de Mac Notat sont lourdes de menaces de scissions à venir an sein de la

CFDT. 🔞 M. Blondel va avoir besom du renfort de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui annonce un don de...

10 000 francs comme « symbole de solidarité au fond de soutien du mouvement en lutte », dans l'épreuve qui l'attend. Jacques Mairé, secrétaire général de l'Union départementale FO de Paris et son principal opposant au sein de la centrale, a décidé de franchir le Rubicon : il se presentera contre le secrétaire général sor-tant - du jamais vu à FO! - lors du dix-huitième congrès de Force ouvrière, qui se réunira du 28 février au 2 mars à Paris.

Pour M. Mairé, qui fédère un tiers des opposants à M. Blondel. la bataille promet d'être rude, mais le secrétaire général est, pour le moment, très affaibli au sein de sa centrale. On lui reproche d'avoir laissé perdre la place de partenaire privilégié des pouvoirs publics que FO avait acquise du temps d'André Bergeron et l'on conteste sa stratégie de rapprochement avec la CGT.

Alain Beuve-Méry

travail et préparation des manifesgrévistes, à travers la France, dans la journée du vendredi 15. « Nous viendrons en fomille, ovec nos femmes et nos enfants, pour soutenir les autres salaries en lutte », affirme un cheminot de Clermoot-Ferrand, où les organisateurs du défilé espéraient regrouper 35 000 personnes, « Bibs » de Michelin.

Dans le Nord, les cheminots ont été parmi les premiers à reprendre le travail: tôt vendredi matin, un TGV a pu quitter la gare de Lille-Flandres à destination de Roissy. Alors que la grève se poursuivait à Lens et à Hazebrouck, elle avait cessé à Calais-Fréthun, où la municipalité communiste a multiplié les pressions pour faire entrer les salariés du secteur privé dans le conflit. A Nancy, les cheminots ont aussi décidé de reprendre le travail et un train, qui emmenenait dix voyageurs, a quitté la gare à 15 h 56. Les enseignants, qui réclament « des salaires décents pour tous et une véritable politique de l'emploi », devraient être nombreux à se déplacer pour défiler samedi aux côtés des cheminots.

A Mulhouse (Haut-Rhin), veodredi 15 vers 18 beures, l'intersyndicale CGT-CFDT-FD d'EDF, en

REPRISE PROGRESSIVE du raison de l'« intransigeonce » de la direction régionale, a fait procéder tations du samedi 16 décembre : à une coupure de courant. Celle-ci, rection, a privé d'électricité une grande partie de l'agglomération mulhousienne pendant une vingtaine de minutes. De nombreux usagers ont alors allumé des bougies. Deux sinistres en sont résultés: le premier a ravagé la chambre d'une fillette sauvée in extremis par ses pareots avant l'arri-

vée des sauveteurs, et le second a détruit un appartement.

En Franche-Comté, des manifes-Lons-le-Saulnier, Belfort, Montheliard. A Besançon, où la direction de l'EDF a obtenu un jugement en référé contre le piquet de grève, le syndicat CFDT des cheminots, l'Association antichômage, l'UNEF et la coordination des étudiants appellent à manifester avec la CGT et FO. A Lons-le Saulnier, le PCF

Les manifestations à Paris et en province

 Appels: les organisations qui appelaient à manifester le 16 décembre sont, notamment, Force ouvrière, la CGT, la FSU, mais aussi le « groupe des dix », des organisations d'étudiants et de lycéens (UNEF, UNEF-ID, syndicat des lycéens, Fidel, coordination des étudiants...), des organisations familiales et des mutuelles (Union des motuelles d'Ile-de-France, Confédération syndicale des familles, Cadac, Pionniers de France, PCPE-Paris...), les « sans-droits » (AC!, Droits devant, DAL, Apeis, MNCP, CDSL_), ainsi que la Fédération générale des transports et de l'équipement de la CFDT. Paris : dans la capitale, la manifestation devait partir de la place Denfert-Rochereau à

13 heures, pour se diriger vers Nation. En tête du cortège, FO, suivie des cheminots (intersyndicale), la RATP (intersyndicale), les organisations de chômeurs, le secteur de l'énergie (intersyndicale), la FSU, les organisations familiales et les mutuelles, certaines fédérations de la CFDT, le « groupe des dix », les étudiants et lycéens, SUD-PTT, la

 Province : de nombreuses manifestations devaient avoir lieu dans les grandes villes de France. Uo grand combre de sections départementales de la FEN ainsi que de syndicats départementaux du SGEN-CFDT avaient prévu de défiler, bien que les instances nationales de la FEN et de la CFDT n'aient pas appelé pas à manifester.

s'associe au rassemblement, qui sera suivi d'un « repas festif ».

En Rhône-Alpes, la situation se ont voté la reprise du travail, en dépit des tensions subsistant entre la direction régionale et la CGT. Pour samedi, des cortèges étaient prévus dans la plupart des villes de la région. C'est à Grenoble que la situation reste la plus tendue, notamment à la SNCF, à EDF et à La Poste, où l'occupation du centre de tri se poursuit.

UN BEAU COMBAT

A Bordeaux, dont le maire, premier ministre, sera absent ce samedi, la mobilisation devrait être moins forte que lors des précédentes manifestations. Les appels au secteur privé out été peu suivis d'effet. Les transports urbains sont toujours paralysés alors que, depuis plusieurs jours, une majorité du personnel souhaite reprendre le travail. Cependant, les partisans de la poursuite de la grève restent nombreux à la SNCF et chez les éboueurs de la communauté ur-

A Marseille, la CGT, FO et la FSU prévoyaient une « très forte mobilisation ». Plus de cent cinquante cars étaient prévus pour acheminer les manifestants, et les reponsables de la CGT misaient sur le remort des salariés du secteur pri-

vé. L'un d'eux estimait que l'amertume d'une partie des grévistes est « tempérée par le beau combat memoribonds ».

En Languedoc-Roussillon. comme les fois précédentes, une manifestation devrait se dérouler dans chaque chef-lieu de département. Deux grands défilés sont prévus à Béziers et à Montpellier, où les organisateurs n'espèrent cependant pas égaler le record de participation atteint mardi dernier. Les syndicats ont affrété des cars pour acheminer les manifestants. Une quinzaine d'unions locales du département de l'Hérault our rédigé un appel commun : les militants devraient se regrouper après le défilé pour montrer leur présence, en dépit des positions de leur confé-

A Caen, les cheminots ont prolongé la grève de vingtquatre heures « pour participer à la manifestation de samedi et par solidorité avec tous ceux qui luttent contre le plan Juppé ». Dans cette cité normande, où les embouteilages ont été nombreux ces dernières semaines, les syndicalistes ont accepté de négocier avec les commerçants « un parcours non penolisant pour les commercants du

De nos correspondants

Les appels syndicaux à arrêter la grève

La CFDT, la CFTC et la CFE-CGE ont appelé, dès le 14 dé-L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), a déclaré, vendredi 15 décembre, que « les motifs de la grève out disparu ». L'UNSA a précisé que tous ses syndicats - la Fédération maitrise et cadres (SNCF); la Fédération autonome des transports (RATP); la FEN et la Fédération générale autonome des fonc-dounaires (EGAE) - ent également appelé à la reprise du tra-

A la SNCF, la CGT-cheminots, après avoir reçu du gouvernement « des engagements écrits » sur les exigences qu'elle avait posées, a proposé que les cheminots « puissent décider de modifier les formes actuelles du mouvement, en préservant leur unité et ieur vigilance ». Elle n'appelle pas explicitement à la reprise du travall à la SNCF, décision qui reste du ressort des assemblées générales. La CFDT-cheminots n'appelle pas non plus formellement à la reprise, mais « prendro octe des décisions de la base ». La Fédération FO des cheminots est sur la même position. A la RATP, les deux syndicats CGT et FO ont annoncé une reconduction, « au moins jusqu'à dimanche ».

Gare du Nord: « Si on se satisfait de nos petits machins corporatistes, on passe pour des guignols »

VENDREDI 15 DÉCEMBRE, les grévistes de la gare du Nord se retrouvent au poste d'aiguillage qu'ils occupent depuis le début du mouvement. Le communiqué du bureau fédéral de la CGT des cheminots est tombé dans la nuit. Une phrase suffit à chauffer les esprits: * Lo CGT propose (aux cheminots) de modifier lo forme octuelle du mouvement en préservant leur unité, leur vioilance. > Le poste d'alquillage est une salle de commande high tech et, sur les écrans électroniques, un assemblage de lettres remplace les codes chiffrés, formant quatre mots : « Retrait du plan Juppé ». A travers les vitres fumées, les grévistes voient passer et repasser une rame de métro sur la ligne aérienne. « Ça nous énerve. » Un délégué de la RATP les rassure : « On croit qu'il y en a beaucoup. En fait, c'est la même rame, conduite por un non-gréviste, coincée

L'AG commence. Un responsable CGT donne le ton en précisant, agacé, que ce mouvement n'a pas été décienché en appuyant sur un bouton et qu'il ne s'arrêtera pas non plus comme ça. « Le contrat de plan SNCF, c'est clair, il va y avoir réécriture. Mois moi, dons six mois, je n'oi pas envie de voir réapparaître son frère ou son cousin germoin. - Un mécanicien d'entretien, non syndiqué, vingt-six ans, s'insurge : « Depuis Jundi, je dors ici toutes les nuits. Ce qui m'écœure, ce sont

entre Barbès et Père-Lachaise. »

qui parlementent. Ils retirent leur billes et ça me sabote le moral. Si on se satisfait de nos petits mochins corporatistes, on passe pour des guignols. C'est pas correct de mettre de côté les revendications sur le plon Juppé, olors qu'on ne gueuloit que sur ça dons lo rue. »

Un autre souligne qu'il serait « dommoge de reprendre le boulot le jour où Bollodur nous le demonde ». Un. deux. trois intervenants soulignent que « les gens, on est olié les chercher pour nous soutenir. Le minimum de respect qu'on peut ovoir pour eux, c'est de continuer. » Un « roulant » prend la parole, solennel: «On o 22 jours de grève dons les pattes, on n'est pos suivi. Depuis le début du conflit, on a été 33 % des saloriés de ce pays à débrayer. Si les 67 % s'y étaient mis, en deux jours, on faisait reculer le gouvernement. A ces 67 % de François, j'ai envie de faire comme à nos cheminats non grévistes à qui an vient de faire gagner 1 500 F pour leurs retroites, de leur foutre un coup de pied au cul. On veut nous faire posser pour lo locomotive du mouvement. Mois c'est une loco sons wagons. >

La salle grogne. Un autre soutient le collègue « réaliste » : « On a le droit de dire qu'on est fatigué. On o le droit de dire au privé qu'on ne va pas attendre un mois et demi avant qu'il nous rejaigne. Co fait des sous. » Une employée du comité d'entreprise n'ayant pas le statut de «cheminate » intervient: «Comme vous, j'ai 22 jours de grève. Si vous n'êtes pas derrière moi, j'oi tout perdu. » Un déléqué de Force ouvrière explique qu'« on o tous dons notre famille des gens dons le privé. Ils ne débrayent pas comme ça. Connoissez-vous seulement les conséquences de la dernière grève des comionneurs? La moitié ont perdu leur emploi. Non, c'est le secteur public qui a loupé le coche: La Poste, EDF... ».

UNE DERNIÈRE CHANCE

Un agent de maîtrise ose espérer qu'« un élorgissement peut encore se faire pendant la manif de samedi ». Tout peut s'y jouer, pensent certains. « Regordez Juppé. Depuis une semoine, il est comme une bagnole: il perd une roue, après une aile. Mois s'il a l'ossurance qu'on reprend tous le boulot lundi, il peut y ovoir 2 ou 3 millions de personnes dans les rues samedi, il n'en oura rien à secouer », dit l'un. Un autre reconte qu'il a été intérimaire chez Citroën avant d'entrer à la 5NCF: « Sì j'étois resté là-bas pendant ce mouvement, j'aurais bien mis 15 jours à me décider. On donne une dernière chance à ces gars-là. » Un traisième est partisan de poursuivre la grève au moins jusqu'à vendredi prochain: « Juppé veut nous tuer par la faiblesse. Il nous donne rendez-vous jeudi pour le sommet social. On voit bien qu'il y a une Obsence de proiet sociol en France. On a tous des mômes, tout le monde a peur de l'avenir. Personne ne soit comment améliorer le service oublic. On veut une répartition équitable des contributions. Les usagers ont été vachement courageux. Donnons-nous cette

chonce, tous, de relever lo tête. » Un délégué de la CGT rappelle que ce qui a fait gagner la sympathie du public, c'était le combat contre le plan Juppé. « Si nous orrêtons, les gens diront demoin les chemmots ont eu gain de cause, obtenu leurs petits avantages, ce sont des priviléglés", comme ils se le disaient ovont . Un ancien voudrait qu'on « tronsforme les désillusions en un peu moins de passion » pour une sortie dans l'unité, la fierté. Mais un jeune roulant demande un peu d'humour : « Les gronds mots, "forts", "fiers", me gonflent. Un fond de moi o un côté pour lo grève éternelle. N'oublions pas que le ndre de Marx s'appelle Lafargue, qu'il o écrit Le droit à la paresse. Et moi, je n'oi plus envie de bosser, les mecs I »

L'AG vote la reconduction de la grève : 8 voix contre et quelques abstentions sur 200 personnes environ. L'après-midi, on entend à la radio que « les fédérations Force ouvrière et CGT des cheminols estiment que le mouvement de grève se ter-mine » au vu des délibérations des AG. Gare du Nord, un responsable CGT ne cache pas son amertume de voir « se déciencher les vieux réflexes des fédérations et des confédérations pour terminer une grève. Ce mouvement était d'une autre noture qu'un simple conflit sociol. Il était deveru une critique des élites, du libéragraissages, de richesses non portagées, d'une société qui n'était plus faite pour l'homme. Au point où il était orrivé, ce mouvement avait besoin d'être politique. Il avait entraîné plein de consciences nouvelles et an n'avait pas droit de les trahir ». En écho, vendredi soir, un délégué FO de la gare Saint-Lazare confie qu'il était persuadé que les directions confédérales de la CGT et de FO « n'avaient jamais voulu aller à la grève générale. Viannet et Blondel chiaient dans leur froc à cette idée. Le mouvement ollait être trop spontané, trop autonome. On l'a bien vu sur le terrain. Ils ont freiné des quatre fers pour qu'on organise des comités de grève générale dans chaque quortier »

Le responsable de la CGT n'est pas surpris par cette mécanique du juste rapport de forces: « Au niveau de la fédération des cheminots, les victoires catégorielles sont indéniables. Au niveau de la confédération, Vionnet pourra d'autont mieux négocier qu'il n'a pas cherché l'af-frontement obsolu contre Juppé. Il o pensé qu'il n'y avait pas d'olternative à Juppé. Il y a dû avoir aussi quelques consultations auprès du PCF. » Un vieux classique, soupire-t-il. «Le danger, c'est que les gens, on l'a vu dans le mouvement, n'avaient plus confionce dons lo gouche qui avait pactisé avec les marchés. Ils voient maintenont les syndicats reculer. A

l'ovenir, qu'est-ce qui restera ? »

Dominique Le Guilledoux





Tout le qu'on n'A PAS PEROU. L'EST Toujours sa de gagné. REPRIE

La direction de la SNCF accusée de compliquer la fin de la grève

LA FIN DU CONFLIT semblait, mobilisation des troupes pour la endredi 16 décembre, devoir être manifestation nationale de samedi vendredi 16 décembre, devoir être progressivement acquise à la SNCF au fur et à mesure des votes de reprise du travail dans les assemblées générales (194 établissements sur 356). Pourtant, le ton est brusquement remonté samedi matin entre, d'un côté, les fédérations de cheminots de la CGT et de la CFDT et, de l'autre, la direction nationale, comme sur le terrain entre les syndicats et certaines directions régionales. « Il y a un petit maloise. La di-rection a mis de l'huile sur le feu vendredi soir » affirmajt à samedi à 9 heures Bruno Dalberto, le secrétaire général de la CFDT cheminots.

A Limoge, les cheminots utili-

Marie The second of th

Mar del se monde Methon Shin Page 1

75 m

المالة والوطي الأثاث

The second

teath ite

Part State Control

Contract of the second

garage and the second of the second

Tax .

V112

A same of

概 Ti Kita o

新名名 化二次

48.00

. به شع

Party is a

Argenter .

Francisco e e

Co.

表表 广东东北

5 THEFT 2.21.

CHARLES IN

TEXA.

er de la participa de la composition della compo

Sales Alice in

**** · · · ·

THE PARTY OF THE PARTY OF

3.000 T.

神機 子ぶっ ・・・・

WORK TOTAL

the said to

Marine 21. 4.717

THE APPLE

Section of the second

Traffe Calle

dett.

8- 8-

Andrew or in A CONTRACT STATE OF THE STATE

77 4 \$ 50 a.

网络紧紧连 化二二 400 April 1994

Alexander of the

Water Company

A 30 - 100

Staffager - ---

The state of the s

养本"上"

September 1

Section 2

9-18-42-11

400

5 CA

z - : : - :

2.2

· ·

7. T. J. J.

delica.

THE TAP OF THE PERSON AND THE PERSON

THE PROPERTY OF

tes appeis syra's

à arrêter la giện

Mark 40 250

saient même le mot de « trahison ». en évoquant la décision de 34 suppressions d'emplois dans leur région, une mesure qui avait été annoncée la veille du déclenchement de la grève. Les syndicats et la direction régionale ne font pas la même lecture de la lettre du ministre Bernard Pons sur le gel des restructurations et des filiations prévues par le contrat. Selon la direction régionale, la décision des suppressions d'emplois avait été prise avant le mouvement et reste donc en vigueur. De même à Lyon, où la plupart des établissements avaient pourtant voté la reprise du travail vendredi, le délégué CGT ex-pliquait, à la fin d'une réunion avec la direction régionale de l'entréprise qui s'est terminée samedi à 1h'30 que « la direction devait clarifier ses positions sur les évolutions d'effectifs. Sinon on ne doit pas exclure de nouveaux débroyages handi ».

Demier bras de fer, en vue de la

et à la veille des négociations sur le paiement des jours de grève, ou retournement de la situation? Tour semblait possible samedi matin. Les cheminots restent de toute évidence mobilisés. « Nous avions dé-On ne peut pas tenir indéfiniment la Prance à bout de bras, même si, pour

minots CGT et CFDT invitaient, avec prudence, à la reprise du travail. Ainsi, la CGT, ayant abtenu du gauvernement «les garanties écrites » qu'elle réclamait, a-t-elle « proposé que les assemblées générales puissent décider de modifier les formes actuelles du mauvement », clenché la protestation, mais les mais sans appeler explicitement à la autres salariés unt tardé à embrayer. reprise du travail. Les syndicats aut été entendus puisque, selon la CGT « une majorité d'assemblées géné-

La CGT propose aux cheminots de changer de stratégie

La fédération CGT des cheminots a déclaré, vendredi 15 décembre. que les salariés de la SNCF avaient « fuit reculer le gouvernement » sur le dossier de l'eutreprise publique. Elle a proposé de « modifier la forme actuelle du mouvement », tout en « renforçant la mobilisation pour chaque rendez-vous interprofessionnel de lutte pour le retrait du plan Juppé ». Dans un communiqué, la fédération, qui recense toutes les assurances données par le gouvernement tant sur la négociation du contrat de plan entre l'Etat et la SNCF, qui a été retiré, que sur le régime spécial de retraite et de prévoyance, dont le projet de réforme a été annulé, propose d'« organiser sur chaque lieu de travail, avec tous les cheminots qui ont participé à cette lutte historique, une "fête des acquis de la lutte unie" ». Cette fête, en forme de point d'orgue au conflit, devrait avoir llen hundi 18 décembre.

travail s'apparente à une trahison vis-à-vis du mouvement » expliquait avec regret un syndicaliste ao len-demain de la réunion de sortie de crise entre les rédérations de cheminots et Bernard Pons, le ministre des transports, Arme-Marie Idrac, son secrétaire d'Etat.

Car cette réunion, de jeudi soir, avait bien fait basculer la crise. Le lendemain, les fédérations de che-

certains d'entre nous, reprendre le roles de cheminots a décidé de suspendre la grève, tout en restant vigilantes et mobilisées pour d'autres rendez-yous *

Le gouvernement avait, il est vrai, concedé des avancées importantes. « Sous l'arbitrage d'Alain Juppé », selon un syndicaliste, Bernard Pons avait ajouté aux garanties portant sur le maintien du régime spécial des retraites et sur la mise à plat du contrat de plan le gel des restructu-

tion salariale debut 1996. Vendredi soir, les syndicats ont demandé à la direction de confirmer que ces assurances impliquaient notamment le gei de la filialisation du Sernam et de la création de Telecom Developpement (Le Monde du 27 navembre), le maintien des fnnds d'action sanitaires et sociaux et la suspension des suppressions d'emploi (sait, selon la CFDT, 2000 emplois préservés). Ils n'ont, semble-til, pas abtenu tautes les assurances demandées.

Le bureau fédéral de la CGT cheminots tentait toutefois de calmer le jeu samedi matin en assurant « avoir eu des goranties du cabinet de Bernard Pons sur l'interprétation de lo lettre du ministre ». « Il faut plutôt y voir le cambat d'arrièregarde d'une direction de lo SNCF desavouée » ajoutait-il.

Les syndicats vont également poursuivre les négociations sur le paiement des jours de grève. «Le gouvernement a donné raison aux cheminots, l'entreprise doit donc supporter le coût de la grève » explique le secrétaire général de la CFDT des cheminots. « De toute façon, ajoutet-il, le décompte des jours de grève sera souvent impossible puisque le personnel d'encodrement et administrotif était aussi en grève. » D'après la CGT. M. Pons hi aurait affirmé que les discussions sur ce paiement « devraient se faire dans un esprit de modération cantraire à un esprit re-

> Christophe Jakubyszyn (avec nos correspondants régionaux)

Les médecins défilent contre « le rationnement des soins »

Le secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard, tente de rassurer les praticiens sur l'encadrement des dépenses maladie

tian nationale « cantre le rationnement des soins », prévue dimanche 17 décembre à Paris, les trois syndicats de médecins organisateurs (CSMF, FMF, SML) etaient sans illusion : leur défilé cantre le . plan Juppé » n'avait guère de chances d'abtenir le succès des manifestatians de 1991 et 1992, quand tautes les professians de santé s'étaient liguées contre les projets de réforme d'Edith Cressan et de Pierre Bérégavoy. Plusieurs syndicats (médecins, infirmières, cliniques, bialagistes), soutenus par le RPR et l'UDF - Alain Juppé en tête -, vaulaient alars en découdre avec le gauvernement et préparer ainsi une * alternonce » qui devait, selan eux, sauver la médecine libérale de l'étatisa-

La majorité a changé, les contraintes écanomiques sant restées, et M. Juppé a sanctionné vingt-cinq ans de laxisme « cogéré » par le CNPF, FO et les syndicats médicaux. De nambreux « toubibs » proches de la majorité se sentent aujaurd'hui trahis, « J'en connais un qui a renvoyé sa corte du RPR », affirme le secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Hubert Wannepain. . Les médecins libéraux ne manifestent pas pour faire de lo politique politicienne. Peu importe s'il s'agit de Juppé ou d'Evin, estime-t-il. Jusqu'à présent, nous avons eu un gentil dialogue avec le secrétaire d'Etat à la santé. Mointenant, nous voulans une véritable négociotian. » Les praticlens libéraux ac-

ceptent de respecter un objectif annuel de dépenses en limitant leurs actes et leurs prescriptions à ce qui est médicalement utile. mais à condition que cet objectif soit tonde sur des critères sanltaires, expliquent leurs responsables. Ils acceptent aussi, des penalités financières individuelles en cas de dépassement, mals refusent toute sanction collective frappant Indifféremment les « bons » et les « mauvais » médecins. Si MG-France (généralistes) a apporté un soutien critique au plan Juppé, et n'appelle pas à manifester, la CSMF, la Fédération des médecins de France et le Syndicat des médecins libéraux, plus marqués à droite, vaient dans cette réforme l'amorce d'un « rutiannement des soins ».

■ DÉSINFORMATION »

Le secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale a reçu ces trois organisations, cette semaine, pour tenter de les rassurer. En vain. Le rationnement des sains? mation pour foire peur aux François. En réolité, le rationnement des soins se fera de lui-même si nous ne foisons rien, a déclaré Hervé Gaymard, vendredi 15 décembre, dans un entretien accardé à l'Agence France Presse. L'objectif que poursuit le gouvernement, c'est lo quolité des soins. » M. Gaymard estime que « ce n'est pas parce que le gouvernement o onnoncé que les dépenses de médecine de ville ne devraient pos augmenter plus vite que les prix en 1996 (2,1 %) que les

A LA VEILLE de la manifesta- Français seront mains bien soignés et que des files d'attente vont se créer pour se faire opérer ». Si, par exemple, une campagne de vaccination est décidée en cours d'année par le gauvernement, comme paur l'hépatite B en 1995, san cout viendra en plus des 2,1 %.

Après 1996, assure M. Gaymard le taux d'évalution des dépenses « sera fixé chaque onnée por le Parlement en fanction prioritairement d'objectifs de santé publique. qui auront auparavant ete largement debottus dons le codre de la conférence nationale de santé, o loquelle seront associés les représentants du monde médical ». Il se mantre rassurant sur les futures expérimentations de filières de soins: il y aura bien des « incitotions » à cansulter un généraliste avant de s'adresser à un spéciabste, mais pas de « passage abli-

L'industrie pharmaceutique mise à contribution

Les fabricants de médicaments devrant payer, en 1996, une contribution exceptionnelle de 2,5 milliards de francs pour le redressement de la Sécurité sadale. « Le gouvernement veilleru particulièrement à la réalisation de cet effart », a indiqué Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé, vendredi 15 décembre, à l'AFP. Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, a demandé au président du comité économique du médicament, Jean Marmat, de lui faire connaître, « après concerta-tion avec les industriels, ses propositians sur la réportition de la

M. Barrot demande aussi à M. Marmot ses propositions « sur le développement des médicaments génériques », ces copies de médicaments dont les brevets sont tombés dans le domaine public. 75 % des spécialités peuvent désormais être copiées. De grandes molécules découvertes par les laboratoires internationaux tomberont dans le domaine public entre 1995 et l'an 2000.

gé ». Le ministre de la santé se veut conciliant sur la taxe de I franc par feuille de soins destinée, selon lui, « à favoriser et accelerer l'informatisation, en réseau ovec les caisses, des cabinets médicaux ». « Quant aux modalités pratiques, indique-t-il, je recueille les suggestions des syndicats de méde-

En revanche, il entend maintenir la cantribution des médecins au redressement de la « Sécu » : suspenslan « temporoire et portielle - de la prise en charge par les caisses des catisations familiales pour les médecins du secteur 1 (hanoraires conventiannés); affiliarian des praticiens du secteur 2 (honoraires libres) au régime général pour leur couverture maladie.

Jean-Michel Bezat

Jean Bergougnoux, président par dignité

prise, lorsque l'ai participé à mon premier conseil d'administration, j'ai immédiatement dit aux administrateurs que cette entreprise, l'allais aussil'aimer. » Quand Jean Bergougnoux prononçait, le 14 juin 1994, son premier discours de président de la SNCF, en célébrant, en même temps, son départ de l'EDF, où il était resté vingt-cinq ans, il ne savait pas que les cheminots, eux, ne l'aimeraient pas.

La confiance ne s'est, semble-t-Il, jamais instaurée entre lui et l'entreprise ferroviaire. « Il n'o jamais pris la mesure de la spécificité de la SNCF », affirmait-on très durement dans les couloirs de la direction de la SNCF, quelques heures après que Jean Bergougnoux eut présenté sa démission à Bernard Pons. En acceptant celle-ci, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme a même dû prendre soin de préciser que, « à aucun moment, le gouvernement n'avait considéré que la

crise actuelle de la SNCF lui était imputable ». C'est pourtant Alain Juppé qui, dimanche 10 décembre, avait expliqué: « Le dialogue social à l'intérieur de lo SNCF ne fonctionne pas plique-t-on à la direction. « Il a fonctionné seul en ignorant les arganisations syndicoles », affirment, unanimes, les syndicats.

« L'HOMME DES VIDÉOCONFÉRENCES »

Jean Bergougnoux réaffirmait pourtant, le jour de sa démission, dans une lettre-bilan: * Le dialogue sociol dans l'entreprise est nourri il occupe, côté syndical, l'équivolent de quelque 3 500 personnes à temps plein - mais tout à fait inodapté pour promouvoir les nécessités de changement. » Il avait donc choisi d'être « l'homme des vidéoconférences », comme le décrivent certains collaborateurs, s'adressant en direct aux agents de l'entreprise, et plus particulièrement aux cadres, pour leur expliquer la nécessité de la qualité du service et de la reconquête commerciale de l'entreprise ferroviaire.

Nombreux pourtant sont ceux qui louent les qualités de stratège et de gestionnaire de M. Bergougnoux. Sa carrière à EDF impressionna même les syndicats d'électriciens. On lui doit la fin des coupures de courant en période bien. Il n'y a pas eu le travail d'élaboration, de de grève : il avait réussi à faire passer l'idée discussion, de compréhension nécessaire. » C'est qu'« une grève devait avoir pour objectif de nuire

«LORSQUE Je suis arrivé dans cette entre- aussi ce qu'on lui reprochait au sein de l'entre- au patron, pas au client ». A la SNCF, il a été rise, lorsque Jui participé à mon premier conseil prise. « Il est assez solitaire et autoritaire », ex- l'artisan des premiers succès en matière de reconquête commerciale avec une croissance du chiffre d'affaires de 7% au premier semestre 1995. Il n'a pas non plus ménagé ses effarts pour obtenir, du gouvernement, une contribution au contrat de plan 1996-2000 nettement supérieure aux prévisions. Mais il a sous-estimé les pesanteurs internes et la nécessité d'expliquer et de convaincre avant de trancber et

d'imposer, Manquait-il, au fand, de fal dans l'entreprise? La réponse était peut-être, en filigrane. dans son discours du 14 juin 1994 : « Pourquoi, dioble, olors que j'étais très bien à EDF, magnifique entreprise qui reussissait, que j'oimais passionnément, oi-je accepte, et je dois dire avec enthousiasme et sans l'ombre d'une hésitotian, de me loncer dans une nauvelle aventure, certoinement pas très facile, à lo SNCF. Un omi m'a dit: « On yous a proposé la SNCF. Vous avez accepté. C'est blen. La présidence de la SNCF ne se refuse pas. . Alors, il m'est apparu que si j'ai occepté, eh bien, c'est taut simplement par dignité. » C'est aussi par dignité qu'il l'a quittée.

Les syndicats bancaires prennent date pour engager une négociation salariale

LES SALARIÉS du secteur bancaire, appelés à la grève vendredi 15 décembre par les fédérations CGT, FO et CFDT de la branche, essentiellement paur défendre l'emploi dans ce secteur, mais aussi pour protester contre le plan Juppé, ont relativement peu répondu au mot d'ordre. La mobilisation a été plus sensible dans le sud du pays. Selon les chiffres des direcnons, 3 % des personnels à la BNP, 4.5 % an Crédit lyonnais et 6,5 % à la Société générale se sont mobilisés, toutes catégories confondues, sur l'ensemble de la France. A la BNP. « trois ou quatre » agences sur 2 000 ont dû être fermées alors qu'au Crédit lyonnais (4,5 % de grévistes) toutes les agences sont

restées ouvertes. Les syndicats reconnaissent que la grève n'a pas été « largement suivie ».

Cet appel coincidait avec la tenue, vendredi, d'une commission paritaire de négociation avec l'Association des banques françaises (ABF), dont l'ordre du jour portait notamment sur l'emploi, le temps de travail et les salaires. A la surprise de l'AFB elle-même, qui avait fermé ses portes dans cette persn'est venue troubler cette réunion. Celle-ci, qui a duré toute la matinée, s'est, aux dires de l'AFB, déroulée de «façon sereine». Syndicats et patronat se sont quittés après avoir pris date pour l'ouverture de deux négociations : l'une le

19 décembre sur les salaires, puisque chacune des parties attend l'indice des prix de l'Insee pour affiner ses propositions; l'autre, fixée au 8 janvier 1996, portera sur l'aménagement et la réduction du temps de travail, conformément à l'accord signé le 31 octobre entre le CNPF et les confédérations syndicales. Les syndicats redoutent que les restructurations en cours entraînent la suppression de dizaines pective, aucune manifestation de miliers d'emplois (entre 30 000 et 50 000, précise-t-on à FO) d'ici à l'an 2000 dans le secteur bancaire, qui emploie plus de 400 000 salanés, dont 226 000 pour les établissements membres de l'AFB.

Le gouvernement français temporise sur la réglementation des télécommunications

LE GOUVERNEMENT français a ces nouvelles règles du jeu, ce sont temps pour dévailer ses principaux choix quant à la nauvelle réglementatian qui s'appliquera dans les services de télécammunicatians en France à compter du 1ª janvier 1998, date de l'ouverture totale à la concurrence de ce secteur. La table ronde programmée mardi 19 décembre par François Fillon, le ministre délégué à la poste, aux télécommunications et à l'espace, qui devait clôturer deux mois de consultation publique sur ce futur cadre réglementaire, a été reportée au 9 janvier 1996.

Le chimat social apparaît, il est vrai, peu propice à ce genre d'exer-

décidé de se danner un peu de des questians comme la définition du service public et son financement, ou la place de l'exploitant téléphanique public France Télécom, qui sont en jeu. Autant dire des sujets brulants. Depuis plusieurs jours, certains syndicats soulignaient la contradiction, pour ne pas dire plus, qu'il y avait entre la volonté du gouvernement de « débattre » de l'avenir du service pubble en général - une première table rande a eu lieu mercredi 13 décembre sous l'égide de Franck Borotra, le ministre de l'industrie et des P&T - et le quasi-bouclage des grandes lignes d'un projet de lai sur les télécammunications, qui Ba. S. cice. D'autant que, au travers de dait être présenté au Parlement au

printemps prochain. Le contexte social actuel pourrait également canduire France Télécom à différer ses annonces de réorganisation interne : celles-ci devaient être faites par Michel Bon, mercredi 20 decembre. Le nauveau président de l'explaitant, dont le mandat doit être confirmé lundi 18 décembre. veut simplifier les structures de direction. Le poste de directeur général, actuellement occupé par Charles Rozmaryn, doit ainsi disparaître, Michel Bon devant s'appuyer sur plusieurs directeurs généraux adjoints. Par ailleurs, les effectifs de la direction générale seront considérablement réduits.

Ph. L. C.

Les Français sont partagés sur le retrait ou le maintien du plan Juppé

Un sondage IFOP pour « Le Monde » fait apparaître que 36 % des personnes interrogées sont favorables à la poursuite des grèves et que 47 % souhaitent le retrait de la réforme

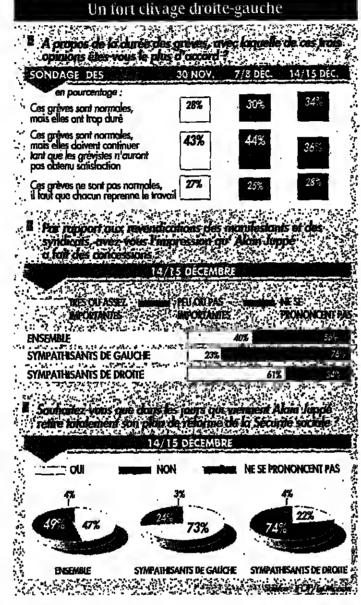
LES FRANÇAIS ont les idées claires. Qu'il s'agisse de donner leur sentiment sur les mouvements sociaux de ces trois dernières semaines ou sur l'attitude du gouvernement, il ne s'en trouve que 5 % au maximum qui préfèreot ne pas se prononcer, soit un taux extrêmement faible. C'est le premier enseignement de l'eoquête réalisée par téléphone et selon la méthode des quotas, du 14 au 15 décembre, par l'IFOP pour Le Mande, auprès d'un échantillon de 942 personnes représeotatif de la population française âgée de dixhuit ans et plus.

La deuxième indicatioo n'est pas moins nette et explique l'impuissaoce du RPR, depuis deux semaioes, à mobiliser les usagers cootre les grèves : eotre le 30 novembre et le 15 décembre, le pourceotage de ceux qui considèreot que ces grèves « ne sont pas normales • et qu'il « faut que chacun reprenne le travail » est resté stable, passant de 27 à 28 %. Parmi les sympathisants de droite, seuls ceux du RPR sont maloritaires (60 %) pour Juger que les grèves pe sont « pas parmales » : parmi ceux de l'UDF, ce sentiment est minori-taire (48 % contre 52 %).

NOYAU DUR DE SOUTIEN

Certes, l'oo observe un certain essoufflement du soutien au cours de la dernière semaine, après les concessions faltes par Alain Juppé aux cheminots et aux fonctionnaires: 34% le 15 décembre, cootre 30 % le 30 novembre, jugent que les grèves oot « trop duré ». Mais il reste un ooyau dur (36%) souhaitant la poursuite du mouvement « tant que les grévistes n'auront pas obtenu satisfaction ». Ce pourcentage s'élève à 59 % parmi les sympathisants de gauche, même si les sympathisants socialistes sont assez partagés; 42 % estimant que les grèves ont trop duré quand 51 % souhaitent qu'elles

Le clivage droite-gauche est d'autant plus marqué que le noyau dur opposé à la politique de réforme de la protectioo sociale du gouvernemeot est composé, en majorité, de jeunes de moins de trente-cinq ans, principalemeot ouvriers, employés et de professions intermédiaires, appartenant au secteur public, c'est-à-dire les contours traditionnels du « peuple de gauche ». L'attitude à l'égard des coocessions effectuées par le premier ministre confirme ce clivage et démontre que la partie est loin d'être gagnée par Alain Juppé.



En effet, 56 % des personnes interrogées (76 % parmi les sympathisants de gauche, mais tout de même 32 % parmi ceux de l'UDF) jugent que ces coocessions soot peu importantes (38 %) ou pas importantes du tout (18 %). Cela ne les conduit pas tous à souhaiter le retrait pur et simple du plan de réforme de la Sécurité sociale : 47 % veulent aller Jusque-là, et 73 % parmi les sympathisants de gauche. Il est, ainsi, évident que le premier ministre est encore loin d'avoir coovaincu. En effet, malgré un mois de débat intensif et d'interveotions multiples du gouvernemeot, le partage est à peu près égal entre ceux qui souhaitent le retrait du plan (47 %) et ceux qui

souhaitent que M. Juppé le maintienne (49 %). Le pays est donc coupé en deux sur cette réforme décisive.

On ootera enfin la position singulière des sympathisants du Front national. Loin de se retrouver sur les positions de la droite parlementaire, ils ont une attitude beaucoup plus protestataire: 37 % d'entre eux jugent que les grèves sont oormales et qu'elles devraient cootinuer; 23 % - autant que chez les socialistes - jugent que les concessions d'Alain Juppé ne sont pas importantes du tout; et 45 % restent favorables au retrait du plan Juppé. -

né presque cormalement depuis

trois semaines, les dockers ne s'as-

sociant pas aux grèves nationales.

A Calais, le trafic des ferrys desser-

vant la Grande-Bretagne o'est pas

perturbé et le port, géré par la

La majorité sénatoriale repousse le projet de loi d'habilitation

Cet artifice de procédure vise paradoxalement à en accélérer l'adoption

Pour faire face à la volonté de la gauche de retarder autant que possible le vote du projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances sur la Sé-

curité sociale, la majorité sénatoriale a usé d'un artifice de procédure qui l'a conduit à voter costre ce texte. L'Assemblée s'en saisira à nouveau lundi.

«LE TEXTE EST RESETÉ!» II est 13 h 30 passées, vendredi 15 décembre, quand Paul Girod (RDE), vice-président du Sénat, clôt sur ce constat une séance au déroulé paradoxal. Les bancs socialistes et communistes s'exclament: « Vous discréditez le Parlement ! »; « C'est une astuce misérable! » Pas un des 2 508 amendements et du bon milber de sous-amendements déposés par l'opposition sénatoriale ne sera examiné. La majorité vient de voter, par 220 voix (RPR et UDF) contre 95 voix (PS et PC), la question préalable, une motion de procédure signifiant qu'il n'y a pas lieu de discuter du texte.

5e livrant à un subtil exercice de tête-à-queue, le Sénat repousse ainsi le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances sur la réforme de la Sécurité sociale... pour en accélérer l'adoptioo définitive. Tout a commencé ayant même l'ouverture de la séance. A 9 heures, le président de la commission des affaires sociales, Jean-Pietre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), et le rapporteor do projet de loi, Charles Descours (RPR, Isère) tiennent réunion en comité restreint. La discussion du projet de lol a commencé la veille. Ils font leurs comptes.

Depuis plusieurs jours, majorité et opposition se testent, s'observent, sondent lears mutuelles intentions. Le président du Sénat l'a affirmé baut et foit : il tient à ce que ce projet fasse l'objet d'une discussion aussi complète que possible: il coupe court à la rumeur qui, en fin de semaine dernière, prêtait au gouvernement l'intentioo de solliciter de la part de la majorité sénatoriale le dépôt d'une question préalable. D'ailleurs, M. Fourcade, en bon president de la commission des affaires sociales, a defini une méthode de travail pour l'examen des amendements.

« COUP DE FORCE » L'oppositioo se tâte. Va-t-elle déposer une questioo préalable qui signifierait son hostilité au texte du gouvernement? Elle croit voir une chausse-trappe. Que la majorité ne participe pas au vote, et voilà la question préalable. adoptée, privant socialistes et communistes de tout débat. Méfiants, les deux groupes décident de ne pas utiliser cette motion de procédure, et de se concentrer sur la bataille d'amendements. Vendredi matin, MM. Fourcade et Descours en font le constat. Estimant que la méthode de travail définie pour quelques centaines d'amendements ne tient plus qoand il s'agit de plusieurs milliers, ils décident de « prendre leurs responsabilités ». Ils déposeront cette fameuse question préalable.

Quand débute la séance, la nouvelle est déjà connue dans l'hémicycle. Michelle Demessine (PC, Nord) s'indigne: « Cette décision scandaleuse révèle le vrai visage du gouvernement | [...] L'attitude de la majorité sénatoriale est irresponsable. [...] Ce coup de force transforme le débat parlementaire en caricature ! » Claude Estier, président du groupe socialiste, lui emboîte le pas. M. Fourcade s'expbque: «J'ai toujours été partisan d'une discussion approfondie. Vous avez répondu par 2 805 amendements. Vous ne voulez pas de débat de fond. J'en ai tiré les conclu-

Le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, se tient soigneusement à l'écart, M. Girod, à la tribune, et Michel Dreyfus-Schmidt

Les aiguilles toument. La pause accordée se prolonge depuis bientot une heure. L'hémicycle reste obstinément vide. Les coulors, en revanche, abritent des tractations en tous genres. Au nom des trois groupes de la majorité, Guy Cabanel (RDE), Maurice Blin (Union centriste, Ardennes), Gérard Larcher (RPR, Yvelines) jouent les missi dominici. Ils proposent aux groupes socialiste et communiste l'arrangement suivant : que l'opposition revienne à un nombre « raisonnable » d'amendements et la question préalable déposée par la majorité sera levée. Un refus vigoureux leur est opposé.

La séance reprend dans la confusion. Il est plus de midi. Peu désireux de prolonger le psychodrame, M. Girod enchaîne, quitte à donner le sentiment de forcer davantage la main. La motion d'irrecevabilité déposée par le groupe communiste est examinée, puis rejetée. La question préalable est soumise au vote dans la foulée. Adoptée, elle permet de renvoyes

Le précédent de novembre 1986

La majorité RPR et UDF du Sénat avait déjà recouru, en novembre 1986, à la procédure de la question préalable pour couper court à un débat qui risquait d'être long. Il s'agissait du projet de loi sur le décoopage des circonscriptions législatives. Le Parlement, après avoir décidé du retour au scrutin majoritaire, avait autorisé le gouvergement à découper les circonscriptions par ordonnance. Mais François Mitterrand, alors président de la République, avait refusé de signer célle-ci. Le gouverne formé son texte en projet de loi.

Saisi par les sénateurs socialistes, qui invoquaient l'irrégularité de cette procédure; le Conseil constitutionnel avait rendu-sa décision le 18 novembre. Il avait jugé que ce projet de loi avait été « rejeté par le Sénat, du fait de l'adoption de la question prédable, dans des conditions qui n'affectent pas, au cas présent, la régularité de la procédure législative ». Le Conseil avait donc pris soin de préciser que sa décision n'avait pas forcement valeur de jurisprudence.

aigres-doux sur leurs assiduités respectives de vice-présidents. Le second demande réparation ao premier. On frôle le duel.

Jean-Paul Méleochion (PS, Essonne), orateur inscrit, prend la parole: « Ce matin, il n'y a en séance que dix représentants de cette' majarité unanime à hurler d'amour pour un texte contesté. » L'atmosphère ne s'apaise pas. M. Mélenchon est lancé. « Vous arrive-t-il d'apercevoir ces cortèges de milliers de personnes dans la rue? Figurez-vous que c'est contre votre plan qu'ils protestent I », s'exclamet-il: La séance est suspendue. Pour quelques minutes, précise le pré-

(PS. Belfort) échangent des propos dil texte intalt à l'Assemblée nationale. Immédiatement, les sénateurs socialistes et communistes annoncent leur intention de déposer un recours ao Conseil constitutionnel contre ce « détournement de procédare ». Le projet de loi d'habilitation poursuit, comme si

de rien n'était, son chemin. Apparemment gagné par la volonté de boucler cette affaire au plus vite, Philippe Séguin annonce que l'Assemblée nationale examinera ce texte en seconde lecture dès l'après-midi do lundi 18 décembre. La commission mixte paritaire, initialement prévue mardi, devra se tenir hundi matin.

Caroline Monnot

Brade Sales

R. L. R. Pa

La mobilisation est très inégale dans les ports et la marine

QUE CE SOIT dans les ports ou à bord des cargos et des ferrys de la flotte marchande française, le mouvement social en cours o'a eu que des effets épars et limités. La pulssante Fédération CGT des ports et docks, par exemple, n'avait donné aucune consigne oationale d'action à ses adhérents dockers (qui sont, depuis la loi 1992, des salariés mensualisés au sein d'entreprises privées), laissant à chaque syndicat portuaire le soin de se déterminer au jour le jour.

Les dirigeants des syndicats de marins (et de pêcheurs) CGT et CFDT pour leur part soot entrés assez tard dans l'action, sachant qu'il est difficile - sauf dans le cas des marins des remorqueurs portuaires - de mobiliser des équipages lorsqu'ils se trouvent loin de

Les équipages (marins et officiers) de certains cargos, appelés à voter navire par navire, ont observé des retards à l'appareillage de viogt-quatre heures depuls le 11 décembre. C'est le cas du NLL Korrigan de la Compagnie générale maritime (CGM) qui était en escale à La 5pezia en Italie (9 voix pour la grève, 5 contre et 2 bulletins blancs). A Marseille, le syndicat CGT des marins de la SNCM a décidé, le 10 décembre. une grève reconductible chaque jour, mais pour faire un geste visà-vis des milieux écocomiques corses, il a institué un service minimum eotre le port phocéea et l'île (Le Mande du jeudi 14 décembre). Cette desserte est jugée dérisoire par les dirigeants des compagnies puisque, en pleioe saison d'expédition des clémentines notamment, les deux cargos en service ne représentent que 10 % à 15 % au mieux de la capacité nécessaire.

UN RÉGIME SPÉCIFIQUE

Les revendications des marins CGT mèleot la défense du régime spécifique de retraites de la professioo des gens de mer, la demande de retrait du plan Juppé sur la 5écurité sociale et la condamnation de la loi adoptée par le Parlement fin novembre qui légalise le pavilloo économique des Kerguelen pour les navires de commerce. Les marios de Britanny Ferries, dont le siège est à Roscoff et qui adhèreat en majorité à la CFDT, ont travaillé oormalement depuis le début de la crise. A Marseille, le personnel du port autonome est appelé à une grève lundi 18 décembre, comme les 5 et 12 décembre. En général, les appels lancés au plao oational par les confédérations syndicales sont bien suivis dans le premier port de France, les dockers s'associant aux mahifestatioos, mals, le 14 décembre, les mouvemeats de navires s'effectuaient normalement. y compris aux terminaux industriels de Fos.

A Dunkerque, le port a fonction-

chambre de commerce, a même cooquis d'importants trafics de voitures à l'exportation, à cause de la paralysie des chemins de fer. Dieppe et 5aint-Malo ont été génés ponctuellement par des agents de l'Etat relevant de l'équipement, qui ont bloqué les écluses et les poots tournants. Brest, premier port d'expédition de poulets congelés vers le Moyeo-Orient, est resté calme. Au Havre, les dockers sont liés aux entreprises de manutention par un « pacte social », et le trafic o'a été perturbé que le 12 décembre. En revanche, à Bordeaux et à Nantes-Saint-Nazaire, les dysfonctionnements et les blocages (on a frôlé, le 13 décembre, la rupture des stocks d'aliments du bétail à Nantes) ont été plus nombreux ou'ailleurs.

Avant les concessions gouvernementales, les gens de mer auraient pu se sentir les plus menacés par le plan Joppé. Parmi les combreux régimes spécifiques de retraite prévus à l'article 61 du décret du 8 inin 1946, celui des marins est le plus ancien, puisqu'il trouve son origine dans noe ordonnance royale signée par Colbert en 1670. Les gens de mer, qu'ils relèvent de la marine marchande, de la pêche

ou des activités de plaisance (mais qu'il ne faut pas confondre avec les dockers ou les personnels des ports), bénéficient d'un régime de couverture sociale et de pensions distinct du régime général et piloté par l'Etablissement national desinvalides de la marine (ENIM). Deux branches forment la structure de base de l'ENIM : la Caisse de retraite des marins (liquidation . des pensions et des avantages vieillesse) et la Caisse générale de prévoyance (maladie, accidents du travail, invalidité, perte d'effets personnels en cas d'avarie ou de naufrage, décès).

Uo marin peut partir en retraite cinquante ans s'il réunit au moins vingt-cinq ans d'annuités, mais sa pension sera alors plafon-née à 50 % du salaire forfaitaire. Il peut partir à cinquante-deux ans et demi en ayant trente-sept anouités et demie. On relèvera encore une spécificité du régime des gens de mer: un marin blessé ou tombé malade pendant son em-barqoement bénéficie, lorsque son bateau arrive à quai, d'une prise eo charge peodant un mois par l'armateur, tant pour les soins que pour le salaire. Ces « devoirs patronaux » s'inscrivent dans une tradition dont on trouve des traces dans certains jugements du tribunal de l'île d'Oléron au...

François Grosrichard

COMMENTAIRE LA TENTATION AUTORITAIRE de l'exécutif

JACQUES CHIRAC n'avait pas eu de mots assez forts, dans son message au Parlament; le 19 mai, pour promettre la revalorisation du travail parlementaire : « Il faut remettre le Parlement à sa vraie place, une place centrale, permettant de restaurer les llens entre les citoyens et leurs dirigeents. (...) Le Parlement doit redevenir le lieu privilégié et naturel du débat politique...»

Beau programme! Hélas ridiculisé par la discussion, à 'Assemblée nationala, puis au Senat, du projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer per ordonnances pour réformer la protection sociale. Au Palais-Bourbon, aprés quatre Jours de débat, le gouvernemant a préféré couper

court en utilisant l'arme de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Ca texte a ainsi été considéré comme adopté, alors que les députés n'evaient pas terminé l'examen de son article premier. fixant le champ des ordon-

Au Palals du Luxembourg, une procédure acrobatique a

parmis au RPR et à l'UDF de mettre un terme au débat avant même le discussion des articles. En déposant et en votant la question préalable, les sénateurs de la majorité ont réalisa un véritable tour de passe-passe: ils ont rejeté ce texte sous prétexte d'accélérer

son adoption définitive. Aucune divargence n'étant apparue, et pour cause, antre les deux Assemblées, le projet de loi d'habilitation devrait donc être adopté, dans queiques jours, sans qu'il y ait eu

véritablement débat. Etonnante manière de « restaurer les liens entre les citoyens et leurs dirigeants », au moment où grèves et manifestations démontrent que la défiance a rarement été aussi profonde. Stupéfiante façon de revaloriser le Parlement et de concevoir le dielogue, quand bien même l'opposition aurait déposé des milliers

d'amendements. Si certains doutaient de la détermination du gouvernement -sur le terrain parlementaire comme sur la terrain social - à passer en force pour faire aboutir son projet, ils auront été édifiés. Quitte à faire du Parlement, plus que jamais, une Chambre d'enregistrement. Et à confirmer la tenta-

tion autoritaire de l'executif. Gérard Courtois



And the Paris of the Paris

September 1997 ... 321.1 12 .T.J De Printer 14-14-14-1 E 100 للمراج والمحاجم A Mark Programme San San San 11-60 1 11

re 1986

-347 for 121 h

to the fall to the same of the same Commence of the second West day Market Land THE PARTY OF THE PARTY OF

M. Martine -27.20 A 12.00 . . 一带的东西的人之后 A STATE OF THE STATE OF 4 1015

1 1 10 X Carrey or 1 31. de proper ou . ** LE Burgalian Same August . Garage Person Santa Comment i----SATTE SOLVER

4.4" . 7 Age to A To The 28 1 2000 (400°48 4 41 24 To 2011 ARREST TABLE 344 C ----- Same

TERRER E V - -1960 E جانبها متوسيقت 77.41 Jan Brand Section 2 Aug was a series 391 - 11 /F John Berlin Berlin Maright section

interest of the

#Post Form 医乳头虫 化二十二 18 24 A 1220 M

Support Service . . , granda in the 42 - 17 · 1 MARKET ...

Secretary Control of the Control of

into and some . . .

proximité géographique, en tout cas - le Luxembourg et la Belgique sont frontaliers du nord-nord-est de la France, c'est-à-dire des régions où le mouvement a été le moins fort -, mais par sympathie, pourquoi pas? Que des pays qui regardent les mêmes télévisions. production production écoutent les mêmes radios et Taglicand of a received parient en partie la même langue Manager and the Total vibrent partiellement à l'unisson Marie Paris n'aurait rien d'étonnant. A CONTRACTOR DE LA CONT Les grèves en France ont aussi Mar as King.

en des répercussions dans les grands pays voisins. En Angleterre, rapporte notre correspondant Patrice de Beer, elles ont suscité des débats passionnés. De très nombreux Britanniques résidant en France ont témoigné... en faveur des grévistes. Plus paradoxalement, les milieux conservateurs hostiles à l'Europe y ont vu une excellente occasion de dénoncer les méfaits de Maastricht et de la fu- mouvements auti-Berlusconi de

le service public (Le Monde du

1S décembre). Le motif? Un plan

de restructuration des chemins de

fer et une réforme annoncée de la

Peut-on pour autant parler de

« contagion »? Pas forcément par

Sécurité sociale...

itation Le financement de la protection sociale suscite des débats dans d'autres pays européens

En Grande-Bretagne, les grèves ont relancé les critiques sur les réformes des années 80

Le mouvement social déclenche en France contre le plan de réforme de la Sécurité sociale at pour la défense du service public a suscité des pays voisins, où se pose aussi le problème du financement des retraîtes. En Grande-Bretagne, les grèves ont relancé les décritères de rentabilité dans les services publics.

LES GRÈVES en France n'ont ture monnaie unique. La Grande- l'automne 1994, la réforme des repas laissé les pays voisins indiffé-Bretagne, pendant les seize ans de rents. Elles ont même donné du cceur au ventre à des mouvements sociaux cousins. Ainsi, veudredi 1S décembre, les contrôleurs aé-

gouvernement tory, a rogné les avantages des fonctionnaires et cherché à obtenir une meilleure productivité des services publics. riens du grand-duché de Luxem-Le résultat est mitigé du point de vue de l'usager, mais très clair du bourg ont cessé le travail, s'associant à une grève de vingt-quatre point de vue des fonctionnaires : la heures des ageuts publics. La plupart d'entre eux n'ont plus la cause? Un projet de réforme du garantie de l'emploi, et leur regouvernement visant à aligner les traite moyenne serait de 58 livres retraites des fonctionnaires sur par semaiue (solt moius de celles du privé... Le 13 décembre, 2 000 fraucs par mols), presque puisqu'elle a interdit pendant trois 50 000 manifestants avaient défilé dans les rues de Bruxelles pour défendre le statut de fonctionnaire et

traites et un assainissement budgétaire très sévère ont été acceptés après une concertation approfondie. Le dialogue social a fait de sérieux progrès en Italie: après la disparition de l'échelle mobile des salaires, les discussions par branches ont été affinées et ne donnent plus systématiquement lieu à des grèves d'avertissement.

En Espagne, la grève de la SNCF a eu de très lourdes conséquences,

Les PTT suisses au secours de La Poste

La Suisse, habituellement plus détachée et qui n'est pas membre de l'Union européenne, n'en pas moins été concernée par les grèves des services publics en France, qui ont eu, dans la Confédération, une répercussion inattendue. Le syndicat des postes helvétiques Union PTT a en effet révélé dans la presse romande que les PTT suisses avaient accepté de traiter, en raison du blocage des centres de tri français, 28 tonnes de colis et de lettres, venus de l'Hexagone à bord de sent camions banalisés.

« La poste suisse casse ainsi les reins des grévistes français », protestait le communiqué syndical. La direction générale des postes, à Berne, a confirmé à l'Agence Prance-Presse, vendredi 15 décembre, que La Poste (française) « a demandé » à son homologue suisse de « lui rendre ce service ». « En tant que membre de l'Union postale universelle (UPI), nous avons une obligation d'entraide internationale », ajoutait la direction des PTT helvétiques.

trois fois moins qu'en France, selon une estimation du Sunday

L'Espresso italien a ce titre grinçant : « Parigi, Italia » (Paris, Italie), comme si le chaos était une spécialité transalpine copiée par les Francais. C'est peut-être une simple coquetterie, car l'Italie sociale marche, ces temps-ci, plutôt mieux que la France, indique notre correspondante à Rome, Marie-Clande Decamps, Après les grands

semaines toute liaison ferroviaire avec le reste du continent (Portugal excepté) | Le secteur public espagnol, souligne notre correspondant Michel Bole-Richard, n'est pas exempt de problèmes, mais ils sont différents de ceux qui se posent en France. Beaucoup d'activités, par exemple le gaz et l'électricité, sont désormais régionalisées. Il y a des débrayages dans le métro madrilène, mais sur des revendications catégorielles et sans arrêt du service, Les derniers mon-

vements durs ont été, cet automne, dans les chantiers navals appartenant à l'Agence industrielle de l'Etat (ex-INI), des conflits parfois violents liés à des restructurations industrielles. En revanche, la question des retraites a fait l'objet d'un gentlemen's agreement entre Felipe Gonzalez et le chef de l'onposition, José Maria Aznar, qui sont convenus de ne pas en faire un argument électoral.

Notre correspondant en Allemagne, Lucas Delattre, nous indique que le seul secteur où s'est exprimée une solidarité avec un mouvement français, c'est l'université. Une récente réforme ayant remplacé les prêts à taux zéro aux étudiants par des prêts avec intérêts, quelques étudiants ont protesté en faisant référence aux événements français. Les cheminots allemands restent calmes, bien que la Bundesbahn soit soumise à des réformes profondes – privatisation progressive, réductions d'effectifs -, mais, d'une part, la concertation a parfaitement fonctionné; d'autre part, l'Etat fédéral a repris à son compte la dette de l'entreprise.

Le tour d'Europe révèle au moins une chose : les problèmes se posent partout à peu près dans les mêmes termes et, surtout, dans les mêmes délais : la réduction des déficits publics est à l'ordre du jour. parce qu'ils ont été creusés par la récession économique du début de la décennie. Le caiendrier de la monuaie unique européenne contribue à cette simultanéité. mais si tous les pays, ou presque, cherchent à réformer leur système de retraite, c'est aussi à cause de données démographiques qui s'imposent partout.

Sophie Gherardi

L'élection du maire (FN) de Toulon est annulée

LE TRIBUNAL administratif de Nice a annulé, vendredi 1S décembre, l'élection de Jean-Marie Le Chevallier, maire (Front national) de Toulon (Var) et a décidé de son inéligibilité en tant que conseiller municipal pour une durée de un an. Ces décisions vont dans le sens des conclusions du commissaire du gouvernement et font suite au rejet des comptes de campagne de M. Le Chevallier par la commission nationale, le 21 octobre demier. La commission reprochait au maire d'avoir choisi son mandataire financier parmi les membres de sa liste. M. Le Chevallier ayant annoncé qu'il allait faire appel devant le Conseil d'Etat, le jugement ne prendra effet que lorsque ce dernier se sera prononcé. S'il est confirmé, la quarante-troisième personne de la liste de M. Le Chevallier prendra sa place et il sera procédé à une nouvelle élection du maire. Maigré l'opposition de certains cercles varois du FN, l'épouse du maire, Cendrine Le Chevallier, pourrait être candidate. Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, n'a, lui-même, pas exclu cette possi-

DÉPÊCHES

■ RENCONTRE: Prançois Mitterrand a recu Valéry Giscard d'Estains. L'entretien entre les deux anciens présidents de la République. qui a eu lieu vendredi 15 décembre dans le bureau de M. Mitterrand, au Champ-de-Mars, « a duré trois quarts d'heure ». La rencontre a été rendue publique par un communiqué de l'UDF, dont M. Giscard d'Estaing est le président.

■ ÉLECTION : le Conseil constitutionnel a annulé, vendredi 15 décembre, l'élection au Sénat de Joseph Ostermann (RPR) dans le Bas-Rhin, le 24 septembre. Le Conseil a constaté que le suppléant de celui-ci était inspecteur de l'éducation nationale au rectorat de Strasbourg, alors que le code électoral rend inéligibles les titulaires d'une telle fonction dans les circonscriptions où ils l'excercent. L'inéligibilité du suppléant entraîne celle du titulaire.

■ RÈGLEMENT: la réforme constitutionnelle créant une session unique dn Parlement a obligé les deux Chambres à modifier leur règlement. Le Conseil constitutionnel, auquel ces modifications ont été soumises, a validé, le 15 décembre, la totalité de celles votées par le Sénat. comme il l'avait fait, le 8 novembre, pour celles adoptées par l'Assemblée nationale. Le Conseil a simplement posé des « réserves » d'interprétation, de façon à préserver les droits du gouvernement, notamment dans la maîtrise de l'ordre du jour des travaux parlementaires.

■ SÈTE : le tribunal administratif de Montpellier (Hérault) a émis un arrêt, vendredi 15 décembre, annulant la demière élection municipale, remportée par Yves Marchand (UDF-FD) avec 74 voix d'avance sur la liste d'union de la gauche dirigée par François Liberti (PCF). De son côté, le tribunal administratif de Grenoble a annulé les élections municipales dans les communes Iséroises de Meylan et de Sassenage, près de Grenoble.

PORT-FRÉJUS: la Cour de cassation a annulé, mercredi 13 décembre, une ordonnance d'expropriation prononcée, en 1991, au profit de la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (Semaf), que préside François Léotard, maire de cette ville. La Cour a jugé que cette expropriation n'avait plus de fondement juridique, le juge administratif ayant annulé la déclaration d'utilité publique prise pour l'acquisition des terrains sur lesquels a été construite une partie du complexe immobilier de

■ CONJONCTURE: la croissance pourrait être négative au quatrième trimestre de 1995, selon l'institut de prévision Rexecode. Estimant que les grèves ont fortement pesé sur l'activité, l'organisme évoque « un recul du produit Intérieur brut au quatrième trimestre de l'ordre de 1 à 2 % en toux annuel, peut-être plus ».

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Jean-Luc GUÉRIN Franceline LEPANY

a en lien dans l'intimité le 9 décembre

<u>Décès</u>

- Le docteur Olga Babkin, sa fille, Sa famillo de Prague,

Marie BABKIN,

survenn le 11 décembre 1995. La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion out en lieu le jeudi 14 décembre 1995.

23. avenue Rachel.

- La Société des auteurs et compo teurs dramatiques, Son président, Marcel Bluwal, Et les membres de la commission font part de leur tristesse après la dispartion de leur ami,

Jean-Pierre BISSON:

Il était, en même temps qu'un acteur au tulent remarquable, un auteur rare dont la séduction s'exerçait sur tous.

Ils adressent à ses proches l'expression de leurs sentiments affectueux.

11 bis, tue Ballo, 75009 Paris. (Le Monde du 16 décembre.)

- La présidente, Le conseil d'administration et tous les membres du Groupe d'études balza-ciennes ont le très grande tristesse de faire

M. Pierre-Georges CASTEX, de l'Institut, cofondateur et président d'honneur du groupe d'Enndes balzaciennes (foodé en 1959).

survenu à Paris, le 9 décembre 1995.

Groupe d'études balzaciennes,

-M= Hubert Bassot,

M. et M- Olivier Boune M. et M. Patrick Lucius

M. Jacques Bassot,

M. Edonard Huffer. sa belle-mère. M et M= Jean-No-I Bassot

M. et M. François Aubrun,
M. et M. François Aubrun,
M. et M. Thierry Bassot,
M. et M. Jean Dominique Leymanie,
M. et M. Vincent Bassot,

ct leurs enfants, M. Stephen Huffer, M. Anthony Huffer, ses frères, socurs,

beaux-frères et belles-socurs, ont l'immense douleur de faire part du dé-cès accidentel de

M. Hubert BASSOT,

député de l'Orne, conseiller général de l'Orne, maire de Tinchebray.

mardi 19 décembre, à 10 heures, à la basilique Sainte-Ciotilde, 23 bis, rue Las-Cases, 75007 Paris.

Cet avis tient lien de faire-part.

Hubert BASSOT,

Une cérémonie religieuse à son inten-tion aura lieu, le mardi 19 décembre, à 10 heures, en la basilique Sainte-Clotilde

- Denise Drutinus, Hélène et Manon,

ses 6lles. Sas mère, ses sours et sa famille, Sas amis et ses camarades ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul DRUTINUS.

A Denise, Hélène et Manon : Jean-Paul nous a quittés, il était un juste et un homme de conviction ; ses amis, ses camarades ne l'oublieront pas.

M. et M. Eric Bassot, M. Marc Bassot, es enfants et petits enfants,

M. et Me Bertrand Castan de Planard,

cors enfants et petits-enfants, M= Frances Huffer, M. et M Pric Leverdier

La cérémonie religiouse aura licu, le

- Gilles de Robien, président du groupe

Et les membres du groupe UDF, ont le tristesse de faire part de la dispari tion accidentelle de leur collègue.

survena, le 6 décembre 1995, à Paris.

- M. Léon B. Danou, son époux, Catherine Lavialle et Gérard Danou,

Paul et Jacques, ses frères,
Nathalie l'éton, sa belle-fille, et Pierre
Lavialle, son gendre,
David, Cédric, Antoine, Déborah,

ont la douleur de faire part du décès de Mrs Reine DANOU,

survenu, à son domicile, le 14 décembre

76, rue Carnot. 93130 Noisy-le-Sec.

- Le président Les membres du bureau et du conseil Les collaborateurs et salariés de

l'équipe nationale, Les associations départementales de l'Adéic-FEN (Association d'éducation el d'information du consommateur de la Fédération de l'éducation nationale), ont la très grande tristesse de faire part du

François MALCOURANT, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu, à Rouen, le 14 décembre 1995. Ses obsèques auront lieu le 20 dé-cembre, à 9 h 45, su cimetière monumen-

Professeur, François Malcourant, après Professeur, François Malcourant, apres avoir eu d'importantes responsabilités à la FEN, mit toute son expérience et ses im-menses qualités au service de la création de l'Adéic-FEN. Il restera le père fondade la FEN et un grand militant syndical et

- Guy Le Néouannic,

secrétaire général, Le bureau fédéral national, Les syndicats nationaux. Les sections régionales et départemen-tales de la FEN (Fédération de l'éducation

nationale). ont la tristesse de faire part du décès de François MALCOURANT,

survenu, à Rouen, le 14 décembre 1995. Ses obsèques auront lieu, le 20 dé-cembre, à 9 h 45, au cimetière monumen-

mi de Rouen. Secrétaire national de la FEN de 1971 à 1983, François Malcourant, l'un des ini tiateurs de la politique contractuelle dans la fonction publique, a mis au service de l'ensemble des fonctionnaires sa compé-

tence, ses qualités pédagogiques el sa lé-nacité. Cet humaniste, profondément laïque, restera une référence pour les militants d'aujourd'hni et de demain.

- La famille Saunier-Veyrat a le cha-grin de faire part du décès de

M= Jeanne SAUNIER,

leur mère et grand-mère, le 10 décembre 1995, dans sa quatre-vingl-quinzième

La cérémonie religieuse a été célébrée à Vouziers, suivie de l'inhumation à Bobigny, dans l'intimité familiale.

- On nous prie d'annoncer le décès de More Geneviève TOUSSAINT,

survenu à l'âge de quatre-vingt-treize ans La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 décembre 1995, à 10 heures, en l'église de Civray, suivie de l'inhumation au cimenère de Borest (Oise).

NOMINATION

Michel Cadot, administrateur civil bors classe, a été nommé au conseil des ministres du 13 décembre, directeur à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Il remplace Pierre-René

(Né le 22 mai 1954 à Suresnes (Hautsde-Selne), Michel Cadot est diplômé d'études supérieures de droit et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien elève de l'ESSEC et de l'ENA. En 1980, il M. Cadot.)

est nommé administrateur civil puis souspréfet, directeur de cabinet du préfet de l'Oise. Il occupe ensuite différents postes dans le Cantai et, en détachement, à l'ambassade de France au Venezuela. En 1989, il est détaché à Elf Aquitaine. En juillet 1993, il est nommé sous-préfet de Béziers et chargé de mission pour la politique de la ville dans le département de l'Hérault. Début juin, il avait été nommé directeur du cabinet de Raymond-Max Aubert, secrétaire d'Etat au développement rural, qu'il suit, puisque M. Aubert est, depuis mi-novembre, délégué à l'aménagement du territoire et donc le « patrou » de

Avis de messe

- Une messe sera dite à l'intention de

Primrose BORDIER,

le lundi 18 décembre, à 18 h 30, en

75001 Paris.

Seminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE Séminaires

Hélène Cixous : « Poétique de la dif-férence sexuelle : Essais de zèles », 16 décembre - 6 et 20 janvier, 9 h 30-15 h 30, ENS. 45, rue d'Ulm.

Alain Oavid: « L'envers des concepts ». Rectificatif, 5 et 19 janvier, 18 heures-29 heures, université Paris

Hommage à François Châlelet Pour le dixième anniversaire de la dis-parition de François Châlelet, et dans le cadre de l'hommage qui lui sera rendu par la 5ociété des gens de leures, la chancel-lerie des universités de Paris, France-Culture et France 2:

Culture et Prance 2 :
Conférence de Jean-François Lyotard :
François Châtelet : une philosophie en
acte » Présentation de M. Gendreau-Massaloux, 15 décembre, 19 heures, amphithéâtre Richelieu, Sorbonne. Salon philosophique autour de l'œuvre de F. Châtelet.
Intervenants : M. Abensour, F. Balibar. sophique autour de l'activre de r. Chatelet. Intervenants: M. Abensour, E. Balibar, B. Corréa, J. Derrida, J.-T. Desanti, O. Revunit d'Allonnes, H. Rizk, J.-P. Ver-nant, 19 décembre, 19 heures, salon de la Coupole, 102, boulevard Montparnasse.

Toutes les activités du Collège inter-ational de philosophie sont libres et

Renseignements sur salles, répon-deur : 44-41-46-85. Autres renseigne-ments : 44-41-46-90.

Communications diverses

MARCHE POUR LA PAIX NEIL GITTINGS

DON TROOP

PARIS-SARAJEVO ont parcouru 2 500 km en eing meis et de-

Simone ROLAND, en longue convalescence à Luc-sur-

Mer, fait part de sa guérison.

Soutenances de Thèse

- Gilles Candar soutiendra sa thèse de doctorat, intitulée « Jean Longuet (1876-1938), SFIO et II^e Internationale », lundi 18 décembre à 14 heures, à l'université Paris-VIII-Saint-Oenis, Le jury sera composé de Madeleine Rebérioux, Maurice Agulhon, Jean-Claude Becker, Gilles Le Beguec et Jean-Marie Vincent.

- Erie Houdeau soutiendra sa thèse de doctoret de l'université Paris-VI, spéciali-té : physiologic de la reproduction, et inti-tulée : « Cantribution à l'étude de l'innervation noradrénergique et peptidergique du tractus génital che: la rate », le ven-dredi 5 janvier 1996 à 16 heures, à l'uni-versité Pierre-et-Marie-Curie, salle des conférences du département de neurobio logie des signaux intercellulaires. Bat. A. 3º étage. 7. quai Saint-Bernard. Paris-5º. Le jury sera composé de MM. les professeurs Gérard Tramu, Jean Gonella, Jean-Paul Rousseau, Chantal Legrand et Andr



LA BOUTIQUE DANOISE

Pour tous vos CADEAUX griffés du plus petit (50 F) au plus gros, nous vous attendons les DIMANCHES

17 et 24 décembre, de 10h à 19h. 42, avenue Friedland - Paris 8e

• 26, rue Madame - Paris 6e

sion de deux syndicats proches de l'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) et le Front national pour la police, qui présentait une liste pour la première

fois. • LE FRONT national pour la police réunit environ 7,4 % des voix. La FPIP reste stable, avec 5,8 % des suffrages, mais obtient pour la première

sions paritaires dans quatre régions (Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Picardie, Lorraine et Haute-Normandie). ● LA FEDERATION autonome des syndicats de police (FASP), organisation de

gauche, enregistre un sévère recul. Majoritaire aux demières élections il y a trois ans, avec 50,8 % des voix, elle ne réunit plus que 42,4 % de sufDe droite &

goan leues ou

sus avaient d

Mais peu s'at

L'extrême droite réalise une percée au sein de la base policière

Deux syndicats, la FPIP et le Front national pour la police, ont totalisé près de 13 % des voix à l'occasion des élections professionnelles chez les policiers en tenue. La FASP, organisation de gauche, n'est plus majoritaire au sein de ce corps

LA PERCÉE de l'extrême-droite aux élections professionnelles chez les 92 000 policiers du corps de maitrise et d'application (gardiens de la paix, gradés, enquêteurs) et la perte d'influence de la Fédération autonome des syndicats de police - les dirigeants de la FASR majoritaire depuis sa création, sont traditionnellement proches de la gauchesont les deux phénomènes marquants d'un scrutin dont le dépouil-Jement était quasiment achevé samedl 16 décembre ea fin de matinée.

Deux listes de l'extrême droite policière briguaient les suffrages: une organisation implantée depuis une dizaine d'années dans les services - la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, 5,27 % aux précédentes élections de décembre 1992) - et une organisation créée en novembre dernier - le Front national de la pofice (FNP), qui a présenté des statuts syndicaux mais qui apparaît in-déniablement liée au parti de

Jean-Marie Le Pen. Selon les résultats presque définitifs du ministère de l'intérieur, auxquels manquaient encore un millier de voix samedi ea fin de matinée, la FPIP a obtenu 5.8 % des suffrages et le FNP 7,4 % des voix, en ce qui concerne les listes que ces deux organisations présentaient à l'échelle nationale. Parallèlement à ce scrutin national se tenzient, dans toutes les régions, des élections interdépartementales qui permettent à la FPIR pour la première fois, d'obtenir un représentant aux commissions paritaires locales dans quatre régions : Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA), Picardie, Haute-Normandie et Lorraine. En région PACA, la FPIP a obtenu 10.75 % des voix et le FNP 5,5 % des suffrages. D'implantation trop récente, le FNP n'a donc pas confirmé sa réussite nationale au plan régional.

L'autre phénomène saillant de ces élections professionnelles, qui enregistrent un taux de participa-tion de 75,5 %, est la baisse des suffrages recueillis par la FASP, dont la position majoritaire dans la police ea tenue était solidement établie depuis deux décennies. La FASP n'a recueilli que 40,4% des voix, passant nettement sous la barre majoritaire au dessus de laquelle elle s'était maintenue de justesse (50,8 % des voix) aux précédentes élections de 1992. Les résultats régionaux ne sont pas encore tous connus, mais il apparaît déjà que le Syndicat général de la police (SGP, membre de la FASP), traditionnel fer de lance du syndicalisme policier dans la capitale, a, lui aussi, brutalement chuté (38 %).

UN NOUVEAU VENU

Demeurant la principale organisation représentant la base policière, la FASP conserve cependant quatre des six sièges à la commission administrative paritaire (CAP) nationale. La seconde organisation représentative de la base policière est désormais un nouveau venu, le syndicat Alliance (23,4 % des suffrages), qui emporte deux sièges à la CAP. Le scrutin s'est, il est vrai, teau dans un paysage syndical pro-fondément remanié sous l'influence de la réforme des corps et carrières qui s'applique depuis le le septembre dans l'ensemble de la police nationale. Fusionnant la police « en tenue » (les gardiens de la paix et les gradés en uniforme) et la police « en civil » (les enquêteurs et inspecteurs), cette réforme a créé un corps dit de maîtrise et d'application qui regroupe désormais les gardiens de la paix, les enquêteurs et les gradés.

La refonte des corps a notamment entraîné des recompositions syndicales, avec l'apparition de nouvelles organisations briguant les suffrages d'électorats policiers jusqu'alors distincts. A l'instar d'Alliance, qui regroupe d'anciens membres de l'ex-Syndicat Indépendant de la police nationale (SIPN, naguère membre de l'Union des syndicats catégoriels-USC) ayant fusionné avec l'ancien Syndicat national des enquêteurs (SNE, jusqu'alors affilie à la fédération nationale autonome de la police-FNAP). Des policiers jusqu'a présent alliés au SIPN à l'intérieur de l'USC, les gradés du SGPN, ont obtenu 8,9 % des voix au dernier scrutin où ils se présentaient sous l'étiquette Catégoriels-Police. Neuf autres organisations se sont partagées les suffrages restants à ces élections qui permettent aux policiers d'élire leurs représentants - au niveau national et dans chaque région - aux commissions administratives paritaires chargées des dossiers intéressant les mntations, les avancements, les notations et la discipline.

De rares incidents ont troublé les scrutins, notamment en Haute-Normandie où des tracts du Pront national avaient été distribués à l'entrée de certains bureaux de vote avant que l'administration n'y mettent bonne ordre. Avec un total de 13 % des voix policières obtenues, si l'on cumule les suffrages du FNP et de la FPIP, l'extrême droite

représente désormais une force non marginale dans les rangs policiers. Le scrutin, qui s'est déroulé à Purne et dans le secret des isoloirs, signale ainsi un débordement de la grogne d'une partie des troupes policières vers des syndicats qui ne cachent pas leurs convictions extrémistes (Le Monde daté du 10-11 decembre). Utilisant le sigle « FN » barré d'un cartouche « Police ». le FNP s'affiche sans ambiguité dans la mouvance du parti de Jean-Marie Le Pen. Sa liste nationale était ainsi dirigée par un dissident de la FPIP, Jean-Paul Laurendeau, élu conseiller municipal sur une liste du Front national aux dernières électioas municipales. Reprenant dans ses tracts la phraséologie du parti, le FNP affirmait qu'il « ne se laisseru pas baillonner » et « dira tout haut ce que les policiers pensent tout bas ». L'hebdomadaire Minute ne s'y était pas trompé, qualifiant le FNP d' « ouvertement lepeniste ».

Erich Inciyan

Pas de bouleversement dans l'encadrement

veaux intermédiaires et supérieurs de la hiérarchie policière ont confirmé la prédominance des organisations traditionnellement majoritaires. Dans le corps de commandement et encadrement (17 000 commandants, officiers et inspecteurs), le scrutin a conforté les positions du Syndicat national des afficiers de palice (SNOP: nouvelle appellation du SNAPC des inspecteurs, désormais alliés à des afficiers); abtenant 61,75 % des voix, le SNOP a emporté cinq des six sièges à pourvoir. La liste d'extrême draite FPIP n'a abtena qu'un score marginai (3,3 % des voix) dans ce corps. Du côté des commissaires, dont les élections se sont aussi tenues dans la semaine écnulée, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la pulice nationale (SCHFPN) a également confirmé sa prédominance (83,5 % des suffrages lui assurant la totalité des sièges) dans ce corps où aucune liste d'extrême droite ne se présentait aux élections.

du tribunal de Paris, a comparu Albert-lacques Melki, cinquante et un ans, dont la galerie, au 55 de la rue



quidation judiclaire en septembre 1993. Détenu à la prison de la Santé depuis le

PROCES 21 décembre 1994, après être rentré du Mexique où il s'était enfui (Le Monde du 2 janvier), il doit ètre jugé pour abus de confiance et escroquerie. Teint blafard et voix basse, ce spécialiste du postcubisme, de Dubuffet et de Poliakoff a tenté de s'expliquer sur des faits remontant jusqu'à courant 1991. Le passif de la Segame, la société anonyme de sa galerie, est de 343 millions de francs, dont 160 millions au seul préjudice des banques. M. Melki est accusé d'avoir fraudé, masqué la déconfiture de sa galerie. A-t-il bénéficié de complicités bancaires ?

A-t-il été complice d'escroquerie

affaire le vise, pour banqueroute, dont l'instruction est toujours en

Une semaine auparavant, vendredi 8, lors d'une première journée d'audience, la 13 chambre avait examiné, sous l'autorité de son président Dominique Coujard, la plainte déposée par la Banque générale du commerce (BGC), principal banquier de M. Melki et de la Segame dans les derniers mois de fonctionnement de la galerie.

La BGC, filiale à 99,50 % de la Banco di Roma, reprochait au galeriste d'avoir, grace à des « monœuvres frauduleuses », obtenu la disposition de fonds à hauteur de 33 millions de francs et 2,5 millions de dollars. La BGC s'était également retournée contre son ancien directeur général, Jean-Pierre Rein, qu'elle estimait complice de cette « escroquerie ». Vendredi 8 décembre, les deux ex-amis se sont violemment opposés sur leur ver-

sion de l'affaire. Il a fallu revenir à 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, quand

Les déboires d'Albert-Jacques Melki, marchand d'art ruiné, devant le tribunal 80 %... Ce n'est alors pas le premier revers essuyé par Albert-Jacques Melki. Déjà en 1976, il avait dû, « à force de ténacité », redresser sa situation devenue désastreuse, explique-t-il. Vicissitudes ordinaires d'un marché de l'art hautement spéculatif. Alors, pourquoi ne pas espérer rebondir avec autant de succès quand, «le 25 juin 1991, raconte le prévenu, la Compagnie financière Edmond de Rothschild me réclame 100 millions de francs sous 48 heures. Après, tous les autres vont suivre; la Pallas-Stern, 76 millions: l'UBP, 20 millions; et Occipar, la filiale de la SDBO, filiale elle-même du Crédit lyonnais, fait aussi machine arrière ». L'effondrement du mar-

che est alors «total», se souvient A.-I. Melki « N'était-ce pas prévisible ?, inter-

roge le président Coujard. C'est vrai que les toiles avaient atteint des prix extravagants. Ces gens qui ont du super-argent, quand ils ont terminé de se faire peur, ils reviennent sur le marché de l'art et ils re-spéculent. Mais, cette fois-ci, il y avait en plus la crise de l'immobilier. Un an auparavant, ils vous débio-quaient des dizaines de millions en cina minutes. Un an après, ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour récupérer leur argent. »

UN TROU APRÈS L'AUTRE

Tout alors va se passer comme si A.-J. Melki creusait un nouveau trou pour en boucher un autre... Le prévenu admet avoir, pour obtenir des fonds, donné en nantissement, et à plusieurs reprises, des toiles dont il n'était pas propriétaire. Il reconnaît aussi avoir présenté à sa banque des « listes fictives de tableaux ». Mais, affirme l'infortuné Melki, la BGC connaissait fort bien la situation de son client. Le président Coujard résume les explications de A.-J. Melki: «L'engagement de la BGC auprès de vous était tel qu'elle ne voulait en aucun cas vous voir couler et donc elle vous aurait entraîné dans des opérations périlleuses. »

Jean-Pierre Rein, directeur général de la BGC au moment de ces faits, aujourd'hui conseiller en entreprise, refuse tout net de porter seul ce chapeau. « Toutes les demandes passaient par des tonnes de comités, et moi, j'aurais fait ça tout seul? C'est une honte! », s'indignet-il. M. Reln admet cependant que la banque a fait « du soutien abusif à la galerie ». Opinion rejetée par l'avocat-conseil de la BGC.

Le tribunal a également examiné trois autres plaintes, dont celle d'un promoteur immobilier que la BGC avait convaincu d'acheter onze toiles à la galerie Melki, pour un montant de 9,2 millions de francs, tout en les laissant chez le galeriste. Jeu d'écritures, sans réelle transac-

VENDREDI 15 DÉCEMBRE, de- envers le Trésor public qui s'est la galerie Melki, mondialement tion ? A.-J. Melki s'était engagé à procédure de l'aval n'existe pas au et à rembourser le promoteur serviable. A la place du bonus de 10 % promis à terme, ce dernier vit ses traites immédiatement endossées et ne récupéra que difficilement sept des onze toiles...

Vendredi 15 décembre, Albert-Jacques Melki comparaît cette foisci comme complice, dans une affaire au préjudice du Trésor public, où le principal prévenu est un ancien inspecteur du trésor, Ary Edouard. Selon l'accusation, A .-J. Melki aurait bénéficié d'une autorisation de découvert, grâce à la digilence d'Ary Edouard. Or l'institution n'a, selon la règle, pas le droit d'ouvrir un crédit. L'ancien inspecteur est poursuivi pour « abus de confiance », et A.-J. Melki pour complicité. Ary Edouard est également prévenu d'« escroquerie » pour avoir donné son « aval » pour appuyer des traites qui, de plus, n'ont pu être honorées. Or la

L'inspecteur ne nie aucun des actes qui lui sont reprochés. A.-J. Melki aux abois «m'n demandé de l'aider. Je lui ai proposé l'annotation de ces traites », dit-il. « l'étais sûr que sa situation allait s'arranger. » A l'évidence, Ary Edouard a été impressionné par la surface et le savoir-faire de son interlocuteur. Pourquoi n'a-t-il pas prévenu sa hiérarchie dès le début des enmis? « Par orgueil, monsieur le Président. Je me trompais, pour la premiere

Contre Ary Edouard, le substitut Colette Perrin a requis un an de prison ferme et 400 000 francs d'amende. De même contre Jean-Pierre Rein. Et contre Albert-Jacques Melki, trois ans de prison ferme, 400 000 francs d'amende et l'interdiction de droits civiques. Le

jugement a été mis en délibéré. Danielle Rouard

L'UNEF-ID propose à l'UNEF de faire « maison commune »

LE MOT DE « RÉUNIFICATION » entre l'UNEF, syndicat étudiant proche des communistes, et l'UNEF-ID, proche des socialistes, a été prononcé, vendredi 15 décembre, au 77° congrès de l'UNEF: « Construisons dans les mois et les années qui viennent notre maison commune », a proposé Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, aux militants de PUNEF, qui lui ont réservé un accueil mitigé. « Quand on parle de la grande UNEF, de la réunification — que je ne conçois pas comme une simple addition de l'UNEF et de l'UNEF-ID -, ce que l'on cherche d'abord c'est le renforcement et le développement du syndicalisme étudiant », a ajouté Pouria Amirshahi, comme en écho à l'offre d'ouverture faite la veille par la présidente de l'UNEF, Marie-Pierre Vieu (Le Monde du 15 décembre). ■ IMMIGRATION: soizante-quatre personnes en situation irrégulière ont été reconduites vers le Mali et le Sénégal, vendredi 15 décembre à 17 h 20, à bord d'un Airbus A320 de la compagnie Air Charter affrété par le ministère de l'intérieur. Quarante-cinq Mallens et dix-neuf Sénégalais étaient à bord, pour la onzième « reconduite groupée » depuis

■ AFFAIRES : Alain Boubiil, ancien directeur de cabinet de Pietre Bérégovoy au ministère des finances, et l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, tous deux condamnés à un an de prison ferme dans le cadre de l'affaire Pechiney, bénéficieront, à compter du 22 décembre, d'un régime de semi-liberté. Le juge d'application des peines a signé cette mesure jeudi 14 décembre.

Le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes devrait être sanctionné

LA COMMISSION PARITAIRE administrative nationale des hôpitaux a entendu, jeudi 14 décembre, Xavier Dousseau, le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes qui avait participé à un commando anti-avortement le 16 octobre dans son propre établissement. Ce conseil de disciterrieur is le deutre dans son propre camissement. Ce consenue disci-pline a proposé sa révocation, selon l'avocat de M. Dousseau. Cet avis doit être soumis au secrétaire d'État chargé de la santé et de de la sécurité sociale, Hervé Gaymard, qui devrait prendre un arrêté prochainement. Devant le tribunal correctionnel de Valenciennes, le 20 octobre, le procureur avait requis contre M. Dousseau une peine de trois ans d'inprocureur avait requis course set pousseau one penne de utois ans o in-terdiction d'exercice d'une fonction administrative dans un centre hospitalier et huit mois de prison avec sursis pour les neuf autres prévenus. Le jugement sera rendu le 15 janvier.

lundi 18 décembre à 23 h 10, sur FRANCE 2 Un film de William Karel William Karel, Jean-Charles Deniau et Ph Prix du Documentaire grnational Emmy Award 1995 Prix Europa 1995

-- Jul 150



HORIZONS

De droite ou de gauche, élus des villes, des banlieues ou des circonscriptions rurales, tous avaient dressé le constat de morosité et d'angoisse de l'opinion. Mais peu s'attendaient à un conflit social de cette ampleur. Ils cherchent à en comprendre la nature et à en analyser les conséquences

ES « gens », c'est leur boulat. Et il y a de taut, chez les « gens ». Des grévistes et des nangrévistes, descheminots et des usagers de la SNCF, des petits patrons et des fanctionnaires, des profe et des étudiants, des retraités et ces cbômeurs. S'ils sont là, c'est grace à eux, et surtout pour eux ils les rencantrent chaque semane dans leur circanscription, les eçoivent beaucaup, les écautent languement. Quand les « gens » ne sont pas contents, eux, ils nesont pas tranquilles. Car à échéaice régulière les « gens » s'appdient des électeurs. Leurs électeur.

Depuis le début du mouvement sacial, les députés clerchent à comprendre. Ils les connaissent pourtant bien, les « g·ns », avec

Sécurité sociale par le premier ministre, Jean-Louis Barlaa (RL) avait, une fois de plus, fait office de trublion de la majorité, en déclarant dans les couloirs : « Ils sont complètement hors du temps. Ça se terminero dans la rue, par un coup de pied au cul. » Les craintes expnmées crûment ce soir-là par le député du Nard et maire de Valenciennes étaient cependant partagées sur bien des bancs de l'hémicycle. Michel Hannoun (RPR) est l'élu d'une circonscription populaire de l'Isère. Comme son collègue socialiste du Pas-de-Calais, Serge Janquin, il appréhendait depuis plusieurs semaines un vrai « coup de grisou » social. « Je sentais dans mes permanences des tensions de plus en plus fortes depuis queique temps et notre impossibilité à opporter des solutions, même provisoires », raconte le

maire de Bruay-la-Buissière.

conte Jean-Pierre Philibert, député (UDF) de la Loire, j'ai trouvé des gens qui étaient dans un tel sentiment de ras-le-bol qu'ils ne voulaient même plus discuter. Le plan Juppé, ils ne le connaissaient pas, mais ils exprimaient outre chose, un malaise, un mol-vivre. Combien de fois m'a-t-on dit : " Et mes enfants, que vant-ils devenir?"...

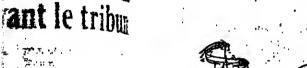
Pierre Albertini se souvient aussi de ses canfrontations avec des délégations de grévistes. « La grande difficulté, explique-t-il, c'est que très vite, on glissait sur d'autres sujets et on voyait ressortir tous les vieux demons, le chômage, la peur de Muastricht. l'avais l'impression que mon langage n'avait pas de prise sur eux. » Un sentiment qu'a partagé Renaud Muselier - « On ne peut plus faire de pédagogie. On est dans l'irrationnel, dans l'offectif » - et qu'exprime également Nicalas Faurissier, député (UDF)



qui laisse croire qu'il y auroit 55 millions d'irresponsables et deux responsables, un a Matienon, et l'outre à Bercy », affirme Jean-Louis Borloo. Comme Iui, Didier Mathus, député (PS) de Soone-et-Loire, constate la « mise en couse très farte de la parole des dominants, scion laquelle il n'y aurait pas d'autre choix, pos d'autre politique .. . Il v o dans cette revolte quelque chose de jubilatoire, à voir ce defi du peuple au docte message des experts », ajoute-t-ll.

ES députés n'éludent pas la questian de leur respansabi-Interface a l'incompréhension de l'opinion . On doit avoir le courage de prendre des mesures impopulaires, mais l'important est de montrer aux gens ou on veut les mener », souligne Bernard Murat. Les hommes politiques ne sont pas capables de montrer la voie, dèplore François Cornut-Gentille, élu (RPR) de la Haute-Mame, Le vocabuloire que nons utilisons est completement passir: on ne parle que d'adaptation à tel ou tel critère budgetaire ou financier. Comme si nous ne pouvions que suivre et subir. Il est indispensable de redonner des perspectives, * En écho, Éric Duboc déclare : « Nous avons oublié d'être, aussi, des militonts de l'espoir. +

Inquiet de la défiance grandissante à l'égard de l'Europe, Pierre Albertini estime que les dirigeants politiques doivent se livrer à un



entediction of

The state of the s \$ 300 ann 508 E Clus Que Que

Olicière

And the same

175

. ----

49,000

ر جدر هدي.

and the second second

273 2 - 111 3

1247

STALE OF STA

make the North Acres

± ; ψξ±, ξ ξ −

on commune

100 gal (100 gal)

.بد بديوني

* 2. 2 · · · ·

A

(#***

 $\hat{S}_{\alpha}(\mathcal{O}_{\mathcal{O}_{\alpha}}(\mathcal{O}_{\alpha})) = \mathcal{O}_{\alpha}(\mathcal{O}_{\alpha}) = 0$

1. 1 m

Service Commence

477.4

- L-1. --2 -27 · 38 cm / m

> leurs problèmes de fin de mcs, de traîtes à payer, d'emploi à traiver, d'enfants à élever, d'emprots à rembourser et de famille à oger. Mais nombreux sont ceu qui s'avouent « surpris », parfois « décontenonces », non par la potestation, mais par son ampleu

« Quand Alain Juppé o anoncé son plan, on étoit tranquil!, car tout le monde convenait que 3 mesures qu'il proposait étalentrécessaires », rappelle Renaud Miselier (RPR). « Oui, j'ai été surpis, reconnaît Jean-Luc Reitzer RPR), car d l'Assemblée nationaletout le monde avait salue l'importnce de la réforme. Je pensais que ç'passerait. » « Je m'attendais à ds résistances, à des tiraillements, sais pas a un mouvement aussi prfond », confie Pierre Albertini (UE).

Le soir du 15 novembre, près la

Qu'ils solent de draite ou de gauche, élus des villes et des banlieues au de circonscriptions rurales, tous avaient dressé le constat de morosité et d'angoisse de l'opinion. « C'est l'hiver dans les esprits », dit Michel Hannoun. * La France foit une gigantesque ménopause », traduit Jean-Louis Borloo. « Cette peur, on lo connaissait, mais toujours à travers des cas individuels. Et soudoin, on l'o vue se transformer en peur collective », confirme Éric Duboc, élu (UDF) de

VEC plus ou moins de bonheur, ils sont allés rencontrer les grévistes dans les ateliers SNCF de leur ville, dans leurs centres de tri postaux, ils les ont reçus dans leurs mairies ou dans leurs permanences électo-

mythes, on ne raisonne plus. Tout le monde est bien conscient de lo nécessité de réformer, mais la précarité, l'angoisse que connaît choque fomille, l'o emporté sur lo roison. »

Dans ses villes et villages du Loiret, Jean-Paul Charlé (RPR) a été souvent apastrophé: « Pourquoi oujourd'hui? Paurquoi taut en même temps ? * NTERLOCUTEURS de tous, ils

ont aussi écouté la grogne des L non-grévistes, les protestations des chefs d'entreprise ou des salariés du secteur privé. Mais ils sont surtout frappés par la « compréhension », voire « l'adhésion » partielle de la population à la protestation sociale. « C'est une grève por délégotion, un peu comme si le secteur public avait pris en charge les soucis de tout le monde », observe Jean-Pierre Balligand (PS). « Beoucoup de Français se sont reconnus dons le mouvement, ajaute Bernard Murat (RPR), derrière les slogans, chacun retrouvait un peu de ses craintes. » « Cette grève o été validée par l'opinion publique », souligne Jean-Pierre Pbilibert.

A l'Assemblée nationale, les députés sont des responsables politiques, membres de la majorité ou de l'opposition, qui votent la confiance ou censurent le gouvernement. Mais, de retour dans leur circonscription, le manichéisme ne canvient guère. « Je suis de plus en plus schizophrène dans ma fonction de député entre l'Assemblée et mon terrain », canstate Serge Janquin. « Je suis un député citoyen, tout à fait solidaire du gouvernement, mais ce n'est pas focile d'être

de la Loire: « On rejette des de la mojorité », soupire Bernard minique Bussereau, député (UDF)

Paroles de députés

Elu des Yvelines, Pierre Cardo (UDF) voit dans l'ampleur de la protestation sociale « le contrecoup de lo compagne présidentielle. On a foit naître un espoir, on o offirme oux Français qu'on allait lutter contre la fracture sociale et on ne fait pas ce qu'on a pramis. » • Ce mouvement n'est que lo resultante de longues années d'efforts des Fronçois. Ils n'ont plus cavie de faire ce que les technocrates leur demondent. Il y a eu trop de choses en même temps. La rue o exprimé sa lassitude », note Nicolas Faurissier. « Depuis vingt ans, on nous onnonce lo sortie du tunnel et on n'en sort toujours pas, relève Pierre Albertini. Vingt ans, c'est presque une

de la Charente-Maritime. . Il faut occepter l'idée que lout le monde ne comprend pas aussi vite que l'elite, ni forcement la meme chose », selon Michel Hannoun, qui ajaute : « On parle du futur à des gens qui ne savent pas ce qui va se passer pour eux dans six mois. »

Evoquant la défense des acquis sociaux, Jean-Plerre Philibert rappelle qu'en France « ces acquis ont toujours été le résultat de luttes. Ils ont été arrochés. Les défendre auiourd'hui, c'est oussi protéger aucique chose pour lesquelles les générotions précédentes se sont battues ».

Patrick Devedjian (RPR) voit dans ce mouvement ~ une espèce de révolte libertaire contre l'Etat qui ne tient pas sa porole et qui ne né-

« Le plan Juppé, ils ne le connaissaient pas, mais ils exprimaient autre chose, un malaise, un mal-vivre. Combien de fois m'a-t-on dit : "Et mes enfants, que vont-ils devenir?" »

Éric Duboc récuse le terme de « protestatian ». Dans la secousse sociale, il veut d'abord voir une expression *: « Comme si les gens nous disgient: "On est là, an existe, et personne ne nous entend". » « Le plus inquiétant, poursuit-il, ce serait le silence. Cette révohe est une sorte de thérapie saine. C'est comme ça que le gouvernement doit la comprendre. » Michel Hannoun partage son analyse: « Les gens sont sous pression. Ils ont besoin de s'exprimer, de sortir de leur solitude, ils sont en quête de reconnaissance. Il y a, dans les manifestations, une forme d'expression collective, de communion, que l'on ne retrouve pas ailleurs. Elles sont aussi une fête, elles ont donné une bouffée d'oxygène au pays. »

gocie pas ; contre un système qui n'assure plus la promotion sociale. Cette génération voit, pour la pre-

gresserant pas par rapport à elle. » C'est toute la pertinence du message politique qui est remise en question. « Nous vivons une fin de règne, une fin de régime. Ce n'est pas Juppe qui est en cause. Il n'y a plus de légitimité venue d'en-haut. Le message qu'on nous envoie, c'est: "On ne vous croit plus du tout." » « Il faut casser ce système

mière fois, que ses enfants ne pro-

leur discaurs. » L'Europe est vue comme un obstacle, une entrave, parce que nous avons contondu les movens et la fin. On ne parle que de monnale unique et de lutte contre les déficits, on montre la France du doigt et on finit par la faire douter d'elle-même. Le rôle des politiques, c'est de redonner une finalité à la construction communantaire, pour une Europe sociale et culturelle. •

* véritable agglornamento » de

De ce mouvement social, les deputés affirment retenir la leçon. Il peut en sartir quelque chase de positif, si on réhabilite le diologue et le contrat social », souligne Jean-Luc Reitzer. " Ce mouvement temoigne d'une appropriation collective d'un déhat de société, qui marque peut-être la fin d'une grande période d'individuolisme », observe de son côté Jean-Pierre Philibert en espérant que « les protestataires vont se transformer en octeurs, dans le tissu associatif, politique, syndical ». Cette * appropriation collective *

comporte toutefois un « risque politique », relève le député de la Loire: . Celui d'une perpétuelle mise en couse des dirigeants. Il n'y a plus de lévitimité à cina ou sept ans. On est peut-être en tralu d'installer doucement dans notre pays l'idée du référendum populaire. » Patrick Devedjian exprime lui aussi quelques craintes. « Le vase a été cassé. On va le recoller. Mais on verra les traces de celle : une vraie fragilisotion du pouvoir. « A cette « fragilisation », ils entendent résister. « C'est un defi collectif qui nous est lance », souligne Pierre Albertini. Parole de « députiste ».

Pascale Robert-Diard





2.63 **≆6** • State Court £25.7

Act Town

and the 海气.....

qu'ils ont halancé le béhé avec

l'eau du bain: l'idéal du service

public inscrit dans la traditico

française a disparu avec la moder-

nisatioo de la fonction publique.

parle que de cootraintes, de mo-

demisation; on ne parle plus de

service public car les critères d'un

« pouvoir anonyme » sont unique-

meot ceux du marché, Commeot

les grévistes pourraient-ils eux-

mêmes, dans un tel contexte, réin-

venter un idéal du service public?

La crise est bien au cœur de l'Etat.

elle affecte la représentation d'un

Etat qui o'a plus cunscience de sa

missino et de son rôle alors que

l'atteore envers lui o'a jamais été

les victimes, entre les travailleurs

du privé et ceux du public, risque

bien d'être historique, voire irré-

médiable, si des éducateurs poli-

tiques et des éclaireurs de l'opi-

tinn tie se font pas eotetidre.

Nous sommes eo train de changer d'ère. Il serait temps de s'en

rendre compter pour imaginer une

troisième vuie « républicaine et so-

ildariste » eotre le scénarin de

Maastricht et la République qui se

Olivier Mongin est directeur

de la revue « Esprit ».

aussi forte.

meurt.

Un malentendu historique par Olivier Mongin

grève a eu comme particularité historique de viser « le cœur même de l'Etat français ». Il a affecté particulièrement - mais pas seulemeot - la capitale et les Francilicos. Il s'est adressé aux responsables d'un appareil d'Etat dont l'impuissance à oouer un dialogue est manifeste. Il a été porté sociologiquement par les travailleurs de la fonction publique, des cheminots aux enseignants. Cette caractéristique, la plus frappante, invite à prendre en considération le caractère historique de la crise que le pays traverse.

Mais faut-il en rester à l'interprétation d'un bras de fer entre la main gauche et la main droite de l'Etat, eotre les petits et les hauts fonctionnaires, entre ceux qui se seotent méprisés, dépecés de leurs avantages, trompés sur leur avenir et ceux qui dirigent l'Etat en faisant passer, en force ou eo douce, des décisions doot ils ne se senteot même pas respunsables, puisqu'elles sont imposées de l'extérieur, sous l'effet de la contrainte ?

Cette Interprétation revêt une part de vérité puisque le divorce entre dirigeants et dirigés déborde visiblemeot la fooctitu publique et participe d'un malaise général. Que le sentiment d'une victimisation générale se sult répandu comme une traînée de poudre, et que l'uppositiut de l'élite et du peuple, des experts et des « gens de peu » (Pierre Sansot) soit désormais la principale grille de lecture de ce qui se passe dans le pays en est le meilleur témoi-

Pourtant, cette perceptitio du malaise français dans les seuls termes d'un clivage entre les élites et le peuple, tant décrié quand il servait la rhétorique du FN ou la sociologie de Paul Yonnet, suscite des interrogations. A force d'opposer une minorité de décideurs à une majurité de plaignants, tro fait soo deuil du rôle de la politique. On oublie qu'elle ne se résume pas au seul pôle du pouvoir et vise à faire tenir ensemble une communauté de citoyens. La fracture actuelle, loin d'opposer la droite et la gauche, traduit le désarroi d'un pays qui oe sait plus reconnaître ses conflits, percevoir ce qui le di-

En tiutre, le clivage des petits et des élites recouvre un malentendn profond qui est à l'origine de la crise actuelle. Plantée comme un poignard an cœur du service pubbc et de l'Etat, la grève a été portée par des travailleurs qui soot les derniers représentants d'une société salariale en voie de lente décomposition. Bénéficiant d'un emploi assuré jusqu'à la retraite et d'un statut, le salarié de la fooctiun publique est le symbole d'un moode où le « contrat républicain », celui doot on parle ces jours-ci à l'Assemblée, était fondé sur le respect et la protection de la cundition salariale.

L'écho rencontré par la grève, le fait que les travailleurs du privé ne se soient pas retournés contre les fonctionnaires, traduit le seotiment partagé par beaucoup que la crise de la société salariale menace dangereusement le contrat républicain et pèse sur la solidarité sociale. Le climat de victimisation actuelle a d'abord une signification politique: il accompagne l'épuisement d'un contrat républicain jusqu'alors indissociable de la condition salariale. D'où les inquiétudes concernant le maintieo d'une protection sociale digne de ce nom, dont les prises de position de la CFDT sur la réforme de l'assurance-maladie ont été la manifestation insuffisammeot comprise.

Exclusion, précarité, montée des inégalités : c'est dans ce climat général d'inquiétude, de peur et de victimisatioo que la grève s'est iostallée dans la fooction publique. D'où le malenteodu historique, le fossé qui s'est creusé entre les grévistes et le gouvernement, mais aussi le refus de toute réforme de la Sécurité sociale alors que la refurmulation du contrat républicain est le nerf de cette « grève par substitution ». A ceux qui refusent l'idée d'un régime général de l'assurance-maladie et l'extension de son assiette pour oe pas dissocier protection et travail, font écho ceux qui veulent répondre à la précarisation crois- années à se moderniser, depuis

E long mouvement de grève a eu comme par-de la Sécurité sociale est inéluctable pour la « sauver ».

Ou bien on attend du gouvernement une politique de relance et l'on cootinue à croire, à gauche comme à droite, que le retour au plein emploi est possible ou que le partage du travail sera la panacée. Ou bieo oo prend acte de la crise de la coodition salariale, et l'on jette les bases d'uo oouveau contrat social alors que l'idée d'un * juste retour » (je cotise classiquemeot pour répondre à des accidents qui peuveot « également » arriver aux autres) de l'effort de solidarité est mise à mal par le chômage de longue durée.

C'est bien d'une réponse politique que nous avons besoin si nous voulons surmonter le fossé entre l'Etat et le pays

A l'beure où précarité et exclusion enseodrent un « nouvel état de nature » dans les démocraties capitalistes, il faut tedire baut et fort que l'avenir de la protection sociale o'est pas une simple affaire d'argent et de renfinuement des la citoyeuneté et elle a pour ambition de fonder la communauté nationale sur la solidarité et non pas sur une identité culturelle tru eth-Le plan Juppé n'est pas sans dé-

fauts. Le débat sur la justice sociale et la fiscalité n'a même pas été abordé (faut-il privilégier un régime proportionnel ou un régime progressif?). Il o'empêche qu'il faut se battre sur le maintien d'une structure, d'une institution qui protège le statut du citoyeo, quand soo démantèlement est programmé par des assureurs privés qui se frottent les mains de sa gestion délirante. Pourquoi la gauche oe s'est-elle pas emparée de manière critique d'une réforme qui lui permettrait de recouer avec ses convictions et de sortir de l'attitude d'anti-gestion qui la met à la remorque d'un mouvement social auquel personne oe ré-

Et pourtant, c'est bieo d'une réponse politique que cous avons besoin si nous voulous sucmonter le fossé eotre l'Etat et le pays. D'une réponse qui coocerne avant tout le rôle et la mission de l'Etat quand la volonté générale emprunte le langage de la victime et noo plus ceiui de la citoyenneté.

inutile d'insister lourdement : alors que le projet de réforme a été bien accueilli, le gouvernement a tout fait pour le faire capo-

ter. locapable d'en faire compreodre la signification et multipliant les mesures et anoonces maleocootreuses qui oot mis le feu aux poudres, tout fait pour que la grève débouche sur un mouvement antifiscal. Alors que la réforme de la protection sociale a pour ambitioo de résister à la dérive du capitalisme et qu'elle doit demeurer à l'heure européenne l'affaire des Etats nationaux, le déficit pédagogique a été tel que tout le monde a compris le contraire de ce qui était inscrit dans le plan. Lutter cootre la réforme, c'est éviter la dure loi de Maastricht, refuser le dépassement du cadre oational: voilà ce que l'on croit à tort quand les représentants de la nadon, à gauche et à druite, sont incapables de faire passer le message d'une réforme.

Voilà l'origine du maleotendu: l'incapacité de traduire ce glissement dans un autre langage que celui des impératifs économiques (critères de coovergeoce, réduction des déficits publics...). Le clivage entre le peuple et ses élites se nourrit de l'incapacité à traduire politiquement une réforme inéluc-table de la solidarité et à éclairer une opinion déboussolée.

Cummetit oe pas compreodre des fonctionnaires que les élites dirigeantes exhortent depuis des

Faire confiance au peuple

par Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Anicet Le Pors et Didier Motchane

ES grévistes ont réveillé les vertus civiques de la France, l'attachement des Français à la République, au service public, leur refus du mépris, de l'injustice et de l'hy-Au sein de l'appareil d'Etat, oo ne pocrisie. Mais au moment où un président de la République fraîchement élu bafoue l'espoir qu'il avait suscité jusque chez ceux qui n'avaient pas voté pour lui, alors même que le plus important parti de la gauche, spéculant sur une amoésie cullective pour perpétuer la sienne, demeure incapable de proposer une alternative politique qu'il refuse de coocevoir, les Français n'aperçoivent pas d'issue politique

Ils savent ce qu'ils veulent : chan-Le maleoteodu entre les élites et ger une politique dont les conséqueoces sont ressenties désormais comme insupportables. Mais alors que de presque toute part, à gauche comme à droite, ils entendent partisans ou prétendus adversaires de la pensée unique se rallier d'un seul élan - ou par défaut à une politique unique -, ils ne voient guère le moyen d'en sortir.

Cette sortie existe. Une autre politique est possible. A la condition de s'appuyer sur la confiance du peuple avant de rechercher la confiance des marchés (qui ne l'accordent jamais d'ailleurs que pardessus le marché). A la condition de cesser d'utiliser l'Europe comme l'atibi d'un choix social mortel pour les valeurs de la République, la cobésion de la France et celle de l'Europe elle-même.

Il faut délivrer l'Europe de l'esprit de Maastricht

A la condition de cesser d'évoquer l'Europe pour substituer le despotisme éclairé des financiers. des juges, et des technocrates au débat des citoyens. A la condition de cesser, au oom de la lutte contre une inflation deputs longtemps disparue, de dénier à la dépense publique les movens d'assurer la solidarité et la cobésion de notre société. A la conditioo de cesser de prétendre sauver l'avenir de l'Europe par la régressioo suciale. l'argent cher, l'emplui rare et la baisse des salaires.

Maastricht appartient au passé, mais il faut délivier l'Europe de l'esprit de Maastricht, du radotage sur la monnaie unique, et donc des politiques perpétuées en son oom. Les grévistes out parfaitement compris qu'il est absurde de prétendre juger le plan Juppé sur le mérite de telle tu telle de ses dispositions. Loin de se cantonner à la défense de situations particulières, ils ombarfaitement compris que l'eojeu e la crise actuelle, c'est le sens retroité de la politique. Oo aurait pu chire que quelques-uns, a droite, l'juraient compris. Il serait surtout tehps que la gauche, dont c'est laraison d'être, s'eo aperçoive.

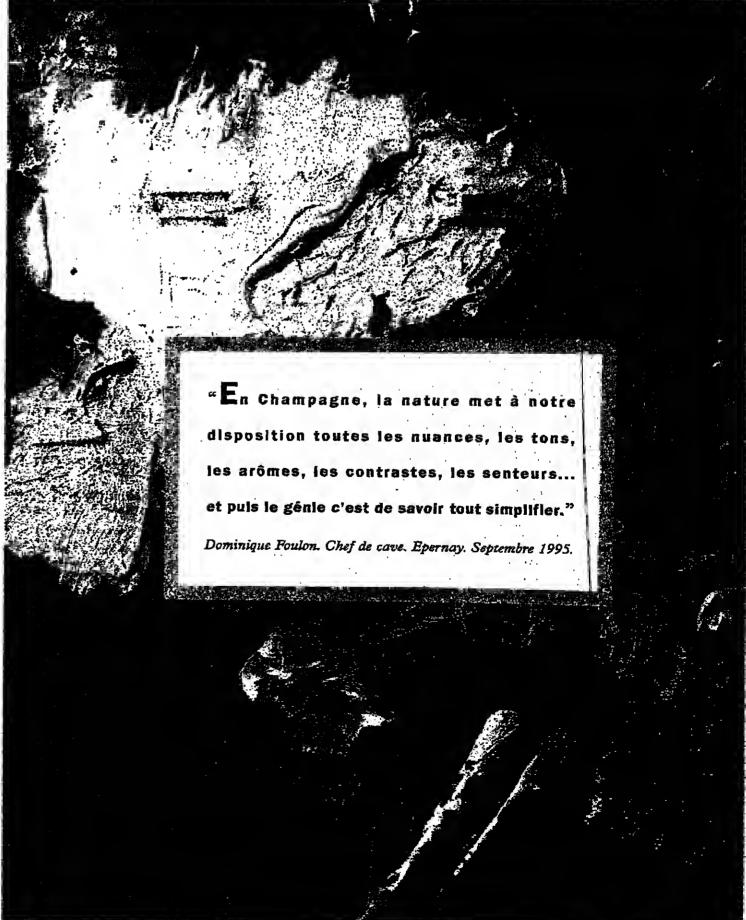
Changement de gouvernement. référendum, élections légitatives anticipées : Il n'est pas quesion de délégitimer l'Etat et les syrticats, mais sans une prise de convience préalable dont ce mouvement social est d'ailleurs l'annunce, les institutions de la République contioperont de fonctionner à side. Nous rous engageons, pour totre part, à contribuer, avec tous veux qui partigent cette analyse, à promouvoir ce changement nèces-

Jean-Pierre Chevènement, pacien ministre, est député (République et Liberté) du territoire

Max Gallo est écrivain.

Anicet Le Pors, ancien ministre, dénissionnaire du PCF, est conseiller dEtat.

Didier Notchane est secritaire nation | du Mouvement des ci-



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR L

The state of - A. ... ---2772 W 1.25 - 15 · 3 4 mm 37.43 C - Lev - Tara

Company of the same THE WAR. TOTAL STATE **

And the

***** E = 1 ----- $X = \mu S_{\mu} \cdot B_{\mu} \cdot B_{\mu}$. Marie of a

To ref ****** F12471 in Adjoin Mail Cort

والأربواة والطبطية Education of Contract of

Les lendemains qui chantent par Gérard Prévost ES divers gouverne- instituts de sondage, les enseiments socialistes ne gnants-chercheurs et quelques la-boratoires du CNRS, n'ont pas apfurent pas avares de fortes paroles déposées porté de résultats décisifs quant sur l'autel de la « modernisation ». aux solutions à donner aux grands Elle a constitué la clé de leurs disproblèmes actuels. Nourries par cours et des politiques qu'elle insdes commandes d'Etat, beaucoup pirait. Jouée sur tous les tons, la

tances de gouvernement, poli-

tiques et experts confondus,

trouvent à leur tour le leitmotiv

discursif sur lequel articuler actes

et conduites politiques: la «ré-

forme ». Doit-on s'étonner que les

Français n'y voient qu'une nou-

velle stratégie d'occultation des ef-

fets réels impliqués par les déci-

L'effet de la modernisation sur

l'appareil productif est connu. Sa

conséquence sur la structure so-

ciale l'est moins. Une multitude de

travaux : audits, évalnations...

l'ont prise pour objet. Mais la plu-

part de ces travaux, s'ils out fait

vivre les entreprises de conseil, les

sions prises en leur nom?

de ces études « scientifiques » partition a fait entendre pen de souffrent d'une sorte de péché de fausses notes, jusqu'à son aposoumission aux objectifs du théose maastrichtienne consacommanditaire. La recherche « obcrant une dizaine d'années de pejective et scientifique » s'est diluée tits pas néo-libéraux. Les forces dans la pratique d'une sociologie sociales et politiques désarmées se dominante annulant toute perception de la société autre qu'autosont abstenues. Les interrogations et critiques s'exprimèrent plns justificatrice, sans imagination, tard, mais en se dissolvant dans confortant l'ordre de la toutel'agonie du mitterrandisme. Des puissance des marchés financiers. rancœurs accumulées et des es-Les sciences sociales déconcertées par l'irruption des catégories poirs perdus se sont reportés positivement sur le candidat Chirac. sociales salariées s'en remettent Jusqu'à ce que les nouvelles insau seul principe causal de la mé-

thode, à une question de procédure « mal gérée ». Michel Rocard, lui aussi. l'a affirmé haut et clair : entre lui et Alain Madelin il n'y a de divergence que sur la méthode. Telle est la raison qui oblige la gauche à se montrer discrète. En écoutant Pierre Rosanvallon, on comprend les convictions de Nicole Notat. Adepte érudit du troisième age des droits sociaux, ce dernier propose de revoir les modalités par lesquelles peuvent s'appliquer des décisions « nécessaires mois sans cesse repoussées ».

Du coup, au nom de la science, leur projet prend acte de l'éloignement croissant entre les deux

mondes dont la modernité, et ses plus chands partisans au sein des sciences sociales, a fait sa religion: un monde de représentation où fleurissent la spéculation et la rapidité des échanges économiques et sociaux, et leurs tendances à déterritorialiser; et un monde où l'on enferme des populations dans la marginalité et l'exclusion.

La société « sérieuse et heureuse » d'Alain Juppé se prépare dans la douleur

On ne se soucie plus guère chez les ciercs des conséquences de la concentration des « circuits de houte vitesse » souvent présentée comme une avancée décisive du capitalisme de production et de consommation liée aux nouvelles technologies et au capitalisme spéculatif. Que s'y meuvent des grands industriels et des représentants de la haute finance entourés d'exécutifs agressifs (conseillers en communication, producteurs d'images) ne choque plus. Toute pensée antre a disparu.

Gérard Demuth, tourainien en diable, invite les politiques à changer la méthode pour que surgisse une nouvelle organisation des rap-

ports sociaux. En fait, le travail auquel se livrent ces nouveaux démiurges consiste à dénier la réalité des luttes que se livrent les « closses sociales ». La dictature antitotalitaire a interdit que l'on prononce le mot sous peine de caractérisation définitive: archaïque! La société « sérieuse et heureuse » d'Alain Juppé se prépare dans la douleur. Rien de plus normal! C'est la version des « lendemoins qui chantent », façon néolibérale. Certes la société a change. Pronostiquons qu'elle ne finira pas de changer. Mais les faits sont tetus. Rien ne permet de conclure qu'elle change par évaporation des conflits de classes.

L'investissement du mot « réforme » a un enjeu identique à celui du terme « modernisation »: réorganiser les modes de domination sociale et étatique dans le but exclusif et tout à fait spécifique de rationaliser « le mode de production du troisième millénaire », sans risques sociaux.

Or, la solution au problème, qu'on l'appelle « exclusion » ou * fracture sociale », est connue et simple. C'est la réduction massive du temps de travail. Elle donnerait une réponse à la question sous-iacente aux revendications des grévistes : à quoi sert le progrès technique s'il condamne à la barbarie d'un ordre social inégalitaire?

La crise de représentation des individus appelle des solutions

également connues : redonner le ger l'ordre social pour retisser le pouvoir au peuple en faisant confiance à ses capacités d'autoorganisation. Ce sont des procédures inverses qu'inventent continûment les bommes politiques et leurs mentors dans les bureaux et les cabinets. La « réforme » du premier ministre réalise ce rour de force de dessaisir les salariés de la gestion de la Sécurité sociale en prétextant du monopole d'un syndicat. Il fallait faire l'inverse: redonner aux salariés la maîtrise des dépenses de santé et donc de leur cotisation. Mais cette perspective est sans doute trop longue, trop incertaine au regard de la rationalité. Les « morchés » s'impatientent. La monnaie unique ne

peut attendre. Renouer le « lien social », terme clé des politiques publiques, fut la principale tache des recherches en sciences sociales pendant les quinze dernières années. La nature du fil qui relie les individus à un ordre social fut oubliée. C'est ce demier qu'il faut changer en remettant les sciences sociales à l'endroit : chan-

lien social.

Après tant de jours de grève, les experts parlent encore des « insurfisonces » de la méthode. Refusant de voir dans le « mouvement social » un conflit de classes, ils font leur travail : servir la cause des nantis par la recherche des moyens par lesquels on peut le mieux tromper la société. La-dessus, toute la classe politique est

Mais que l'on décrive le mouvement actuel comme une lutte anti-Maastricht, une lutte entre les marchés financiers et le monde du travail ou comme les prémices d'un conflit hostile au néolibéralisme à l'échelle européenne, la crise sociale réintroduir une dimension essentielle: la question des classes sur laquelle est en train de se briser le consensus intellectuel. Salutaire!

Gérard Prévost, socialogue, est maître de conferences associé à

Le fantôme de la lutte des classes par Bernard Perret

N a vu reapparaître ces lours-cl des expressions fleurant bon mai 68, * solidarité solories-étudionts », + travailleurs intellectuels », « nouveou prolétariat », et on a même cru voir se lever « le peuple », acteur collectif mythique, derrière ce qui reste avant tout une coagulation anomique de peurs, de frustrations et de crispations catégorielles. Le retour du vocabulaire refoule ne doit pas faire illusion: le temps n'est plus où l'on pouvait se représenter les intérêts des travailleurs comme un bloc face aux intérêts des « nantis », du Capital.

Jusqu'à la fin des années 70, cette schématisation du leu social s'appuyait sur une théorie marxiste qui avait gardé toute sa force de suggestion, et qui, dans une certaine mesure, reflétait blen la réalité. La condition salariale progressait comme un tout cohérent sous la pression des luttes sociales, et les avantages conquis par les uns finissaient toujours par bénéficier a l'ensemble. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Sl la brusque explosion de ce qui ressemble à une révolte de classe exprime un malaise social bien réel, l'idéologie qu'elle tente de réactiver est dangeureusement décalée par rapport

L'expression d'une communauté de mécontentements, d'inquiétudes, voire de valeurs politiques. ne suffit pas à creer une communauté d'intérêts. Les salariés du secteur public et ceux qui subissent de plein fouet les dures lois de la nouvelle économie mondialisée ne sont plus objectivement solidaires, même si tous se sentent menacés par l'évolution économique. Pour ce qui concerne leurs intérêts économiques immédiats, les travailleurs ne sont plus tout à fait sur le même bateau : certains sont déjà immergés dans l'économie-monde, contraints de vendre leur force de travail et leurs compétences aux conditions du marché mondial, tandis que le sort des autres se règle encore dans le cadre du compromis socio-politique hexagonal de l'après-guerre, à l'écart

des turbulences du marché. Les seconds ne sont pas toujours des privilégiés, loin s'en faut, et la n'est d'ailleurs pas la question, mais leur combat défensif, légitime à certains égards, n'en risque pas moms de retarder de nécessaires adaptations à l'état du monde, et d'ajourner les réponses qu'il conviendrait d'apporter d'urgence

à la question du chômage. Quitte à enfoncer des portes ouvertes, rappelons donc que les chômeurs et les travailleurs précaires seront les premières victimes des retards pris dans la réduction des déficits. Quitte à irriter encore davantage, osons même affirmer que la garantie de l'emploi est un avantage qui ne doit pas être sous-estimé dans un pays qui a délibérément et collectivement choisi de jouer le jeu de l'intégration économique mondiale, et où chacun trouve normal de s'adresser à la

compagnie la moins disante quand

il prend l'avion. Que les salariés en lutte feignent d'ignorer ces contradictions est excusable. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est que des hommes politiques les renforcent dans une vision fantasmatique de la réalité. Quand Henri Emmanuelli affirme que les services publics sont le * fet de lance » du salariat, il se moque du monde, ou, plus gravement, il se trompe d'époque. Il contribue, en tout cas, à rendre le réel illisible pour les « classes populaires ». C'est-à-dire pour la majorité des Français, et il les empêche de prendre leur destin en main.

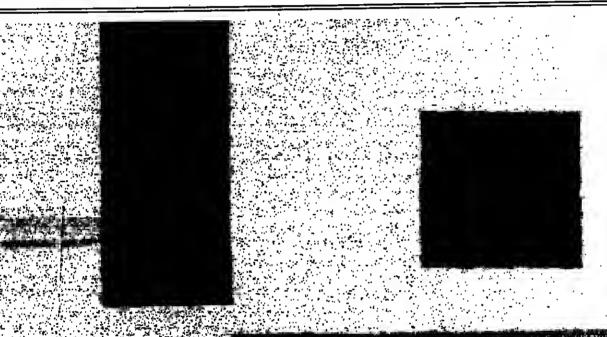
Le mouvement social actuel pose massivement la question de la sécurité, des garanties sur l'avenir auxquelles chacun a droit et qui paraissent mises en cause par des changements économiques dictés par la seule logique du marché. Accepter la question, bien sur, comment ne le ferait-on pas? C'est la question politique essentielle de cette fin de siècle. Mais quelle réponse lui donner?

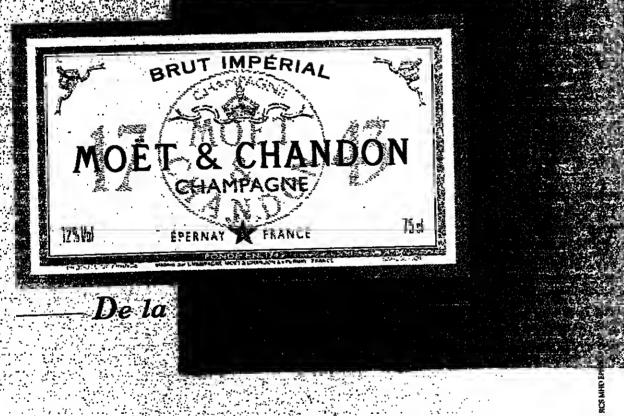
On ne va pas manquer de mettre mais l'arbre de la construction européenne ne doit pas cacher la forét: les causes de déstabilisation de l'ancienne société salariale sont beaucoup plus profondes: mondialisation des echanges, mais aussi, plus radicalement, passage d'une économie Industrielle à une société de service dominée par les exigences de l'individu-consom-

mateur. On a menti aux gens en leur promettant année après année le retour des beaux jours de la croissance et du plein emploi modèle années 60. On s'est moqué d'eux en prétendant justifier sacrifices financiers et reculs sociaux par d'obscures considérations sur le montant des déficits. Les chiffres, par eux-mêmes, ne signifient pas grand-chose. Nous sommes durablement voués à une croissance faible et irrégulière, situation dans laquelle on peut moins que jamais s'en remettre à des mécanismes redistributifs devenus inefficaces, opaques, et, surtout, inéquitables, pour garantir le progrès social.

Au-dela de cette urgence, le progrès social passe par une nouvelle approche de la question du travail, et, au premier chef, par le partage de l'emploi. Etant entendu que celui-ci ne saurait se limiter aux conséquences mécaniques d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail. Pour avoir un sens, le partage doit prendre en compte l'hetérogénéité croissante du travail, et il doir porter sur l'ensemble de ses contreparties sociales: rémunérations, qualifications, responsabilités, mais aussi statuts et garanties juridiques. Bref, au lieu de postuler l'unité du « peuple ». on ferait mieux d'essayer de la reconstruire.

Bernard Perret, economiste. est rapportent général du Conseil scientifique de l'évaluation.





SANTE, A CONSOMMER AVEC MODERATION

Médiateur : André Laurens

RÉDACTION ET SIÈCE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE 73501 PARIS CEDEX 15 TÉI: (1) 40-45-25-25 Télécopieur: (1) 40-45-25-39 Téles: 206 406F ADMINISTRATION: 1, piace hubert-8eure-Méry 94852 NYXY-5UR-SEINE CEDEX TéI: (1) 40-45-25-25 Télécopieur: (1) 43-40-30-10 Télex 201 311F

L'élite eltsinienne face à la Russie réelle

Suite de la prentière page

Les proches du président Eltsine, chargés d'élaborer des scénarios pour éviter que l'oligarchie, fermement installée au pouvoir par le coup de force d'octobre 1993 contre l'ancien Soviet supreme, craignent que celle-ci ne soit balayée lors des Inévitables échéances électorales à venir. Celle qui doit renouveler la Douma, la chambre basse du Parlement reste, dans cette perspective, une étape déterminante car elle seule peut donner une image claire d'un électorat de 105 millions de personnes, sans habitudes de vote.

Dès octobre, les instituts de sondage ont commencé, presque unanimement, à prédire que les communistes dépasseront tous les autres partis et qu'avec leurs alliés, ces partis qui s'appuient sur les ◆ 80 % de Russes appauvris par les réformes », ils pourraient obtenir une petite majorité à la Douma.

Dans la mesure cependant où la nouvelle « élite » trouve la source de son pouvoir non dans le soutien populaire, mais dans le cootrôle des institutions politiques et écononúques du pays, rien n'est encore perdu pour elle. Pour les clans qui la composent, dotés de liens financiers et industriels, ayant un accès garanti à certains médias et disposant de formations armées - d'Etat ou privées -, le problème est plutôt de parvenir à trouver un consensus autour d'un candidat à la présidentielle qui puisse continuer à jouer les arbitres entre eux. Peu importe, pour cette « élite », que ce soit, une fois encore. Boris Eltsine ou un autre « héritier », l'essentiel est que le nouveau président soit capable d'as-

surer, lui aussi, la « stabilité». Les sondages, à ce jour, donnent des résultats qui expliquent peutêtre la tranquillité affichée dans l'entourage présidendel. Boris Elstine a certes lancé des appels publics visant à stopper la vague montante

communiste. Il n'en semble pas inquiet à l'excès. Le parti de Ziouganov ne devrait pas en effet recueillir plus de 20 % des voix.

Avançant chacun un candidat potendel à la présidence - le tibéral Grigori lavlinski, ou « l'étatiste » Alexandre Lebed -, les autres « grands » partis d'opposition ne devraient pas en réunir plus de 10 %. Dans la mesure où il est exclu qu'un candidat communiste ou un extrêmiste comme Vladimir Jirinovski parvienne à gagner une présidentielle qui se déroule à deux tours, cette situation laisse toutes ses chances à un candidat soutenu par les clans au pouvoir.

Elle suppose cependant que les divers partis d'opposition ne parviennent pas à s'unir autour d'un candidat commun. C'est aujourd'hui l'hypothèse la plus probable: malgré toutes les pressions de « la base » en faveur d'un front commun, les partis d'opposition restent très divisés.

Au Ceotre d'analyse présidentiel dirigé par Marc Ournov, on évoque même les divisions internes qui guetteraient les partis d'opposition - les communistes, le Congrès des communautés russes du général Lebed, et le parti de strinovski - en se réjouissant des possibilités de recomposition en faveur du « parti du pouvoir . Il reste que les « plans » dressés dans les couloirs du Kremlin peuveut toujours s'avérer aussi désastreux que ceux qui furent à l'origine de la guerre lancée il y a un an en Tchétchénie.

Mais ces constructions imaginées en vase-clos à Moscou semblent ignorer largement les transformations en cours dans les régions, où se mettent en place de nouveaux pouvoirs qui prennent de plus en plus de poids. Dans près d'une moitié de ces régions se déroulent aussi, le 17 décembre, des scrutins locaux - réferendums, ou élections aux postes exécutifs, ou aux assemblées locales - qui sont les seuls à intéresser véritablement les populations concernées. Les médias nationaux sont restés muets sur le sujet, signe d'une inquiétante distorsion entre le pays réel » et la perception qu'en ont ses dirigeants actuels.

Sophie Shihab

REVUE DE PRESSE

L'HUMANITÉ

Cloude Cabanes ■ Quand jeudi soir, à 21 h 15, le secrétaire général de la CGT des cheminots a reçu communication écrite du ministre des transports, la messe était dite : c'était la victoire des hommes du rail. M. Bernard Pons signait tout : le maintien de l'age de départ à la retraite, le nombre d'annuités pour en bénéficier pleinement, son mode de calcul lui-même, il signait « le gel et la remise à plat + du funeste contrat de plan, il signait l'engagement de ne pas modifier les structures de la SNCF, ses effectifs (oui, les effectifs), les statuts de ses personnels... Et pour couronner le tout, le PDG rendait son tablier. Il faut certainement fouiller dans un passé bien lointain pour trouver un bilan comparable à l'issue d'un conflit de bilisé autour du plan Juppé.

■ L'approche de Juppé est la bonne sur le plan économique : la France a

LE NOUVEL ÉCONOMISTE

vite pour espérer un rebond de la croissance en 1996. L'hypothèse d'une croissance dépassant à peine 1% en moyenne l'an prochain, retenue par Le Nouvel Economiste, est tout sauf pessi-

ce type: c'est même très rare... La victoire des cheminots en appelle d'autres : elle affaiblit le dispositif mo-

NEWSWEEK

vécu trop longtemps au-dessus de ses moyens. Mais la présentation de son plan a été très mauvaise, et la réaction a été si forte que les voisins de la France s'en inquiètent vivement main-

■ La confiance ne reviendra pas assez

EXTRAORDINAIRE l'ai dù me rendre, par obligation, à Paris toute la semaine dernière. J'étals inquiet, mais j'ai vécu une expérience extraordinaire. Certes, comme beaucnup, levé à 5 h 30, j'ai marché et marché. l'ai fait du stop, fréquenté les files d'attente, circulé en bateau, pris des taxis, bref, la « galère ». Mais l'al rencontré une entraide, un état d'esprit qui mérite qu'on s'y arrête. En stop, à l'occasinn des transports en péniche ou en taxi, j'ai côtoyé toutes les catégories sociales. (...) En plus de « il faut bien s'entraider », il n'y avait

Comment un tel état d'esprit a-t-il

par essence impopulaire? Je pense que les Parisiens, qui ont subi les attentats durant les demiers mois, ont développé une solidarité et un civisme face à l'adversité qui méritent respect et qui perdurent dans cette crise particulière. S'ils souhaitent que cela se termine, ils font corps avec ceux qui leur sont proches contre une entité lointaine dont ils se défient, le

ré sur l'avenir de nos enfants. Jean-Nicolas Boudrand

pu s'établir dans cette sorte de grève, M. JOEL BIARD (PC) ET LE SOUTIEN **AUX GRÉVISTES**

Dans un article (non signé) qui est paru dans Le Monde du 6 décembre, vous faites état d'un « appel de soutien aux grévistes » lancé par des intellectuels et personnalités, avec des extraits du texte et une sélection que vous avez effectuée

parmi les premiers signataires. Si le nombre de ceux qui ont répundu positivement à cet appel rendait peut-être des choix inévitables, on pent s'interroger sur leurs critères: ils ne semblent pas relever seulement de la notoriété supposée de tel ou tel, dès lors qu'on it dans la présentation qu'il

s'agirait de « personnalités politiques proches de l'extrême gauche et des onununistes critiques ». J'ai été sollicité pour signer cet

appel avant qu'il vous soit envoyé, je l'ai signé tout de suite, et puisqu'il se trouve que je suis membre du Comité natinnal du Parti communiste français, je ne me sens ni moins ni plus « critique » que les

autres signataires du texte. Il est clair qu'une présentation aussi tendancieuse, au-delà de son caractère discourtois, affaiblit la portée du texte. Permettez-moi de trouver tout cela bien regrettable.

Joël Biard, philosophe, Paris

Le Monde

L'« euro », N se mettant d'accord à Madrid sur le scénario de passage à la monnaie unique, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze la conjoncture ont fait franchir une étape importante an projet d'Union monétaire. Celui-ci prend corps de façon plus concrète, puisque la future monnaie de l'Union a trouvé son nom : et l'opinion l'euro. Une dénomination peu sédulsante aux yeux de jacques Chirac, qui aurait préféré s'en tenir à l'écu, mais qui, cependant, a été blen inspiré de ne pas tenter un

déterminant pour obtenir plus de croissance et plus d'emplois ». Elle est le complément logique du marché unique.

L'incertitude qui pèsera jusqu'au dernier moment sur ce projet majeur fait qu'on prend peu conscience de l'avantage formidable que représentera, pour les entreprises, le fait de pouvoir commercer, investir, s'installer dans un espace aussi large sans avoir à connaître de problème de change. On est également en droit d'attendre de l'Union monétaire un abaissement des taux d'intérêt et le moyen pour l'Europe d'affronter avec des armes plus égales ses concurrents des zones yen et

Pour légitime que soit la satisfaction manifestée par les dirigeants européens, ce se-

rait cependant une erreur de surestimer les résultats obtenus à Madrid. Ils étaient, en effet, attendus. Hormis la question du nom, il n'y avait pas vraiment matière à controverse. Et là où il y aurait pu y avoir de vrais débats, voire de réelles confrontations, les Quinze ont préféré, à nouveau, botter en touche. La táche à accomplir est loin d'être achevée. An cours du premier semestre 1996, les Européens vont devoir s'entendre sur le « pacte de stabilité » à souscrire par cenz qui participeront à la monnaie unique, ainsi que sur la manière d'encadrer les relations entre les pays membres du cinb de la monnaie unique et ceux qui resteront, provisoirement un définitivement,

242

-1

2) gl#

*

4

2:0,

44 3

277

-

212

the las donn

et les euro

100

7-4

71: 1-5

1 1/2-25

Statist pharmag

 π_{i}, π_{j}, q

A SECTION ASSESSED

ai 101

- e] 1

10 1

AF AFAIR

-

2017

4.

4.4

767179

276

4.

-

-

, B.; (

A1 16

بجنوبة

44

٠ جي

der di Lange

Les Quinze sauront trouver les formules de compromis qui tiennent compte de leurs différentes préoccupations, mais ils ont pen de prise sur la conjoncture. Comme les grèves en France en témoignent, ils ont aussi beaucoup de difficultés à apprébender les réactions des citoyens européens sans l'adhésion desquels la construction européenne ne peut réussir. Le vrai défi sera moins de rapprocher les positions sur ses modalités techniques que de la piloter en tenant compte du double écuesi de la conjoncture et de l'opinion.

L'AVIS DU MÉDIATEUR

La sélection du courrier s'ouvre à l'actualité dominante, qui est celle de la crise sociale. Nos correspondants s'interrogent tant sur la forme qu'elle a prise que sur les questions de fond qu'elle met en lumière par son ampleur et sa durée. Cependant, et c'est cela qui aujourd'hui retient notre attention, la manière dont Le Monde en a rendu compte ne convient pas à tous ses lecteurs.

combat d'arrière-garde. Ce que retiendra l'opinion, c'est que les

dirigeants de l'Union out décidé d'agir vite,

sans tergiverser, manifestant ainsi leur vo-

lonté d'aboutir, une volonté politique né-

cessaire dans l'actuel climat d'euroscepti-

cisme. Un des combats qui leur reste à

livrer est précisément celui de la communi-

cation. Qu'on leur donne raison on qu'on

les juge dans l'erreur, le fait est là : les ci-

toyens de l'Union européenne associent les

sacrifices qu'on leur impose à la course à la

Il est donc essentiel de convaincre qu'il

ne s'agit pas là d'un caprice de techno-

crates, que la monnaie unique constitue,

comme vient de le rappeler Jean Arthuis, le

ministre français des finances, « un facteur

monnaie unique.



Le médiateur en a été saisi par diverses voies ; lettres, télécopies, coups de téléphone. Ces dernières interventions sont peu nombreuses, mais, d'une part, nos correspondants sont persuadés d'exprimer des sentiments à la fois tus et largement parta-ges, d'autre part, ils interpellent *Le Monde* et les médias sur leur rôle social, ce qui ne saurait rester sans réponse.

Compte rendu de grève par André Laurens

OUR le coup, la sempi- pourquol les journalistes donnent s'efface jamais complètement, sur- Le second grief concerne davanternelle réplique de la profession, suivant laqueile la presse ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure mais de ceux qui n'arrivent pas, serait d'actualité si elle n'apparaissait pas un peu courte face à la complexité de la situation. Convenons, au minimum, qu'il est normal que les médias fassent, sinon leur miel - car eux aussi en subisse ot les effets - du moins leur centre d'intérêt de l'une des plus sévères crises sociales que ce pays ait connues. Et qu'ils se tournent d'abord vers ceux qui en sont les principaux acteurs, les grévistes et les pouvoirs publics. en se penchant sur les motivations

fond que révèle leur face-à-face. Cela suppose une couverture complète de l'événement, à partir de comptes rendus, de témolgnages, d'analyses, d'éditoriaux, de reportages, de portraits, de débats, de gros titres et de petits faits mis en exergue pour ce qu'ils peuvent avoir de significatif. La priorité est naturellement donnée aux signes qui permettent d'anticiper le déroulement de la crise, soit qu'ils annnncent son durcissement et sa prolongation, soit qu'ils laissent entrevolr une issue. Dès lors, les protagonistes de l'affrontement occupent le devant de la scène, aux dépens des autres, spectateurs, victimes ou otages, qui ne sont pas pour autant aussi exclus du débat que certains le croient : la nébu-

qui les animent, les questions de

leuse de l'opinion joue aussi sa partie, sur un autre registre. Pas suffisamment, ou en étant insuffisamment prise en compte, seion les lecteurs qui se sont adressés au Monde pour lui faire deux sortes de reproches (en réalité Le Monde n'est pas seul en cause, mais il ne

peut répondre que de lui). Premier grief: le journal livre une information et des commentaires favorables aux grévistes et contribue à l'amplification d'une crise qui n'en mérite pas tant. M. Marc Piel (Paris) constate que Force ouvrière ne représente que 1 % de la population et se demande

- autant d'importance aux incantations de cette minorité », tandis que M. André Vignon (Paris) déplore qu'une tribune ait été accordée à la CGT. « dernière organisation stalinienne d'Europe occidentole ». Le même lecteur, dont les propos ne sont pas neutres, n'en reproche pas moins au Monde de mélanger l'information et le commentaire dans ce qui est présenté comme une description de l'évégement à travers « un déluge de choses vues assaisonnees d'un lyrisme de mouvais nloi ».

D'autres, qui reconnaissent du talent à la forme de ces récits, en cootestent le ton, qui implique un jugement ou le suggère. Un correspondant s'indigne, au téléphone, de voir « son » journal reproduire, « pour faire vrai », des propos injurieux à l'égard du premier ministre et illustrer ses articles par des dessins de la même eau, quand ils ne rappellent pas la recette du cocktail

Molotov! Ces critiques ne sont pas irrecevables, tant il est vrai que les journalistes ne sauraient se départir de tout investissement personnel dans la relation des événements dont ils sont les témoins. An demeurant, les lecteurs ne sont pas plus neutres et réagissent à ce qu'ils lisent suivant les sentiments que leur inspire le cours de l'actualité. Le médiateur ne prétend pas s'en tirer avec cette pirouette, même si elle correspond à une réalité qui lui est familière.

La sociologie du journalisme nous apprend que cette profession attire des Individus qui, par leurs réactions sentimentales, morales et politiques, se situent plutôt (mais pas entièrement et pas tont le temps) dans la mouvance de la gauche, au sens le plus large. Déjà tempérée par la réserve qu'implique le métier, cette sensibilité diffuse et fluctuante trouve sa limite dans le champ d'action que lui concèdent les employeurs, qui ne la partagent pas forcément, et dans la stratégle commerciale d'entreprises s'adressant à des publics qui n'y sont pas tous réceptifs. Elle ne tout lorsque l'actualité la relance.

Certains lecteurs s'en émeuvent, au nom de l'objectivité, tandis que d'autres, à l'inverse, reprochent aux journalistes (aux mêmes, mais plus souvent aux journalistes spécialisés) de trop s'identifier au discours dominant, celui des élites. des technocrates, de l'impérialisme des marchés, des «valeurs » occidentales, etc. Il serait absurde de prétendre que des moyens d'ex-pression tels que les médias puissent échapper à toute imprégnation idéologique : mieux vaut s'interroger sur les meilleurs moyens de gérer les pulsions subjectives des journalistes face à celles des lecteurs.

Partons du principe que les premiers ne sauraient être des spectateurs indifférents. On leur demanderait plutôt le contraire : le journaliste doit, pour une part, réagir, vibrer, sinon à l'unisson, du moins à la mesure du fait d'actualité qu'il couvre ; pour une autre part, conserver la distance d'un témoin conscient de l'être, et de l'être au service de tiers, anonymes, nombreux et divers.

L'exercice devient plus délicat dans les situations tendues, voire conflictuelles, propres à exalter l'esprit et les sentiments des observateurs les plus avertis. Le risque serait alors de céder à un investissement personnel envahissant, qui fausserait le témoignage, mais il serait aussi de s'en tenir à un regard blasé, qui ne percevrait pas en quoi

la réalité, toujours, se renouvelle. Pour corriger ces travers éventuels, le premier jet de la production journalistique gagne à une relecture critique, exigeante, volontairement distanciée, au sein de la rédaction. C'est, an reste. l'une des fonctions de l'encadrement. Passer outre à ce contrôle, le banaliser faute de l'assumer pleinement, ne sert ni les rédacteurs ni les lecteurs. On rappellera, ici et à cette occasion, parce qu'elle n'est pas toujours respectée, cette discipline qui a fait blémir blen des journalistes et assuré la qualité du journal.

tage l'ensemble de la couverture médiatique, qui ignorerait trop le sort et les sentiments des usagers victimes des erèves. Une désinformation par omission en quelque sorte. M. Christian de Vaissière (Fourqueux, Yveiines) pense, à tort, que tous les rédacteurs du Monde habitent Paris intro muros, tant ils méconnaissent, selon lui, les problèmes, le stress et les complications imposés anx banlieusards. M= Odette Dufloux (Paris) note que les témoignages pris sur le vif font rarement s'exprimer ceux

* qui en ont marre ». Il est exact que, d'une manière générale, l'expression des usagers dans les médias a surtout illustré la compréhension à l'égard des grévistes, la solidarité et la débrouillardise, avant la lassitude ou la colère. Etait-ce une vision biaisée de l'événement? Aucune grève ne parvient à s'installer si elle heurte à une forte impopularité. Bien des précédents le prouvent, de même qu'ils rappellent que « les Français moyens », « lo mojorité silencieuse », « lo France profonde » savent se mobiliser lorsque la né-

cessité s'en fait sentir. Or il n'y avait pas eu, après vingt jours de grève, de véritable desaveu populaire et les tentatives faites pour l'exprimer n'ont pas convaincu. Parallèlement, les sondages ont illustré les sentiments nuancés de l'opinion. Enfin, le gouvernement, non dépourvu de moyens d'information, à défaut de clairvoyance, a fini par céder à la pression des grévistes, après avoir mis à l'épreuve leur endurance et celle du public.

Au total, les médias disposaient de plusieurs critères pour apprécier globalement l'importance et le climat de la crise, indépendemment des engouements supposés des journalistes. Ils en ont rendu compte, sans oublier de relever les conséquences immédiates et à venir de l'événement, ne serait que parce qu'ils s'adressent, quand ils peuvent le faire, à un public composite.

AU COURRIER DU « MONDE »

LA MAJORITÉ SILENCIEUSE

N'EN PENSE PAS MOINS Observateur de la situation économique et sociale qui se développe actuellement dans le pays, je ne peux m'empecher de vous faire part de ma frustration en découvrant la facun dont vous relatez les événements ac-

En dehors de toute prise de position politique ou partisane, le considère de votre devoir de relater de facon complète les thèses en présence et d'indiquer les conséquences fàcheuses pour notre pays, son économie et pour les citoyens français en

général, de ce qui peut être actuellement entrepris pour contrer les projets d'assainissement proposés par le

gouvernement. Cela s'applique aussi aux conséquences fâcheuses des grèves sur un certain nombre de personnes très handicapées pour leur travail et pour leur vie personnelle, dont il n'est pas assez fait référence dans les médias.

Il ne faut pas que la majorité silencieuse soit muselée car elle n'en pense pas moins. Les médias ont aussi une responsabilité importante par rapport à la vie économique et sociale de notre pays. Ne l'oubliez pas !

> Christophe Laederich Pan

UNE EXPÉRIENCE

aucune animosité contre les gré-

gouvemement. l'espère que celui-ci aura le courage de changer son attitude (...) Pour la première fois, depuis longtemps, cette solidarité m'a rassu-

Mazerolles (Landes)



ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 17 - LUNDI 18 DECEMBRE 1999

OPA Le Crédit agricole va lancer une offre publique d'achat sur l'institut de développement des industries agricoles et agroalimentaires (IDIA), société de capital-risque spé-

cialisée dans l'agroalimentaire, dont d'études et d'investissements. il détenait déjà 26 % du capital. La « banque verte » espère dégager des synergies avec sa propre structure d'investissements, l'Union

●CRÉÉ EN 1980, l'IDIA avait pour vocation de développer le « pétrole vert » de la France. Son président, Guy Nebot, a été le « marieur » des Bridel au groupe Besnier. ● LA CRISE

entreprises agroalimentaires, qui faisaient la course à la part de marché. Sa plus belle plus-value a été réalisée en 1990 grace à la vente de

ÉCONOMIQUE a grippe le système Nebot: les grands groupes ne sont plus prēts a payer très cher leurs acquisitions sous prétexte de reprendre une part de marché.

Le Crédit agricole rachète la société de capital-risque de l'agroalimentaire

L'Institut de développement des industries agricoles et agroalimentaires (IDIA) a contribué au développement du « pétrole vert » en France en investissant dans plus de cinq cents entreprises. Mais l'arrivée à maturité du secteur freine son action

A SOIXANTE-SEPT ANS, Guy Nébot, président de l'Institut des industries agricoles et agroalimentaires (IDIA), est satisfait du devoir accompli. « Larsque l'IDIA a été créé en 1980, la France avait un excédent commercial agroalimentaire de 8 milliards de francs, constitué en majeure partie de produits bruts. Aujourd'hui, il est de 27 milliards et constitué de produits élaborés », expoque Guy Nébot. «L'IDIA a fait l'agroalimentaire en France. Naus avons été l'enzyme qui a permis de faire prendre la réaction en investissant dans plus de cinq cents entre-

prises françaises. » Aujourd'hui, l'aventure s'achève. La Caisse centrale du Crédit agricole, qui détient déjà 26 % dn capital de la société présidée par Guy Nébot, a annoncé vendredi 15 décembre son intention d'investir près de 1 milliard de francs en lançant une offre publique d'achat sur 100 % du capital de l'IDIA au prix de 200 francs l'action (le dernier cours coté était de 149 francs). Un prix peu élevé quand on sait que la société possède une trésorerie de 580 millions

Lorsque Guy Nébot prendra sa retraite, sans doute dans les deux prochaines années, l'IDIA, qui détient des participations dans plus de deux cents entreprises agroali-

7.52

porte in

-54 5 15

gree general

....

C = A

12.0

1.5

7223 2-1-

A-02

4.00

4.1

17: 18 4. E.

835.

7.5

And Barre

2 ...

ţ-v

127

ķ 🕶

 (M, \mathcal{F})

क्षाप्रसाम इ.स.च

\$ 25 to

ngar Jan

وبحروق

.

A 18.4

等/20 分子

Re car

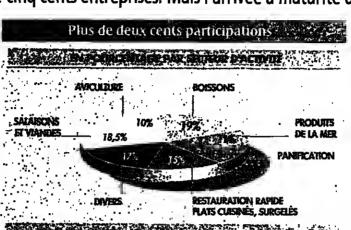
1

7.572

mentaires, rejoindra les autres structures de capital-investissement du Crédit agricole. L'objectif est de dégager des synergies avec la filiale de la banque verte, Union d'études et d'investissements, qui s'est restructurée ces deux dernières années et détient un portefeuille de quelque 4 milliards de francs, dont environ 1,6 milliard investi dans l'agroalimentaire.

Créée en 1980, l'IDIA devait permettre de développer le « pêtrole vert » de la France. A l'époque, le secteur est atomisé, constitué de petites entreprises familiales qui manquent de fonds propres. Michel Debatisse, alors secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires, demande la création d'un institut de capital-risque chargé d'investir dans les sociétés agroalimentaires, comme le faisait déjà l'Institut de développement industriel (IDI) pour le reste de l'industrie. Ainsi naît l'IDIA, sous l'égide de l'IDI (alors actionnaire à 21 %) et du Crédit agricole (34 %). La société sera introduite en Bourse en 1987.

Guy Nébot, énarque de cinquante-trois ans et directeur adjoint du Trésor, prend les rênes du nouvel organisme. L'homme ne cherche pas à trouver la perle rare dans ses investissements. Il tuvestit tous azimuts, sa seule volonté



Depuis 1980, l'IDIA a investi dans plus de 500 sociétés agroalimentaires. Sur cette période, il a dégage 875 milliants de plus-values.

« Les entreprises qui avaient besoin d'investir venaient me voir », explique-t-il. Jouant la loi des grands nombres, il espère toucber le jackpot » pour quelques-unes de ses participations.

Au début des années 80, l'IDIA investit dans une trentaine de sociétés par an. Elle passe à la vitesse supérieure à partir de 1988 en investissant dans plus de soixante sociétés par an. Dans le secteur lai-

est d'éviter les canards boîteux. tier, elle prend des participations dans Bridel, la laiterie Saint-Hubert ou Socrema. Dans la viande. elle entre au capital des producteurs de volaille Bourgoin ou LDC et des charcutiers Géo, Paul Prédault ou Fleury-Michon. Les vins et spiritueux constituent un trolsième axe de développement avec la société de champagne Deutz, les Vergers de Savoie, Rémy-Martin

ou Marie-Brizard. Le succès est au rendez-vous.

mouvement naturel de concentration. Pour taire le poids face à la grande distribution, les industriels paient leurs acquisitions très cher, sans se soucier de la santé réelle de l'entreprise, pourvu qu'elle dispose d'un produit innovant ou d'une part de marché. Grâce à son carnet d'adresses, Guy Nébot devient le « marieur » des entreprises agroalimentaires, ce qui lui permet de céder a bon prix ses participations minoritaires. L'IDIA favorise le rachat de la société Gîllet, producteur de salaisons, par Regnault. L'IDIA est aussi actionnaire du producteur de madeleines Morina, repris par le spécialiste de la confiture Andros, et de Flodor, vendu à l'italien Unichips, Le meilleur « coup » fut la cession, en 1990, du camembert Bridel à Besnier; elle dégagea une plus-value de 240 millions de francs, sur un total de 875 millions de francs de plus-values réalisées en quinze

DES ACTIONNAIRES OÈCUS La crise de la consommation des années 90 change la donne du marché, Les prix balssent, les consommateurs boudent les marques et choisissent les premiers prix, la pression de la grande distribution lamine les marges des

L'agroalimentaire connait un entreprises. Le mouvement de concentration se ralentit : les groupes agroalimentaires ne sont plus prets à paver les parts de marché. Le système Nébot se grippe Certains de ses « pupilles » déposent leur bilan, comme les poissons surgeles Primel en 1994 ou Pain Jacquet en 1995. Face a ces difficultés, l'IDIA cherche à tout prix à exténoriser ses plus-values, par exemple en introduisant en Bourse en novembre 1995 le vo-

Dans ce nouvel environnement, le saupoudrage des investissements n'est plus de mise. Le Crédit agricole compte gerer les participations de l'IDIA plus activement. La filière agricole parvenue à maturité, il faut désormais choisir ses investissements. La gestion en solitaire de Guy Nébot n'est plus la meilleure. Les actionnaires qui ont acheté des actions IDIA au plus haut à 375 francs en fevrier 1992 sont déçus.

En revanche, industriellement, l'IDIA a réussi là où les sociétés de développement régional et autres instituts de capital-risque avaient echoue, aider les PME à décoller tout en offrant aux actionnaires de l'IDIA une rémunération hono-

Arnaud Leparmentier

Les Etats-Unis donnent leur feu vert à l'alliance entre l'américain Sprint et les européens Deutsche Telekom et France Télécom

WASHINGTON

de notre correspondont La Commission fédérale des communications (FCC) a levé, vendredi 15 décembre, le dernier obstacle à l'accord de partenariat scellé, le 22 juin, entre France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint, troisième opérateur américain de communications longue distance. Ce feu vert de l'autorité chargée de la réglementation féderale etait previsible depuis la décision prise le mois dernier par l'administration d'ouvrir le marcbé américain de télécommunications à la concurrence étrangère. Il est cependant assorti de conditions qui prouvent que Washington n'est pas tout à fait convaincu de la réciprocité dans le cadre de la libéralisation du marché eu-

Cette confirmation attendue donne à France Télécots et à Deutsche Telekom les moyens de se placer en position de force, en prévision de l'ouverture totale à la concurrence des télécommunications européennes début 1998. La Commission de Bruxelles avait donné, en octobre, son avai au projet Atlas qui réunit les deux européens (France Télécom, Deutsche Telekom), et sur lequel s'est greffé Sprint, pour donner naissance au projet Phoenix. Cette nouvelle alliance prévoit une prise de participation de 20% dans le capital de Sprint (10% pour chacun des européens), cet investissement s'élevant à environ 4 milliards de dollars (environ 20 milliards de

En annonçant, le 28 novembre, que toute entreprise étrangère pourra acheter jusqu'à 100 % du

que traduit la décision de la FCC. Reed Hundt, son président, a souligné, vendredi 15 décembre, qu'en dépit de leurs engagements France Télécour et Deutsche Telekom restent des monopoles.

L'une des conditions imposées par la FCC prévoit que Sprint devra informer régulièrement les

Le ministre délégué à la poste,

Inquiétudes de l'exploitant britannique BT

BT, l'exploitant téléphonique britannique, s'est inquiété, le 15 décembre, des effets sur la concurrence de l'alliance Atlas entre France Télécom et Deutsche Telekom. La décision de la Commission européenne, prise en octobre (Le Monde du 18 octobre), d'autoriser Palliance a été publiée vendredi an Journal officiel des Communautés eu-

Elle nuvre un délai de six semaines permettant aux concurrents de faire connaître leurs positions. « BT est préoccupé par le fait qu'une concurrence équitable et transparente n'est pas garantie par les termes de cette alliance. Le rapprochement des deux plus grands opérateurs européens peut renforcer une situation de monopole avant l'ouverture à la concurrence du secteur en 1998 », estime BT.

de téléphone (jusque-là, les prises de participation étaient limitées à 20%), l'administration fédérale avait précisé qu'avant d'accepter une offre elle se livrerait à un examen approfondi de la situation concurrentielle et du degré de libéralisation du marché concernée. C'est cet état d'esprit marché français. La crise sociale,

capital des sociétés américaines autorités fédérales des progrès réalisés en France et en Allemagne en matière de libéralisation. Les géants américains que sont ATT et MCI - qui se sont longuement battus pour empécber l'alliance avec Sprintcomptent profiter de cette occasion pour gagner des parts de de télécommunications dans le marché en Europe. Reed Hundt pays d'origine de l'entreprise est très méfiant sur l'évolution du

qui a entraîné le recul du gouvernement français devant la pression syndicale, n'est pas faite pour rassurer Washington sur la disparition rapide du monopole.

aux télécommunications et à l'espace, François Fillon, s'était rendu à Washington début décembre pour tenter de convaincre ses interlocuteurs de la volonté francaise d'ouvrir la voie à la libre concurrence. Mais les Ame comprennent assez mal une « privatisation à la française » qui ne concernera, au mieux, que 49 % du capital de France Télécom. D'où les précautions de la FCC, qui constate que la société française applique aux compagnies américaines souhaitant avoir accès à son réseau des tarifs plus élevés que ceux pratiqués en Allemagne et en Grande-Bretagne. Sprint devra obtenir des assurances écrites de la part de France Télécom sur un alignemeot de ses tarifs au cours des deux prochaines années.

Ces conditions devront être respectées, souligne la FCC, faute de quoi des « mesures supplémentaires » seront prises afin de déterminer si « l'intérêt public », aux Etats-Unis, est servi par le partenariat à trois représenté par le projet Phoenix.

Laurent Zecchini

Havas Voyages va prendre le contrôle de Maeva

HAVAS VOYAGES (groupe Havas) a annoncé le 15 décembre le rachat des participations directes et indirectes des résidences de tourisme Maeva détenues par le groupe Club Méditerranée (48.5 %) et le groupe Caisse des Dépôts. Parallèlement, le groupe Bouygues Immobiller apportera à Maeva l'exploitation des dix résidences de tourisme de Latitudes, situées

A l'issue de ces opérations qui représentent un investissement d'environ 150 millions de francs, Havas Voyages détiendra 50,1 % du nouveau groupe Maeva. Fondé en 1976 par le Club Méditerranée, Maeva a développé le créneau des appartements équipés avec service d'accueil, animation et espaces de loisirs. Numéro deux après Pierre et Vacances des résidences de loisirs, il dispose de 60 000 lits et prévoit un chiffre d'aflisera en 1995 un résultat net d'environ 60 millions de francs et un chiffre d'affaires supérieur à 8 milliards.

La justice britannique remet en cause la privatisation du rail

LA COUR D'APPEL de Londres à jugé vendredi 15 décembre que plusieurs aspects de la privatisation des chemins de ter britanniques étaient illégaux, car ils ne respectaient pas certaines obligations sur le maintien des services les moins rentables. La justice a donné raison à une association d'usagers, « Save our railways » (Sauvez nos chemins de fer), qui avait accusé l'organisme charge de la privatisation des lignes de n'avoir pas respecté les engagements du gouvernement.

Ce jugement constitue un revers pour l'ensemble du projet de privatisa-tion des chemins de fer britanniques, l'un des derniers grands services publics encore aux mains de l'Etat. Mais le ministre des transports. George Young, a assuré que la privatisation des premières lignes de Britisb Rail allait se poursuivre. En effet, la Cour d'appel n'a statué que sur la deuxième tranche de la privatisation de British Rail, qui concerne 4 lignes sur les 25 qui seront vendues.

■ APPLE: le constructeur informatique américain a annoncé, vendredi 15 décembre, qu'il fait face à une réduction de ses marges qui, si elle se confirme dans les derniers jours de l'année, conduira à une perte au premier trimestre (octobre-décembre) de son exercice fiscal 1995-96 « La tendance actuelle est inférieure à nos projections internes », indique la firme, citant une croissance des ventes plus faible que prévu et des réductions de prix sur le marché des micro-ordinateurs aux Etats-Unis et au Ja-

■ KRUPP : le sidérurgiste allemand détient désormais indirectement 75% du capital du fabricant italien d'acier plats spéciaux Acciai Speciali Terni (AST), a indiqué le groupe le 15 décembre. La firme allemande avait acquis la moitié du capital d'AST en juillet 1994, a-t-elle rappelé dans un communiqué. Indirectement, elle vient d'acquérir 25% supplémentaires, en rachetant 50% du consortium italien FAR, qui possède l'autre moitié d'AST, selon le communiqué. Le tour de table de FAR, qui regroupait auparavant les sociétés Falck, Agarini et Riva, ne compte plus désormais que Krupp et Agarini.

■ DASA : le constructeur aéronautique néerlandais Fokker a annoncé le 15 décembre que sa société-mère Dairoler Benz Aerospace (DASA) continuerait à garantir ses engagements financiers « pris avant la fin de l'année (1995) et arrivant à échéance en 1996 ». Selon ses propres estimations, Fokker aurait besoin d'une injection financière de 2,3 milliards de florins. Celle-ci devrait être opérée conjointement par sa maison-mère DASA (qui repris 51% des parts en 1993) et l'Etat néerlandais, qui détieot encore 22% du capital. Les deux actionnaires principaux sont en négociations depuis plusieurs mois pour définir la clé de répartition du montant à verser, sur la base d'un plan de survie présenté par Fokker.

Le laboratoire pharmaceutique Roussel-Uclaf se réorganise et évite les plans sociaux

★ 1L N'Y AURA PAS de pions socioux en France », a affirmé Olivier Jacquesson. Le vice-président de Roussel-Uclaf présentait, vendredi 15 décembre, l'évolution de ce laboratoire pharmaceutique dans le cadre de la réorganisation mondiale du groupe Hoechst, sa maison mère allemande, après le rachat, au printemps, par celle-ci de l'américain Marion Metrel Dow. La direction et certains syndicats ont approuvé un dispositif de départ en préretraite volontaire des 56 ans pour les salariés travaillant au siège du groupe à Romainville, en Seine-Saint-Denis. Cette mesure devrait concerner 10 % de l'effectif total. Le coûtde l'ensemble du plan de restructuration est estime entre 450 et 500 millions de maceutique de Bourgoin-Jallieu tocole. Il prévoit le versement de

Merrel Dow, Hoecbst, redevenu numéro deux mondial de l'industrie pharmaceutique, a défini une nouvelle stratégie reposant sur l'innovation dans des domaines thérapeutiques « commerciolement ottractifs . Elle entraîne l'adaptation des trois entités aliemande, française et américaine (Le Monde du 8 novembre) avec des fermetures d'unités et des réductions d'emplois.

ACCORD DE PRÉRETRAITE Roussel-Uclaf (8 000 salariés)

gardera chacun de ses sites, à l'exception du centre de recherche de Strasbourg (185 personnes) et de l'usine de conditionnement pbardans l'isère (250 salariés), qui de-

Depuis la reprise de Marion vraient être cédés. Principal pôle d'activité, le centre de Romainville en région parisienne (2 500 personnes) a été confirmé comme l'un des trois sites de recherche que le groupe conservera sur les treize actuels. Les deux autres sont ceux de Francfort et Somerville dans le New Jersey. Toutefois, cette réorganisation implique une nouvelle répartition des domaines de recherche qui passeront en France de quatre à deux (les anti-infectieux et les maladies de l'os).

Pour éviter tout licenciement, la direction a signé avec la CFDT et la CGC un accord de préretraite volontaire à temps complet dès 56 ans pour l'année 1996. La CGT et FO ont refusé de ratifier ce pro-

90 % du salaire net pour les per-

sonnes ayant plus de vingt aos d'ancienneté et descend jusqu'à 70 % pour celles ayant entre cinq et neuf ans de présence. La mesure devrait concerner potentiellement 250 personnes, dont une cinquantaine de chercheurs. Cette nouvelle compression des effectifs s'ajoute à la réduction de 250 postes effectuée, au cours des trois dernières années, dans le cadre du déménagement du siège de l'entreprise de Paris à Romainville.

La filiale française semble cepeodant plus épargnée que les autres entités du groupe puisqu'à l'échelle mondiale, Hoechst Marion Roussel envisage la disparition de 8 000 emplois sur les 45 000 existants.

Dominique Gallols

Revue des valeurs semaine du 11 au 15 décembre 1995

PARIS Indice CAC 40

+ 0,16 %

Surplace

NOUVELLE SEMAINE heurtée à la Bourse de Paris, où la fermeté affichée par le gouvernement au cours de la semaine précédente - qui avait favorablement impressionné les investisseurs - s'est attenuée. Après l'intervention télévisée du premier ministre Alain Juppé, dimanche 10 décembre, qui annoncait notamment la suspension des travaux de la commission Le Vert et le report du contrat de plan de la SNCF, les boursiers craignaient que les concessions faites par le premier ministre ne se multiplient lors des rencontres avec les syndicats et n'entament singulièrement le plan de réforme de la Sécurité sociale rendu public à la mi-

novembre. Ainsi, au cours des trois premières séances de la semaine, l'indice CAC 40 n'a cessé de céder du terrain. Après un repli de 1,2 % en trois jours (0,36 % lundi : 0,04 %

mardi et 0,82 % mercredi), Michel Jollant, directeur général adjoint de la société de Bourse Meeschaert-Rousselle déclarait à Reuter, mercredi soir, «jusqu'à hier l'option était que [le premier ministre] cherchoit vraisembloblement ó concéder le détail, en préservant le fond. Aujourd'hui, on peut s'interroger si celo reste réaliste ».

RÉSULTAT MITIGÉ POUR PECHINEY Il faudra attendre, jeudi, la réqu-

verture partielle d'une ligne de métro et le vote pour la reprise du travail dans certains dépôts de la SNCF pour qu'un sourire se dessine non seulement chez les usagers mais également du côté du Palais Brongniart. L'autre bonne

Comptant R. et o

fbase 1 000, 31 dé SBF 120

nouvelle est venue d'outre-Rhin, à l'issue de la dernière réunion annuelle du conseil de la Bundesbank. L'institut d'émission allemand, prenant par surprise les analystes qui s'attendaient à un geste au début de l'année prochaine, a annoncé la réduction d'un demi-point de ses deux taux directeurs. Après un gain supérieur à 2,6% peu de temps après l'an-nonce, l'indice CAC 40 s'est établi

en clôture sur un gain de 2,25 %. Ce sera la seule hausse de la semaine. Cette baisse des taux confortait les boursiers dans l'idée que la France n'allait pas tarder à suivre l'initiative allemande. Ce sera chose faite dès le lendemain. Vendredi matin, la Banque de

VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

thuis, ministre de l'économie et des finances, a rendu public, vendredi 15 décembre, les résultats de la privatisation de Pechiney. Environ 470 000 particuliers ont souscrit à l'offre publique de vente (OPV) pour un montant de près de 2,7 miliards de francs supérieur à l'offre de titres initialement proposée. Les investisseurs institution-14-12-95 15-12-95 nels n'ayant souscrit qu'à 11,6 millions de titres sur les 13,3 millions de titres qui leur étaient proposés, les particuliers seront intégrale-

ment servis.

France réduisait son taux d'appel

d'offres d'un quart de point, à

4,45 %, son plus bas niveau depuis

vingt-trois ans. Cette diminution

ne provoqua pas de réaction parti-

culière: selon les boursiers, le tra-

ditionnel phénomène du fait ac-

compli jouait une fois encore,

démontrant, s'il était besoin, que

les investisseurs avaient déjà inté-

gré cette baisse des taux. L'indice CAC 40 finissait donc sur un recul

de 0,84 % à 1 859,25 points. En cinq

séances, les valeurs françaises ont.

toutefols, petitement gagné 0,16 %,

ramenant leur perte depuis le dé-

Du côté des valeurs, Jean Ar-

but de l'année à 1,16 %.

NEW YORK PARIS 1 A DOW JONES Troisième privatisation de l'an-

nor Sacilor, 800 000 porteurs. De

l'avis des analystes financiers,

· l' * épreuve de vérité » aura lieu lun-

di, jour de la première cotation du

titre. Les plus pessimistes crai-

gnant que celle-ci ne se fasse sous

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT. TRAITÉES AU RM

François Bostnavaron

son cours d'OPV.

TOKYO 7 NIKKE





THE INTERNA

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÉGLEMENT MENSUEL) née, Pechiney est de loin celle qui a suscité le moins d'engouement chez les investisseurs: la Seita deurs en han avait mobilisé, au mois de février, un million d'actionnaires; et Usi-

Dev. R.N-R. Cal ML Crédit nations GTM-Entrepose Ef Cabon 1940 7.13 Christian Dior

Valeurs es bai Usinor Sacilor Rochette (La) ERAMET Metaleurop Legrand ADP Groupe de la Citt OMC (Dolfus Mieg Cred. Fonc. Pranci ECCO Rhône-Poulers: A

_					
LES	SECT	EUR	S D'	ACT	VITE

	15-12-45	Diff.
Bongrain	2 668	+ 0,64
Danone	774	- 4.11
Eridania Béghin-Say	834	+ 2,70
Fromagéries Bel	4 476	+ 0,13
VMH	987	+ 2,38
Pernod-Ricard	267,80	+ 1,15
Remy-Cointreau	157,70	+ 3,90
Saint-Louis	1 342	+ 1,66

	15-12-95	Diff.
AGF	168,40	+:1.99
AXA	326,80	¢ 415
GAN	184,60	+ 12,49
SCOR SA	157,80	3 : 0.25
UAP	133,10	+ 0,52

BATIMENT ET MATERIALIX		
	15-12-95	Diff,
Bouygues	496,50	4.51
Cimerus français	196,50	~ 4.05
Colas	777	1,44
Eiffage	706	5,86/
Eurotunnel	7,00	- 374
GTM Entrepose	335,60	+ 65
Imétal	579	. 3,00
jean Lefebyre	300,00	0.67
Lafarge-Coppée	306,50	4 0,16
Poliet	380	* 5,0
Saint-Gobain	\$57_	2.0
SGE	109,30	6,34

CHEMIE	45.45.45	
	15-12-55	DH.
Air liquide	813	13. O. 6.
Gascothe	427	
Michelin	192,30	
Plastic-Omnisson	315	0.8
Rhone-Poulenc A	99,55	
Roussel-Udaf	795	4 7 70
Sanafi	310,50	
Synthelatio	301,50	HA.

	15-12-30	LATT.
Bertr. Faure (EBF)	120,50	⊢ 5,71.
BIC	486,00	- 023
Chargeurs	1 016,00	4425
Christian Dior	510,00	1442
Clarins	457,00	14.42 2415
DMC	200,00	14 /3/12
Esilor Int.	960,00	360
Gr. André	344,00	375
Oreal (L')	1 304,00	444.5
Moufinex	G7,45	71.56
Salomon	2 780,00	14.00
SEB	579,00	663
Skis Rassignal	1 250,00	MAST
Sommer-Allibert	1 196,00	12.43
Zodiac	762,00	44.38

CRÉDIT ET BAHQUE		
	15-12-95	Diff.
Bancaire (Ce)	568	1.19
BNP	774	1-4724
CCF	254	+ 537
Cetalem	890	£ £36.
Comptoir entreps.	12,60	3.80
CFR	413	

Créd. fon. France	92	- SET.
Crédit local Foe	402,43	4.9326
Cred. Iyor. CIP	293	- 30
Crédit national	370,50	- +1524
Société générale	608	0.52
SOVAC	595	+ 1.81
UFB Locabail	390	- 10
UC	65,50	225
Via Banque	120	- 601

DISTRIBUTION	15-12-95	Diff.
Саптебрия	2875	4 75
Casino Guichard	141.30	2.00
Castorama Oubois	801	- E : 012:3
Comptains modernes	1524	. 467
Dament	3 900	F 425
Docks France	728	1. 4 Land
Galeries Lafayette	1 278	¥ 128
Gullbert	583	10 B
Guyenne Gascogne	1 245	2.50
Pinsuk-Print, Red.	960	- 25
Primagaz	376	
Promodès	1116	1.31
Resel	845	1.1+ 30

1,7-2		
स्प्रतावयाई हा है।	CIROMIQUE	
	15-12-95	DIFE
Alcatel Alsthorn	418,70	- 496 ·
Alcatel-Cibic	343,40	A BAY
CS (EX-CSEE)	199	4. 25.0
Intertectarique	380	一个山民
Labinal	500	* 名野点
Legrand	747	S Arth
Matra-Hachette		100

Radiotechnique	247	And Laborator
Sagern SA	2690	
Schneider SA	177,50	日本書
Thomson-CSF	113	10 30
IMMOBBLISH ET FON	DER	
	15-12-95	Diff.
GFC	373	4 35.36 E
Oliper	4,68	Part in the
Rue Impériale	3 431	1-13 P
Seffreg	347	100
Simco	448	A
UIF	A21	元十二万 章立
lucia	65	120
Silic	633	A # 7 539!
Sogepaire	639	21.5
INVESTISSEMENT ET	PONTEREL	LE
	15-12-95	Diff.
Bollaré Tedma.	433	20124
Corus III e Reum.	GARE	是一种的 ·
CGIP .	940	12 Y 3 35 4
Eurafrance	1.605	
Car et Fain	1.690	CONTRACTOR OF

15-12-95	Diff.
432	1777
GAR	4. 政的人
940	Y336
1.605	PACE AND ADDRESS OF THE PACE A
1 690	公司的
92	一个一个一个
325	10000
578	Dental .
. 111,20	Bitter & Ball
750	170
203	
234,20	A 1881
191	115.73
	教育とない
	452 940 1655 1690 52 325 678 111,20 213 8 234,20

Parlimence	191	ALC: NO PERSON
Montal P Cest		教育と
April 197		
METALLURISME, MEC	ANIQUE	
	15-12-95	Diff.
Carmaud Metalbox	220	计编码数据
		.,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

taux d'intérêt de la Banque d'Angle-

Charge And Store	375	AND THE REAL PROPERTY.
De Dietrich	230	A CONTRACT
Fives-Like	373.3	A.185.6
Least Industrie	10	THE REAL PROPERTY.
MSVROVES .	45.65	The state of the s
- Tuhey CIP	158	4 88
Pechatray let.	4,46	S-THEODY I
PERCH.	647	THE REAL PROPERTY.
Renaudt.	146	74.70000
Strafor Pacom	525	THE RESERVE
2.	200.00	707
Valence	225,000	AND THE PARTY OF
Vallourec	120.20	
	170.20 MY	
Valloures:	170.20 AT 15-12-95	Diff.
Valloures MRRES D'OR, DIAMA Abylo-Armerica	120,20 MY 15-12-95 309	Diff.
Valleures: MRRES D'OR, DIAMA Angli - Arrier 121 Buffelsfortein	170.20 NT 15-12-95 309 1645	Diff.
Valoures: MRRS D'OR, DIAMA And I American Buffelsfortein De Sons	120.20 NT 15-12-95 309 16.45	Diff.
Valoures MRNES D'OR, DIAMA Anuth Arment in Buffelsforsen De Roos Driefonteln	170.20 NT 15-12-95 309 1645	Diff.
Valoures MRNES D'OR, DIAMA Angli Armer 1-19 Buffelsfortein De Scos Driefortein Centor Limited	120.20 15-12-95 309 16-85 151 57-10	DE LES
Valoures MRNES D'OR, DIAMA Anuth Arment in Buffelsforsen De Roos Driefonteln	120.20 15-12-95 309 16-85 151 57-10	pif Table Public

Dr. Sens	151	200
Driefontela	57.10	
Genera Limited	17:34	
History Cold	Girl	10.00
Randfontein	31,75	100
Salot-Helena	27	13-3
Western Deep	168,60	新作
PÉTROLE		
	15-12-55	Die
GFAs there	196.00	1999
Esso	486	100
Control or	189	1960
Total	· 317	Par Ca
SP France	127	20.00
healf	320	100
SECONAL DIVENSION	7140	

Total	317	(2) (2) (2)
SP France	127	A Section Section
lings PT	320	A STATE OF THE PARTY OF
SICONII DU EN-SICO	OM	
SICONII OU EX-SIC	15-12-85	Diff
Ball Investiss.		Diff.

	BIS	386	
200	Canal Plus	918	- 530
-	Cap Gemini	143,50	29.4
_	CEP Corrers.	441,70	-4-96
-	Club Méditerranée	398	C. P. Bar
Time:	Eaux (Gle des)	503	TANK TANK I
	Ecco	12	THE PERSON NAMED IN
W.	Euro Circus	. 12,60	10. 752
	Property Medias.	71.2	下层接近
	Hartas	3875	6 A 2 T
3	Lancabular Commen	463	tale boundaries
-	Publicis	295	F-97-44
100	SITA	878	Section 2.35
	Stigos	422	(2) The state of t
	Sodesho	1 322	- A-2
	SDV		
_	Technip	309	E
_	Scac Delmas	740	A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH
1	Datiphin OTA	197	French 250
	OCF Own Cest. Fin.	-	The same of the sa
PR	TFI .	478,28	PLAT - 7 0'28
	VALEURS À REVENU	FRE OU INC)EIGE
100		15-12-95	DISF.
COLUMN TO SERVICE SERV	6 % 1993-1997	161,02	有型的
	EDF-GDF 3 %		A TOWN
	CNB 5 000 F	101	C++ 4.4

TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICE

15-12-95

TOKYO

Indice Nikkei

+ 0,31 %

Progression

LA BOURSE de Tokyo a de nouveau progressé cette semaine, les investisseurs restant optimistes à l'égard du prochain trimestre. L'indice Nikkei a gagné 59,58 points, à 19 346,55 points, soit un gain de 0.31 %. Huit jours auparavant, l'indicateur de référence avait gagné 2,41 %. Le volume des transactions a chuté, avec une moyenne quotidienne de 446,5 millions de titres échangés contre 621,2 millions la semaine dernière.

« Les perspectives de guins supplé-mentaires ont augmenté », a déclaré

un opérateur. Maigré une baisse de 0,8 % vendredi, les investisseurs devraient continuer à pousser l'indice Nikkei à la hausse d'ici à la fin de l'année. Selon eux, même les assureurs ne voudront pas vendre trop rapidement, la barre des 20 000 points étant en vue. A l'image de la semaine précédente, la Bourse a été largement soutenue par de nouveaux achats d'investisseurs étrangers, ainsi que par les bonnes dispositions affichées

Du côté des valeurs, les constructeurs automobiles out terminé inégulièrement. Toyota Motor a gagné 60 yens à 2 110 yens mais Nissan Motor a perdu 32 yens à 738 yens. Honda Motor a progressé de 30 yeas à 2 000 yens.

par Wall Street.

Indice dn 15 décembre : Nikkei, 19 346,55 (contre 19 286,97); Topix, 1 531,09 (contre 1 527,34).

LONDRES

Indice FT 100 +0.45%

Nouveaux sommets

LA BOURSE de Londres a franchi de nouveaux sommets au cours de la semaine écoulée dans un environnement extremement favorable de réduction de taux d'intérêt en Europe, avant de se replier, vendredi, sous l'effet de prises de bénéfice et des échéances du marché à terme. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé la période à 3 646.2 points, contre 3 630 points buit jours plus tôt, soit une progression de 0,45 %.

Après avoir spéculé pendant près de deux semaines sur une baisse des

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Boeing Co

Theyron Corp.

Distriey Cont.

Gen Electric (

.P. Morgan Co

Merck & Co. bx

Philip Morts

Union Carb

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

terre, les opérateurs du Stock Exchange n'ont pas été décus. Mercredi, le chanceller de l'Echiquier, Kenneth Clarke, a annoncé une baisse d'un quart de point du taux de base de la banque centrale, à 6,5 % contre 6,75 %. Cette baisse constituait la première détente de la politique monétaire britamique depuis vingt-deux mois. Et la baisse, le lendemain, des deux taux directeurs de la Bundesbank, suivie par la phipart des banques centrales européemes, a confirmé que la tendance était nettement à un relâchement de la politique monétaire en Europe. Kenneth Clarke a, de plus, laissé entendre qu'il n'exclusit pas de nouvelles baisses, peut-être au début de

Indice FT 100 du 15 décembre : 3 646,20 (contre 3 630).

Sélection de valeurs du FT 100

FRANCFORT Indice DAX 30 + 0,76 %

Pause de Noël

commencé à la Bourse de Françfort, une partie des investisseurs ayant clos l'année boursière 1995 tandis que les autres attendaient le résultat dn conseil central de la Bundesbank jeudi. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice DAX a progressé de 0,76%, terminant à 2 284,77 points, . contre 2 267,50 points le vendredi précédent. Il ne manque plus que quelques fractions pour atteindre la barre symbolique des 2300 points, qui était l'objectif de nombreux

LA PAUSE de Noël a déjà

boursiers allemands en début d'av-

Le cadeau surprise de la Banque centrale, qui a baissé ses deux taux directeurs d'un demi-point, n'a guère eu d'influence sur les cours. même si le volume des transactions. vendredi, a presque triplé par rapport aux jours précédents. L'indice DAX 30 s'est même très légèrement effrité de 0,05 %, en raison d'un petit accès de faiblesse du dollar.

Selon les opérateurs, les grèves en Prance et les concessions du premier ministre Alain Juppé out également continué, comme la semaine précédente, de peser sur le marché, les investisseurs restant prudents en attendant l'issue de l'épreuve de force entre grévistes et gouvement.

Indice DAX du 15 décembre : 2 284,77 (contre 2 267,50).

NEW YORK Indice Dow Jones + 0,39 %

Volatile

WALL STREET a connu une semaine « volatile », alors que les investisseurs se sont livrés à des opérations de mise à jour et d'habillage de portefeuilles à l'occasion de l'expiration trimestrielle, vendredi, d'options sur actions et sur indices boursiers (journée « des trois sorcières »). Les incertitudes sur un éventuel assouplissement de la politique monétaire américaine par la Réserve fédérale (Fed), mardi 19 décembre, ont également contribué à influencer le marché. L'indice Dow lones a gagné 19,87 points, soit 0,39 % sur la semaine, à 5 176,73

points. Il a battu un nouveau record, mercredi, terminant pour la première fois au-dessus de la barre des 5 200 points à 5 216,47 points.

d'une semaine des "trois sorcières" », a indiqué Michael Schwartz, analyste chez Oppenhei-mer, « car les investisseurs commencent à dénouer leurs positions quelques jours avant l'expira-tion, et non plus le dernier jour...» Les opérations de mise à jour des portefeuilles ont été d'autant plus marquées à l'approche de la fin de l'année. Plusieurs investisseurs seront absents du marché au cours des deux semaines à venir et ont profité des expirations trimestrielles pour boucler leurs livres pour 1995.

En outre, les statistiques publiées durant la semaine n'ont pas fourni d'orientation au marché. L'indice des prix à la production, en novembre, a fait un bond de 0,5 %, tandis que celui des prix à la consommation est resté inchangé durant la même période. Les analystes tablaient sur une augmentation de l'ordre de 0,2 % de chacun de ces indices.

indice Dow Jones du 15 décembre: 5 176.73 (contre 5 156,86).

LONDRES

British Aerospace	L. Bar	7
British Airways	P. Land	_ 4
British Gas	2.25	2,
British Petroleum	4 (2.8)	_ 5,
British Telecom	13.00	5, 3, 3, 5, 0,
BTR	1 519	3,
Cadoury Schweppes	7.25	5
Europanyel	1.00	0
Claxo	7	8,
Grand Metropolitan	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	4,
Cuinness	12,5430	4,
Hanson Pic	2017年	: 1,
Great fc	6.50	6,
HSBC	17、17、黄色	9, 7,
Imperial Chemical .	V 3 572	7,
Lioyds Bank	3.64	8,
Marks & Spencer		- 6,
National Westminst.	等 4 5	6,
Peninsular Orienta.	公司	4,
Reuters	7.5,95	6,
Saatchi & Saatchi	7 (A) (F) (G)	Đ,
Shell Transport	2.43.64	8,
SmithKline Beecham	1	4,
Tate and Lyle	A	4,
Unitiever Ltd	13.20	12,
Wellcome	A 10 303 J	
Zeneca	12.5	12,



TOKYO Sélection de vale	urs du Niidkei	
En yeas	15/12	_
Algi Elec.	26	_
Bank of Tokyo		_
Bridgestone	100000	_
Canon	1000	_1
Daiwa Sec	15 G 15 C	_1
Fuji Bank		1
		2.
Hitachi Ltd	A STREET, ST.	10
Honda	24000	1
apan Airlines	20 mm	-
Kinin Brew	- Andrews A	7.
Kobe Steel	100	
Matsushita El	400	_
Mitsubishi Corp.	-	_1
Mitsul Marine	744-200	1
Nikko Set.	Sec. of Sec.	
Nintendo		11
Waren Co.	C. T. St. St.	7
Nippon Steel	- 447000	
Nissan	- A	
Nomura Sec.	- FE	2
NTT	- E-294-10-M	851 (
Ploneer	100	11
Sanyo	100000	
ega Enterprises	-	
Sharp	- C	
Sony		_ 13
Sumitorno 6k		.57
Suzuki Motors	7944	.21
ioshiba	- 300	12
	10 Marie	
Toyota	and the Contract of	- 37

THES MONEY **BLIGATA INE**

ERES

WERES

1 1 1 A

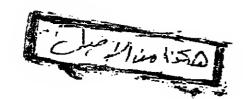
51444

 $A \in \mathbb{Q}_{\overline{K}}$

P. Page en.

10 A MARKET.

- April .



Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL **DES CAPITAUX**

Vers une renaissance du marché des emprunts en écus ?

LES DÉCISIONS prises à Madrid concernant la future monnaie européenne sont de nature à inciter les investisseurs à acquérir des obligations en écus. Celles-ci, à supposer que tout se passe comme prévu, devraient être remboursées dans une vraie devise qui a désormais un nom officiel, l'euro, dont la valeur extérieure serait supérieure à celle de l'écu d'aujourd'hui, et qui devrait être utilisée dès 1999 pour libeller de nouveaux fonds d'Etat. Les débiteurs, pour leur part, pourraient être tentés de mettre à profit la situation. Faut-il pour autant s'attendre à une renaissance du marché des emprunts en écus pour le peu de temps qui lui reste encore à

Panier où se mêlent les plus fortes et les plus faibles monnaies communautaires, l'écu s'est sensiblement déprécié depuis sa création en 1979: il a perdn environ 25 % par rapport au deutschemark. En ce qui concerne le change, les emprunteurs d'écus ont donc fait une très bonne affaire. Ils se sont procuré des ressources qui, à l'échéance, leur auront coûté peu cher à rembourser. Certes, la plupart du temps il leur a fallu servir un intérêt plus élevé que celui qui était associé au deutschemark. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Il y a eu des

périodes, notamment en 1993, où les rendements se sont rejoints.

Actuellement, la rémunération des emprunts en écus est nettement supérieure à celle des emprunts en marks. En bonne logique, si l'Union monétaire européenne parvient à se constituer, l'agio devrait tendre à disparaître à terme puisque les deux seront remplacés par le nouvel euro. Mais tant qu'il faudra débourser davantage pour lever des fonds en écus par le biais d'opérations classiques à taux fixes, cela constituera un handicap de taille pour les émetteurs, qui s'ajontera à celui du

DES TAUX VARIABLES

Une solution équitable serait d'assortir les nouvelles transactions en écus de taux variables. A intervalles réguliers et assez brefs, le niveau de l'intérêt serait adapté en fonction de l'évolution des rendements sur le marché des effets à court terme ou sur celui des titres à moyenne ou inngue échéance. Dans ces conditions, au fur et à mesure que les incertitudes politiques seront levées et jusqu'au moment où sera déterminée la valeur de l'euro, la prime devrait diminuer jusqu'à disparaître dans moins de trois

Une formule de ce genre vient

d'être retenue par la Communauté européenne, qui a levé, mercredi 13 décembre, 115 millions d'écus pour les reprêter à deux pays d'Europe de l'Est, l'Ukraine et la Biélorussie. Le remboursement de son emprunt se fera en cinq tranches égales de 2001 jusqu'en 2005. Sa rémunération variera tous les six mois. Elle sera légèrement infé-

rieure au Libor, qui est le taux de référence des effets à court terme sur le marché monétaire international. Ce taux était de 5,25 % à la veille du week-end. Deux banques françaises se sont occupées du montage et du placement de cette transaction, Paribas et le Crédit agricole.

Parmi les nombreuses autres questions posées par la perspective de l'introduction d'une monnaie unique en Europe, une des plus intéressantes concerne le sort du marché des obligations internationales libellées en deutschemarks. Ce marché a connn un succès foudroyant cette année. Une foule d'emprunteurs y ont levé des montants très importants qui, en tout, dépassent l'équivalent de 350 milliards de francs français. Or, dans le scénario communautaire, il est menacé de disparaître, puisque l'euro devrait le remplacer. Entre-temps, il pourrait progressivement perdre une bonne partie d'un de ses principaux atouts, celui d'assurer les débiteurs de taux d'intérêt beaucoup plus bas que ceux des pays voisins de l'Alle-

magne, à l'exception de la Suisse. On n'en est pas encore là et le débnt de l'année procbaine promet d'être encore très animé dans le compartiment allemand, qui, dans l'immédiat, devrait conserver l'essentiel de ses avantages.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

Résistance du deutschemark

OUTRE L'ÉVOLUTION de la masse monétaire et la maîtrise de l'inflation, la Bundesbank a évoqué « lo vigueur du deutschemork » pour justifier la réduction de ses taux directeurs. Le mark s'est apprécié de 6,4 % depuis le début de l'année face à un panier constitué des devises du monde entier. Selon les calculs établis par la banque américaine Merrill Lyncb à partir de la théorie des parités de pouvoir d'achat, la monnaie allemande est surévaluée de 28.1 % par rapport à la lire italienne, de 23,9 % par rapport au dollar, de 23,6 % par rapport à la livre sterling et de 9,5 % par rapport au franc français. La monnaie allemande n'apparait sous-évaluée (10,9 %) que vis-a-vis

Si attachés soient-ils à la force du mark, les responsables de la

Bundesbank ont pris conscience de l'effet dévastateur qu'a celle-ci sur la compétiovité de l'économie allemande. Comme le résume de facon un peu abrupte un opérateur. « lo perspective d'ovoir une Renault Sarrane et non plus une Merceoes comme voiture de toncnon ne réjouit guère M. Tietmever ».

La baisse des taux directeurs allemands n'a, a cet égard, pas eu l'effet escompté. La théorie aurait pourtant voulu que le deutschemark, amputé d'une partie de sa rémunération, s'en trouve affaibli. C'est l'inverse qui s'est produit. Après l'annonce de l'assouplissement de la polioque monétaire allemande, le mark a gagné 2 pfennigs face a la monnaie américaine, passant de 1.4530 à 1.4330 mark pour i dollar (1,44 mark, vendredi soir). Il s'est également apprécié face à la plupart des devises européennes, gagnant, par exemple. une dizaine de lires face à la devise italienne.

Seul le franc a fait exception, dope par les espoirs d'un denouement très proche de la crise sociale, Jeudi, l'annonce de la réouverture partielle d'une ligne de metro lui a ainsi permis de gagner, en quelques minutes, pres de 2 centimes face au mark, il a termi-

né, vendredi, à un niveau de 3,4410 francs pour 1 mark. Les investisseurs ne font pas grief au gouvernement d'Alain Juppé des concessions qu'il a faites sur les régimes spéciaux de retroite et sur le contrat de plan de la SNCF, car leur impact budgétaire est négligeable. L'essentiel est que le premier ministre ait tenu bon sur la réforme de l'assurance-maladie, symbole, à leurs yeux, de la politique d'assainissement des finances publiques

	μ	А.	D
-			

'OR		
	Cours 5-12	Cours 15-12
r fin (kg barre)	62 200	61,400
r fin (en lingot)	62 600	61 800
iece françaine (70 F)	360	364
ece française (10 Fr	389	387
iece suisse (20 F)	360	357
iece latine (20F)	355	357
ece tunisienne (20Fr	36.7	360
ouverain	452	453 ··
ouveram Bisabeth III	450	453
emi-souverain*	285	285
iece de 20 \$	2 470	2 520
ièce de 10 S	1 400	1 450
iece de 5 \$*	660	705
ièce de 50 pesos	2 320	·2 290
ièce de 20 marks*	450	450
iece de 10 florins	374	374
iece de 5 roubles*	268	263
Ces pièces d'or ne	sont cotées	qu'a la séance

adaire supplementaire,

OURS	MOYENS	DE CLÓ	TURE	8 UG	DĖCEMBRE	UA	15 DÉCEI	MB

DEVISE	New	York	Pa	ris	Zu	nch	Fran	dort	Brux	elles	Amst	erdam	Mi	lan	To	kyo
	15-12	8-12	15-12	B-12	15-12	8-12	15-13	8-12	15-12	8-12	15-12	8-12	15-12	B-12	15-12	8-12
Livre	1,5408	1.5249	7,64%	7,6162	1,7927	1,2907	2,7776	. 2.2128	45,7091	45,4914	2,4864	2,4786	2457,58	3426,21	157,28	154,51
SEU.	-		4,9645	4,9975	1,7655	1,1750	1,406	1,4526	79.66	20.85	1,6150	1,62t-0	1595	1592	102,08	101,43
Franc français	20,1430	30,0100	-	-	23,4364	23,5116	29,0552	74.05B	5,9744	5,973ê·	52,53097	32,53627	321,2811	318,55%	20,56199	20,5619
Franc surise	25,9476	85,1864	426,6867	425,3191	-	-	123,9580	123,5745	25,4930	25,4065	1,38805	1,36383	1370,8638	1354,8936	87,73528	86,323
Deutschemark	69,3193	£8,8705	344,155b	341,1884	80,6530	. 80,9229	•		20,5601	20,55.9	171,95064	111,98347	1105,6426	1096,415?	70,76113	64,855
Franc belge	3,3715	-3,3501	16,7380	16,7420	3,9228	3,5363	1,8638	4.8643			5,4450	5,44724	55,77613	53,33333	3,44767	3,3979
Florin	61,9195	67,5006	307,3994	3 C ,3493	72,0433	72,2632	39,3351	\$9,2989	18,3653	18,5579			987,6161	979,0698	63,20743	62,580
Lire italienne	0,00627	6,00628	3,1125	3,1341	0,7295	.0,7381	0,9043	0,9121	1,25%	_1,5750	1,012539	1,021357			0,064000	0,0637
Yen	0,979624	*8,985602	4,66342	1927913	1,139797	1,138G4	1,413205	1,481529	29,055643		1,582092	1,609076	15,625000	15,695554		

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les banques centrales au secours de la croissance

IA DÉTENTE-monétaire s'est soudainement accélérée, cette semaine, en Europe. La Banque d'Angleterre a donné le ton en annonçant, mercredi, une baisse d'un quart de point de son taux de base, ramené de 6,75 % à 6,50 %. Cette décision a été prise d'un commun accord par le gouverneur de l'institut d'émission, Eddie George, et le L'assouplissement de la politique chancelier de l'échiquier britannique, Kenneth Clarke, à l'issue de leur rencontre mensuelle. Elle signe la fin d'un long différend entre les

Fendant plusieurs mois, Kenneth Clarke s'était opposé à la volonté d'Eddie George de durcir la politique monétaire britannique afin de lutter contre les pressions inflationnistes. La décrue des prix observée depuis plusieurs mois a, finalement, donné raison au ministre des finances de John Major. Au mois de novembre, l'indice des prix à la consommation a reflué à 3,1 % en rythme annuel outre-Manche (3,2 % en octobre et 3,9 % en septembre).

Le grand événement de la semaine reste, toutefois, la réduction d'un demi-point des deux taux directeurs de la Bundesbank. La banque centrale allemande a ramené le taux d'escompte à 3 %, son plus faible niveau depuis près de sept ans et demi. Elle a également réduit à 5 % son taux Lombard. monétaire allemande n'a pas constitué une énorme surprise sur les marchés financiers. Depuis le début du mois de novembre, les analystes des grandes banques américaines - les experts allemands se montraient plus prudents - avaient pré-dit une baisse d'un demi-point des taux directeurs allemands. Leur seul donte concernait le moment que choisirait la Bundesbank pour assouplir sa politique monétaire. Le début de l'année 1996 avait la faveur

des pronostics. L'évolution récente des deux principaux indicateurs suivis par la Bundesbank pour fixer le niveau de ses taux d'intérêt, l'évolution de la

masse monétaire et le rythme d'inflation, justifiait l'optimisme des économistes américains. L'indice des prix à la consommation est resté stable au mois de novembre en Allemagne, soit une progression de 1,5 % sur un an. Mesurée par l'agrégat M3, la masse monétaire a progressé de 1,7 % au cours des dix premiers mois de l'année, c'est-à-dire à un nivean bien inférieur à l'objectif que s'était fixé la Bundesbank pour 1995, comprisentre 4 % et 6 %; C'est la première fois depuis 1975, date à laquelle la banque centrale allemande a officiellement pris comme référence cet agrégat, qu'un tel phénomène se produit. Dans un communiqué, la Bundesbank a estimé que l'essoufflement de l'activité économique avait contribué à la

ESSOURTLEMENT OUTRE-RHIN S'il n'explique pas le geste de la banque centrale allemande, le ralentissement de la croissance y a indirectement contribué. La production industrielle a reculé de 1,6 %, en octobre, outre-Rhin, le taux de chômage a, en novembre, progressé à 8,2 % dans la partie ouest (14 % à l'est), le produit intérieur brut a stagné au troisième trimestre. La Bundeshank est d'autant plus sensible à cet essoufficment de l'activité qu'il met en péril la politique d'assainissement des finances publiques, à laquelle elle est très attachée, gage de taux d'intérêt à long terme bas.

faible progression de M3.

Dans son rapport mensuel public mercredi, la banque centrale s'inquiétait du dérapage du déficit public observé en 1995, « considérablement plus élevé que ce qui seroit occeptable o moyen terme. La politique budgétaire devrait s'efforcer constamment en 1996 d'obtenir de meilleurs résultats ».

Certains analystes n'excluent pas une nouvelle baisse des taux directeurs allemands si les tendances déflationnistes, « à la japonaise », persistent outre-Rhin. Dans l'immédiat, la Bundesbank va pouvoir reprendre sa politique des petits pas et abaisser progressivement le niveau de ses prises en pension hebdomadaire, qui détermine directement l'évolution des rendements de marché. Fixé à 3.75 % pour les trois prochaines semaines (contre 3.98 % précédemment), ce taux pourrait, en théorie, être ramené jusqu'au niveau de l'escompte (3 %).

Une étude récente effectuée par Klaus Baader, économiste à la banque américaine Lehman Brothers, indiquait toutefois que, historiquement l'écart minimum entre ces deux taux s'est établi à 0,35 %. Klaus Baader prévoit que le niveau des prises en pension allemand sera ramené à 3,50 % au début de l'année prochaine. Il juge, en revanche. que le resserrement de la politique monétaire allemande interviendra plus rapidement et sera plus brutal que prévu généralement. Il anticipe une hausse de 1 % des taux à trois

mois outre-Rhin au second semestre de 1996.

Le geste de la Bundesbank constitue une aubaine pour le gouvernement d'Alain Juppé, qui compte fermement sur une baisse des taux d'intéret pour compenser les effets récessifs d'une pression fiscale accrue. Vendredi matin, la Banque de France a abaissé le taux des appels d'offres, ramené de 4,70 % à 4,45 %. Dès jeudi après-midi, les banques centrales d'Autriche, du Danemark, de Belgique, des Pays-Bas et de Suisse avaieot abaissé leurs taux directeurs. Les analystes estimaient généralement que l'institut d'émission français attendrait quelques jours pour emboîter le pas la Bundesbank, afin de ne pas donner l'impression que la politique monétaire française se décide à Francfort.

La Banque de France n'a pas tenu compte de ces subtilités. Elle a par là même renforcé le senriment

qu'ont, depuis plusieurs semaines, les opérateurs, d'une légère inflexion de la politique de l'institut d'émission, dans le sens d'un plus grand dynamisme et d'une meilleure prise en compte de l'environnement économique. Cette « audace » est saluée par les Investisseurs. Les taux à trois mois ont reflue à 5,15 % et les rendements à dix ans à 6,67 %. D'autres gestes de la Banque de France pourraient suivre rapidement, à condition toutefois que le franc continue a s'apprécier face au deutschemark. Le taux d'appels d'offres français pourrait, ainsi, se rapprocher du niveau des prises en pension allemand. En periode de calme monétaire, comme ce fut le cas en 1994, l'écart entre ces deux taux se situait à un niveau compris entre 0,10 % et 0,30 % (0,75 % aujourd'hui).

Pierre-Antoine Delhommais

Echéances 15-12	Volume	Demier prix	Plus haut	Plus bas	Premier pns
NOTIONNEL 10 %					
Dec. 95	98 421	120,76	121,36	-120,70	121,06
Mars 96	151 266	119,56	120,47	119,78	120,10
Juln 96	507	120,30	120,70	170,30.	120,52
Sept. 96	128	119,44	119,80	119,44	119,66
PIBOR 3 MOIS					
D&c. 95	45690	94,62	94,70	94,57	94.69
Mars 96	22 650	95 -	95	94.86	94,95
Juin 96	7 620	95,07	95,13	95,05	95,11
Sept. 96	4 218	95,10	95,12	95,05	95,11
ECU LONG TERME					
Déc. 95	3 654	91,16	91,66	91,14	91,44
Mars 96	3 663	90 .	90,46	89,96	90,24

MATIÈRES PREMIÈRES

Soja en fièvre, coton dans l'expectative

cette semaine; il donne des de la partie: ils s'approvisionnent sueurs froides aux opérateurs. La sécheresse qui sévit actuellement dans ce pays - deuxième fournisseur mondial après les Etats-Unis - enfièvre le marché du soja. Des analystes voyageurs estiment que le Brésil aurait déjà perdu I million de tonnes d'une récolte babituellement généreuse. Cette seule annunce météorologique ne suffirait pas à stimuler les cours si, parallèlement, les négociants n'achetaient pas du soja à folson pour compenser les médiocres récoltes mondiales de blé et de

Le marché est également soutenu par des acbats chinois « importants », aux dires des opérateurs, qui ne veulent pas en préciser les volumes. L'Espagne,

LE BRÉSIL est à l'bonneur l'italie et le Japon seraient aussi en soja pour alimenter leurs trou-

> Comme un désagrément n'arrive jamais seul, le secrétariat de l'agriculture au Brésil a annoncé, dans le même temps, que l'Etat dn Parana (au sud), premier fournisseur du pays en coton (mais septième sur l'échiquier internatinnal) et premier producteur mondial de café, connaîtra pour la campagne 1995-1996 la pire récolte cotonnière qu'elle ait connue durant les vingt dernières années. Les Brésiliens, mécontents de la chute des cours mondiaux l'année dernière, nnt réduit de 30 % leurs surfaces cultivées, qui sont ainsi passées de 280 000 à 187 000 hectares.

l'offre brésilienne: les coûts élevés de la production - le coton est très exigeant en produits phytosanitaires -, l'absence de toute aide aux petits producteurs, qui préférent se reconvertir dans la culture du soja ou du mais, plus rémunérateurs. L'année dernière, le Brésil produisait 565 000 tonnes de coton et en unportait 370 000 tonnes. Cette diminution n'est pas sans créer quelques difficultés aux acteurs de la filière brésilienne: « Le Brésil stimule l'achat du coton étranger, et le Parana o perdu plus de 60 000 emplois ou cours des dernières années », a déploré le président d'une coopérative de coton, Almir Montecelli. Dans l'Etat de Sao Paulo,

deuxième producteur brésilien, le contexte n'est guère plus favorable. Les observateurs du secteur attendent une baisse de 34 % de l'aire cultivée et de 18% de la production.

LE CAFÉ SE REVIGORE

Pour autant, le marché du coton demeure serein, les cours se maintiennent à 88 cents la livre. L'Inde et le Pakistan devraient engranger respectivement 8,5 et 11 millions de balles (une balle D'autres facteurs ont réduit pèse 217 kilos) - récoltes jugées

substantielles. Selon certains analystes américains, le Pakistan multipliera par huit ses exportations par rapport à l'année passée.

Le café, qui buvait la tasse la semaine dernière, a vu ses cours se renchérir grâce au Brésil également. Ce pays ne devrait pas récolter plus de 16.8 millions de sacs (de 60 kilos) pour la campagne 1995-1996. En 1994-1995, il en produisait 26 millions. Mais le Brésil n'est pas seul en cause. Presque tous les fournisseurs sont confrontés à un amoindrissement de leur offre, au point que la production mondiale de café devrait reculer, selon les analystes, de 8 % par rapport à la campagne précédente. Elle s'établirait à 88,2 millions de sacs. Si cette prévision se vérifie, il s'agira du plus faible volume depuis la campagne 1986-1987, où l'offre mondiale atteignait le niveau catastrophique de 79,6 millions de sacs. A titre de comparaison, un autre record avait été étabb, mais en sens inverse, en 1991-1992, avec un tonnage de 104 millions de sacs.

Jusqu'à mercredi, les cours du café étaient résolument à la baisse. Les opérateurs attendaient ces estimations du département aménicain de l'agriculture. Mais, sitót publiées, les prix réagissaient vivement, en s'établissant à 107,20 cents la livre, contre 106 livres en début de semaine.

5eul le sucre semble offrir au Brésil une sorte de revanche. Il continue à exporter cette denrée à un rythme record. L'Organisadon internationale du sucre (OIS) l'accuse même de déprimer le cours. Des le début de la semaine, il est vrai, le prix du sucre blanc a diminué progressivement, perdant 3 dollars par rapport aux jours précédents - la tonne de

sucre ne coutant plus que 341 dollars. Outre le Brésil, Cuba se montre plus présent sur les marchés : selon la maison de courtage Czarnikow, les usines cubaines ont commencé à broyer et transformerr la canne qui vient d'être récoltée. Par ailleurs, après un debut de saison tardif, de nouveaux arrivages devraient bientôt faire leur apparition sur les marchés. Bref, le sucre n'attend pas des

Marie de Varney

8 345 8 330

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES		
	15-12	14-12
Dow Jones comptant	221,49	221,07
Dow Jones à terme	328,72	329,10
MÉTAUX (Londres)		
Cuivre comptant	2 964	3 907
Cuivre a 3 mois	2 7-14	2732
Aluminium comptant	1 685,50	1 685,50
Aluminium à 3 mots	1 710	-7 716
Plomb comptant	715	731,50
Plomb à 3 mois	714	728
Etain comptant	6 375	6 390
Etain a 3 mors	6 370	6 37S
Zinc comptant	1 074	1 032 .
Zinc à 3 mois	1.047	1,056,50
Niel al accessor	9235	0.220

METAUX PRECIEUX (New York)				
Argent à lerme	5,23	5,71		
Platine à terme	424	408,50		
Palladium	155,25	135		
GRAINES ET DENRÉES				
6lé (Chicago)	5,08	5,07		
Mais (Chicago)	3,47	3,48.		
Graine soja (Chicago)	-			
Tourt, soja (Chicago)	228,80	228,70		
P de terre (Londres)	107,50	. 270		
Orge (Londres)	112,25	116,90		
SOFTS				
Cacao (New York)	1.329	1 310		
Café (Londres)	2 545	2 290		
Sucre blanc (Pans)	1 740.45			
DLÉAGINEUX, AGRUMES				
Coton (New York)	0.73	0,8\$		
us d'acange (New York)	1.04	177		

Nickel à 3 mois

nime

tribu

1.4.

* * +

STOR A

-

-

2

1 1730

A 12.

30 ÷ 3

100

1 No.

野 村 中

Section 1

determination

FOOTBALL En donnant raison à remet en cause deux principes essentiels de son fonctionnement: la limitation du nombre d'étrangers autorisés à jouer dans les dubs et le péenne de football (UEFA). L'arrêt versement d'une indemnité de

transfert à la fin d'un contrat. • LE PREMIER EFFET devreit donc être une plus grande liberté de mouvement des joueurs. En France, les effectifs des équipes de D1 et D2 ne

comptent au total que quatorze joueurs ressortissants d'autres pays de l'Union européenne. • LES NOU-VELLES DISPOSITIONS que l'UEFA va devoir mettre en place pour se

conformer à la décision de justice modifient les rapports de force dans l'Europe du football. Les joueurs et les grands dubs devraient en sortis

L'« arrêt Bosman » porte un coup à l'omnipotence de l'UEFA

En donnant raison au joueur belge, la Cour de justice européenne accorde une plus grande liberté de mouvement aux professionnels mais risque aussi de modifier profondément les rapports de force dans le monde du ballon rond

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial L'Union européenne de football (UEFA) va devoir changer ses habitudes. Il va lui falloir discuter. négocier, concéder, signer des accords pas forcément léonins. Elle o'aime pas ça. Les dirigeants avaient pris l'habitude de planer au-dessus des lois - ou plutôt d'imposer la leur - depuis que la planète est un balloo roud. La vocation universelle de leur sport mettait ses gouvernants, pensaieot-ils, au-dessus des législations régionales. Ce o'est plus le cas depuis le veodredi 15 décembre. Ils out appris qu'un modeste joueur, à la faible carrure mais au froot eotèté, pouvait cootester leurs sacro-saints prin-

cipes; pis, leurs certitudes. La Cour de justice des Commuoautés européennes a donné raison à Jean-Marc Bosman contre l'UEFA (Le Monde du 16 décembre). Elle a rendu à Luxembourg un arrêt qui fera date et iurisprudence, que pourront brandir devant n'importe quel tribunai de l'Unioo les avocats de joueurs s'estimant lésés. Elle a proscrit dans les quinze pays membres le principe du versement d'indemni-

d'un joueur et la limitation à trois du combre d'étrangers autorisés à ioner les matches. Ces deux règles foodamentales de l'UEFA ont été déclarées contraires à l'article 48 sur la libre circulation des travailleurs. «En ce qui cancerne les transferts internationaux, la bête est blessée et va maurir. Quant à la clause de nationalité, la bête est morte ., ont estimé Me Luc Missoo et lean-Louis Dupont, les avocats de Jean-Marc Bosman.

LA FIN DES QUOTAS

La Cour a, selon soo expressioo, « dit pour droit » et l'Europe du football o'a plus qu'à s'incliner, la mort dans l'âme. « L'UEFA ne peut que se soumettre », a admis Leonart Johansson, son président. En vingt-ocuf pages et ceot qua-rante-sept articles, la Cour de justice a coupé pratiquement toute possibilité de retraite ou d'atermoiements. L'organisme régissant le football ne pourra donc pas faire le gros dos ou se contenter de demi-mesures comme il est toujours parvenu à le faire jusquelà avec la législation européenne. «Il est évident que nous devrons odopter nos structures pour tenir

soo patron suédois.

Lennart Johanssoo promet «le chaos ». Il prédit que, fort de cette décision de Justice, les grands clubs n'en feront que plus facilemeot leur marché. Moins de transferts à payer et la fin des quotas, c'est la certitude d'acheter plus facilement les mellleurs loueurs et de pouvoir aligner onze étrangers si l'entraineur le souhaite. Les plus ricbes deviendraleot donc plus facilement les plus forts. Certains présidents nantis ne voient pas d'un mauvais ceil une telle perspective, allant jusqu'à soutenir Jean-Marc Bosman dans son combat (Le Monde du 6 décembre). Ce prestigieux arsopage n'a toujours pas renoncé à la constitution d'un vrai championnat européen, plus rentable que l'actuel Ligue des cham-

A l'inverse, les petits clubs pourraient avoir des raisons de s'inquiéter. La perspective de devoir laisser partir les meilleurs éléments sans que oe soit versé de dédommagement n'est pas réionissante. Dans son arrêt, la Cour va jusqu'à refuser le principe, instauré en France depuis 1973, d'une

● Aux Pays-Bas et en Belgique,

une indemnité de transfert même

si le joueur est en fin de cootrat.

les clubs ont le droit d'obtenir

En Espagne, une

tés de transfert à la fin du contrat comple de cet arrêt », a coocédé indemnité correspondant aux té de Rome sur la libre concurfrais effectivement dépensés pour la formation des joueurs (estimés en movenne à 150 000 francs par an). Dans l'absolu, les centres de formation seraient donc condamnés, L'UEFA estime même que certains clubs, faute de percevoir

d'indemnités à la revente de

une subtilité juridique. Les juges contraignent ainsi la Commission européenne à s'intéresser au milieu dn football, elle qui s'en est toujours teoue à l'écart. Karel Van Miert le sait qui, lors

rence. Cet « oubli » recèle en fait

d'une conférence de presse après

D'autres disciplines concernées

Le sport le plus populaire, sur les stades et à la télévision, est le premier qui ait intéressé les instances de la Cour de justice des Communautés européennes. Mais, an-delà du football, les autres disciplines professionnelles sont également concernées par l'arrêt de la Cour. M' Jean-Louis Dupont, un des avocats de Jean-Marc Bosman, a porté plainte an nom d'un hockeyeur anglais lésé dans des circonstances semblables. Le mouvement imprimé par l'affaire Bosman ne devrait pas manquer de servir d'exemple à d'autres joneurs professionnels en désaccord avec leurs fédérations ou leurs clubs. Les antres confédérations sportives européennes n'échapperont pas à quelques révisions douloureuses sur les transferts et la circulation de leurs membres en Europe.

ioueurs, seraient acculés à la faillite. Le scénario catastrophiste n'a semble-t-il pas ému les juges. En fait, il ne tient desormais qu'à l'UEFA de l'éviter. Maintenant que le combat juridique est définitivement perdu, il va lui falloir négotions de l'Union européenne, les joueurs et les grands clubs. Et abandonner un peu de cette superbe, voire de cette morgue, qui a irrité ceux qui ont été confrontés durant l'affaire Bosman aux dirigeants européens, ces « bonzes du ballan rond », selon l'expression de Karel Van Miert, le commis-

saire chargé de la concurrence. Les responsables de la confédératioo sportive voot justement avoir pour premier devoir d'amadouer cet homme à qui ils ont tant déplu. Sciemment, la Cour de justice a refusé de se proconcer, comme l'aurait souhaité les avocats de Jean-Marc Bosman, sur la conformité des deux règlements incriminés avec l'article 85 du trai-

le proconcé de l'arrêt, precait plus ou moins officiellement le relais, estimant «très faible » la marge de manœuvre faissée par les juges. Les dirigeants du football n'en ont donc pas fini avec les tracasseries. A eux de se montrer cier sa reddition avec les institu- suffisamment conciliants et constructifs pour obtenir de la Commission des concessions et oou quelques nouveaux coups de haton. Il leur faudra également s'amender aux yeux des parlementaires européens qui se pencheront en janvier sur le fonctionnement du football professionnel.

Mais l'UEFA va également devoir prendre rendez-vous avec les joueurs. L'affaire Bosman en a fait des interiocuteurs à part entière. En leur donnant une plus grande liberté de mouvement, l'arrêt de la Conr de justice offre plns grande liberté de parole à ces acteurs que l'on a trop souvent assimilé à des marchandises. Pour sauver ce qui peut encore l'être de l'ancien système, les dirigeants

ont besoin de leur accord. Il suffit qu'un joueur accepte de se faire transférer avant l'expiration de soo contrat pour que son club puisse obtenir une indemnité. En échange de la loyauté de leurs membres, les syndicats espèrent dooc négocier une « charte du football professionnel » sur le modèle de ce qui a été instauré en France depuis 1973. Ce serait un pas important vers le modèle américain, où les syndicats de joueurs jouisseot d'un énorme

CHOPY DOULOUREUX

Paradoxalement, le bras de fer le plus redouté par l'UEFA risque de l'opposer à la Fédération internationale de football (FIFA). L'Union européenne compte quarante-neuf fédérations nationales. Seules les dix-huit fédérations de l'Union européenne (le Royaume-Uni dispose de quatre entités autonomes: Angleterre, Ecosse, pays de Galles, Irlande du Nord) sont concernées par l'arrêt de la Cour de justice. Une minorité, même si elle est la plus riche. La solution consisterait à lui tailler un statut sur mesure au sein de

l'UEFA. Mais, dans un entretien ao Monde mardi 12 décembre, Joao Havelange, le président de la FI-FA, s'y est opposé catégoriquement, craignant que d'autres particularismes ne s'installent ensuite sur la planète foot. « Nous avons nos lois propres. Celui qui n'est pas d'occord avec elle n'est pas obligé de s'inscrire », estime le Brésilien. Les querelles personnelles entre Joao Havelange et Lennart Johansson, qui postule à la présidence de la FIFA, n'arrangent en rien les choses. Entre l'intransigeance de la FIFA et celle de l'Union européenne, l'UEFA est devant un choix douloureux. Il va bien lui falloir enfin composer.

Benoît Hopquin

TENNIS: Steffi Graf déclare

forfait pour les Internationaux

d'Australie qui se disputent à Mel-

bourne du 15 au 28 janvier. La nu-

méro un mondiale a été opérée.

veodredi 15 décembre, à Esseo,

d'une lésion osseuse au pied

gauche. Quatre fois vainqueur de

Les règles de transfert

• En France, la « charte du footboll professionnel », qui a instauré le cootrat à temps, prévoit que « tout départ d'un joueur du club où il a signé san premier contrat professionnel vers un autre club hobilite le premier à percevoir une indemnité de formation ». Uoe somme de transfert ne peut être exigée que s'il s'agit du premier changement de club d'un joueur professionnel. Dans le cas d'une mutation vers l'étranger, la somme de transfert passe du simple au double.

■ En Allemagne, des indemnités

de transfert doiveot être versées au club qui libère un joueur en fin de contrat. Cet argent est réparti entre les clubs au sein desquels le joueur a joué dans les sept dernières années précédant le

peuvent être exigées, mais son bénéficiaire a l'obligation de les investir à des fins sportives. En Angleterre, le syndicat des loueurs professionnels touche 5 % sur chaque transfert. Une partie de la somme versée au club veodeur doit être reversée ao

« compensation pour l'entraînement et la formation » • En Italie, des indemnités est prévue. Les joueurs professionnels agés d'au moins vingt-cinq ans peuvent changer librement de club sans paiement d'une somme de transfert. An Danemark, une somme de transfert oe peut être payée que lorsque le joueur change de club pour aller à l'étranger ou dans un

COMMUNICATION

club de première division.

Le CSA souhaite un paysage radiophonique diversifié

LE CONSEIL SUPÉRIEUR de candidatures ouxquels pourront ré-audiovisuel (CSA) a reodu pul'audiovisuel (CSA) a reodu puhliques vendredi 15 décembre, plusieurs décisions destinées à maintenir un paysage radiophonique diversifié sur la bande FM sans brider totalement la volonté d'expansioo des grands réseaux. Rappelant que la loi Carignon a fixé à 150 millions d'habitants le seuil de conceotration d'un même groupe radiophonique, le CSA reconnaît que les grands réseaux étaient légitimement fondés à « mettre en œuvre des politiques de développement », notamment du côté « des fréquences exploitées par des radios locales indépendantes ».

Les radios commerciales indépendantes (catégorie B) qui souhaiteraieot reprendre le programme d'un réseau oational. c'est-à-dire passer en catégorie C, pourront donc le faire à condition de « restituer leur(s) fréquence(s) qui feront ensuite l'objet d'appels à

CSA annonce aussi qu'il refusera « l'entrée de réseaux au de personnes physiques ou morales ayant un lien avec un réseau » au capital des radios commerciales indépen-

En revanche, le CSA ne s'opposera pas à la mootée des réseaux dans le capital de leurs affiliés (catégorie C). A condition toutefois que « cette modification n'aboutisse pas à bouleverser l'équilibre et la diversité des opérateurs et des programmes dans la ville ou la zone cancernée », et qu'« elle résulte d'un accord librement consenti entre l'apérateur local et le réseau ».

Enfin, le CSA incitera les opérateurs locaux franchisés, affiliés ou abonnés qui n'arrivent pas à assumer leurs ohligations de programme local à « restituer leurs fréquences . Et ce même s'ils renoncent à la publicité.

■ TÉLÉVISION: la chaîne M 6 vient de modifier son capital, qui se répartit désormais entre la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT: 38,99 %), la Lyonnaise des eaux (36,31 %), la Compagnie de Suez (2.01 %) et l'UAP Vie (3.58 %), a annoncé le CSA dans sa lettre d'information mensuelle, publiée vendredi 15 décembre. Cette répartition fait suite à la conversion en actions de M 6 d'obligations détenues par les différents groupes et qui a recu l'aval du CSA. Le capital de la chaîne est désormais Dorté à 263 624 700 francs.

■ PRESSE : le Quotidien calédonien. dont le premier numéro est sorti samedi 16 décembre à Nouméa, va rompre la situadon de monopole des Nouvelles calédoniennes du groupe Hersant. Le journal entend se « rapprocher des Calédaniens en racontant l'histoire de leur vie », il est vendu 5,50 francs et compte 32 pages, pour un tirage annoncé de 10 000 exemplaires six jours sur sept. Il appartient à la société Pacific Media éditions, qui édite l'hebdomadaire Telé 7 jours Nouvelle-Calèdanie, et dont le principal actionnaire est l'homme d'affaires d'origine métropolitaine Didier Leroux, qui a créé cette année un parti politique opposé à l'indépendance.

Les Britanniques se préparent à alléger la réglementation du secteur audiovisuel

LE GOUVERNEMENT britannique vient de concrétiser par un projet de loi son inquiétude quant à l'omnipotence du magnat de la presse australo-américain, Rupert Murdoch, en Angleterre. En rupture avec la doctrine passée, Virginia Bottomley, ministre du patrimoine national, propose un nouveau Broadcasting Bill (lol sur la communication) destiné à alléger la réglementation actuelle sur les seuils de concentration tout en empêchant la formatioo de mono-

SI le projet devient réalité, une entreprise pourrait détenir autant de fraochises (autorisations d'émettre) gu'elle le souhaite à conditioo de ne pas dépasser certains seuils d'audience. Plus concrètement, une chaîne de télévision indépendante, comme Channel 3, pourrait détenir autant de franchises qu'elle le' souhaite à condition que l'ensemble de ses programmes ne dépasse pas 15 % de l'audience totale. Actuellement Channel 3 peut détenir seulement

deux franchises. En revanche, seloo les mêmes règles, Rupert Murdoch se verrait contraint de se délester de otres dans la presse écrite s'il souhaitait investir dans l'audiovisuel. Le projet de loi prévoit de faire sauter le seuil qui interdit à un groupe de presse de détenir plus de 20 % du

capital d'une chaîne hertzienne. Cet allégement de seuil serait toutefois soumis à une condidon : que l'ensemble des publications du groupe ne dépasse pas 20 % du oral global de la presse britannique. En clair, cela interdit à News International, la société éditrice de Ru-

pert Murdoch, d'investir dans la télévision hertzienne. Pour les mêmes raisons, le groupe de presse Micror ne devrait pas non plus avoir les coudées franches.

En revanche, soucieux de développer la diffusion des images numériques, le gouvernement britannique ne place pour l'instant aucun seuil d'audience sur ce mode de diffusion. BskyB, News International et British Telecommunications, sont donc fermement conviés à expérimenter en numérique. Le projet de loi prévoit d'accroître également les possibilités d'accès de la BBC aux réseaux numériques. Les premières expérieoces devraient débuter en 1997.

Selon certains analystes, ces nouvelles règles pourraient se ré-véler d'ores et déjà inopérantes compte teou du très grand nombre d'accords signés par Rupert Murdoch sur les programmes. En effet, la politique de conquête d'une audience de masse par l'achat d'événements sportifs et cinématographiques pourrait battre eo brèche a politique de seuils définie par M™ Bottomley.

Nomhre d'observateurs britanniques se souviennent que la réglementation mise en place dans les années 80 sur la diffusion par satellite a été largement battue en brèche par les chaînes que Rupert Murdoch a lancées à partir du Luxembourg. Il a finit par avoir gain de cause en fusionnant, sous son contrôle, Sky Broadcasting et BSB. Le nouvel ensemble BskyB a désormais le monopole de la télévision par satellite en Grande-Bretagne. A ces nouveautés concer-

s'ajoutent d'autres dispositions qui touchent au câble et à la radio. Ainsi, une chaîne comme Channel 3 non seulement serait autorisée à détenir plus de deux franchises de télévision mais se verrait également onvrir le marché des services du câble dans sa zone de couverture. La Independent Television Commission, l'organisme chargé du respect de la réglementation, se verra confier des pouvoirs nouveaux lui permettant de veiller aux nouveaux équilibres entre les médias.

Les groupes de presse régionaux, qui contrôleront entre 20 % et 50 % du tirage de leur zooe économique, poortont prendre le contrôle (50 %) d'une radio d'audience locale ou régionale. Par exemple, un groupe de presse comme Associated Newspapers, contrôlé par le Daily Mail et General Trust, pourrait prendre une participatioo dans Channel 3 et Channei 5, dans la mesure où ce groupe de presse représente moins de 20 % du tirage national.

Par ailleurs, un groupe de communications comme Carltoo pourrait prendre le contrôle d'un iournal d'audience nationale, et acquérir des participations dans la télévision hertzienne et le câble à condition de ne pas dépasser 15 % de l'audience télévisée nationale. L'esprit de ces dispositions est d'éviter la mainmise de groupes étrangers tout en favorisant l'émergence d'ensembles nationaux multimédias. Cette nouvelle loi, si elle est votée, devrait devenir effective à partir de 1998.

Pépreuve, Steffi Graf avait déjà renoncé à y participer en 1995 en raison d'une blessure à la cuisse. AUTOMOBILISME: le Grand Prix d'Europe remplacera le Grand Prix du Pacifique lors du championnat du monde 1996 de formule 1. Le calendrier des Grands Prix est le suivant : 10 mars, Australie à Melbourne ; 31 mars, Brésil à Sao Paulo; 7 avril, Argentine à Buenos Aires; 28 avril, Europe au Nurburging; 5 mai, Saint-Marin à lmola; 19 mai, Monaco; 2 juin, Es-pagne à Barcelone; 16 juin, Canada à Montréal; 30 juin, France à Magny-Cours; 14 juillet, Grande-Bretagne à Silverstone ; 28 juillet, Alle-

Hongrie à Budapest ; 25 août, Belgique à Spa-Francorchamps; 8 septembre, Italie à Monza; 22 septembre, Portugal à Estoril; 13 octobre, Japon à Suzuka. Grand Prix de réserve à Jerez (Espagne).

BOBSLEIGH: Péquipage allemand Langen-Hampel a gagné, vendredi 15 décembre, l'épreuve de Coupe du monde de bob à deux de La Plagne. Les Français Mingeon-Hostache et Alard-Lechano-

ny sont respectivement dix-hui-

magne à Hockenheim; 11 août,

RÉSULTATS

tièmes et vingt-quatrièmes.

SKI ALPIN

SKI ALPIN
COUPE DU MONDE FÉMININE
Descente de Saint Anton (Autríche)
1. K. Seizinger (All.); 2. H. Zurbriggen (Sui.);
3. A. Messznitzer (Aut.); 4. H. Lindh (E-U);
5. I. Kostner (tra.).
Classement général provisoire de la Coupe du monde de descente: 1. K. Seizinger (All.);
190 pts.; 2. P. Surer (G-U), 140; 3. H. Zurbriggen (Sui.), 102; 4. A. Merssnitzer (Aut.), 86;
5. I. Kostner (tra.), 85.

The same and have The second of the second The best of the state of September 19 total and Late

10,76

7.570.

.

· ·

87.14

2.4

1. Sec. 2.

THE RESERVE THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY

The state of the same of the s The state of the s

Sender & all

The second section of the second

The Standardon Standard でいっかいい 大学 後衛 神経

100

Ronc

rational light

17 W 18 W

不可以完成。

and the state of

The State of the s and the second second

ं स्वर्केत्र । **अव**

T-77 Z 1 455

1. (A. 1. 1)

The state of the s

. Pourvu qu'on ait le flacon

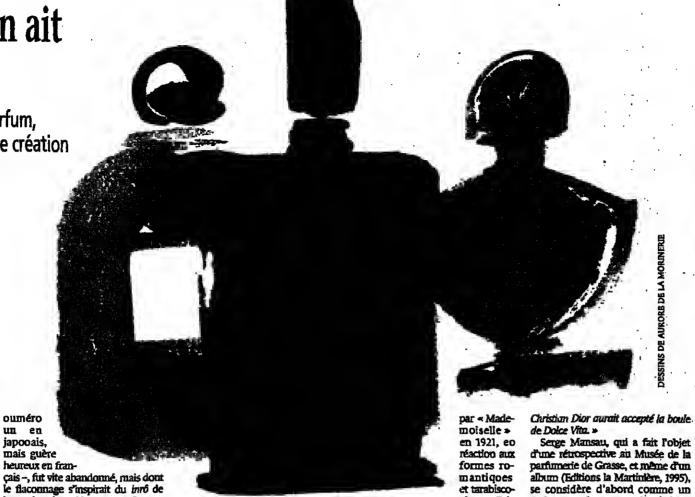
Capitale mondiale du parfum, Paris est aussi le centre de création de ceux qui les habillent

ENTRE l'élixir et la potion qui régénère, le boudoir et l'officine, les sens et la raison, il faut choisir son parfum. Bijoux de seoteurs, sculptures de verre (le buste champagne rosé de Jean-Paul Gaultier, la silhouette noire et rouge d'Olive - Madame Popeye - pour Moschino), fioles de voyage à bouchon d'argent (Pleasures, Estée Lauder): on assiste à un retour en force du

Certains maîtres verriers s'attachent à donner au flacon un aspect antique, artisanal. « Les gens ont besoin d'élèments rassurants, au de réponses », indique Federico Restrepo, coocepteur touche-à-tout de trente-trois ans, créateur, pour l'Eau belle d'Azzaro, de « trois bulles de verre empilées par le pur jeu du hasard ». La tendance puriste apparue au début des années 90 reste dominante. Abstractions douces aux jus pales, galets, cônes, formes en verre dépoli et bouchons de métal brossé. au bord de l'effacement : Eau d'Issey (Miyaké), Gio d'Armani, XS de Paco

« Pour faire quelque chose d'attractif, il faut toujours être juste à la limite », indique Pierre Dinand, silhouette vêtue de noir, cheveux gris, dans ses ateliers tout blancs situés à Levallois. A la tête d'une société aux quatorze filiales, Il est, avec Serge Mansau, l'un des piliers de cette discipline, exerçant dès 1960 ce nouveau métier à une époque où l'on ne parlait pas encore de designer. Formé à l'Ecole des beaux-arts, Pierre Dinand communence à travailler dans une agence de publicité, où il dessine son premier parfum: Femme,

Sur les quatre cents flacons créés depuis trente-cinq ans, cent sont en-core commercialisés. Certains, qui firent scandale à l'époque de leur lancement il y a vingt ans, sont devenus des classiques : c'est le cas d'Oplum d'Yves Saint Laurent, dont le nom de départ, Ichi - signifiant



laque dans lequel les samourais mettaient leurs épices, sel, sucres, et... fermé, comme un coffre-fort, par des codes. « Nos clients sont jaloux du Pour Pierre Dinand, la rencontre secret. » C'est ici que s'élaborent, est la voie royale de la création: souvent deux ans à l'avance, les par-

« Calvin Klein collectionne les cailloux fums créés pour le monde entier. roulés dans les torrents des montagnes On le dit « couturier des flacons ». du Tibet. Certaines pierres sont très La maquette de Plexielas et la toile langues, arrandies, presque volupd'atelier ont en effet bien des points tueuses. Tout ce qu'il m'avait roconté communs. Le corps de verre exige la sur "ses petits chiffons de la mode" me précision de la petite robe noire. paraissait peu clair. Alors je suis parti « Les formes plus travoillées avec des sur la piste d'un flacon lourd, arrondi, motifs en relief cachent souvent des une frette et un bouchon rappelant détauts. Les lignes les plus simples sont les plus difficiles à réaliser », dit-il, prenant pour exemple ce qu'il consi-**ETERNELLEMENT MODERNE**

dère comme la leçon du métier: le Chanel nº5 au flacon plat et

tées. Eti-

quette blanche, lettres baton notres

concourent à faire de ce parfirm, l'un

des plus vendus au monde, la réfé-

rence absolue en matière de fla-

connage. Il demeure éternellement

moderne. Pourtant, la durée de vie

d'un parfum, qui était encore de dix

ans il y a queiques années, est esti-

mée aujourd'hui à cinq ans. Malgré

les progrès techniques qui donnent

au métier une nouvelle dimension.

Pierre Dinand regrette: «Au-

jourd'hui, tout est plus anonyme. 80 %

de nos études sont réalisés pour cinq

ou six clients. Les couturiers dépendent

de grands groupes. Avant, on faisait

notre cuisine ensemble. » L'ère du

brief a remplacé depois longtemps

celle de l'échange: « Tout le monde

Serge Mansau, qui a fait l'objet d'une rétrospective au Musée de la parfirmerie de Grasse, et même d'un album (Editions la Martinière, 1995), se considère d'abord comme un sculpteur. « La nature existe, le beau est là. » Dior, Lancôme, Revillon, Patou. Lanvin, Moutana comptent parmi ses clients. Cet autodidacte affirme avoir appris en regardant... le mime Marceau. Ses formes ont créé l'événement, de la « vis dans l'azur » (Parfum de pean, Montana) au bouchon toupie à volute (Protéo, Roméo Gigh) en passant par ce calice vénitien qui aurait déclenché le «Oh i la la l » de Loris Azzaro. Pour ce « Spielberg des parfums », l'aventure continue : parmi ses projets, un flacon-gelule. Pour 2020.

Laurence Benaim

★ Viennent de paraître : Le Livre du parfum, de Elisabeth Banilé et Catherine Larose. Flammarion, 224 pages. Egalement: René Coty, parfumeur et visionnaire, d'Elisabeth Barillé, photos Keichi Tahara,180 pages, 600 F. Livre d'heures, de Federico Restrepo, éditions de Milan.

s'abrite derrière les tests. C'est plus faale... Personne n'est responsable. Mais on ne prend plus de risques. » Il affirme, dans une allusion à son concurrent direct : « le ne suis pas sûr que

trou road d'environ cinq-six centimètres au centre du couvercle confissant et un peu an-dessus de la moitié de sa hauteur. Surtout ne pas fixer un petit perchoir sons le trou : iourdeaux mais vindicatifs, les moineaux s'en serviraient pour aller chercher des noises aux mésanges. Il suffixa de fixer ces nichoirs à deux ou trois mètres de hauteur sur un mur, le tableau d'une fenêtre située au premier étage, ou sur un tronc d'arbre – hors d'atteinte des chats. Dès les premiers beaux jours les mésanges y charieront de la mousse, des plumes, des poils, des lichens. Et puis un jour, une polgnée de petits au vol

encore hasardeux s'en échappera.

Alain Lompech

La boîte à mésanges

Les plus somptueuses bouteilles échouent là où finissent les plus modestes, laissant derrière elles des boîtes en bois dont on ne sait que faire. Trop modestes pour être gardés, trop jolis et parfumés pour être jetés, ces sortes de grands plumiers encombrent la cuisine des lendemains de fête. Jusqu'à ce iour où l'on cherche du petit bois pour allumer la cheminée. Le regard se détourne alors du vigoureux coup de talon qui leur est

Sauvées des flammes, ces bottes finissent en classeur à cartes postales, à disques compacts ou à photos de famille. Les

bricoleurs y rangent leurs tournevis, clous ou vis ; les enfants, leurs crayons de couleur ou leurs plus belles billes. Les mésanges pourrout y abriter leurs petits i Les habitants des campagnes le savent, ces magnifiques ofseaux nichent parfois n'importe où et ne montrent aucune crainte envers l'homme dont ils semblent même rechercher la compagnie. Elles passent leurs journées à visiter les branches d'arbres qu'elles inspectent à la recherche d'insectes et de larves en hibernation, ou suspendues à la ficelle au bout de laquelle pend la boule de graisse

Il atrive que le contenant déter-

mine le nom du contenu. « Paço Ra-

banne souhaitait un flacon inspiré

d'une voiture, si possible anglaise.

Pour réaliser ma maquette, j'ai utilisé

l'avant de la Rolls Royce, partie que

l'an appelle "colandre", d'au son

A l'exception des dessinateurs, nul

n'entre dans son bureau de création

métangée aux graines qui les aident à supporter le froid, elles rivalisent d'adresse. Blen avant la fin de l'hiver, elles cherchent un endroit pour nicher. Plutôt que leur talsser élire domicile dans la boîte à lettres, pourquoi ne pas fabriquer un nid avec ces fameuses boites à vin. Il suffit de percer un

Ronce de noyer sur tableau de bord

Le client réclame de plus en plus une boiserie qui donne un aspect plus chaud à l'habitacle du véhicule

TANT PIS pour les puristes qui s'inquiètent de voir l'héritage de la british touch of class capte par les nouveaux riches. Désormals, cultiver l'aspect « cossu » d'une voiture passe forcément par l'incrustation de bois, de préférence de ces manères nobles que l'on croyait réservées aux voitures prestigieuses, si possible anglaises. La moce de nover, annonçait récemment une campagne publicitaire, est disponible sur la petite Rover 111 GSI, gauvernementale

« Il ne s'agit pas seulement d'un effet de mode, assure lean-Christophe Coulaud, porte-parole de Royet. Le public est de plus en plus sensible à l'atmosphère qui se dégage d'une roiture. La qualité de l'habitacle est devenu essentielle : elle contribue presque autant que la ligne exterieure à forger la personnalité d'un modèle. » Pas de doute : l'ambiance « cottage » de la ronce de noyer contribue - pour moins cher que le cuir pleine fleur - au « confort psychologique » de l'automobiliste tout en suggérant qu'il conduit un véhicule raffiné. Les marques qui, traditionnellement, ne lésinent pas sur les boiseries

sont donc condamnées à surenchérir. « Le client est très demandeur. Il considère que la présence de bois est un must qui donne un aspect plus luxueux et plus chaud », constate Philippe Brenn, responsable du produit chez Mercedes-France.

La firme allemande qui, depuis octribre, a largement étendu les consoles en bois dans les modèles de la classe C a dressé une subtile hiérarchie. Seloo les finitioos, il s'agira de platane (en France, Mercedes parle plutôt de « bois précieux » eo raisoo de la mauvaise réputation routière de ce bois), de ronce de noyer ou

Mais cette profusioo n'est pas tnujours synonyme de démocratisation. Bien au cootraire. Les constructeurs observeot en effet que, dans les milieux aisés, oo apprécie volontiers les petites voltures - Clio ou Golf, pour ne citer que celles-là - d'apparence ordinaire mais dont l'équipement intérieur en fait des véhicules hyperraffinés, dont le prix atteint celui d'un haut de gamme.

Le bois devient alors un moyen de différenciation, un signe extérieur de richesse prudemment ni-

ché à l'intérieur du véhicule. Or, ces efforts de respectabilité coûteot très cher. Peugeot réserve donc le noyer de Californie à la 605 et laisse élégamment planer le doute en évoquant un « décar bois » à propos de la baguette synthétique qui orne l'intérieur de la plupart des nouvelles 406. Pour sa part, Opel réserve le bois à ses hauts de gamme Oméga et Vectra. Le coostructeur, comme Peugeot, souligne que le recours intensif au noyer va à l'encontre de la préservation de l'environnement. Chez Mercedes, on impose par contrat aux fournisseurs de replanter autant d'arbres qu'ils en abattent I

En fait, le débat sur l'authenticité est un peu secondaire. « Pour le client, l'apparence prime sur la matière », estime Annick Pommier, chef de produit en charge de la Peugeot 406. « Du reste, ajoute-telle, toute distinction tactile est impossible entre matériau composite et noyer véritable car ce dernier est toujours recouvert d'un film protec-

teur mais il évoque aussi tout ce qui

se rattache au confort familier. Avez-

vous remarqué combien l'intérieur de la voiture ressemble à celui de la maison? Le velaurs au l'alcantara, une espèce de faux daim, recouvrent les canapés camme les sièges des voitures alars que les accoudairs centraux, les moquettes ou les bacs de rangement qui se multiplient dans les véhicules constituent autant de références domestiques. » Les amateurs d'ambiances chic

ne sont pas encore au bout de leurs découvertes. Les derniers progrès réalisés dans la fabrication de films imprimés vont leur ouvrir des perspectives jusque-là inconnues. Les originaux de la décoration intérieure et tous ceux que le mauvais eout o'effraie pas peuvent aussi se frotter les mains. Aujourd'but, il est techniquement possible de réaliser des planches de bord en Vichy, couvertes de petites fleurs tion Jean's. Et même en faux

Jean-Michel Normand

Un Américain

ON Y FABRIQUAIT des œillets. D'où soo nom : Manufacture des celliets. Œillets métalliques pour passer les lacets de chaussures, œillets pour les porte-plume. Aujourd'hui, plus d'œillets; on y forge des idées, on y forme des esprits, oo y lance des répliques, oo y expose des traits, des couleurs, on s'y rencontre. C'est eocore, et ce veut être, une fabrique. Moitié théâtre, moitié école d'art, lieu de création. A lvry, ancienne citadelle ouvrière, le paysage industriel recule : comme partout. Mais un peu moins vite qu'ail-

La personnalité de la ville s'est identifiée, dans les années 70, à cette avant-garde architecturale constituée autour de Jean Renaudie et des coostellations de bâtiments soumises au règne de l'oblique qu'il lança dans le quartier de la mairie. Noo loin de là, des quartiers d'usioes oot pâli sons les coups du changement économique et les témoins d'une époque révolue sont tombés les uns après les autres. Rue Raspail, en 1989, l'ancienne Manufacture des ceillets était devenue, depuis dix ans, un eotrepôt pour les éditions Nathan: mais elle était à vendre, et menacée de disparition, quand elle fut rachetée par Eric Danel

Aujourd'hui, la brique a retrouvé ses couleurs, le frooton eo pietre de la halle principale voit passer le soir les spectateurs de La Salitude dans les champs de coton, le spectacle de Patrice Chéreau monté pour le festival d'automne. L'Odéoo a installé des gradins sous la charpente métallique rénovée : restauration minimaliste, simplicime, rigoureuse. Depuis blentôt deux ans, le Châtelet utilise une salle pour ses répétitioos. Et depuis 1993, les élèves de l'Ecole nationale des arts décoratifs étudient là, à lvry. Et déjeunent sur place, dans la cafétéria-loft, autour de grandes tables de ferme, derrière la verrière qui dispense une lumière gé-

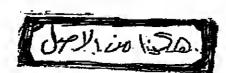
La « déco » est simple : lampes d'atelier suspendues dn plafood, quelques toiles au mur, des livres, un piano qui ne reste pas muet iongtemps. Voe atmosphere ouverte et une liberté de déplacemeut, sans façoo, accentuée par le service de restauration confié à La Table de Cana, entreprise d'insertion. Depuis quelque temps,

l'eodroit est ouvert au public. Publique aussi, la galerie d'exposition, oouvellement ioaugurée, avec ses planchers lavés, ses murs blanchis, sa lumière nue. L'ambiance loft à l'américaine n'est pas seulemeot un genre : elle correspood à l'esprit du bâtiment. Autant la grande halle, avec soo entrée républicaine, rappelle celle des écoles et des mairies de l'époque (1894), autant le second bătiment intrigue par ses proportions et ses volumes : eo brique comme le premier, il surprend par sa haute silhouette qui se termine par uoe corniche large et surplombaote, une sorte de casquette, qui acceotue la verticalité de ses fenêtres étroites. Contraste: l'édifice voisin est eotièrement vitré. Avec ses armatures fines, une sorte de mur-rideau avant la lettre.

Cet ensemble, dit « le bâtiment américain », est vraiment arrivé dans les malles de l'United Shoe Machinery Company, qui racheta l'entreprise française eo 1900 et lui donna, eo 1913, cette exteosion : inspiré directement par l'œuvre de l'architecte Ernest Ransome, auteur d'un édifice industriel remarqué, la Daylight factory que possédait la firme outre-Atlantique, à Beverly (Massachusetts), il a été construit par Paul Sée. L'unité de l'ensemble se fait par la brique, matériau toujours émouvant par la sagesse de répétition, la modestie d'apparence et la chaleur de l'accueil.

Michèle Champenois

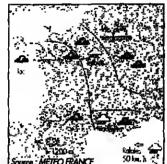
★ Café de la Manufacture, nuvert de 9 à 23 heures. La Galerie (14 à 21 heures) expose les aquarelles de Jean Edelmann jusqu'au 14 janvier. Manufacture des œillets, 25-29, rue Raspail, 94200 fvrysur-Seine; tél.: 46-71-71-10, La pièce de Bernard-Marie Koltes sera jouée jusqu'au 14 février.

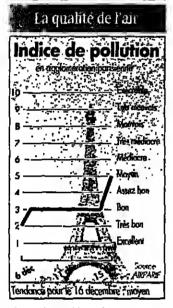


Beaucoup de grisaille

UNE DÉPRESSION, centrée entre l'Espagne et le golfe de Gascogne, continue à faire remanter des masses d'air douces et humides sur la France. Près des frontières du Nord-Est, cet air d'origine méditerranéenne entre en contact avec l'air froid résiduel, toujours bloqué par des hautes pressions axées des îles britanniques à la Russie.

Dimanche, la situation s'améliorera nettement autour du goife du Lion. Les pluies et le vent fort sévi-





ront encore la nuit et en début de matinée mais laisseront place à un temps plus clément avant la mijournée grâce à l'établissement d'une faible tramnntane. Les précipitations s'attarderont plus longtemps de la Corse aux Alpes du Sud et finiront par donner des cumuls importants.

5ur la façade atlantique, de la Bretagne aux plaines du 5ud-Ouest, les pluies de la nuit laisseront place à un temps beaucoup plus engageant. De la région Rhône-Alpes à la Normandie et au Cotentin, en passant par le Centre et l'Ile-de-France, le temps sera encore bien maussade avec quelques pluies faibles. De la Touraine à la Basse-Normandie, la situation s'améliorera un peu l'après-midi avec le retour de quelques éclaircies. Au nord-est, la pellicule d'air froid aura bien du mal à s'éliminer. Les pluies, qui remontent de Méditerranée, pourront même verglacer sur les sols gelés de la Bourgogne à la frontière belge le matin. Le risque de verglas se limitera à l'Alsace et à la Lorraine l'aprèsmidi. Dans ces régions, la journée restera dans l'ensemble froide, grise et humide avec des précipitations faibles mais assez durables.

Il fera encore froid le matin de la Manche orientale à la région lyonnaise des températures comprises entre zéro et -4 degrés le matin avec des pointes locales à - 7 degrés sur les sols enneigés. Partout ailleurs, le mercure affichera généralement des valeurs de l'ordre de 5 à 10 degrés en début de journée.

Il fera un peu plus frais de la Nor-mandie au Centre avec à peine 1 à 4 degrés au lever du jour. L'après-midi, les frontières du Nord-Est connaîtront un léger dégel. Sur le reste du pays, li fera dans l'ensemble autour de 10 degrés. Le thermomètre sera un peu

la région Rhône-Alpes avec 6 à 9 de-(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

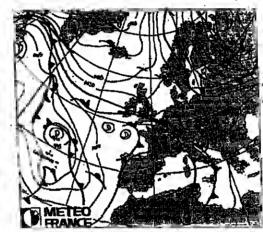
moins généreux de la Normandie à







Situation le 16 décembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 18 décembre, à 0 heure, temps universel

IL y a 50 ans-dans Se Monde

Les alliés et Franco

LE GOUVERNEMENT français vient d'adresser aux gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne une note dans laquelle il leur demande de procéder à des consultations au sujet de leurs relations avec le gouvernement du général Franco.

Pour sa part, le gouvernement français n'a jamais caché son sentiment à l'égard du régime actuellement en vigueur au sud des Pyrénées. Mais si les déclarations officielles à ce sujet qui ont été faites chez nnus à mamtes reprises concordent absolument avec celles qui ont été formulées à Londres et à Wasbington, nu même au cours de réunions internationales, il reste que les unes et les autres o'oot jamais été suivies jusqu'ici d'ancun acte effectif.

La situatioo ne saurait cependant se prolonger, sous peine de cnodamoet indéfiniment le peuple espagnni à une dictature de tendances fascistes, contraire aux aspirations de la majorité des habitants, et l'Espagne elle-même à rester exclue de l'organisation des Nations unies.

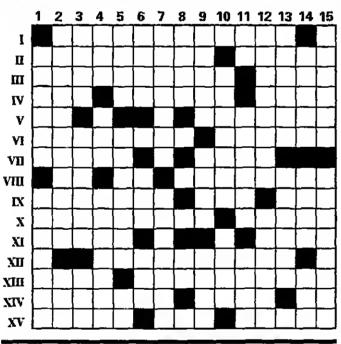
Il se peut aussi que les révélations provenant de documents récemmeot découverts en Allemagne, et d'nu ressortirait la flagrante complicité durant la guerre du général Franco avec les pulssances de l'Axe, aicot paru de nature à précipiter les choses. D'autre part, le projet d'installation dans ontre pays du gouvernement républicain espagnul pose une questioo diplomatique dont la solution ne peut être dif-

Mais on comprend que, plutôt que de prendre l'initiative d'une rupture diplomatique avec Franco, ootre gouvernement ait préféré consulter au préalable la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en vue d'adopter, si possible, avec ces deux pays une politique commune.

(18 décembre 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME № 6714



ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abo 24, avenue du G" Leclere - 60646 Chantilly Cedet - Tel.: 16 (1) 49-60-32-90. Suisse, Belgique. Autres p Louembourg, Pays-Bas de Fundon em je choisis la dayée suivante France 🗆 1 an 1 **89**0 F 2 960 F 2 086 F

C 6 mois 1038 F 1 560 F 1 123 F 3 mois 536 F 572 F 790 F - 12 MONDE - USPY - 00097291 is published daily for \$ 892 per year - LE MONDE - L. place Hubert-Bonne-44822 https://dx.fcine, France, second clary postage pold at Champiato N.Y. US, and additional mailing offi merculation - Send address champers to IMS of N-Y Box 1518, Champiato N.Y. 1599-1533 Necond daws postage paid at Champiate N.Y. US, and additional in the address charges to DKS of N-Y Box 1518, Champiate N.Y. 1599-U sids and US-7 INTERNATIONAL MEDIA SERVICE. Inc. 3330 Paddit At Virginia Beach VA 23451-298

Nom:. Prénom: Adresse: Code postal: . Pays:. 601 MQ 001 Ci-joint mon règlement de : . FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire .

Signature et date obligatoires Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ PP. Paris IITN par teléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renselgnements: Portage à domicile

Suspension vacances. Taní autres pays etrangers • Pasement par prélèvements automatiques mensuels. 33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 a 17 heures du lundi au vendredl.

Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

HORIZONTALEMENT

L Moment où l'avion a besoin du frain. -II. Solidement attachée, pincée et mordue. Comme un collège. - Ill. Sans appuver. Pouvaient donner lieu à de violentes manifestations. - IV. Servie dans un oub. Niaient la divinité du Christ. Brille comme un ver. -V. Particine. Si elle n'a ordun ceil c'est narre qu'elle est flageliée. - VI. Qui ont leurs raisons. Comme une matière précieuse. -VII. Inspire le poète lyrique. Comme quatre. --VIII. Symbole. Fut envoyée paître. Peut être lourde quand elle est chargée. - IX. Ouvrière, elle ne vit pas comme une reine. Roche poreuse. Peut faire tache. - X. Comme les grandes séances. Cause de grandes dépenses. - XI. Bien examinée. Un risque. -XII. Le premier cycle. - XIII. Mis à sec. Cultivées par ceux qui se font du mouron. -XIV. Capable de comprendre certaines choses. Une montagne dans les Alpes. Peut être double dans le bâtiment. - XV. Peuvent être en tôle quand elles sont fortes. Se

mouille. Pas clairsemées. VERTICALEMENT

DU

Le Monde

Telèmatique

CD-ROM :

Documentation

1. Pour la donner, il faut parfois aller tirer les sonnettes. Devient plus grand quand on l'aiguise. - 2 Qui est comme la chicorée. Son dos fait une bosse. - 3. « Prétexte », pour les enfants. Attaquées comme des duchesses. Réagit en homme. - 4. Qui n'a pas circulé.

LES SERVICES

- X. Oie. Nues. - XI. Nasses. Se. VERTICALEMENT

Clières. - 4. Moniliose. - 5. In. Séants. -- 9. Lésa. Ecosse.

Monde 40-65-25-25 3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56 (1) 43-37-66-11 Index et microfilms: (1) 40-65-29-33 Cnurs de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/mm) Le Monde et eltre par la SA Le Monde, so-crète amonyme auec arectoire et conzet de parsellance La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration Commission paritaire des journaux et publications er 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimene du Mande 12. rue M. Gunsbourg, 94852 bry-cedex PRINTED IN FRANCE.

President-directeur general Jean-Marie Colombani Le Mande Directeur general Gérard Morax Membres du conna de direction Dominique Alduy, Gisele Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08 Tel.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 pas en libraine. - 5. Se laissa aller. Quand il est moste, marche aussi à la vapeur. Un peu de tristesse. - 6. Faire entendre un cri. Un cri dans l'arène. Fétide, dans une pharmacie. -7. Avoir un comportement vraintent vache. Ne veulent ni la moitié ni le tiers. - 8. Un maître, pour Démosthène, Pronom. - 9. Se traîne sur des fonds. Bruits qui ne se propagent pas sans fondement.. Coule en Bretagne. - 10. Détroit entre des îles. A poils. -11. Peut être un joli cœur. Utiles pour l'entretien des dents. L'ail ou la lavande. -12. Quand il est solide, est fait comme une armoire. Le dessus, c'est du gratin. - 13. Pas blanchies. Empêcher le Jus de se répandre. - 14. Parfois menacés par une épée. Grosse moulure. Forme d'être. - 15. Qui aura donc quelque chose à jeter. Qui forment des montagnes.

Peut être clos en Bretagne. Qu'on ne trouve

SOLUTION DU Nº 6713 **HORIZONTALEMENT**

L. Familial. - II. Laconique. - III. Olen. Nuls. -IV. Cu. is. INA. - V. Onglette. - VI. Mélia. -VII. Orion. Sec. - VIII. Este. L.A. - IX. Irrésolus.

1. Locomotion. - 2. Faluner. Ria. - 3. Ace. 6. Lin. Eons. - 7. Iquitos. Lu. - 8. Autne. Etues.

PARIS A nos abonnés

EN RAISON du changement de nutre système de gestinn informatique des abonnements, vntre numérn d'abonné vient de changer. Ce nnuveau numérn figure taus les jaurs en page une du jaurnal que vnus recevez, au-dessus de votre adresse ainsi que sur les cnurriers que nnus pnuvnns être amenés à vnus envnyer.

Merci de bien voulnir nnter ce nouveau numéro et y faire référence dans vns cnurriers et vos appels télépboniques à notre service relations clien-

La nnuvelle adresse de ootre service abonnements est la suivante: Le Monde service abonne-

meots 24, aveone du Géoéral-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

Le numéro de téléphooe du service relations clientéle reste le (16-1) 49-60-32-90 (depuls l'étranger, composer

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ SUÈDE. Pour réduire la circulation automobile et financer laconstruction de futurs boulevards périphériques, le conseil municipal de Stockholm a décidé d'installer des péages sur toutes les grandes voies d'accès menant au centre-ville à partir de 1999. Vingthuit stations de péage sont prévues. Le prix de chaque passage devrait être fixé à 20 couronnes (environ 15 francs). - (AFR)

■ JAPON. Un « Café de Flore » a ouvert ses portes à Tokyo. La copie du célèbre établissement de 5aint-Germain-des-Prés à Paris est située sur l'avenue Omotessando, les « Champs-Elysées » de

la capitale nippone. - (AFR) ■ CHINE La hausse de 60 % du prix d'entrée des parcs de la ville de Wuhan a provoqué, au début du mois, la colère de plus d'un millier de retraités qui unt l'hahltude de se rendre dès l'aube au parc 5un Yatsen pour faire leur gymnastique. La police a dû inter-

centre ville que les manifestants but bioqueds durant trois heures.

venerpour dégager les antères du

WIETNAM. Le gouvernement vietnamien souhaite que les investisseurs étrangers participeot à trois projets de réhabilitation et de développement do réseau de chemins de fer national. Le premier projet concerne la modernisation de la ligne Hanoï-Ho Chi Minh-Ville qui relie le oord au sud du pays, le deuxième, la constructioo d'une ligne de 120 kilomètres entre Ho Chi Minh-Ville et Vung Tau, au sud, et le troisième, la réhabilitation de la liaison entre Hanoi et la province de Lao Cai, au

nord-ouest. - (AFR). ■ SCANDINAVIE. L'alliance stratégique cnoclue par les compagnies aériennes scandinave SAS et allemande Lufthansa deviendra effective au début de l'année prochaine. La vente des billets, les formalités d'enregistremeot, points du partenariat qui ne requièrent pas l'approbation de la Commission européenne, entreront en vigueur des le 1º janvier.

MAISON DE VICTOR HUGO

(25 F+ prix d'entrée), 14 h 30, 7,

avenue Velazquez (Musées de

TLA MONNAIE DE PARIS

(45 F + 20 F), 14 h 30, 11, quai de Conti (S. Rojon-Kern).

MUSEE DE L'ASSISTANCE

PUBLIQUE: exposition sur la

pharmacie hospitaliére (37 F+

prix d'entrée), 14 b 30, 47, quai

de la Tnurnelle (Mnnuments

historiques).

L'ÉGLISE SAINT-SULPICE

la Ville de Paris).

EN VISITE

Mardi 19 décembre

■ PASSAGES COUVERTS DU SEN-TIER (50 F), 14 heures, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

ILES ARRONDISSEMENT on suivant le mur de Philippe Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique). ■ L'EGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT et son histoire (40 F), 14 h 30.

devant le portail de l'église (Sauvegarde du Paris historique). **WILE FAUBOURG SAINT-ANTOINE** (55 F), 14 h 30, au pied des marches de l'Opéra-Bastille (Europ explo).

SPORTS D'HIVER

LOCATIONS (France et étranger)

Sur Minitel

(37 F), 15 heures, devant l'église (Mnnuments historiques). MARAIS: hôtels, jardins et

place des Vosges (50 F), 15 heures, surtie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Le foot en direct

Résultats, classements Toutes les compétitions France/Étranger.



CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 17 - LUNDI 18 DÉCEMBRE 1995

VENTES Reproduisant la celèbre des records à Drouot. Les commisrusse Serguei Chtchoukine, une aquarelle de Matisse, qui avait ap-partenu à Marcel Sembat, a battu

real and

Table 1

- (*** · * · · ---

1.0

医温斯氏虫虫

·25. . . .

F----

7100

4.

(後)、 🎆 😘 うりこ

4.

P4 1 9.

1923

6

13°

Danse peinte pour le collectionneur saires-priseurs expliquent ce bon résultat par l'absence de TVA à l'importation, et l'accord par le ministère de la culture d'un certifi-

GIQUES s'affrontent, à propos du marché de l'art. Celle des défenseurs du Matisse illustre paradoxalement du patrimoine, et celle des négo- les difficultés pour le marché franciants. Et les artistes, qu'il ne fau-

le marché et le musée. ● L'EXEMPLE çais de s'adapter à la concurrence

cat de libre circulation. • DEUX LO- drait pas oublier, sont tiraillés entre anglo-saxonne. Taxes et droits sont moins lourds à Londres qu'à Paris, et les propriétaires d'œuvres d'importance sont tentés de les vendre à

Le marché de l'art entre défense du patrimoine et logique commerciale

L'adjudication-record d'une aquarelle de Matisse met paradoxalement en relief les raisons du marasme, de moins en moins mondial et de plus en plus parisien, qui perdure dans le monde du négoce

LE TABLEAU MODERNE le phis cher vendu en France cette année n'est pas un tableau. Tout juste une petite aquarelle. Henri Matisse l'a peinte à la demande de Marcel Sembat. Le député, qui n'était pas encore ministre, était déjà amateur d'art. Il avait épousé le peintre Georgette Agutte qui, comme Matisse, avait étudié avec Gustave Moreau. Madame avait participé à la fondation du salon d'Automne, celui où Matisse et ses amis exposèrent leurs premiers tableaux fauves, en 1905. Monsieur était membre du jury.

En visite à l'atelier de Matisse, Sembat vit les travaux préparatoires à une composition gigantesque, La Danse. Un autre était

La jurisprudence Utrillo

Un nonveau prélèvement pourrait s'ajouter à ceux déjà existants. En mai 1995, à la suite d'une longue série de procès, un jugement condamnait Me Loudmer à verser des droits à un des héritiers de Lucie Valore, la veuve d'Utrillo. Me Loudmer avait reprodult des œnvres d'Utrillo dans un catalogue de vente, sans Pautorisation du légataire. Le jugement permet désormals aux avants droit qui l'exigeraient de monnaver le droit de reproduction. Le 14 novembre 1995, le garde des Sceaux a reconnu la nécessité de légiférer en la matière. Pragmatiques, les Britanniques l'ont déjà fait : depuis 1992, ils ont adopté un texte de loi exonérant de droits les photographies d'œuvres publiées dans les catalogues de

passé avant hi, en février 1909 : le collectionneur russe Serguei Chtchoukine. L'industriel moscovite, frappé par la composition aujourd'hui conservée au musée d'art moderne de New York -, commanda à Matisse une version destinée à orner l'escalier de son hôtel particulier. Lo Danse II est aujourd'hui un des fleurons du musée de l'Ermitage, à Saint-Peters-

Le député Marcel Sembat n'avait pas les moyens dn collectionneur russe. Il parvint tout de même acheter deux versions plus modestes de La Danse; un dessin au fusain, qui fut donné, à sa mort en 1922, au musée de Grenoble. Et une aquarelle, demeurée depuis dans la famille. C'est elle qui, passée aux enchères le 30 novembre sous le marteau de Mª Millon et Robert, a pulvérisé quelques records. Un collectionneur américain l'a emporté pour 9,31500 millions de francs. Soit 8,4 millions sans les frais. « Preuve, disent les commissaires-priseurs, qu'en matière de vente, Paris peut jouer un rôle ma-jeur à condition toutefois de n'être pas handicapé, tant sur le plon fiscal (TVA à l'importation) que culturel

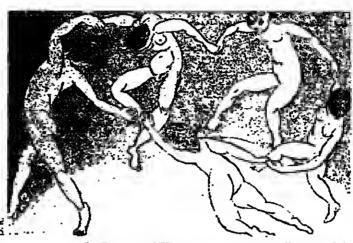
(certificat de libre circulation). » La vente réussie de cette aquarelle illustre paradoxalement les difficultés du marché français. Sans certificat de libre circulation, l'acheteur américain o'aurait même pas décroché son téléphone. Le Matisse aurait connu le même désintérêt que le Picasso, invendu par M Briest, puisque interdit de sortie de France (Le Monde. 19-20 novembre 1995). Les amoureux de la sauvegarde du patrimome applauditout. Pas longtemps; une interdiction n'est valable que pour une durée de trois ans. Passé ce délai, il faudra laisser le Picasso partir, ou indemniser son propriétaire au prix fort. En fait, deux logiques s'af-

frootent : celle des négociants, pour qui c'est le commerce qui donne une valeur à l'objet. Et, ajoutent-ils, si l'objet n'a pas de valeur, il n'est pas conservé. D'autres, à l'inverse, jugent immoral le commerce de l'art. Le musée serait le seul instrument efficace de promotion de la culture. Mais les musées peuvent-ils remplir seuls ce rôle? Quel pays est en mesure aujourd'hui de protéger la totalité de son patrimoine? Surtout avec les budgets d'acquisitions des musées nationaux, dérisoires au regard des prix actuels de l'art moderne et contemporain.

Le problème vient précisément de ce que les défenseurs du patrimome out parfois une vision na-

Les artistes ont besoin de vendre pour vivre. Si le marché est en crise, la création l'est aussi

tionale, pour ne pas dire nationaliste du sujet. Dans certains cas, ils ont parfaitement raison : le pillage des antiquités, par exemple, ne prive pas seulement un pays de ses trésors, ce qui est grave, mais il détruit surtout les sites archéologiques et rend impossible toute



« La Danse » d'Henri Matisse, aquarelle gouachée acquise auprès de l'artiste en 1910.

étude scientifique ultérieure, Mais un Matisse, sauf s'il a été destiné par l'artiste à un lieu précis, n'est pas moins un Matisse, qu'il soit accroché dans un musée du Middle-West ou dans un musée parisien.

Le débat touche aussi un autre point sensible, celui de l'art vivant. Les artistes ont besoin de vendre pour vivre. Si le marché est en crise, la création l'est aussi, il reprend depuis un an à Londres et à New York, En France, le marasme perdure. La situation o'est pas nouvelle. En 1964, par exemple. me crise semblable avait conduit à un exode massif des artistes (et de certains marchands) outre-Atlan-

L'équilibre entre les artistes et le marché, qu'il émane des galeries ou des ventes publiques, est précaire. Un marchand londonien résume ainsi l'effet de sa cohabitation avec Christie's et Sotheby's: Certes, nous sommes en concurrence avec eux, et nous ne pouvons pas lutter avec leur puissance financière. Bien sur, ils nous prennent des ventes. Mais le seul moment où les grands collectionneurs internationaux viennent à Londres, c'est pour les ventes d'art moderne et contemporain de inin. Entre deux racotions, ils passent dans nos galeries, et nous toisons des affaires à cette occosion. le n'ai au'une crainte, c'est que le gouvernement trançais les autorise à oreaniser des ventes à Paris. Ce seroit lo fin du marché londonien. »

Qu'Albion se rassure, même si Christie's et Sotheby's vont pouvoir légalement organiser des ventes à Paris à partir de 1998 (Le Monde du 19-20 novembre), nul ne dit qu'ils y auront intérêt, si rien ne change. Le Matisse illustre, là aussi, le problème français: en confiant son aquarelle à Mª Million et Robert, qui l'ont adjugée

avec le succès que l'on sait, le vendeur a gagné, pense-t-on, 8,4 millions de francs. Il faut cependant déduire de cette somme les honoraires du commissaire-priseur. Négociables, ils vont de 0 à 20 %, et comprennent les frais de cataague, d'expertise (3 à 5 %), de publicité. Ce qui ne se négocie pas, c'est un taux de 20,6 % de TVA sur l'ensemble des frais. À Londres, le vendeur se serait vu proposer des frais de 2 %! Il aurait aussi économisé les 3 % du montant de l'adjudication que le droit de suite attribue aux héritiers du peintre : les Anglais ne l'appliquent pas. Pour être compétitif, le commissairepriseur doit donc serrer ses

Quand à l'acheteur du Madsse, il est heureux à Paris comme à Londres : les 915 000 francs de frais qu'il doit payer en France sur son achat sont sensiblement équivalents à ce qu'il devrait payer en Angleterre. Mais si le vendeur n'avait pas été un ressortissant de la l'Union Européenne, il fallait y ajouter une TVA à l'importation de 5.5 %. A Paris, pas à Londres : les Britanniques ont accepté d'évoluer progressivement vers un taux de 2,5 %, mais pas avant le 1º janvier

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des œuvres modernes et contemporaines de niveau internadonal quittent le pays, privant les musées nationaux de la possibilité d'exercer leur droit de préemption et l'Etat de recettes fiscales, et contribuant fortement à entretenir une crise du marché de l'art, qui est de moins en moins mondiale et de plus en plus parisienne.

Harry Bellet

Au Festival vidéo d'Hérouville, l'art vidéo rêve de ses noces avec le cinéma

HÉROUVILLE

de notre envoyé spécial De loin, c'est une sorte de disque en métal, au bout d'une tige qui pend d'un plafoud. Comme un pendule. De près, le disque révèle un écran à cristaux liquides, à la lisibilité improbable. Pour mieux voir, vous vous approchez. Le disque se met à avancer. Vous reculez. Le disque pivote alors sur lui-même, de plus en plus vite, entrainant l'image dans son mouvement. L'image plate, mai définie, devient une sphère de visibilité. Baptisée Zénotrope, la machine de Michael Willcox, un Australien, procure aux visiteurs des sensations que l'on imagine avoir été celles des premiers spectateurs

d'Edison et des Lumière. Si le cinéma est centenaire, la vidéo n'a que trente ans. Elle se veut pourtant porteuse d'un rêve immémorial qu'elle accomplirait mieux

que hit. Time Piece, du Nécrlandais Boris Genets, installe un moniteur vidéo entre les deux pointes qui fout ordinairement tenir un giobe terrestre dans sa cage de curvre. Quand un visiteur s'approche, le moniteur se met à tourner. L'image s'éttre sur 360 degrés. Le réel devient une orange que l'on a envie de prendre dans la main. Nécriandais hii aussi, Bill Spinhoven a fabriqué un enchevetrement de roues énormes. Elles tournent, par saccades, dans une lumière fauoatre. On dirait un projecteur géant, mais c'est d'une silhouette minuscule que la machine ac-couche: The Logic of Life.

Spinhoven, Gerrets et Willcox oot la même obsession: tels des enfants qui fantasment la scène primitive dont ils sont issus, ils bricolent des noces du cinéma et de la vidéo. Artistes-technologues, ils veulent voir l'instant où les deux

grands fleoves d'images qui inondent notre siècle - le fleuve photochimique, le fleuve électronique -, o'étaient encore qu'une etreinte. La mecanio sente dans leurs sculptures cinétiques exhibe les prémisses communs d'un siècle de représen-

JETS MONOCHROMES

Prédéric Lecomte revient, hi aussi, en arrière, en nous invitant à regarder Sous les jupes des anges. Vidéopendus au plafond comme des escarpolettes, montrant petites cuisses et petites culottes; cylindres entramant des poissons, avions, voiliers dont les ombres virevoltent aleutour; boules géantes de désuètes machines à écrire; poulies treuillant des transparents multicolores; Lucky Luke en fer blanc chevauchant une perceuse; projecteur vidéo tri-tubes vomis-

sant trois jets monochromes d'une seule image, via trois miroirs, etc. Truffant d'images le Meccano habituel des artistes-mécaniciens, Lecomite, tout jeune qu'il soit (il est oé en 1966), oous montre (qu'il sait) où s'enracine l'art d'un Tinguely, d'un Calder ou celui d'un Dubuffet créant son Courou Bazar: dans la volonté de répondre, avec des moyeos primitifs, au défi technologique des images reproductibles.

Pas un festival vidéo n'aura omis de célébrer le centenaire du cinéma. Chacun à sa façon. L'idée des 9- Rencontres vidéo art plastique d'Hérouville, qui s'est tenu du 1º au 10 décembre, était la plus jolie et la plus instructive. Un testival video c'est aussi la « première » de centaines de courts métrages vidéo, essais, fictions, poèmes visuels, documentaires cultivant les effets spéciaux ou au contraire le direct le

plus nu. 8oustani et sa Bruges, Dalibor Martinis et ses danseurs croates, Virginie Hervieu et Edouard Monnet et leurs Cinq lettres à Muybridge. Theo Eshetu e ses si rapides Horses: le cru 95 frappe par son raffinement, et par la jeunesse de ses auteurs. Lycéens, étudiants, élèves-artistes, ciné-vidéophiles submergent la vieille garde des vidéomaniaques. Applaudissements, discussions: on vient ici comme autrefois on allait dans un stage de ciné-club se gaver de nouveautés.

PARI SUR LA SIMPLICITÉ

Parmi les nouveautés, la plus fraiche technologiquement ne payait pas de mine. Pace a une camera Hi 8, une jeune femme se souvient, à la façon de Perec, de son premier soutien-gorge, de son premier flirt, de la mort de Dalida, de l'élection de Mitterrand, de la

Hérouville) pour sa première vidéo (Mille e tre). En dix-sept minutes seize années défident. Avec 1968, (1979-1994), la prometteuse Lydie Jean-Dit-Panel (née en 1968 à Montbéliardi continue à surprendre. Après le très (trop) maniéré premier chapitre de ces souvenirs, voici un pari sur la simplicité qui ne manque pas de culot. Le regard frontal, les coupes sèches entre deux énoncés, l'alternance de souvenirs brefs et de souvenirs plus étoffés, les variadons brutales de niveau sonore, le rythme soutenu du phrasé, nous ramène à la tension parfaite de son premier chefd'œuvre. l'ai reve que j'étais toi fusion de deux visages. Il n'y a plus qu'un visage, lci, le rève a réussi. Celui de la vidéo d'être du cinéma.

mort de Coluche, du prix obtenu (à

Jean-Paul Fargier



DANS LES GALERIES

JOAN MITCHELL

Galerie Jean-Fournier, 44, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél.: 42-77-32-31. Jusqu'au 25 janvier.

En 1978, Joan Mitchell a exécuté une suite d'œuvres avec pour motif unique un tilleul, un gros tilleul très droit, qui poussait sur la terrasse de sa maisnn à Vétheuil. Cette suite se compose de grands et de petits tableaux et de pastels. Jusqu'à présent, elle n'avait pas été mnotrée dans son ensemble. Elle l'est, le temps d'une exposition très dense, à laquelle ne manquent pas les toiles que le Musée nadinnal d'art moderne a reçues après sa mort au titre de la darion - et qui snot remarquables de puissance souveraine. L'arbre occupe toute la surface, du zig-zag noueux de ses racines nuires à l'envolée verticale de ses branches noires striées de blanc, d'ocre et de mauve. Le peintre procède dans un premier temps par superpositions et entrecrnisements de touches larges nù domine un chromatisme intense, presque fauve, puis, deuxième moment, les recouvre de blanc, empare ou arrache, accumule ou gratte. Expressionnisme? Impressionnisme? C'est fort au-delà de ces catégories commundes que peignait Juan Mitchell, emportée par la jouissance sauvage de la chuleur et assez forte cependant pour la maîtriser.

MICHEL PAYSANT

Galerie Montenay-Giroux, 31, rue Mazarine, 75006 Paris; tél: 43-54-85-30. Jusqu'au 6 janvier. Treize plaques carrées de verre gravé; chacune porte, inscrit dans la ma-

tière, un motif, une unage, des lettres. L'œil et la mémoire identifient citations et sources, gravure sur bois allemande, pictogrammes néolithiques, symboles médicaux nu physiques, bande dessinée, dessins d'omemanistes. Quand le verre est transparent, la lumière, en le traversant, projette leur ambre sur le mur blanc. Quand il n'est que translucide, ce sont plutôt des fantômes que l'on voit, pâles fantômes sans épaisseur. Tout cela est exécuté à la perfection, avec un souci extrême de la forme. Mais cette beauté est froide, et si l'on peut dire merte, beauté de mausolée, beauté funèbre. Aussi s'barmonise-t-elle à l'époque contemporaine. Michel Paysant aime les bibliothèques, les dictimmaires, les énumératinns. Le monde a pour lui l'apparence d'un infini inventaire de fragments qu'il collectinnne. Ce furent d'abord des débris d'aspbalte ramasses un peu partout, ce sont désurmais ces plaques, images exa ctes d'une civilisation qui, inlassablement, code et récapitule des

HIROSHI SUGIMOTO

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, 75007 Paris ; tél. : 42-60-22-99, Jusqu'an 24 février.

Le vaste espace blanc du producteur-réalisateur Claude Berri accueille le travail subtil d'Hirosbl Sugimoto, photographe japonais de quarantesept ans, installé à New York: les écrans blancs de cinéma, les borizons marins qui se déclinent à l'infini (du clair à l'obscur) et les sculptures de Bouddha. Manquent à l'appel, ce qui est dommage, deux séries plus ludiques - les mannequins de cire et les dioramas d'animaux - qui auraient facilité la compréhension du travail. Car voilà une œuvre étrange. Sugimoto cherche à montrer, avec des épreuves en noir et blanc d'une précision impressionnante, des fragments du temps qui s'écoule sur la nature, passé et le présent, la réalité et sa représentation, l'identifiable et l'universel, la mort qui renait. Ces images sont des « souvenirs du passé rephotographié. » Ainsi, Sugimoto s'est demandé comment photographier un film entier en une seule prise de vues : en décleuchant à la première lmage et en relâchant la pression à la dernière. Le dérnulement du film sur la pellicule photo rend l'écran blanc. Mieux que ça, éblouissant. Un film ramené à « sa lumière originelle ».



MITE CHILD DANS VERS UN PRYS SAGE, CREATION DE JEAN-CHEISTIEVRE MAALOT.

LOCATION: FRANCE BILLET ET ATRIMO DU CASMO DE MONTE-CARLO TEL 22 18 22 99 A PARTIR DU 5 DECEMBRE - RENSEIGNEMENTS: 22 18 64 19

GALERIE **DU FLEUVE**

DESSINS CHOISIS XIXème et contemporain 7 décembre 1995

28 janvier 1996 6, rue de Seine - 75006 Paris Těl.: 43.26.08.98 Fax: 43.28.28.91 Mardi - Vendredi : 14h30 - 19h Samedi : 11h - 17h

Le Drugstore de Saint-Germain-des-Prés va devenir une boutique Armani

Le couturier italien explique pourquoi il s'installe dans ce quartier en pleine spéculation immobilière, marquant ainsi la fin d'une époque

MILAN

de notre envoyée spéciale Construit en 1965 par Publicis, le Drugstore, où les « minets » de Saint-Germain-des-Prés allaient acheter les derniers 45 tours, va disparaître, avec son kiosque à journaux, son restaurant, son cinéma. Seule la pharmacie survivra aux travaux prévus pour le début 1996. A sa place, s'ouvrira une boutique Emporio Armani. Le grand couturier italien s'installe en ce lieu « historique », au moment où tout le quartier fait l'ubjet d'une véritable spéculation immobilière orchestrée par les financiers du luxe, à commencer par LVMH (Louis Vuittan Maët Hennessy): face à l'église Saint-Germain-des-Prés, le fabricant de médailles Arthus Bertrand cède une partie de son espace au malletier Louis Vuitton. Une bâche peinte annonce l'ouverture. Rue Bonaparte, le salon de coiffure Claude Maxime est déjà muré pour faire place à la première bautique Dior pour hommes, pendant que des rumeurs courent sur la vente de la bibrairie La Hune à Hermès.

A Milan, dans son bureau de la via Borgonuovo, Georgia Armani, soixante-deux ans, yeux de giace, cheveux gris et bras musclés sous un tee-shirt moulant marine, jean et Reebook immacukes, tourne le dos à une fresque pop représentant tous les couturiers, bouquet de cauleurs dans cet espace minimaliste aux

Il explique : « Saint-Germain était l'endroit le plus favorable à l'ouverture d'un nouvel Emporio. J'y pensais depuis langtemps. Ce quartier me rappelle la première fois où j'ai quitté Milan, la première fugue... J'allais au Flore, aux Deux Magots. A l'époque, je travaillais comme étalagiste dans le grand magasin La Rinascente. On m'envoyait pour une semaine observer les boutiques, l'ambiance. Je suis allé voir Hair à Paris. Paris, c'était Jeanne Mareau, Yves Saint Laurent, le premier à casser les règles pour inventer les règles de la liberté : le smoking pour les femmes. Mais je ne faisais pas partie de la jet set. Le drugstore, c'est peut-être une revanche par rapport à cette époque. C'était l'endroit au les gens draguaient. Le lieu était un peu claustrophobique, non? Il ne faisait pas vraiment partie du quartier. En fait, je ne l'ai jamais vraiment aim£ »

« Je crois aux changements, à condition qu'ils ne dénaturent pas un quartier »

Un manque d'intérêt qui coincide avec la répulsion qu'éprouve Armani pour le style des années 70 en général, dont on fête aujourd'hui le revival: « f'ai détesté les petites épaules, le satin partout, les ferranes à fleurs, l'exagération. Mais enfin an avait des reves. C'était notre richesse... » En 1984, il s'était installé place Vendôme, seul créateur de mude parmi les juailliers. Aujourd'hui, il boude l'avenue Montaigne: « Trop de griffes commercialement puissantes, mais qui n'ont pas assez d'allure....»

S'il doit se rendre à Paris à la fin du mnis de décembre, pour une visite des lieux avec son architecte, Ortelli, qui a signé numbre de ses boutiques, le projet est là. Pour les seules années 1995-1996, Armani a ajouté vingt-cinq enseignes à son empire: Tokyo, Londres, New York, Sydney, Bangkok, Zurich et même

Quel conturier français, à part Cardin, aurait pu se permettre aujourd'hui d'occuper ainsi mille mètres carrés au coeur de Paris ? Ce rachat ne fait que révéler le retour en force des marques tratiennes sur le marché international, et en particulier américain. Paris devient leur vitrine privilégiée: A Saint-Germain, elles sont particulièrement présentes; après l'installation du romain Versace, ou l'extension de Prada en 1994, après la cession du pub-culte Twickenham à Salvatore Ferragamo, on note, à la place de la pharmacie de la rue des Saint-Pères, l'arrivée prochaine d'Etro, on en-

melle Khanh étaient les points de mire de la bourgeoisie de la rive gauche, portant le noir comme le flambeau des années existentialistes. Une attitude qui s'est un peu figée en carte postale : « J'aime les femmes françaises. Elles ont de l'esprit. Elles portent un sac, un bijou, une jupe noire d'une certaine facon. La femme italienne n'est pas libre. Elle est obligée de se comporter et de s'habiller en fonction de la société à

ce temps où les griffes françaises,

Saint Laurent Rive gauche, Doro-

thée Bis, Sonia Rykiel ou Emma-

Reste à savoir si la greffe Armani prendra à Saint-Germain-des-Prés. « Je crois aux changements, à condi-

laquelle elle appartient », dit Geor-

Deux mille boutiques dans le monde

Si Yves Saint Laurent regrette de ne pas avoir inventé le jean, Georgio Armani, hui, regrette de ne pas avoir été Madame Chanel. Dans son sillage, il a su casser les codes de la vieille élégance, détourner les tissus et les formes masculines pour mieux exprimer la féminité. En décontractant Pallure des yupples, il a créé un véritable empire. Vingt ans après la création de sa marque, ses vêtements sont diffusés dans deux mille boutiques à travers le monde, et son chiffre d'affaires atteint 850 millions de dollars. Premier conturier après Christian Dior à avoir eu droit à la « une » du magazine américain Time, il ouvrira fin 1996, à Saint-Germain-des-Prés, sa centvingt-septième boutique Emporio Armani. La plus grande.

on peut déjà le remarquer à Milan, New York, ou Loudres, qui retrouve une nouvelle énergie. La concurrence n'est pas tant liée aux prodults qu'à leur présentation, souvent plus moderne, qui fait de ces temples blancs et spacieux de véritables QG dans la ville, lieux de rendez-vous autant que de shopping, plus adaptés à la consommation en pointillé des houveaux renes des années 10

On ne peut que mesurer le décalage entre une époque et une autre,

core celle de Gucci. A leurs côtés, tion qu'ils ne dénaturent pas complècertaines marques françaises tement un quartier. A Milan, on a es-Cova... Or ce heu est l'âme de la via Montenapoleone... », indique Georgio Armani, qui distingue deux sortes d'institutions, les vivantes et les autres... « On ne peut pas s'acharner à vouloir maintenir des endroits dont la survie est liée à une clientèle qui n'existe plus. J'ai dépensé une fortune pour racheter le restaurant Doney, un lieu mythique de Florence. Les gens ne sont pas venus. Je faj gardé trois ans, avant de la vendre...»

Lautence Benaim

MCINÉMA: six sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel (Sofica) qui bénéficient d'avantages fiscaux pour cullecter des fonds ont été agréées. Elles étalent cinq en 1995. Cofimages (51,5 MF), lice à la Caisse des dépôts et consignations; Studio Images (65 MF), liée à Canal Plus et à la BNP ; Sofinergie (75 MF), liée à UGC et à Paribas; Sofineurope (40 MF), nouliće à Sofica Europe 1 Communication : Sofigram (30 MF), nouvelle Sofica liée au groupe Polygram et Valor (40 MF), liée à la Banque Phoenix, devraient collecter 301,5 millions de francs, soit un total supérieur de 81,5 millions de francs à la collecte de 1994 (220 MF).

La mémoire du cinéma français est désormais acressible sur un CD-ROM grand public (400 F environ), intitulé Le Cinéma français et francophane de 1929 à nos jours. Répertoriant plus de 7 300 films, ce CD-ROM initié par Prance Télévision, et plus spécialement France 3, a reuni Canal Plus Multimédia, Havas Edition Electronique et le Club d'Investissement Média. Constitué sous la honiette de l'historien et critique Jacques Siclier, le titre, réalisé par Linh Hoang, invite à une promenade à travers les grands courants du cinéma français. Enrichie de 400 biographies et de fiches techniques, cette encyclopédie, on plus de 50 000 noms d'artistes, de réalisateurs, de techniciens et de producteurs sont répertoriés, est accompagnée de critiques de plus de 1 000 films.

■ ÉDITION : le chiffre d'affaires de l'édition française a progressé de 1% en francs constants au premier semestre 1995 par rapport au premier semestre 1994. La situation est contrastée selon les secteurs. Les livres pratiques affichent une hausse de 10,2 % en francs constants alors que les livres d'art accusent une baisse de 1,7 % alors que le scolaire (+,6 %) et la jeunesse (+0,8%) sont en faible hausse. Sont en baisse les encyclopédies et dictionnaires (-3,2%), les onvrages scientifiques, techniques et médicaux (-1,6% en francs constants). Ces chiffres sont issus d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon d'éditeurs constitué de soixante-huit entreprises ou groupes d'én-treprises qui, ensemble, sur réalisé un chiffre d'affaires net de 5,3 milliards de francs.



LE THEATRE DE LA VILLE PRESENTE AU THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE 21 Bd Jourdon Parls 14

DU 7 AU 19 DEC. 20H30

Snakesong/le Pouvoir

"Léda" texte Jan Lauwers musique Roumbout Willems EN FRANCAIS

La description d'un acte d'amour, inspiré du mythe de Léda et du cygne. La transgression d'interdits, le franchissement des limites. l'angoisse devant les conséquences.. Le sexe, la violence et la mort en tant que sainte trinité.

LOC. 2 PL DU CHATELET 42 74 22 77





GALERIE DENISE VALTAT 59, rue la Boerie, 75008 Paris, Tel., 43,59,27,40 FRANÇOISE ADNET Du 23 Novembre au 20 Décembre 1905. e 11h à 12h30 et de 15h à 19h-37 dim, et lundi matin

Vos contacts pour passer une annonce dans cette rubrique LE MONDE Publicité ☐ CALERIES : 44.43.76.20 ☐ ANTIQUAIRES : 44.43.76.23

MONET EN NORVEGE

Exposition prolonges jusqu'as 7 janvier 1996.

Musée Rodin

Zhivaro Baroko

......

Cibi Gir

Paudus ...

State of

1.0

. .

....

19.75

4.1

主ぐ

. .

1 24 to 1 to 1

2. -

2017

1 to 1

4

2.0

 $\mathbb{R}^{k_{1},n-1} = \cdots = 1$

- - - ·

200

\$ --- ·

 $t_{\rm AP}(t,t,x_{\rm AP})$

74 4. s

74 6 3

5 Mars 2

Á -

. .

ومستحر الملوم

'84' ' / L

.

g : 1 1 1 .

A. .

(100 T

enger

pur de la

" TO CHARLES

THE VIOLET

4.

Post of

8種 火 はかさむ

g 7...

7 --

Lot Transaction Care

Sec. 1989

÷ . . .

\$4 From Normal

\$400 2 to forgati

SEE THE REAL PROPERTY.

7---

Une tête des six musiciens du collectif Zhivaro au Théâtre de la Cité internationale

DANS LA SALLE du Théâtre de le Cité internationale, un soir, le saxophoniste Evan Parker avait joué, en souffle continu, un immense solo tourbillonnant, Ce n'était qu'une des nombreuses surprises qu'avaient imaginées les six musiciens du collectif Zhivaro - Claude Barthélemy, Sylvain Kassap, Didier Levallet, Jacques Mahieux, Gérard Marais et Henri Texier -, qui retrouvent ce lieu où ils se sentent au mieux. Zhivaro Baroko devrait durer sept heures avec des amis-invités, le trompettiste Jean-François Canape, les saxophonistes François Corneloup et



Laurent Dehors, le tromboniste Jacques Veillé. Quelque chose comme une famille, dans le jazz d'aujourd'hui, favorable à toutes les connivences. Le metteur en scène Jean-Marie Maddedu, balayeur en chef, conduira la Compagnie Les Piétons, transformée en corps de balai, et Jean-Paul Céalis interviendra avec ses objets « impossibles ». Huftres, vins de Bourgogne et délicatesses chinoises annoncées.

★ Cité internationale, 21, boule vard Jourdan, Paris-14°. Mº Cité-Universitaire, 19 h 30, le 16, Tél.: 45-89-38-69. De 55 Fà 110 F

UNE SOIRÉE À PARIS

Europa Galante Ce sont les I Musici baroqueux d'aujourd'hui ; leur version (opus 111) des Quatre Saisons de Vivaldi s'est vendue comme des petits pains. En guise de bûche de noël sonore, on ne se plaindra pas d'une telle scie musicale... Théâtre des Champs-Elysées, 15,

avenue Montaigne, Paris-8. Mº Alma-Marceau. 11 heures, le 17. Tél. : 49-52-50-50. Location FNAC, 100 F. Adamo

Messager de paix, franc partisan des réconciliations nationales, le gentil jeune homme de Vous permette: Monsieur, l'adolescent des années 60, s'implique dans la géopolitique avec une généreuse légèreté. Des nouveautés et des classiques.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-&. M. Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 16 ; 18 heures, le 17. Tél. : 47-42-25-49. Location FNAC, Virgin. De 160 F à 250 F. Soirée au profit de l'AICF Une avant-première du film Le Maître des éléphants sera donnée

à l'UGC Ciné-Cité (veille de la sortie officielle du film) en présence de son réalisateur, Patrick Grandperret, et de Jacques Dutronc, principal interprète. Soirée Bu profit de l'Action internatio-

nale contre la faim. UGC Ciné-Cité Les Halles, niveau 3. accès Porte du jour. Tél.: 53-80-88-50 (réservation abligatoire). 300 F. Vishwan Mohan Bhatt Originaire du Rajasthan, Vishwan

Mohan Bhatt fut Pélève de Ravi Shankar, Il B choisi un instrument peu courant en Inde, la guitare. ici accordée à la facon du sitar et ionée avec une boule de verre. dans la meilleure tradition de la

vichitra vina. Ce musicien inventif a joué avec Ry Cooder, et a développé un style d'une très grande modernité en compagnie d'un flùtiste aquatique, Renu Mojumdar, et d'un virtuose du santour, Tarun

Batacharva. Théâtre de la Ville, 2, ploce du Châtelet, Paris-4. Mº Châtelet. 17 heures, les 16 et 17. Tél.: 42-74-22-77. Location FNAC. 80 F.

mandle, 8º (36-68-49-56); UGC Opéra, 9 (36-68-21-24); Majestic Bastille, 11 (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Mistral, 14° (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet 8eaugrenelle, 15º (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathé Wepler, 18º (36-

68-20-22; res. 40-30-20-10). AU PETIT MARGUERY (Fr.): Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14; rés. 40-30-20-10); 5ept Parnassiens, 14º (43-20-32-BAD BOY BURBY (*) (Austr., v.o.):

Epée de Bois, 5° (43-37-57-47); Action Christine, 6° (43-29-11-30; 36-65-70-LE BALLON BLANC (iranien, v.o.): Gaumont Opera Imperial, 2" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Baau-bourg, 3" (36-68-69-23); Europa Parthéon (ex-Reflet Panthéon), 5° (43-54-15-04); Le Balzac, 8° (45-61-10-60); 14-

Juillet 8astille, 11° (43-57-90-81; 36-68-

LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ (Fr.) : UGC Ciné-cité Les Halles, 1" (36-68-68-58); Rex, 2" (36-68-70-23); 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23); 14-Juillet Hautefeuille, 6' (46-33-79-38; 36-68-68-12); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83; 36-68-68-12); UGC Montparnasse, 6" (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-0B: 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 5aint-La-zare-Pasquier, 8° (43-87-35-43; 36-65-71-88; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8 (35-68-49-56); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); Majestic Bastille, 11* (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12" (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13" (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miramar, 14* (36-65-70-39; res. 40-30-20-10); 14-Juillet 8eaugrenelle, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 15° (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17* (36-68-37-34); Pathé Wepler, 18º (36-68-20-22; rés. 40-30-20-10); Pathe Wepler, 18* (36-68-20-22; rès. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

CA TOURNE A MANHATTAN (A., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tatl, 5º (43-54-51-60); Publicis Saint-Germain, 6" (36-68-75-55), LA CEREMONIE (Fr.) : 14-Juillet Haute-

feuille, 6" (46-33-79-38; 36-68-68-12). LA CHANTEUSE DE PANSORI (coréen v.o.) : 14-Juillet Hautefeuille, 6° (46-33-79-38 : 36-68-68-12). CLOCKERS (**) (A., v.o.) : Gaumont Les

Halles, 1" (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Les Trois Luxembourg, 6° (45-33-97-77; 36-65-70-43); Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opèra Français, 9° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); La Bastille, 11° (43-07-48-60): Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32(36-68-48-24); Le Balzac, 8º (45-61-10-60); Les Montparnos, 14" (36-65-70-42 ; rés. 40-30-20-10)

LISBONNE STORY (All.-Por., v.o.): Cinoches, 6" (46-33-10-82); Lucernaire,

6" (45-44-57-34). MADAME RUTTERELY (Fr. vo.) - Galle mont Les Halles, 1º (36-68-75-55 : rés. 40-30-20-10); L'Arlequin, 6º (36-68-48-24; res. 40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23; 36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-88; rés. 40-30-20-10); Escurial, 13⁻ (36-68-48-24 res 40-30-20-10)

NELLY ET M. ARNAUD (Fr.) : UGC Cinecité Les Halles, 1º (36-68-68-58); UGC Danton, 6º (36-68-34-21); Biarritz-Majestic, 8° (36-68-48-56; res. 40-30-20-10); UGC Opera, 9° (36-68-21-24); Gaumont Alesia, 14 (36-68-75-55 ; res. 40-30-20-10); Bienvenüe Montpar-nasse, 15- (36-65-70-3B; res. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17* (36-68-31-34). L'OPÉRA DE QUAT'50U5 (Fr., v.o.) : Le

Quartier Latin, 5: (43-26-84-65). POCAHONTAS, UNE LÉGENOE IN-OIENNE (A., v.o.): UGC Ciné-cité Les Halles, 1ª (36-68-68-58): UGC Odeon, (36-68-37-62); George-V, 8* (36-68-43-47): Gaumont Kirsonanorama, 15' (43-06-50-50; 36-68-75-15; rés. 40-30-20-10); v.f.: UGC Ciné-cité Les Halles, 1* (36-68-68-58); Rex (le Grand Rex), 2* (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6º (36-65-70-14; 36-68-70-14); UGC Odéon, 6" (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 8" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8* (36-68-43-47) ; Les Nation, 12* (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12- (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13-68-22-27); UGC Gobelins, 13" (36-68-22-271 : Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Miramar, 14-(36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, 15' (43.06-50-50; 36-68-75-15; res. 40-30-20-10); UGC Convention, 15* (36-68-29-31); Majestic Passy, 16' (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17' (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18: (36-68-20-22; res. 40-30-20-10); Pathe Wepler, 18º (36-68-20-22; rès, 40-30-20-10); Le mbetta, 20' (48-36-10-96; 36-65-71-44; res. 40-30-20-10).

PRÉTE A TOUT (A., v.o.): UGC Ciné-cne Les Halles, 1" (36-68-68-58); Les Trois nbourg, 6' (45-33-97-77; 36-65-70-43) : UGC Danton, 6" (36-68-34-21) : UGC Rotonde, 6º (36-65-70-73; 36-68 41-45); UGC Champs-Elysées, 8° (36-68-66-54); UGC Opéra, 9° (36-68-21-24); La Bastille, 11° (43-07-48-60); Escurial, 13° (36-68-48-24; res. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); Pathe Weplei, 18º (36-68-20-22; rés. 40-30-20-10); v.f.: Rex, 2 (36-68-70-23); 8retagne, 6" (36-65-70-37; res. 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12r (36-68-62-33); UGC Gobellns, 13° (36-68-22-27); Mistral, 14 (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10): UGC Convention, 15" (36-68-29-31); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; rés, 40-30-20-10).

5* (43-25-72-07 : 36-65-70-64). L'ESPION NOIR (A., v.o.) : Action Christine 6: (43-29-11-30 : 36-65-70-62) GILDA (A., v.o.): Grand Action, 5r (43-29-44-40; 36-65-70-63;

LA HAUTE SOCIÈTÉ (A., v.o.) : Mac-Mahon. 17* (43-29-79-89 : 36-65-70-48). LAURA (A., v.o.): Action Ecoles, 5: (43-25-72-07; 36-65-70-64). LA NUIT AMÉRICAINE (Fr.) Le Cham po-Espace Jacques-Tati, 5/ (43-54-51-

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.): Cenfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15' (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10).

TO BE OR NOT TO BE (A, v.o.): Reflet Médicis I, 5: (36-68-48-24). TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A v.o.) : Action Christine, 6: (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

ZAZIE DANS LE METRO [Fr.] : Studio Galande, 5' (43-26-94-68; 36-65-72-05; res. 40-30-20-10); Denfert, 14' [43-21-41-01); Saint-Lambert, 15' (45-32-91-68).

FESTIVALS

2º FESTIVAL OF FILMS GAYS ET LES-BIENS DE PARIS (v.o.), American Center, 12' |44-73-77-77|. Totally f... ed Up. sam. 15 h ; Madagascar Skin, dım. 15 h; Uomini, Uomini, Uomini, dim. 17 h; Exit, sam. 14 h; Coming Out Un-der Fire, sam. 14 h; Family Values, sam, 16 h; Rediffusion de la séance d'ouverture, sam, 17 h; German Song, sam. 1B h; The Body of a Poet: A Tribute to Audre Lorde, sam. 18 h : Ain't that a Shame, sam. 19 h; Portrait d'une presidente, sam. 20 h : After the Revolution, sam. 20 h : Postcards from America, sam. 21 h , 1 Will Survive, sam, 22 h; Cum, sam. 22 h; Two Women at Tea, sam. 22 h; Des courts et des couleurs, dim. 14 h; Sweetness, dim. 14 h; Fiction and the Other Truths, dim. 16 h.

ANTHOLOGIE OU WESTERN (v.o.), Grand Action, 5' 143-29-44-40), le Gauchei, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Rio Bravo, dim, 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Fureur apache, lun 14 h, 16 h, 1B h, 20 h, 22 h; L'Homme qui tua Liberty Valance, mar. 14 h, 16 h 30, 19 h,

AVANT-PREMIERE, Studio 28, 18º (46-06-36-07). Le Maitre des elephants,

BUNUEL ARCHITECTE OU RÉVE, Reflet Médicis II, 5' (36-68-48-24) Le Charme discret de la bourgeoisie, mar, 12 h. CINE-CLUB CLAUGE-JEAN PHILIPPE, L'Arlequin, 6º (36-68-48-24), Les Ap-

LE CINÉMA TURC (v.o.), L'Entrepot 14° (45-43-41-63). Le Voyageur, sam. 1B h, dim. 22 h, mar. 16 h; 5iffle si tu re-viens, sam. 16 h 15. dim. 20 h 15. mar. 14 h; Berlin, Berlin, sam. 20 h, lun, 14 h, mar. 18 h; Deux Femmes, sam. 14 h, dim. 18 h, Jun. 22 h; Voyage de nuit, dim. 16 h. lun. 20 h : Cœur de verre, sam. 22 h, lun. 16 h, mar. 20 h; La Pleine Lune, dim. 14 h, lun. 18 h,

mar. 22 h. CINÉMÉMOIRE, Centre culturel suisse, 3° (42-71-38-38). Alexis la douceur, me-tis, sam. 15 h ; Les Brûlés, sam. 18 h 30 ; Les Beautes du Québec, dim. 15 h. ONÉMÉMOIRE, Theâtre national de la Colline, 20° (44-62-52-52). L'Ame des moulins, Jun. 20 h.

CINÉMÉMDIRE, Centre culturel suédols, 3' (44-78-80-20). La Couronne de fer, sam. 15 h; La Cavalerie heroique, 18 h 30; Malombra, sam. 20 h 30: Fra Diavolo, dlm. 15 h: Chemises rouges, dim. 18 h 30; Theodora, impératrice de Byzance, dim. 20 h 30. DE LA RÉSISTANCE CINÉMATOGRA-PHIQUE, L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63). Revivre, dim. 22 h, lun. 20 h, mar. 18 h;

16 h. lun. 20 h. mar. 16 h. EGYPTE : CENT ANS DE CINÉMA (v.o.). Institut du monde arabe, 5º (40-51-39-91). Ces messieurs les hommes, sam. 14 h 30 ; Les Rèves de Hind et Camélia, sam. 17 h : Tamr Henna, dim. 14 h 30 :

EN MUSIQUE ET EN CHANSONS. Centre Wallonie-Bruxelles, 4 (42-71-26-16). Golden Eighties, sam. 15 h; Le Maitre de musique, sam. 18 h ; Le Far-West, sam. 20 h 30, dim. 15 h; Le Joueur de violon, dim. 18 h ; Jeudl on chantera comme dimanche, dim. 20 h 30 ; Fète de quartier, mar. 15 h ; Just Friends, mar. 1B h; Rendez-vous

Bray, mar. 20 h 30. FÉMININ-MASCULIN, Centre Pompidou. Studio 5-Cinèma du Musée, 4° (44-78-12-33). La Collectionneuse, sam. 20 h; Les Amants crucifiés, dim. 20 h; Anatomie d'un rapport, lun. 20 h. FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet Medicis II. 5: (36-68-48-24), Journal intime. dim. 12 h 05 ; Bianca, lun. 12 h 05. LA FÈTE À BOURVIL Studio 28, 18° (46-06-36-07). La Grande Frousse, sam.

15 h. 17 h : Le Cœur sur la main, sam. 19 h, 21 h 30; La Grosse Caisse, lun. 17 h, 19 h 30. FRANÇOIS TRUFFAUT, LE CINÉMA ET LA VIE. Studio des Utsulines, 5º (43-26-19-09). La Peau douce, sam. 13 h 45, Iun. 22 h 15 : Vivement dimanche! dim. 15 h 45 ; L'Homme qui aimait les

glaises et le continent, dim. 21 h 45, mar. 15 h 10. HISTOIRE DU CINÉMA FRANÇAIS, LE République, 11° (48-05-51-33). One-sime et le cœur de tzigane, mar. 17 h 30; L'Atalante, lun. 16 h; Le Jour

femmes, sam. 17 h 45 : Les Deux An-

se lève, lun. 18 h. HISTOIRE OU CINEMA FRANCAIS. Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09). Ti-Pickpocket, sam. 16 h; Cleo de 5 à 7, dim. 18 h, mar. 17 h 35; Ascenseur pour l'échafaud, sam. 21 h 45, dim. 14 h, lun. 20 h 30; L'Enfance nue, mar. 13 h 30; Celine et Julie vont en ba teau, lun. 13 h 30; Nuit et Brouillard, dim. 19 h 45, lun. 18 h 45.

HOMMAGE A KIAROSTAM! (v.o.), L'Entrepôt, 14° (45-43-41-63). Le Passager, sam. 18 h, dim. 16 h, lun. 14 h, mar. 14 h. 20 h : Devoirs du soit, dim. 14 h. 22 h, lun. 18 h, 22 h, mar. 14 h, 18 h; Close up, sam. 16 h, 22 h, dim. 1B h,

lun. 16 h, mar. 16 h, 22 h. LES INGÉPENGANTS AU RÉPUBUC. Le République, 11º (48-05-51-33). Asien-

tos, lun, 20 h 30. LES INEOITS D'ITALIE (v.o.), Latina, 4º 145-49-60-60), L'Air paisible de l'Occident, dim. 14 h. 18 h. 18 h. 20 h. 22 h; Ainsı parlaıt Bellavista, sam, 14 h, 16 h, 16 h, 20 h, 22 h; Una storia semplice. lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Nero, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

L'INTÉGRALE BERGMAN (v.o.), Le Quartier Latin, 5- (43-26-84-65). Cris et Chuchotements, sam. 14 h 15, 18 h 15 ; Le Septieme Sceau, dim. 14 h 15, 18 h 15; Sonate d'automne, lun. 14 h 15, 18 h 15, 22 h 05; La Source, mar. 14 h 15. 18 h 15. 22 h 05. INTEGRALE WOJCIECH J. HAS, Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5' (43-54-51-60). La Clepsydre, sam. 15 h 30, 17 h 50, mar, 15 h 30, 17 h 50 ; Le Manuscrit trouvé à Saragosse, dim. sam. 18 h : L'Art d'être aime, dim. 18 h. mar. 1B h; La Poupée, lun. 15 h 30; Adieu jeunesse, lun. 1B h ; L'Or de mes

reves, lun. 18 h 20 KENJI MIZOGUCHI I v.o.), Denfert, 14: (43-21-41-01). Les Amants crucifies, lun. 20 h; La Rue de la honte, lun. 22 h; Le héros sacrilege, mar. 22 h : Oésus humains, lun. 1B h ; Les Contes de la lune vaque apres la pluie, mar. 16 h. MARIA KOLEVA FILMS, Cinoche Video 5' (47-00-61-31). Isabelle et les 27 vo leurs, une leçon, sam. 18 h, dim. 17 h, lun. 18 h, mar. 18 h; Annie Vacelet, psychogeographe, sam. 12 h, dim. 12 h : John, le dei nier ouvriei sur terre. dim. 15 h ; Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht, lun. 20 h; Paroles tues ou aimer à Paris en étrangere, sam, 20 h; L'Etat de bonheur per manent, dim, 19 h.

LA NUIT EROTIQUE (v.o.), Racine Odeon, 6" (43-26-19-68) Supervixens, sam. Oh; L'Empire des sens, sam. 1 h 45; La Bète, sam. 3 h 30. NUTS AVENTURES, ACTION, SCIENCE-FICTION (v.o.), Max Linder Panorama.

9- (48-24-88-88). Retour sur Terre : Stat Trek IV. sam. 0 h 15.

LES RENCONTRES DU FESTIVAL D'AN-NECY (v.o.), 14-Juillet Pamasse, 6* 143-26-58-00), Anni Ribelli, lun, 14 h ; Banditi, sam. 20 h, mar. 14 h; 8elle al 8ar. sam. 1B h : Bidoni, sam. 14 h : Diario Senza Date, mar. IBh; Empoli 1991, lun. 22 h : Era meolio morire da piccoli, dim. 13 h 45 ; Il Mondo alla rovescia, lun. 16 h; il Verificatore, dim. 15 h 30; lo e il Re, dim. 17 h 15; L'Anno prossimo vado, a letto alle dieci, sam. 22 h, mar. 16 h : L'Assassino et Quello con le Scarpe Gialie, lun. 20 h ; L'Uomo projettile, dim. 19 h; Marciando nel Buio, Jun. 18 h; Nella Mischia, dim. 22 h 30 : Nemici d'infanzia, sam. 16 h ; Pieggio di cosi si muore, mar. 20 h; Soldato ignoto, dim. 20 h 45. SOIRÉES DE L'AURORE-AUTOUR DE

CLAIRE SIMON, Studio des Ursulines, 5° 143-26-19-09). Le Crime de M. Lange, mar. 19 h 30; Coûte que coûte, mar 21 h 30 WERNER FASSBINDER (v.o.), Acca-

tone, 5" (46-33-86-86). Le Matiage de Maria Braun, mar. 17 h 10 ; L'Année des treize lunes, sam. 16 h 30; les Larmes amétes de Petra von Kant, dim 17 h 40 : Lola, une femme alle mande, lun. 14 h; Le Secret de Veronika Voss, lun. 16 h. WIM WENOER5 (v.o.), Accatone, 5"

(46-33-86-86). Jusqu'au bout du monde, sam. 21 h 10 ; L'Ami americain,

LA CINÉMATHÉQUE

PALAIS OF CHAILLOT (47-04-24-24) **OIMANCHE**

Tel(no Tales (1938, v.o. traduction slmultanée), de Leslie Fenton ; Inflation de Cyril Raker Endfield, 16 h 30 ; Film 10 h . Katel Bakar (un e + f) d'U Wei 8in Hajisaari, 21 h 30; Tukaram (1921), de Dhundira Govind Phalke: Raja Harischandta (1913), de Dhundira Govind Phalke; Sinhastha Mela (1920-1921), de Dhundira Govind Phalke, 14 h; Acchut Kanya (1936, v.o. hindi, traduction simultanée), de Franz Osten, 18 h ; Prem Sanyas (1925), de Franz Osten, Himansu Rai, 21 h. SALLE RÉPUBUQUE (47-04-24-24)

OlMANCHE Histoire d'un studio : La 20th Century Fox: Mister Moto court sa chance (1938, v.o.), de Norman Foster : Charlie Chan at Monte Carlo (1938, v.o.), d'Eugène Forde, 17 h; Mister Moto's mble (193B, v.o.), de James Tinling; Mister Moto dans les bas-fonds (1938, v.o.), de Norman Foster, 19 h 30; Mister Moto dans les bas-fonds (1938, v.o.), de Norman Foster; Charlie Chan at the Race Track (1936, v.o.), de h. Bruce Humberstone, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) **CIMANCHE**

Hommage à l'Institut Lumière : La Vérité sur Bébé Donge (1951), d'Henri Decoin, 14 h 30 ; Le Journal d'une femme de chambre (1946), de Jean Re-nou. 17 h 30 ; Juste avant la nuit (1971), de Claude Chabrol, 20 h 30. LUNOI

Hommage à l'Institut Lumière : L'Amateur (1979, v.o. s. t f.l, de Krzysztof Kiesłowski, 14 h 30 ; Les Trois Couronnes du matelot (1982), da Raoul Ruiz, 17 h 30; The Memory of Justice, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30) DIMANCHE

Côté rue, côté cour : Fenètre sur Paci-fique 11990, v.o. s. t. f.), de John Schlesinger, 14 h 30 : Charulata (1964, v.o. s. t. f.), de Satyajit Ray, 16 h 30; La De-couverte (1980), d'Arthur Joffe; Toujours seuls (1991), de Gerard Mordillat, 19 h : Cinemémoire : 5ur la barricade (1907), d'Alice Guy; Madame a des envies; Madame Alice Guy tourne un phonoscène i 1906i, d'Alice Guy; Félix Mayol chante questions indiscretes (1906), d'Alice Guy: Le Jardin oublié. la vie et l'œuvre d'Alice Guy (1995), de Marquise Lepage, 21 h.

(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

CINEMA

NOUVEAUX FILMS DERNIÈRE FRONTIÈRE Film hongrois de Peter Gothar, avec Mari Nagy, Mari Töröcsik, Jozsez Szarvas, Valentin Teodosiu, Misu Dimvale, Andrel Finti (1 h 25). VO: 14-Juillet Beaubourg, 3. (36-68-69-23); Le Quartier Latin, 5. (43-26-84-

. . . .

65). DES ANGES ET DES INSECTES Film britannique de Philip Haas, avec Mark Rylance, Kristln Scott Thomas, Patsy Kensit, Jeremy Kemp, Douglas shall. Annette Badland (1 h 57). VO: UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, (36-68-68-58); Racine Odeon, 6° (43-26-19-68: réservation: 40-30-20-10); Le 8alzac, dolby, 8 (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81: 36-68-69-27); Sept Parnassis

PICO ET COLUMBUS . Dessin animé allemand de Michael

(43-20-32-20; reservation: 40-30-20-

Schoemann, (1 h 20). Schoemann, (1 n 20). VF: 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-69-23); 14-Juillet Parnasse, 6° (43-26-58-00; 36-68-59-02); 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6° (46-33-79-38; 36-68-68-12); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14; réservation : 40-30-20-10); Le République, 114 (48-05-51-33); Les Montparnos, 14* (36-65-70-42; réservation : 40-30-20-10).

LE PRÉSIDENT ET MISS WADE Film américain de Rob Reiner, avec Michael Douglas, Annette Bening, Mar-tin Sheen, Michael J. Fox (1 h 55). VO : Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC 55; reservation: 40-30-20-10); UGC Danton, dolby, 6• (36-68-34-21); UGC Rotonde, dolby, 6• (36-65-70-73; 36-68-41-45); Gaumont Marignan, dolby, 8• (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8° (36-68-49-56) : UGC Opéra, dolby, 9° (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11° (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13* (36-68-75-55; reservation : 40-30-20-10); 14-Juli-(et 8eaugrenelle, doiby, 15° (45-75-79-79 : 36-68-69-24) ; UGC Convention, (36-58-29-31) : Pathé Wepler, dolby, 18° (36-68-20-22; reservation: 40-

VF: Rex, dolby, 2 (36-68-70-23); Bretagne, dolby, 6* (36-65-70-37; réserva-tion: 40-30-20-10); Paramount Opéra, dolby, 9* (47-42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dolby, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; reservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, dolby, 13* (36-68-22-27); Gau-mont Alésia, 14* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

SMOKE Film américain de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker (1 h 50). VO ; Gaumont Les Halles, 1" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juil-

2

'let Beaubourg, dolby, 3º (36-68-69-23); Le Saint-Germain-des-Prés, Saile Saint-André-des-Arts II, dolby, 64 (43-26-80-25); La Pagode, 74 (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); Gaumont 9º (36-68-75-55; réservation: 40-30

Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réser vation: 40-30-20-10); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96; 36-65-71-44; réser-

Michel, 5º (44-07-20-49).

97-77 : 36-65-70-43) AU BEAU MILIEU DE L'HIVER (Brit., 68-68-58); UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14; 36-68-70-14); UGC Odéon, 6" (36-68-37-62) ; La Pagode, 7" (36-68-75-07 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Nor-

G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23) Champs-Elysées, dolby, 8 (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Max Under Panorama, THX, doiby, 9* (48-24-88-88; réservation : 40-30-20-10) : La Bastille, dolby, 11° (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13° (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Miramar, dolby, 14" (36-65-70-39; reservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24); Majestic Passy, dolby, 16° (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18º (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10). VF: Gaumont Opéra Français, dolby, 20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, dolby, 15

(36-68-75-55; réservation: 40-30-20-LES TROIS FRÈRES Film français de Didier Sourdon, Bernard Campan, avec Pascal Legitimus, Bernard Campan, Didier Bourdon, Antoine du Merle, Anne Jacquemin, Ma-

rine latinet (1 h 40). UGC Ciné-cité Les Halles, 1" (36-68-68-58); Rex. dolby, 2* (36-68-70-23); UGC Odéon, 6* (36-68-37-62); UGC Montrnasse, 6º (36-65-70-14; 36-68-70parmasse, 6" (36-63-70-14; 36-68-75-14); Gaumont Marignan, dolby, 8" (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8" (36-68-43-47); Sa(nt-Lazare-Pasquier, dolby, 8" (43-87-35-43; 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, dol-by, 12* (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12: (36-68-62-33); UGC Gobe-(ins, 13 (36-68-22-27); Mistral, dolby. 14° (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79; 38-68-69-24); UGC Convention, dolby, 15° (36-68-29-31); UGC Malliot, 17° (36-68-31-34); Pathé

vation: 40-30-20-10) LES EXCLUSIVITÉS

A LA VIE, A LA MORT I (Fr.): Epée de Bois, 5º (43-37-57-47); Espace Saint-L'AMOUR MEURTRI (It., v.o.): 14-Juil-let Beaubourg, 3° (36-68-69-23); 14-Juillet Hautefeuille, 6° (46-33-79-38;

LES ANNÉES DU MUR (Fr.-All.-Suis., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6º (46-33v.o.): UGC Cine-cité Les Halles, 1- (36-

20; rès. 40-30-20-10). CONTE DES TROIS DIAMANTS (8el.-

Brit.-palestinien, v.o.): Espace 5aint-Michel, 5* (44-07-20-49). LE COUVENT (Fr. Por., v.o.): Lucernaire, 6" (45-44-57-34). LA CROISADE D'ANNE BURIDAN (Fr.):

Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49). CROOKLYN (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1" (36-65-70-67); Epée de Bois, 5" (43-37-57-47); Les Trois Luxembourg, 6 (45-33-97-77; 36-65-70-43).

CROSSING GUARD (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, 2° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83; 36-68-68-12); Gaumont Marignan, 8º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11* (43-57-90-B1; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 13* (36-68-75-13; res. 40-30-20-10); Bienven0e Montparnasse, 15 (36-65-70-3B; rés. 40-30-20-10); v.f.: Gaumont Opéra Français, 9º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10) DOUCE FRANCE (Fr.) : Espace Saint-Mi-

chel, 5º (44-07-20-49) LA FILLE SEULE (Fr.): Gaumont Opéra Impéria(, 2° (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-88-69-23); Saint-André-des-Arts I. 6°

(43-26-48-18); 5ept Parnassiens, 14-(43-20-32-20; rés. 40-30-20-10). LA FLEUR DE MON SECRET (Esp., v.o.): Latina, 4 (45-49-80-60); Les Trois embourg, 6° (46-33-97-77; 36-65-70-43); Sept Parnassiens, 14 (43-20-

32-20 ; rés. 40-30-20-10). LES FRÈRES MCMULLEN (A., v.o.) : UGC Ciné-cité Les Halles, 1" (36-68-68-58); UGC Odéon, 6" (36-68-37-62); UGC Rotonde, 6" (36-65-70-73; 36-68-41-45); UGC Triomphe, 8" (36-68-45-47); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Mistral, 14º (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10). LE GARÇU (Fr.): 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00; 36-68-59-02). LAND AND FREEDOM (Brit., v.o.) : UGC Ciné-cité Les Halles, 1" (36-68-68-58);

Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5º

(36-68-20-22; rés. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96; 36-65-71-4 ; rés. 40-30-20-10).

UNOERGROUNO (europeen. v.o.): 70-67): Saint-André-des-Arts I, 6' (43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14' (43-20-32-20 : rés. 40-30-20-10,

ORÔLE DE DRAME (Fr.) : Action Ecoles,



PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT (Austr., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). LE REGARO D'ULYSSE (Gr., v.o.): Lucer-SANS COUTE LES ANNÉES QUI

PASSENT (Fr.): Espace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49). SEARCH & OESTROY (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); George-V, 8" (36-68-43-47); Sept Parnassiens, 14' (43-20-32-20 ; res. 40-30-20-10).

SUPER NOEL (A., v.o.): UGC Ciné-cite Les Halles, 1" (36-68-68-58); Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-101; UGC Triomphe, 8° (36-68-45-47); v.f.: UGC Cinè-cité Les Halles, 1° (36-68-68-58); Rex, 2° (36-68-70-23); UGC Montpar-nasse, 6° (36-65-70-14; 36-68-70-14); Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8 (36-68-45-47); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-101; UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Gaumont Alèsia, 14° (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15' 136-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18'

LES REPRISES

CASINO ROYALE (Brit., v.o.): Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5r (43-54-51-

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8" (42-56-52-78; 36-68-75-55); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-54-46-B5; res. 40-30-20-101; Saint-Lambert, 15" (45-32-91-6B).

SAMEDI 16 DÉCEMBRE

SAMEDI 1				
TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3		
rtissement : tion de Miss France 1996. ente par Jean-Pierre Foucault.	20.45 Magazine : Mirolr, mon beau miroir. Présenté par Nagui.	20.50 Téléfilm : Pastour, cinq années de rage. De luc Bancolo.		

20.45 Dive Elect Spectacle de Xavier et Geneviève de Fontenay. Jury préside par Gilbert Bécaud. Les téléspectateurs peuvent voter par tél.: 36.66.40.50 (3.71) l'appel) et Minitel 36.15 TF1 (1,29 F 23.15 Téléfilm : Désir fatal.

Oe Fred Dien Ray. 0.45 Magazine: Formule foot. 1.20 Journal, Météo. 1.35 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.); 1.55, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [2/6]: 2.45. Histoires naturelles (et 4.00, 5.00); 3.35, Intrigues; 4.30, Serie; Côte cœur; 4.45, Musique.

CÂBLE

TV 5 19 00 Y'a pas match.19.25 Mèteo des ong continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF En direct. 20.00 Téléfilm: La Fête des

pères. De Claude Rich avec Dominique Labou-ner, 21.30 Télécinéma, 22.00 Journal de France

2, Edition de 20 heures. 22.40 Perdu de vue

0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3, 1.00

PLANÈTE 19,15 La Réhabilitation de deux

cités marseillaises. De 8. Marquet, M. Pecheral, I. Lemaitre et H.P. Amar. 19.40 L'Homme

technologique. [9/8] De Hugh Mason. 20.35 Chemins de fer. [8/12] De Lima à La Paz. De Nick Lera et Tony Morisson. 21.35 Le Roman

de France. [6/6] Les Trois Sœurs provençales. De Dominique Delouche, 22.05 Vallis Clara.

O'Amalia Escriva, 27.55 Pianos en Jete. De

François Gauducheau. 23.45 ▶ Lijiang, la

Chine au-delà des nuages. [1/4] Un meurire dans la ville. De Phil Agland, 0.30 Les Splen-deurs de la mer de Cortez. De Howard Hall

Journal de la TSR. En direct (30 min)

22.55 Spectacle : Smain, compil'à l'Dlympia (2º partie). Spectacle enregistré en octobre 1993. Avec Alain Bernard, pianiste. 23.55 Les Films Lumière. 0.00 Journal Météo.

0.15 Programmes de nuit.

Documentaire : Le Royaume du passage, d'Eric Cloué; 1.35, Tatort; 3.00, Les Grands Travaux du monde : 3.50. Opéra sauvage ; 5.00, Bouillon de culture (rediff.) 6.05. Dessin animé.

POPB. 23.50 Paris demière. 0.40 A bout por-

CANAL 3 17.50 Captain J. 18.00 Les Ptits

Futès. [7/26]. Ramadane, guide des pyramides. 18,15 Regarde le monde. 18,30 Tarmac, 19,00

Serie: Les Twist. 19.30 Prince Valiant. 20.00

CANAL JIMMY 21.00 Série : Angela, quinze

ans. Tendres années. 21.50 Série : Le Frelon

vert. Laissez-leur assez de corde. 22.15 Chro-

sion, 22,50 Tas pas une idée ? 23,50 Road

fest. 0.15 Série : Seinfeld. 0.40 Série : Oream

SÉRIE CLUB 19,05 Le Club. 19,15 Série :

Models Inc., Retour au bercail. 19,55 Série : Miama Vice (et 0.00). La Filière asiatique. 20,45

Série : Schimanski. Les Deux Faces de la vérité.

22,20 Série : Combat. Au son du jazz. 23,10 Sène : Au-delà du réel, l'aventure continue. Les

Yeux de la peur (50 mln). 0.45 Série : Le

MCM 19.30 L'invité de marque. Alam Sou-

chon. 20.00 Eurotrash. 20.30 MCM Euromu-siques Nordica. 21.30 Buzz Tee Vee, 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19:30 European Top 20. 21,30 Model 95, 22,00 Reject 1 Resist 1 Rebel I 22,30 Safe & Sexy. 23.00 Zig & Zag : The Best of 1995, 0.00

FRANCE 2

Le monde est à vous, avec Sacha

Le Butin de Pergame sauvé des

L'Ecole des fans, avec Enrico Magas; Ainsi font, font, font.

12.00 Magazine : Polémiques

15.05 Documentaire: Cousteau.

16.05 Dimanche Martin (suite).

18.45 Magazine : Dėjā dimanche.

Nadège Oubospertus.

19.25 Magazine : Déjà le retour.

(et 3.15).

12.50 Météo (et 13.15).

12.55 Loto, Journal.

Oistel.

17.50 Stade 2 (et 5.05).

19.59 Journal, Météc.

13.25 Dimanche Martin.

Retour du Saint, Le Cauchemar (45 min).

nique du chrome, 22.20 Série : Liquid Televi

ant. Salvatore Adamo (40 min).

On. (25 min).

Les cinq années (1880-1885) qui aboutirent à la découverte du vaccin contre la rage et pendant les-quelles Louis Pasteur dut à la fois se battre contre ce qu'il appelait « l'impénétrable mystère de la vie et de la mort », mais aussi contre ses nombreux ennemis qui l'accusaien de ne pas être médecin. 22.30 Les Dossiers de l'Histoire. Loin d'Hollywood, l'art européen du

cinéma muet. [3] Oomaine alle-23.35 Météo, Journal. 0.00 Musique et compagnie Le Tour d'Europe des musiques 1.00 Musique Graffiti. Langsam getragen de Schumann. par Michel Dalberto, piano (20 min).

Yo I MTV Raps: The Best of 1995 (120 min).

EUROSPORT 9.55 Biathlon. En direct. Coupe du monde, à Holmenkollen (Norvège). 11.20

Ski. En direct. Coupe du mande : descente

darnes, à Saint-Anton (Autriche). 12.40 Ski. En direct, Coupe du monde : descente messieurs,

à Val Gardena (Italie). 14.15 Saut à skis. En

direct. Coupe du monde. Grand tremplin, Chamonix. 19.00 Boxe. Championnat du

Tetteh (Ghana). 19.55 Basket-ball. En direct.

Championnat de France Pro A. 14º journée

Antibes-Montpellier, 21.30 Equitation. En dif

féré. Coupe du monde de saut d'obstades, à Londres. 22.30 Golf (120 mm).

CINÉ CINÉFIL 18,30 Gare au percepteur.

Film americain de Walter Lang (1950, N., v.o.). 19.55 Actualités Pathé nº 2, 20.50 Le Club.

22.05 Hollywood Backstage. 23.00 Le Verdict.

11 Firm britannique de Peter Glerwille (1962,
N., v.o.). 0.55 C'étaient des hommes. 11 II Film
américain de Fred Zinnemann (1950, N.,

CINÉ CINÉMAS 18.30 Téléfilm : Tel père, quel fils ! De Jay Sandrich (1992). 20.00 Holly-wood 26. 20.30 Téléfilm : Le Masque de

Satan. De Lamberto Bava (1989). 22.05 Sally

Field 22:30 Martin Scorrese: Les films que

l'aime, 23.00 T'es heureuse ? Moi, toujours.

Film français de Jean Marboeuf (1983, 85 min).

20,45 Téléfilm Au páril de ma vie Oe Oesmond Davis, avec Leslie Caron, Joss Ackland. Pendant la seconde querre mondiale, un jeune peintre américain menant une vie oisive dans un grand hôtel parisien choisit d'aidei la résistance après la mort d'une de

Les Gardiens de la nuit. 1.00 Boulevard des clips (et 6.35). 3.30 Rediffusions. Fréquenstar (Eddy Mitchell); 4.25, Top models, oh, là! là!; 5.15, lazz 6; 6.10, Culture pub.

CANAL +

19.40 Sport: Multifoot. 22.15 Magazine : Jour de foot. 22.55 Flash d'Informations. 23.00 Cinéma : Toxic 🗷

Film américain de Michael Herz et Samuel Weil (1984). 0.15 Série : Babylon 5. [19/24] Combat interstellaire. 0.55 Surprises (et 6.15).

1.00 Sport : Boxe.
Réunion en direct de Philadelphie Combat de poids lourds : Myke Tyson-Buster Mathis. Championnat WBA des poids moyens : Carl Daniels (Etats-Unis)-Julia Cesar Vasquez (Argentine), Championnat WBC-BF des poids super-welters : Terry Norris (Etats-Unis)-Paul Vaden (Etats-Unis). 4.05 Documentaire : Loups

de l'Idaho. De Jim Dotches 4.50 Cinéma : Les Faussaires.

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la darse. Les prises de rôles de La Bayadère, avec Marie-Claude Pietragalla, Carole Arbo, José Martinez, Delphine Moussin. 20.30 Photo Por-trait, Jean-Marc Dabadie, directeur des Editions de l'Imprimerie nationale, 20.45 Nouveau Récertoire dramatique. Trouble fête, de Franco Brusati, 22.35 Musique; Opus. Dix ans de Mémoire en chantant, 0.05 Fiction : Tard dans la nuit, Trois Contes de Guy de Maupassant : La Peur ; Appantion ; La Main, 0.55 Chronique du bout des heures. La main de singe, 1.00 Les

Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20,00 Opéra. Donné le 8 décembre, au Théatre des Champs-Bysées, par le Choeur de Radio-France, François Polgar, chef de choeur, l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate: Osud (Le Destin), opéra en tin, saite; del Janacek, (livret de Janacek et de Fedora Bartosova - Création française), sol, Peter Straka (Zhivry), Livia Aghova (Mila Val-kova), Ida Kirilova (La Mère), Ludovit Ludha (Dr Suda), Didier Henry (Lhotsky). 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'huil. Concert donné le 3 décembre, saile des concerts à la Cité de la Musique, à Paris, par l'Orchestre du Conserva-

Film français de Frédéric Blum (1994). Avec Gérard Jugnot. noire, dic Pascal Ropiné : Eloge de la conso nance, de lansen; Symphonie concertante pour six pianos et orchestre, de Constant; Edfice (concerto pour violon et orchestre), de rizi ; Pèces traversières, de Dutieux ; Timbres, espace, mouvement, de Dutilieux. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. RADIO-CLASSIQUE 20.40 La vegue expressonniste. Symphonie Mathis der Mather, de Hindemith, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein; Concerto

op, 43 WV 66, de Schulhoff, par le Deutsches Kammerphilharmonie, dir. Delfs, sol. Madzar, piano ; Wanderlied im Herbst op. 71, de Krenek, sol. Rideout, mezzo-soprano, Gould, piano; L'Opéra de quat'sous, suite pour orchestre, de Weil, par l'Orchestre Philharmo-nia, dir. Otto Klemperer; Vers la filamme op. 72. de Scriabine, sol. Vadimir Horowitz, piano; Erwartung op. 17, de Schoenberg, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavarose, de Schoenberg, par dir. Scherchen, sol. Laszlo, soprano. 22.40. Da capo. Allegro pour piano à quatre mains D 947, de Schubert, sol. Artur et Karl-Unich Schnabel, pianos; Symphonie nº 9, de Beethoven, par le Chœur Toonkunst d'Amsterdam, l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir, Otto Klemperer, sol. Brouwenstijn, soprano, Hermes, contratto, Haefliger, ténor, Wilbrink, basse. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

ARTE

20.40 Téléfilm : Le Phare. [3/3] Fimme, de Pieter Verhoeff, avec Hans Heerschop. Fimme est de retour mais Fimme a

21.40 ➤ Documentaire: Les Gens des baraques. De Robert Bozzi.

23.10 Magazine: Velvet Jungh Présenté par Velli. Suede: Live in Concert. Introducing the Band; Top Live; Beverly lo Scott; Les Euroc-kéennes de Belfort: Best of 1995; Close up: Rachid Taha; Louise; Série: Les Zombies de la starda-the. Les Zombies de la stardasphère [11/12] Man vs. Monster (v.o.), avec Leonard Nimoy.

0.50 Court métrage : Le Maître flamane de Susan Seidelman (1995), avec Aida Turturro (rediff.). 1.15 Court métrage : Initiation d'une vierge

De Janusz Majevski (1995), avec Marek Kondrat (rediff.). 1.45 Cartoon Factory [14/18]. Village Barber (1930); Laughing Gas (1931); Spooks (1931); Soda Squirt (1933) (rediff.)

2.10 Paris Réunion Sand (30 min)

Les programmes complets de radio, de télévisien et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimenche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision »; □ Film à éviter; a On peut voir; a m Ne pas manquer; # # # Chef-d'œuvre ou classique.

LA CINQUIÈME

L'Acquisition de la marche; Les

Activités de Mélanie ; A quoi servent

les jouets? Comment prendre soin des cheveux de bébé ; Les goûteurs

12.30 Magazine : Fêta des béhés I

de petits pots.

12.57 Agenda de Boël. 13.00 Rintintin.

Voici Rintintin

13.30 Les Grands Maîte

14.30 Teva:

du cinéma

Gilles Grangier.

15.30 Détours de France.

17.00 Le Sens de l'Histoire.

16.00 Documentaire:

Kemp.

Le Peuple jaguer.

De Steve Allen [1/2].

L'Aérodynamique selon Eiffel. 18.57 Le Journal du temps.

Le Procès de Nuremberg, de Tony

3

4002

- et a.

...

4.5

**** #*****

T 24

-- هنه ک ح

يمساه

1.5

.

-

هياهات وال

अक्टूम क पूर्व

Ave

Parents &

. Girgg

A . 7 29.

.

F 753 1,4 والموارية أما

7.16

PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Flop. 19.35 Stars en stock, 20,00 Eco, écu et quoi ? 20,30 Karting. En direct. Masters Indoor 1995, au

TF 1 12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal Météo. 13.20 Série : Walker Texas Ranger. 14.15 Série : Arabesque.

15.10 Série : Le Rebeile. 15.55 Les Dessous de Palm Beach. 16.55 Disney Parade.
Mickey bienfaiteur; Une maman pour Noël (2º partie).

18.00 Des millions de copains. Avec la serie : Seaguest, police des 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invités : Jacques Barrot, ministre du

travail et des affaires sociales Laurent Voulzy: Alain Oanan, pré sident de SolEnSi.

20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.

20,45 Cinema : Flic ou voyou.

22.50 Cinema : Sans retour. **E E** Film américain de Walter Hill (1981).

0.40 Cinéma : Duos sur canapé. 🗌

Avec Keith Carradine.

22.40 Ciné dimanche

3.40 Journal, Météo.

20.45 Cinéma : E.T. 'extraterrestre E E E Film français de Gérard Lautnei (1978). Avec Jean-Paul Belmondo. Film américain de Steven Spielberg (1982). Avec Henry Thomas.

22.50 Variétés : Taratata. Avec Maurane, Ilona Chale, Vaya con Dios.

0.00 Les Films Lumière. 0.05 Journal, Météo. 0.15 Concert : Musiques au cœur. Faust Argentin, d'Affredo Anas.

Film français de Marc Camoletti (1979). Avec Jean Lefebvre. 2.05 Cinéma : La Malédiction de la panthère rose. 1.30 Programmes de nuit. Soko; 2.20, Savoir plus santé (rediff.): 4.00, Okavongo; 4.40, (1978). Avec Peter Sellers. Urti: 6.00. Dessin anime. 3.50 Programmes de nuit. Les Aventures du jeune Patrick Pacard (3/6) ; 4.45, Musique ; 5.05, Histoires naturelles.

DIMANCHE 17 DÉCEMBRE **FRANCE 3**

12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Documentaire: Les Quatre Dromadaires.

Le Réveil des ours bruns. 14.05 Série : New York District. 14.55 Magazine : Sports dimanche. 15.00, Football : tirage au sort de l'Euro 96, en direct de Birmingham ; 15.45. Tierce, en direct de Vin-cennes : 16.05. Basket : Cholet-

Limoges. 17.55 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel. 18.55 Le 19-20 de l'information.

A 19.08, Journal régional 20.10 Divertissement : Débat. De et par Marc Jolivet. 20.15 Divertissement : Benny Hill.

20.50 Série: Inspecteur Derrick. La Compagne, de Günter Grawert avec Horst Tappert.

21.50 Série: Un cas pour deux. Le Secret d'Hélène, de Wolfgang F. Henschel, avec Rainer Hunold.

22.55 Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Lederc ; Invité : Dominique Perben, ministre de la fonction publique; suivi de : A la une sur la trois, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe

23.40 Météo et Journal. 0.00 Cinéma: Chantons sous le pluie.
Film américain de Gene Kelly et Stanley Donen (1951, v.o.).

1.45 Court métrage : We Must Have Music (v.o.). 1.55 Musique Graffiti. Adieu à notre petite étable, de Massenet, lo so l'unite ancella, de Cilea. par Renata Scotto, soprano, Vincenzo Scalera, piano (20 min).

M 6

12.45 Série: Surfers détectives. 13.40 Série : Les Têtes brûlées. 14.35 Magazine : Starnews. 15.05 Magazine : Fráquenstar. Présenté par Laurent Boyer. Les

Incornus. 16.05 Série: Chapeau melon et bottes de cuir. 17.10 Série: Les McKenna. La Mervelle des McKenna : Le Défi.

18.55 Série : Mission impossible, vingt ans après. 19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Les garçons sont de retour. 20.35 Sport 6 (et 0.40). résenté par Stéphane Tortora.

20.45 Magazine : Capital. Présenté par Emmanuel Chain. Le Train de vie de l'Etat. Salaire des ministres: la loi du silence: Fonds secrets, fonds très secrets; Les coulisses d'un voyage; Ambassade: l'image de la France.

22.40 Culture pub (et 4.45). Présenté par Christian Blachas. La violence fait-elle vendre 7 23.10 Téléfilm : Emmanuelle au septième ciel. De Francis Leroi (1993). Avec Sylvia

Kristel, Caroline Laurence, Laura 0.50 Boulevard des clips (et 5.15). 3.25 Rediffusions. Girls de Saint-Tropez ; 4.20, 0'ouest

en ouest.

CANAL +

-EN CLAST ABOU'A 14.05-12.25 Flash d'informations (et 19.45, 22.30). 12.30 Télés dimanche. 13.30 La Semaine des Guignois.

14.05 Téléfilm : Un si gros mensonge. De Cellan Jones: 14.55 Sport : Boxe.

Les meilleurs moments de la réunion de Philadelphie diffusée dans la nuit à partir de 1 h 05 avec les ren-contres Tyson-Mathis (lourds), Daniel-Cesar Vasquez (moyens) et Norris-Vaden (super-welters). EN CLAR JUSQU'A 18.00-

15.20 Décode pas Burny. 16.20 Les superstars du catch. 17.10 Documentaire : L'histoire d'une orangoutang orpheline. 17.59 Cinémator.

18.00 Téléfilm : Le Cavaller des nanges. De Gilles Behat. - En CLAIR JUSQU'A 20.35

19.55 Ça carteon.
Présenté par Philippe Dana. Horrèurs aux lapiris (1946); The Brave Little Bat (1941); Ça chauffe pour les souris (1952); Le Champion du bowling (1942).

20.35 Cinéma : Il était une fois le Bronx, E Film américain de Robert De Niro

22.35 Magazine: L'Equipe du dimanche. Présenté par Thierry Gilardi. 1.10 Cinéma : Silent Tongue. II II Film américain de Sam Shepard (1992, v.o.).

2.45 Surprises (15 min).

ARTE

19.00 Cartoon Factory [15/18]. Goopy Gear (1932); The Music Lesson (1932); Tightrope Trick, Tom & Jerry (1933); Cobwel Hotel (1936). 19.30 Megazine :

144ropolis (et 1.10).
Présenté par Pierre-André Boutang et Peter Wien

20.30 \$ 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Le Luxe, touleurs le leure.

20.41 Cinéma :
Indiscrétions
(The Philadelphia Stary). II II
Film américain de George Cukor
(1940, N., v.o.). Avec Katharine
Henburn. Cary Grant James Ste lepburn, Cary Grant, James Ste-

22.30 Docume 22.30 Documentaire:
C'est quoi le lune?
De Hans Magnus Enzersberger et
Gudie Lawaetz.
23.20 Documentaire:

L'Opéra, un luxe ? De Maria Gorgues. 23.50 Documentaire :
Souvenirs du temps passé.
De Poul Maintgaer.
6.20 Documentaire :
Las Gardiens du tempte.
D'André Walsman.

0.55 Clip: Le Luxe du passé au présent. De Francise Meunier.

2.10 Documentaire: Cent ans de cindone. Amérique latine. Le Cinéma des larmes, de Nelson Pereira Dos Santos (v.o., rediff.,

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55), 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Temps présent. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Hors la vie. **11** Film franco-italien de Maroun Bagdadi (1990), 0.30 lournal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En

direct (30 min). PLANETE 19.00 Pianos en fété. De Francois Gauducheau. 19.50 > Lijang, la Chine au-delà des nuages. 11/4] Un meurtre dans la ville. De Phil Agland. 20.35 Les Splendeurs de la mer de Cortez. De Howard Hall. 21 25 Grands maîtres de la photographie. [2/6] Ansel Adams. Oe Peter Adam. 22.00 La Halte d'Emmaüs ou l'Accomplissement d'une vie. De Guy Soubigou. 22.40 Sourds à l'image. De Brigitte Lemaine. 23.55 Louvre, le temps d'un musée. De 5tan Neu mann. 0.50 Tremblement de terre : Un ins-PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's Club. 20.00 Totalement cinéma. 20.30 Top-Hop. 21.00 Paroles et musique. E film franco-canadien d'Elie Chouraqui (1984). 22,50 Les Grandes Voix noires américaines. [2/2] De Claude Fléouter, 23.40 Eco, écu et

quoi 7 0.10 Musiques en scènes. Invité : Roberto Alagna. à l'Opéra de Lyon (25 min). 0.35 Le Canal du savoir (60 min). CANAL J 17.30 Série : Le Vilain Petit Canard. Un numéro sextraordinaire. 18.00 Série: Les Monroes. Dans le silence de la nut. 19.00 Sur la piste de l'animal le plus secret. [10/12] Amérique du Sud 2. 19.30

CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeid.

20.30 Country Box. 21.30 Série : Bottom. Parade. 21.55 Chronique New Age. 22.00 La Semaine sur Jimmy. 22.15 Série : New York Police Blues. 23.05 Destination séries. 23.35 Séne: Les Envahisseurs. A l'aube du dernier jour. 0.30 Cambouis (60 min). SERIE CLUB 19.00 5ene : Models Inc. Amour, toulours, 19.45 Serie, Miami Vice (et 0.00). Tous les coups sont permis. 20.35 Le Club. 20.45 ▶ Téléfilm : François le Champi, De Lazare Iglesis avec Marie Dubois 22.20 Série : Combat, Le Partisan. 23.10 Sene: Au-delà du reel, l'aventure continue. Au coin de l'œil. 0.45 Série : Les Boussardel, Les Noces de bronze (135 min). MCM 19.30 Mangazone Mag. 20.00 NBA Action. 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends Club. Marvin Gaye. 22.30 Eurotrash. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Rebel TV. 0.30 Zoom zoom

MTV 19.30 Concert: The Cranberries. 20.30 The Soul of MTV. 21.30 The State. 22.00 Oddities Featuring the Maiot. 22.30 Afternative Nation. 0.00 Headbangers' Ball (90 min). EUROSPORT 9.20 5ks. En direct (et 12.05).

Coupe du monde : slalom dames, à Saint-Anton (Autriche). 10.10 Ski. En direct (et 12.55). Coupe du monde : sialom géant messieurs, à Arta Badia (Italie). 14.00 Saut à skis. En direct. Coupe du monde. Tremplir moyen, à Chamonix. 16.00 Karting. En direct. Masters Indoor 1995, au PDPB. 19.00 Ski de fond. En différé. Coupe du monde, à Santa Catarina. 20.00 Golf. En direct. Championnat du monde: 4º tour, à Tryall (Jamaique). 22.00 Karting. Résumé. Masters Indoor 1995, au POPB. 0.00 Les Jeux de l'extrême (90 min). CIMÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. 20.30

C'étaient des hommes. # # Film américain de Fred Zinnemann (1950, N.). 21.55 Kitty Foyle. **Film** américain de Sam Wood (1940, N., v.o.). 23.40 Gare au percepteur. **Film** américain de Walter Lang (1950, N., v.o., 90 min).

CINÉ CINÉMAS 19.30 Happy Anniversary 007, 20.30 La Femme fic. Film franças d'Yves Boisset (1979), 22.10 La Chasse. Film américain de William Friedkin (1980, v.o.). 23.50 Hoffa. # Film américain de Danny De Vito (1992, v.o., 135 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de créa tion radiophonique. Autour de monsieur Teste de Paul Valèry. 22.25 Poésie sur parole. Poésie de langue portugaise. 22.35 Musique : Le Concert. Concert imaginaire du G.R.M. Œuvres de Ferran, Wagner, Teruggi, Schubert, Bayle, Debussy, 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières: Battus: le meurtre des oiseaux; Rub a dub dub; Rémanences : Sacrifications mentales ; Des mots dans le vent ; La Durée du oui : Baby, (Will Make You Sweat, de POL 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.05 Vaix souverins Irma Kolassi, mezzo-soprano. L'Amour de moy, anonyme du XV siècle ; Le Cœur de ma mie, de Jacques-Dalcroze (enregistré en 1957); Rhapsodie pour contratto, chœur d'hommes et orchestre op. 53, de Brahms. par le Chœur Marcel-Bridot, l'Orchestre par le Chœur Marce-Bhoot, l'orcheste Radio-Symphonique de Paris, dir. Eugène Bigot (enregistré en 1958); Œuvres de Fauré: Automne op. 18 m² 3; Mélodies de Venise op. 58: Mandoline; Soir op. 83 n° 2 (enregistré en 1954); Sept chansons popu-laires espagnoles, de De Falla, par l'Orchestre national, dir. Eduardo Toktra

(enregistré en 1953); Amarilli mia bella, madrigal, de Caccini (enregistré en 1954). 21.00 Capitale Prague. Ou la mérnoire des pierres. 22.30 Transversales. 1. Déclic. Steve Reich, Beryl Korot; 2. Les Magiciens de la Terre: Le Festival Africolor; Océan Indien; Sénégal; Mail; 3. Variations transversales; Authors du Ron mattre une éspection esses; Autour du Bon maître, une évocation musi-cale d'Erik Satie; 4. Le jazz, probablement: L'Art Ensemble of Chicago, rétrospective cavalière et concert, à l'occasion du

RADIO-CLASSIQUE 20.00 Solrée lyrique. Les Joyeuses Commères de Windsor, de Nicolai, par le Choeur et l'Orchestre sym-phonique de la Radio bavaroise, dir. Rudolf Kubelik, sol. Ridderbusch (Sir John Falstaff), Brendel (Monsieur Fluth), Malta (Monsieu Reich), Ahrisjo (Fenton), Zednik (Junke Sparlich), Sramek (Docteur Caius), Donath (Madame Fluth). 22.15 Soicée lyrique (Suite). Falstaff, extrait, de Salieri, par le Chœur et l'Orchestre de Chambre Salieri, dir. Tamas Pal, sol. Zempleri, soprano, Panc-zel, mezzo-soprano, Gulyas, ténor, Tamas Csurja, baryton, Gregor, basse; Falstaff, extraits, de Verdi, par la Chorale Robert Shaw et l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Toscanini. 0.00 Les Muits de Radio-

30 anniversaire. 1.00 Les Nuits de France-

Musique, Programme Hector.



Le Monde

Fausses factures: Michel Roussin obtient un non-lieu

POUR MICHEL ROUSSIN, l'affaire des fausses factures de la région parisienne aura dure treize mois. Mis en examen le 14 00vembre 1994 par le juge d'instruc-tion de Créteil (Val-de-Mame) Eric Halphen pour « recel d'abus de biens. sociaux et rècel d'infractions à la législation sur là facturation », M. Roussin a obtenir, vendredi après-midi . ciel, un muis plus tôt, sous les 15 décembre, un non-lieu. Au terme de son ordonnance, le juge Halphen estime que le « doute » entourant les charges retenues à l'origine « doit binéficier au mis en examen »...

Ministre de la coopération du gouvernement Balladur lors de sa mise en examen, M. Roussin avait été conduit à démissionner (Le Monde date 13-14 novembre 1994). Son retour à la politique s'était fait sans tapage : depuis les dernières élections municipales, il est adjoint (RPR) au maire de Paris, chargé de la francophonie. Exception faite d'un bref entretien accordé, le 18 février, à l'hebdomadaire Le Point, dans lequel il s'estimait victime d'« une espèce d'achamement», il n'a jamais commenté publiquement sa situa-tion judiciaire. Discrets face aux médias, ses avocats, Mª Pierre Haik et Georges Flécheux, ont, en revanche. multiplie les interventions auprès du juge d'instruction, sollicitant à trois reprises, les 5 avril, 6 juillet et 15 novembre, la délivrance d'un non-lien.

Dans un mémoire de quinze pages, ses défenseurs avaient estime, au mois d'avril, que l'enquête o'avait « pas permis d'apporter la moindre justification à la mise en exa-men » (Le Monde du 23 mai). Dans son ordonnance de non-lieu, le juge Halphen rappelle les présomptions qui pessient, voilà un an, sur l'ancien ministre, au titre de ses foncnions passées de directeur du cabi-net de M. Chirac à la mana de Paris. La mention « MR 2000 100 Mecon-verte dans les agendas du promo-teur-homme d'attaires Jean-Clande Méry, considéré comme Phommeclé du réseau de faux facturiers agissant autour de l'office HLM de Paris. avait eté traduite par la secrétaire de ... M. Méry comme figurant un verse-ment d'espèces à M. Roussin. S'y ajoutait le témoignage d'un ancien chanffeur de M. Méry, qui avait as-suré avoir été le spectateur de remises de « mailettes » remplies de l'occasion de rendez-vous entre le . promoteur et le directeur de cabi-

AVEL D'IMPUISSANCE

moins sont partiellement revenus «cage, les bus et tramways de Gresur leurs déclarations initiales, noble ou repris samedi. comportant au demeurant « des inexactitudes manifestes ». De lignes de métro sur quinze étaient même, les déclarations de Didier Delaporte, ancien militant RPR ayant contribué à la campagne de M. Roussin pour les élections légis-latives de 1993 et qui assurait égale-ment avoir assisté à des remises d'espèces, n'out-elles pas résisté à . l'examen du juge et aux vérifications policières. Au terme de celles-ci, les défenseurs de M. Roussin ont d'ailleurs déposé en son nom. le 23 octobre, une plainte contre X... pour « faux témoignage » (Le Monde du 2 novembre).

S'il considère que M. Roussin n'a pas expliqué « de façon convaincante » pourquoi il rencontrait fréquemment M. Méry, le juge admet, en conclusion, qu'il ini est « impossible de qualifier précisément » les infractions dont l'ancien ministre aurait été le receleur. L'enquête n'a pu établir au détriment de quelle société des abus de biens sociaux an-

raient été commis. Aussi son ordonnance apparaîtelle sinon comme un constat d'échec, au moins comme un aveu d'impuissance. Uo an, jour pour jnur, après sa mise en examen, M. Roussin avait réitéré sa demande de non-lieu. En cas de refus du juge, le parquet - qui avait par deux fois. ies 16 mai et 25 juillet, requis le règlement séparé du cas de M. Roussin dans cette procédure – arrait pu faire appel, laissant à la chambre d'accusation le soin de trancher cette question. Devancant cet appel, le juge Halphen a choisi de rendre cette décision lui-même.

Hervé Gattegno

Le décret autorisant la gendarmerie à ficher les opinions politiques est abrogé

Un « nouveau projet » sera soumis à la CNIL

APRÈS LE TOLLÉ provoqué par avec celui approuvé par la CNIL ». le décret autorisant la gendarmerie à créer des fichiers régionaux recensant notamment les « opinions politiques » des terroristes, de leurs relations et de leurs victimes (Le rapide du décret lui permettra Monde du 16 décembre), le gouvernument a pris la décision d'« abroger » ce texte publié au Journal offisignatures du premier ministre Alain Juppé et du ministre de la dé-

fense Charles Millon. C'est par un communiqué de quelques lignes du ministère de la défense, rendu public dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 décembre, qu'a été annoncé ce retrait. « Afin de lever toute ambiguîté, le décret va être abrogé et un nou-veau projet sera soums à la CNIL » (Commission nationale de l'informatique et des libertés), indique le communiqué

Ce retrait précipité illustre l'embarras du gouvernement envers l'avis rendu par la CNIL. En effet, la loi du 6 janvier 1978 fait obligation à cette catégorie de décrets de recevoir un avis conforme de la CNIL Or, contraîrement à ce qu'in-diquait le décret publié au journal à joint sa voix officiel du 16 novembre en notant que la CNIL avait rendu le 25 avril un « avis conforme » sur ce texte, l'avis remis par la commission était restrictif. Il précisait que le fichage des informations sensibles ne pouvait en aucun cas porter sur les « victimes » do terrorisme. Dans son communiqué, le ministère de la défense note que le décret est bien « conforme d l'avis rendu por le Conseil d'État ». Mais, sans plus d'explications, il admet qu'il « apparaît.après vérification » que ce

Pourquoi l'avis de la CNIL n'a-t-il pas été respecté ? Le ministère de la défense n'en disait pas plus, samedi matin 16 décembre. Et l'abrogation peut-être d'éviter de s'expliquer plus avant ou d'affronter un désaveu des membres de la CNIL. Car la commission avait justement décidé de réexaminer l'affaire, lors d'une séance plénière initialement fixée au 5 décembre puis reportée au 19 décembre en raison des grèves. Il s'agissait pour elle « de comparer les termes du décret publié à ceux de l'avis qu'elle avait rendu le 25 avril. » Du côté gouvernemental, l'embarras provoqué par la publication officielle du décret est enfin souligné par l'existence d'un arrêté d'application signé par le ministre de la défense. Daté du 29 novembre, cet

arrêté n'a toujours pas été publié,

L'association SOS-Attentats aux protestations

hii, au Journal officieL

Ainsi est retiré un texte qui faisait peser de nombreuses menaces sur les libertés. Vendredi, avant même l'annonce de la décision de retrait 'du décret, l'association SOS-Attentats avait joint sa voix, aux protestations émanant des organisations d'avocats, de magistrats, de policiers, et de défenseurs des droits de l'Homme. La présidente de SOStexte «comparte des différences Attentats, Françoise Rudetzki,

s'était, en particulier, élevée contre la possibilité ouverte à la gendarmerie de constituer des fichiers réginnaux comportant, selon les termes du décret, des dunnées dites sensibles sur « les personnes qui sont victimes d'actes de terrorisme ou paraissent être particulièrement exposées à de tels actes ».

Ne comprenant pas les raisons de ficher les opinions politiques et religieuses, ou encore les appartenances syndicales, des victimes réelles oo potentielles du terrorisme, Mre Rudetzki s'est interrogée sur « la justification d'une liste des quelques milliers de victimes recensées à ce jour, et qui ont des opinions politiques, philosophiques et religieuses diverses ». En outre, ajoute-t-elle, « le terrorisme frappe aveuglément tous les lieux publics. Cataloguer des victimes potentielles, expose dès lors chaque citayen à figurer sur ce fichier. Des textes susceptibles de porter atteinte aux libertés individuelles ne sont pas une réponse adaptée à la lutte contre le terrorisme international. »

La Ligue des droits de l'homme avait, de son côté, fait part de son intention d'attaquer ce décret « qui paraît attentatoire aux libertés ». Le Syndicat de la magistrature (SM), tout en exigeant « le retrait du décret », estimait « urgent une réforme de lo loi du 6 janvier 1978 qui ne permet pas, dons sa formulation octuelle, une réelle garantie des libertés individuelles ». Il est vrai que le SM oe savait pas, en rédigeant ce communiqué, que le décret, présenté dans le Journal officiel comme conforme à l'avis de la CNIL, ne Pétait pas en réalité.

Erich Inciyan

Devinette

par Alain Rollat

QUEL RAPPORT y-a-t-il entre les vaches landaises, les vins de Bordeaux et les griots du Sénégal? La réponse à cette énigme était donnée, vendredi soir 15 décembre, par la telévision publique et, bien qu'elle ait été camouflée sous les programmes les plus anodins, elle était naturellement en relation avec l'actualité

Les vaches landaises, c'est bien connu, sont depuis longtemps les preuves vivantes de l'existence du principe de causalité, autrement dit les meilleures auxiliaires des savants qui valident l'idée scientifique du déterminisme en prétendant que, dans notre univers, rien n'est fortuit, « tout phénomène a une cause qui le précède nécessairement, de sorte qu'en connaissant la cause on connuît par cela même l'effet », comme l'écrivait le philosophe Alexandre Kojève qui n'était pourtant pas né du côté de Chalosse. En clair, il n'existe aucune autre explication rationnelle que celle du déterminisme géographique au rôle que tiennent les vaches landaises dans ces courses du même nom, enracinées autour de Mont-de-Marsan, où l'on voit sans raison apparente des jeunes gens descendre dans l'arène en boléro d'apparat pour le seul plaisir d'affronter la charge de l'animal et d'esquiver ses comes, au dernier moment, dans un geste de toupie. Ces artistes sont d'ailleurs incapables d'expliquer pourquni ils prennent ce risque gratuit. Ils s'étonnent même qu'on leur pose une question qu'ils ne se posent pas eux-mêmes: « On ne peut pas faire autrement, c'est comme ça... »

Ce plaisir ludique, déterminant leur comportement étrange, fait partie de leur tréfonds.

Les vins de Bordeaux, en revanche, ne sont plus ce qu'ils chez Bernard Pivot, et le fait que celui-ci ait un faible atavique pour le beaujolais n'autorise pas à voir malice derrière ce déplorable constat. La baronne de Rothschild en personne n'a pas vraiment contesté que l'extension inconsidérée des aires de production ait pu contribuer à la baisse de la qualité moyenne. Mais il y a plus grave : il paraît que les vienerons des terroirs bordelais sont désormais si près de leurs sous qu'ils ne font même plus déguster leurs crus aux gourmets de passage. Un expert a eu ce mot terrible : « A Bordeaux, maintenant, il y a tout d vendre mais plus rien à boire! »

Quant aux griots du Sénégal, seion France 3 et Sylvain Augier, ils ont donné au monde entier une belle leçon de fraternité oecuménique le jour où, faisant fi de tous les clivages culturels, ils ont initié les trente-cinq moines de l'abbaye bénédictine de Keur Moussa (Casamance) à la pratique de la kora: cette harpe africaine est ainsi devenue l'instrument de l'harmonie recherchée par les hommes de bonne volonté.

On l'aura deviné, la clé de cette énigme s'appelait Alain Juppé sobre maire de Bordeaux, natif des Landes, habile à pirouetter dans l'arène au risque de se faire estoquet, auquel le Père Noël offrira une kora pour l'aider à devenir l'accordeur qu'attend le chœur social.

EN RAISON de l'actualité politique et sociale, nnus avons été contraints de différer la publication de la page « chronnlogie » consacrée aux principaux événements du mois de novembre. Elle sera publiée dans notre édition du vendredi 22 datée samedi 23 décembre.

Société des rédacteurs du « Monde »

RÉUNIE de façon extraordinaire, jeudi 14 décembre à Paris, l'assemblée générale prdinaire de la Société des rédacteurs du Monde (SRM) a adopté, sur proposition du conseil d'administration, plusieurs modifications des statuts de la société. Le conseil proposait d'aménager les articles 8, 12 et 13 afin, notamment, d'autoriser le maintien dans la SRM, avec le statut de retraités, de journalistes licenciés par la SA Le Monde dans le cadre de plans sociaux. Des critères d'âge et d'anclenneté dans l'entreprise sont établis pour pouvoir bénéficier de cette mesure. Chacune des trois révisions des statuts a été adoptée à une majorité supérieure à 80 % des parts présentes ou représentées.

Tirage du Monde daté samedi 16 décembre 1995 : 489 524 exemplaires

L'état des conflits sociaux au 23e jour

La reprise dans les transports est très inégale

TRANSPORTS URBAINS: à la société. En région parisienne, Marseille, aucun autobus ne cir-culait, samedi 16 décembre, et l'on quelques dessertes étaient pré-culait, samedi 16 décembre, et l'on vues, à raison d'un train sur trois enregistrait seulement une rame en direction de Saint-Nom-la-Bre-toutes les quinze minutes sur les deux lignes de métro. Pour la cin-genteuil, Mantes-la-Jolie via Poisquième journée consécutive, en sy. En revanche, aucune desserte raison de la grève du personnel de n'était annoncée sur le trafic banla T2C, l'agglomération de Cler-mont-Ferrand était privée de transports en commun. Même cas de figure à Bordeaux, où le réseau veu des bus est paralysé depuis deux Le juge Halphen relève que cestés semaines. Après dix jours de blo-

• RATP : selon la direction, cinq ouvertes samedi à 10 h. La ligne 1 fonctionmait à 100%, la ligne 4 à -35%, la ligne 7 à 16%, la ligne 7 bis à 65%, la ligne 13 à 25%. La ligne A du RER était ouverte et fonctionnait à 60 % de sa capacité. 15 % du. parc de bus circulait (lire égule-

ment page 7). SNCF : le trafic reprenaît très lentement samedi matin 16 décembre, notamment dans la banlieue de Paris où un train sur trois était annoncé an départ de la gare

lieue Nord, pas plus qu'au départ de la Gare de Lyon. Depuis Montparnasse, dix allers-retours étaient prévus entre Paris et Rambouillet et six sur Paris-Plaisir.

En région, « la reprise ne se fera qu'extremement progressivement », indique la SNCF (lire également page 7). Sur le réseao TGV, six al-lers-retours étaient prévus entre Lille-Flandres et Roissy, trois entre Lille-Flandres et Marne-La-Vallée Chessy (desservant les gares de Douai, Arras, gare Hante-Picardie et Roissy). La SNCF prévoyait également six allers-retours TGV Paris-Lyoo, quatre Paris-Dijon, et trois Paris-St-Pierre-des Corps, ainsi qu'un aller-retour Paris-Grenoble, Paris-Genève, Paris-Annecy, quatre allers-retours Paris-Dijoo et Paris-Lyoo, enfin deux allers-retours Paris-Lyon-Modane

tar n'est prévue eotre Paris et Londres (seuls six allers-retours eotre Bruxelles et Loodres soot ● EDF-GDF: oo comptait 25 %

de grévistes vendredi contre 40 % o'avait recensé que 2 % de gré-

vistes vendredi. ● BANQUES : selon les établissements, il n'y avait vendredi que 3 à 6 % de grévistes

• TRANSPORTS MARITIMES: la grève des marins CGT de Marseille perturbe gravement le trafic des ferries de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) vers Pîle de Beauté. Aucune traversée ne devait être assurée avant lundi soir. Sur la Manche en revanche les bateaux de Britanny Ferries et de la SNAT (filiale de la SNCF) fonctionnent normalement.

 EQUIPEMENT: les syndicats CGT, CFDT et FO des ministères de l'équipement et de l'environnement appellent à une « jaumée de blocage général des services » mardi 19 décembre et « d un temps fort d'actions, avec grèves », jeudi 21, jour du sommet social.

RTL-Le Monde

"GRAND JURY"

FRANÇOIS

ANIMÉ PAR **OLIVIER MAZEROLLE**

AVEC CECILE CHAMBRAUD (LE MONDE) JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

« Une répétition générale » pour Arlette Laguiller

vers l'Italie. Aucune liaison Euros-

LE TEMPS EST À LA LUTTE : la « Mutu » accueillait, vendredi 1S décembre, à Paris, sun deuxième meeting trotskiste en moins d'une semaine. Après la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui avait fait salle comble le 11 décembre, les militants de Lutte ouvrière, mains numbreux, étaient venus, salle de la Mutualité, écouter Arlette Laguiller sur le conflit social. L'épreuve était délicate pour l'ex-candidate à l'élection présidentielle, qui s'exprimait le jour même nù le mouvement donnait des signes multiples d'essoufflement.

Constatant d'abord que ni « ceux qui dirigent le pays » ni « les journalistes vedettes des médias » n'avaient « senti » venir le conflit, M « Laquiller s'est moquée des « prétendus intellectuels de la bourgeoisie, qui découvrent avec effarement (...) que la classe ouvrière existe ».

Pour le porte-parole de l'organisation trotskiste, « l'avation des députés à l'Assemblée », le 15 novembre, lors de la présentation du plan Juppé sur la Sécurité sociale, « a été le symbole de la hargne de ces laquais richement payés ». « Il est bien possible que cette grève puisse coûter sa place à Juppé », a-telle poursuivi. « Bon vent I Mais si c'est pour le rem-

en appelant ses militants à manifester en masse samedi 16 décembre, la responsable de LO a, curieusement, dressé le bilan du mouvement au passé. «La limite principale du mauvement a été que la grève ne s'est pas étendue au secteur privé. Elle n'a donc pas vraiment touché le patronat, et elle danne à Juppé une marge de manœuvre », a dit M™ Laguliler. Lutte ouvrière, qui ne dispose pas de relais syndical particulier (ses militants cotisent majoritairement à la CGT, syndicat qui a juué « le rôle le plus déterminant », à FO, comme Arlette Laquiller, et parfois à la CFDT), continue à se méfier des centrales. « La CGT et FO ont mantré et appris qu'étendre une grève à portir de la base n'était pas une aberration gouchiste, a-t-elle dit, mais ils ouraient pu le foire bien avant. »

placer par Séquin au Pasqua, c'est un piège. » Tout

Surtout, M™ Laguiller a continué à regretter la « démoralisation et l'apalitisme des travailleurs ». Pour autant, elle conclut : « Cette grève était une répétition générale. Le véritable troisième tour social est

Ariane Chemin

26 / LE MONDE / DIMANCHE 17 - LUNDI 18 DÉCEMBRE 1995

Faites un heureux, offrez un abonnement au câble.



Le câble, c'est le cadean de Noël idéal: 20 cadeaux en un, un cadeau pour toute la famille. Films, documentaires, séries, sport, info, musique: tout est toujours disponible à l'heure de votre choix. Parce que le câble vous permet de créer vous-même le programme qui vous convient.

images que votts n'avez jamais vue:



Abonnez-vous au O5.25.30.30

Annol grafuit

Valable pour tout abonnement entre le 1° et 31 décembre 1995.

ه المالاميل